

Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 JUILLET 1934.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7TH JULY, 1934.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 3967—27-8-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 3968—27-8-o

Lettres patentes

"Alex. Desmarais Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juin, 1934, constituant en corporation: Alexandre Desmarais, manufacturier, Roland Desmarais, menuisier, et Henri Desmarais, agent d'assurance, tous domiciliés en la cité des Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Agir comme manufacturiers dans les ouvrages en bois consistant principalement dans la confection des accessoires ordinairement employés par les manufacturiers de papier pour emballer les rouleaux de papier comprenant rouleaux en bois, boîtes en bois, planches à trous brûlés, ainsi que dans la confection des ouvertures pour les bâtisses, ainsi que des planchers et même agir comme contracteurs pour la construction de bâtisses de tout genre;

Aux fins susdites, acquérir et acheter aux prix et conditions les plus avantageuses pour vos requérants, et à des conditions jugées convenables aux cessionnaires ou vendeurs, le matériel y nécessaire et plus spécialement le bois et tous autres matériaux qui conviennent et conviendront aux buts pour lesquels la présente incorporation est demandée, ainsi que la machinerie nécessaire et tous autres accessoires indispensables afin de réaliser les buts ci-dessus mentionnés;

Acquérir et exploiter en tout ou en partie tout genre de commerce ou entreprise semblable à celui pour lequel la présente incorporation est demandée;

Etablir, acquérir, posséder, louer ou exploiter des locaux nécessaires et utiles aux fins ci-dessus proposées;

Acquérir et posséder des immeubles, si nécessité il y a, et vendre, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de tels immeubles;

Acquérir et acheter des camions-automobiles, des voitures traînées par des chevaux ou autrement, avec tout ce qui est nécessaire pour le bon mouvement de ces susdites voitures, afin d'aider à la prompte exécution des contrats et entreprises qu'ils entreprendront dans les buts ci-dessus relatés;

Letters patent

"Alex. Desmarais Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1934, incorporating: Alexandre Desmarais, manufacturer, Roland Desmarais, carpenter, and Henri Desmarais, insurance-agent, all domiciled in the city of Trois-Rivières, for the following purposes:

To act as manufacturers of wooden works consisting mainly in the manufacturing of the accessories generally used by paper manufacturers to pack rolls of paper, including wooden rollers, wooden boxes, hole boards, and also in the making of roofs for buildings, and for floors and even to act as contractors for the construction of any kind of buildings;

For the above purposes, to acquire and purchase, on such conditions as may be most advantageous for your petitioners, and on conditions deemed expedient by assignees or vendors, the material required therefor and more especially wood and any other materials which are or may be suitable for the purposes for which the present incorporation is applied for and also the necessary machinery and any other indispensable accessory for the attainment of the aforesaid purposes;

To acquire and exploit, in whole or in part, any kind of business or undertaking, similar to that for which the present incorporation is applied for;

To establish, acquire, own, lease or exploit necessary and useful offices and premises for the hereinabove proposed purposes;

To acquire and own immovables, if necessary, and to sell, exchange, hypothecate or otherwise dispose of such immovables;

To acquire and purchase auto-trucks, vehicles drawn by horses or otherwise, with everything which may be necessary for the proper working of the above vehicles, in order to aid in the rapid performance of the contracts and undertakings which may be undertaken for the foregoing purposes;

Faire des arrangements avec le public et les clients de ladite compagnie, aux fins de les protéger, les aider, les assister, par concessions, escomptes, avancement d'argent ou autrement, dans l'achat, l'acquisition, les réparations et la confection des choses et effets de ladite compagnie, et recevoir de tel public ou clients comme rémunération ou salaire, des versements en nature ou en argent, dont les montants seront fixés par la compagnie;

Emprunter des banques ou de tous autres tout argent nécessaire aux opérations de ladite compagnie, et donner en garantie en tout ou en partie l'actif de ladite compagnie;

Emettre des actions acquittées du capital-actions de la compagnie, en paiement ou en partie de paiement des propriétés mobilières ou immobilières, droits ou autre actif acquis par la compagnie;

Vendre l'actif ou toute partie de l'actif aux conditions et pour la considération que la compagnie décidera, et recevoir en paiement des actions acquittées, des débentures ou autres valeurs d'autres compagnies ayant un commerce entièrement ou en partie semblable à celui de ladite compagnie;

Faire des règlements conformes à la loi pour la bonne administration et conduite de ladite Compagnie;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des fins ou objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette Compagnie;

Prendre les moyens nécessaires pour annoncer leur Compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même les surplus, les profits nets de la Compagnie aux porteurs d'actions ordinaires, sous le nom de "Alex. Desmarais Company, Linited".

Le montant du capital-actions de la Compagnie est de six mille dollars ($6,000.00), divisé en quarante (40) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune, et en vingt (20) actions privilégiées de cent dollars ($100.00) chacune.

Les porteurs d'actions privilégiées recevront à même les profits de la compagnie et en priorité sur les actions ordinaires, un dividende annuel cumulatif de sept pour cent (7%);

Les porteurs des actions privilégiées auront tous les droits, tous les privilèges, et toutes les obligations que possèdent les porteurs des actions ordinaires de la compagnie, quant au droit d'éligibilité aux charges de directeurs et officiers de la compagnie, mais n'auront pas droit de vote aux assemblées des actionnaires de la compagnie;

La compagnie aura le droit de racheter ces actions privilégiées en payant aux porteurs de chacune desdites actions, le pair, plus un bonus de dix dollars ($10.00) par action.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
3969–o Sous-secrétaire de la Province.

To make arrangements with the public and clients of the said company for the purposes of protecting, aiding and assisting them by concessions, discounts, advances of money or otherwise, in the purchase, acquisition, repairing and making of the goods and wares of the said company and receive from the said public or clients, as remuneration or salary, such payments in kind or cash amounts as may be determined by the company;

To borrow from banks or from others all the money necessary for the operations of the present company and give as security the whole or part of the assets of the company;

To issue paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment for movable or immovable property, rights or other assets acquired by the company;

To sell the assets or any part of the assets upon the conditions and for the consideration which the company may decide on, and receive in payment paid up shares, debentures or other securities of other companies having a business wholly or partly similar to that of the said company;

To make by-laws according to law for the good management and conduct of the said company;

To consolidate or amalgamate with any other company having purposes or objects similar in whole or in part to those of this company;

To adopt such means of advertising the company as may seem expedient;

To distribute in specie or otherwise, by way of dividend legally declared out of the surplus, the net profits of the company to the holders of common shares, under the name of "Alex. Desmarais Company, Limited".

The amount of the capital stock of the company shall be six thousand dollars ($6,000.00), divided into forty (40) common shares of one hundred dollars ($100.00) each, and twenty (20) preferred shares, of one hundred dollars ($100.00) each;

The holders of preferred shares shall receive, out of the profits of the company and in priority over the common shares, a cumulative annual dividend of seven per cent (7%);

The holders of preferred shares shall have all the rights, privileges and obligations held by the holders of the common shares of the company as to the right of eligibility for the offices of directors and officers of the company, but they shall not have the right to vote at the meetings of the shareholders of the company;

The company shall have the right to redeem such preferred shares by paying the par value, plus a bonus of ten tollars ($10.00) per share.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, in the city and district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
3970 Assistant Provincial Secretary.

"Alma Construction, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1934, constituant en corporation: Joseph Collard, commerçant, Napoléon Larouche, commis, demoiselle Lucienne Harvey,

"Alma Construction, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1934, incorporating: Joseph Collard trader, Napoléon Larouche, clerk, Miss Lucienne Harvey, teacher, and Dame Emma Harvey,

institutrice, et Dame Emma Harvey, bourgeoise, épouse contractuellement séparée de biens de Jos. Collard et de son dit mari à ce dûment autorisée, tous de la ville de Sant-Joseph d'Alma, dans le comté du Lac Saint-Jean, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, trafiquer, faire le commerce en gros et en détail du bois de toutes descriptions, des articles de quincaillerie et de ferronnerie, des explosifs, des matériaux de construction, et généralement de tous autres produits ou marchandises suivant que la compagnie le jugera à propos;

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder et exploiter des établissements industriels, notamment des scieries, moulins à cardes, moulanges à grain, des machines, machineries, outils, outillages, appareils et dispositifs de toutes sortes pouvant utilisés dans aucune industrie exploitée par la compagnie;

Acquérir des immeubles par voie d'achat, bail ou autrement;

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, construire et maintenir des magasins, manufactures et autres bâtisses;

Vendre, échanger, louer tous et aucuns de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement, et hypothéquer ses immeubles;

Emettre et vendre des obligations, débentures et coupons;

Rémunérer aucunes personnes, sociétés ou corporations, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, soit en rapport avec la souscription d'aucunes des actions de la compagnie, soit dans ou à l'occasion de sa formation, de son organisation, soit dans la gestion de ses affaires;

Emettre des actions libérées et acquittées, des obligations, débentures ou autres titres de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucuns biens ou droits qu'elle pourra acquérir, de services rendus, de travail fait pour la compagnie, ou en paiement d'aucunes dettes ou redevances quelconques dues par la compagnie;

Faire et exécuter généralement tous autres actes et objets qui seront jugés utiles ou avantageux pour l'exploitation des entreprises et commerces susdits, sous le nom de "Alma Construction, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Joseph d'Alma, comté du Lac Saint-Jean, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
3971-o Sous-secrétaire de la Province.

"Automobile Supply Stores, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1934, constituant en corporation: Nathaniel - Leonard Rappaport, Thomas-H. Tansey, tous deux avocats, et Philip Shrague Garonce, tensur de livres, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces, et toutes sortes de machinerie, outillages, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et accessoires se rapportant à la construction de

gentlewoman, wife separate as to property by marriage contract of Jos. Collard and duly authorized by her said husband, all of the town of Saint Joseph d'Alma, in the county of Lake Saint John, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, trade, deal wholesale and retail in wood of all descriptions, hardware and ironware articles, explosives, building materials and generally any other products or merchandises which the company may deem proper;

To construct, purchase, lease, or otherwise acquire, own and operate industrial establishments, especially saw-mills, carding mills, grist mills, machine, machinery, tools, equipment, apparatus and devices of all kinds which may be used in any industry carried on by the company;

To acquire immoveables by way of purchase, lease or otherwise;

To purchase, lease or otherwise acquire, own, construct and maintain stores, factories and other buildings;

To sell, exchange, lease all and any moveable and immoveable property or otherwise dispose thereof and to hypothecate its immoveables;

To issue and sell bonds, debentures and coupons;

To remunerate any persons, partnerships or corporations for services rendered or to be rendered to the company, either in the placing of any of the shares of the company or in or about the formation of its organization or the conduct of its business;

To issue fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company in whole or part payment for any property or rights which the company may acquire, services renddered, work done for the company or for the payment of any debts or liabilities whatsœver owing by the company;

To generally carry on and execute any other acts and things which may be deemed useful or advantageous for the exploitation of the undertakings and businesses aforesaid, under the name of "Alma Construction, Limitée", with a total capital-stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Joseph d'Alma, county of Lake Saint John, in the district of Roberval.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
3972 Assistant Provincial Secretary.

"Automobile Supply Stores, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1934, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, Thomas H. Tansey, both Advocates, and Philip Shrague Garonce, Bookkeeper, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburators, accessories, parts and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances whether incidental to the construction of motor cars or other-

voitures-automobiles ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux, ou la fabrication, l'entretien et travail d'iceux respectivement;

Faire de la même manière le commerce d'ornements, accessoires, enseignes, ampoules électriques, appareils electriques, radios et leurs accessoires et objets y incidents, et faire le commerce de cirages, graisse et préparations semblables se rapportant à la présente entreprise commerciale;

Acquérir par achat, location ou autrement ou exploiter moyennant un droit régalien ou autrement toutes formules, brevets, marques de commerce, droits d'auteur ou dessins industriels, et les faire inscrire et enregistrer pour aucune des fins susmentionnées;

Nommer, désigner ou donner des agences, concessions ou autres contrats pour l'exhibition, la distribution et la vente des produits manufacturés, matériel brut ou aucun des produits de la dite industrie;

Agir comme agents, distributeurs, concessionnaires et principaux pour l'importation, l'exportation, la fabrication, la vente, distribution, exhibition et emmagasinage de tout matériel brut, produits manufacturés, sous-produits, brevets, droits d'auteur, marques de commerce et dessins industriels susmentionnés;

Conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, risques similaires ou conjoints avec toute personne, personnes ou corporations ayant des objets en tout ou en partie semblables à l'industrie de la compagnie et souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs dans telle compagnie, et détenir, vendre ou autrement disposer des dites actions;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens et droits de toute personne ou personnes, firme ou corporation exerçant tout commerce que la présente compagnie exerce ou qu'elle a droit d'exercer, et les exploiter et les payer en tout ou en partie avec les actions libérées de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, acquérir et disposer de toutes propriétés réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, et de tous droits et privilèges y attachés, et particulièrement toutes servitudes, tous baux, contrats, usines et machineries, fonds de commerce, accessoires, meubles et autres objets sans restriction pour les fins de la dite industrie;

Avoir, accepter, faire, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets à ordre, lettres de change, mandats, et autres effets négociables;

Vendre ou aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables, ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Obtenir l'enregistrement de la corporation dans tout pays, district, province et pays conformément aux lois qui y existent;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour l'industrie de la compagnie, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou autrement, toute autre compagnie ou corporation ou toute personne ou toutes personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Prendre les moyens jugés convenables de faire connaître les marchandises de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par des circulaires, la publication de livres et périodiques;

wise, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To deal in like manner with ornaments, gadgets, signs, electric bulbs, electrical goods, radios and their accessories, and incidentals, and in polishes, grease and similar preparations incident to the present business enterprise;

To acquire by purchase, lease or otherwise or to exploit on a royalty basis or otherwise any formulae, patents, trade-marks, copyrights or industrial designs and to have same recorded and registered for any of the purposes aforementioned;

To name, appoint or grant agencies concessions or otherwise contract for the exhibition, distribution and sale of the manufactured products, raw materials or any of the products of the said business;

To act as agents, distributors, concessionaries and principals for the import, export, manufacture, sale, distribution, exhibition and storage for any raw materials, manufactured products, by-products, patents, copyrights, trade-marks and industrial designs aforementioned;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest in any similar or joint venture with any person, persons or corporation having objects in whole or in part similar to the business of the company and to subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities in such company and to hold, sell or otherwise dispose of the said shares;

To acquire, take over the whole or any part of the business property and rights of any persons, person, firm or corporation carrying on any business which this present Company carried on or is entitled to carry on and to carry on and pay for the same wholly or in part with the paid up shares of the present company;

To purchase, take on lease or in exchange, acquire and dispose of any real or personal property moveable or immoveable and any rights and privileges attached thereto and in particular any servitudes, leases, contracts, plant and machinery, stock-in-trade, fixtures, furniture and other objects without restriction for the purpose of the said business;

To have, accept, make, endorse, execute, and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, warrants and any other negotiable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company;

To procure the registration of the corporation in any Country, district, Province and Country according to the laws there prevailing;

To raise and assist in raising money for the business of the company, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or otherwise any other company or corporation or any person or persons with whom the company may have business relations;

To adopt such means of making known the merchandise of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press by circulars, by publication of books and periodicals;

Faire toutes telles autres choses comme se rapportant à ou favorisant la réalisation des objets susdits;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie, et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi; il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Automobile Supply Stores, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1217 rue Bleury, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
3973 Sous-secrétaire de la Province.

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company, and who have continued so to be after having its employ; any appeal to the public to subscribe for shares of the company is prohibited, under the name of "Automobile Supply Stores, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.-00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at 1217 Bleury Street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
3974–o Assistant Provincial Secretary.

"Babette, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin 1934, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, tous deux avocats, et Dorothy Boretsky, Irène-Ruth Brown, toutes deux filles majeures, sténographes, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exploiter la totalité ou toute partie des industries de fabricants de vêtements et confections de toutes sortes, tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de mode, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelles, merciers, fabricants de porte-manteaux, confectionneurs en général, et négociants d'articles en caoutchouc et imperméables, parapluies, cannes, ornements, accessoires de toilette, parfums, savons et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter, et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission dans toutes lignes d'articles, effets, produits, marchandises et matériels de fabrication;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement tout commerce de même nature, y compris les machineries, le fonds de commerce, la clientèle, l'ameublement et les autres accessoires et les payer en argent ou en actions entièrement libérées de la compagnie, au prix et pour le nombre d'actions qui seront déterminés par la compagnie;

Acquérir, détenir, louer, vendre ou échanger des actions du capital ou des débentures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et détenir, posséder, développer, faire le commerce, vendre ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins et édifices et de tous intérêts ou droits y afférents;

Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira pouvoir exercer économiquement ou convenablement en rapport avec toute portion de l'industrie de la compagnie ou susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie;

Souscrire, acheter ou acquérir, ou accepter, détenir, en faire le commerce et disposer des obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, et exercer tous les

"Babette, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of June, 1934, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, both advocates, Dorothy Borestky, Irène Ruth Brown, both *filles majeures*, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers and retailers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap and any other articles, commodities, merchandise of things necessary for the purposes of the company, with the right to manufacture, import and export, and to act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good-will, furniture and other accessories, and to pay for same in cash, or fully paid up shares of the company, for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, sell or exchange shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immovable property, lands, warehouses, stores and buildings, and any interests or rights connected therewith;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the company 's interests;

To subscribe for, purchase, or acquire, or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation, and to exercise any and all voting

droits de vote attachés à ces valeurs, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés ou par un procureur dûment nommé;

Faire des avances de deniers, au moyen de prêts, obligations ou autrement, aux personnes ou corporations ayant des relations commerciales avec la compagnie et à d'autres personnes, aux termes et pour les garanties qui seront jugés recommandables, et garantir l'exécution de toutes obligations ou entreprises par toute autre compagnie, firme ou individu en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels elle est en aucune manière intéressée;

Agir comme administrateurs ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un négoce similaire ou semblable;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou similaire et en assumer les obligations;

Vendre, louer, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie et corporation, et accepter comme considération de telle vente, location ou transport, de l'argent ou toutes actions, titres, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

S'associer ou faire toute convention pour le partage des bénéfices, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

Emettre, soit des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, des obligations, débentures de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, pour toute propriété ou pour tout droit acquis par la compagnie, et rémunérer, soit en argent ou en actions, obligations, ou débentures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme et corporation, pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie, sous le nom de "Babette, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
3975 Sous-secrétaire de la Province.

powers thereon by its duly authorized officers or by proxy duly appointed;

To make advances by way of loan, bonds or otherwise, to persons or corporations having dealings with the company, and to other persons upon such conditions and security as may be deemed advisable, and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

To sell, lease, transfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept, by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company, or corporation;

To enter into partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds, debentures, of the company, to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company and to remunerate, either in cash or in stock, bonds, or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporations for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "Babette, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
3976-o Assistant Provincial Secretary.

"Blank & Stoller, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1934, constituant en corporation: Zénon Charland, agent, Ike Mitnick, photographe, Caya Brandes, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire, négocier, vendre des photographies privées et commerciales, faire de la photographie commerciale pour d'autres studios, en finissant, agrandissant, développant la fabrication d'accessoires, pièces, ameublement, appareils photograghiques et les négocier, manipuler, vendre acheter et faire le commerce d'iceux et d'aucune et toutes choses se rapportant en général à l'art de la photographie dans toutes ses formes;

2. Souscrire, acheter ou acquérir ou accepter, détenir, négocier, vendre et disposer d'obliga-

"Blank & Stoller, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty fifth day of May, 1934, incorporating: Zenon Charland, agent, Ike Mitnick, photographer, Caya Brandes, spinster, unmarried, stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To make, deal in, sell private and commercial photographs, do commercial photographic work for other studios, finishing, enlarging, developing the manufacture of photographic supplies, parts, equipment, apparatus and to deal in, handle, sell, buy, job, same and any and all things pertaining to the general art of photography in all forms;

2. To subscribe for, purchase or acquire or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds,

tions, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation et exercer aucun et tous pouvoirs de voter sur icelles par l'intermédiaire de ses officiers dûment autorisés ou d'un procureur dûment nommé;

3. Agir comme gérants ou agents de toute compagnie, société ou personne exploitant toute industrie similaire ou alliée;

4. Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exploitant toute industrie similaire ou alliée et assumer les responsabilités d'icelles;

5. Vendre, louer, transporter ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de l'industrie et de l'entreprise de la compagnie envers toute autre personne, firme, compagnie ou corporation, et accepter, en considération de telle vente, location ou transport, des argents ou des actions, stocks, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

6. S'associer ou conclure des arrangements pour le partage des profits, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

7. Emettre des titres, actions, obligations ou débentures, soit entièrement ou partiellement libérés, de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, pour toute propriété ou pour tous droits acquis par la compagnie et rémunérer, soit en argent ou en actions, obligations ou débentures tel que susdit, toute personne, firme ou corporation pour des services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa promotion, son organisation ou en rapport avec la conduite des affaires de la compagnie;

8. Que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

9. Que si autorisés par règlement, sanctionné par au moins les deux-tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoqués pour considérer le règlement, les directeurs pourront de temps en temps:

a. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant de tels emprunts;

c. Emettre des bons, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour telles sommes et à tels prix qui seront jugés convenables;

d. Hypothéquer, nantir ou donner en garantie les biens mobiliers et immobiliers de la compagnie, ou les deux, pour garantir tels bons, débentures, actions-débentures ou autres valeurs et toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de cette compagnie;

Rien de contenu dans cette clause ne limitera ou restreindra l'emprunt de deniers par la com-

debentures or securities of any company or corporation and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers, or by proxy duly appointed;

3. To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

4. To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

5. To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

6. To enter into partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

7. To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or right acquired by the company and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its uncorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business;

8. That in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have an interest therein which is or might be adverse to the interest of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

9 That if authorized by By-Law, sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a Special General Meeting of the shareholders duly called for considering the By-Law, the directors may from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

d. Hypothecate,mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, stock debentures or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the com-

pagnie sur lettres de change et billets promissoires faits, tirés et acceptés par ou au nom de la compagnie;

10. Acquérir ou entreprendre la totalité ou aucune partie du commerce et responsabilités de toutes personnes, société, firme ou corporation exerçant aucun commerce que la corporation est autorisée d'exercer ou possédant des biens convenables pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Blank & Stoller, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de $20,000.00, divisé en (200) actions ordinaires d'une valeur au pair de $100.00 par action, sujet à augmentation dudit capital-cactions, en vertu des dispositions de la dite Loi.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
3977 Sous-secrétaire de la Province.

pany on bills of exchange, or promissory notes, made, drawn, accepted, by or on behalf of the company;

10. To acquire or undertake the whole or any part of the business and liabilities of any person, partnership, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of any property suitable for the purpose of the company, under the name of "Blank & Stoller, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be $20,000.00, divided into 200 shares of common stock of the par value of $100.00 per share, subject to the increase of the said capital stock under the provisions of the said Act.

The head office of the company will be in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
3978–o Assistant Provincial Secretary.

"Central Clothiers, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juin 1934, constituant en corporation: Nathan Tinkoff, marchand, Lazarus-Loew Tinkoff, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Sam Frank, marchand, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, exercer et faire le commerce de toutes sortes de vêtements et confections pour hommes et garçons soit en drap, coton, tweeds lainages, tissus et tous ou aucun des articles de nature semblable ou similaire;

Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autre) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie et utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exploitant ou exerçant, ou sur le point d'exercer où d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir les contrats ou autrement leur aider et prendre et autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle

"Central Clothiers, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1934, incorporating: Nathan Tinkoff, merchant, Lazarus Loew Tinkoff, advocate, both of the city of Montreal, and Sam Frank, merchant, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import, export, trade and deal in all kinds of men's and boy's clothing and wearing apparel, whether in cloth, cotton, tweeds, woollens, fabrics and all or any other articles of the same or similar nature;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company and to use, exercise, develop or grant licenses, in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such Company and to sell, hold, re-sell, with or

compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Accepter en paiement pour aucun travail accompli, services rendus, avances faites ou assistance, les actions, obligations ou autres valeurs de toute corporation, municipalité, province ou gouvernement avec lesquels la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et détenir, hypothéquer, vendre ou autrement négocier telles actions, obligations ou valeurs;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie.

Vendre, louer, aliéner ou autrement disposer de l'entreprise et des biens de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux pour telle considération, et à tels termes et conditions que la compagnie croira convenables, et plus particulièrement accepter en considération des actions, obligations, débentures de toute autre compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Faire, tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet et employer aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder tous biens mobiliers et immobiliers que la compagnie jugera nécessaires ou utiles pour son commerce ou ses opérations;

Hypothéquer, gager ou affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligation de la compagnie;

without guarantee or otherwise deal with the same;

To accept in payment for any work done, services rendered, advances made, or assistance furnished, the stocks, bonds, or other securities of any corporation, municipality, province or government with which the Company may have dealings, and to hold, pledge, sell, or otherwise deal in such stocks, bonds or securities;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

To sell, lease, alienate or otherwise dispose of the undertaking and assets of the Company, or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the Company may deem expedient, and more particularly to accept as consideration shares, bonds, debentures or any other Company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of the contracts by any such person;

To make, draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concessions rights or privileges which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess all moveable and immoveable property which the company may deem necessary or useful for its business or operation;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the Company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract, or obligations of the Company;

Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, nantir, ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que, si autorisés par un règlement sanctionné par le vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre le règlement en considération, les directeurs pourront de temps à autre:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant ainsi emprunté;

c. Emettre des débentures, ou autres valeurs de la compagnie et les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Et il est de plus ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu que tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions;

Les opérations de la compagnie seront exercées dans toute la province de Québec, sous le nom de "Central Clothiers, Inc.", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

3979

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures stock or other securities of this Company, either in payment or part payment of any property or rights which this Company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the Company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this Company, upon such terms and conditions as this Company may see fit;

To invest and deal with the money of the Company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

And it is hereby ordained and declared that, if authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in-value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time;

a. Borrow money upon the credit of the Company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue debentures or other securities of the Company and pledge or sell same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

And it is further ordained and declared that, in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall be necessary to obligate the Company upon such contract or transaction provided always that the interest of such director or directors shall have been disclosed to the other directors of the Company, at a meeting of the Company duly held prior to the signing of such contract or completion of such transaction. No director or directors having such adverse interest shall be liable to the Company or to any shareholders or creditors thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon;

The operations of the company shall be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Central Clothiers, Inc.", with a total capital of ten thousand dollars ($10,000.00) divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

3980-o

"Country Gas Company, Limited—Compagnie du Gaz à la campagne, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de juin, 1934, constituant en corporation: Jean Renaud, commis, Henri Gauthier, agent et Lasalle Renaud, voyageur de commerce, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, détaillants, négociants, importateurs, exportateurs et agents manufacturiers pour la vente et le distribution d'appareils domestiques de toutes sortes, et posséder, louer, exploiter, acquérir, vendre et échanger tous commerces, usines, ateliers et industries, en rapport avec les fins poursuivies par ladite compagnie et les payer soit en deniers comptant, soit en actions acquittées de la compagnie, ou les deux ensemble;

Acquérir, échanger, posséder, exploiter, vendre, louer ou autrement en disposer toute propriété mobilière ou immobilière;

Acheter, louer ou autrement acquérir et payer en deniers ou en actions libérées de la compagnie ou les deux ensemble, des droits, privilèges, franchises, avantages et permis de toute sorte, et les exploiter, les vendre, les aliéner, les échanger ou autrement les négocier;

Exercer toute espèce de commerces et faire toute sorte de transactions jugés nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles la compagnie est formée;

S'associer ou conclure des conventions au sujet des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques, ou pour toute autre fin semblable, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exploiter ou d'exercer, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;—Et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement les actions et valeurs de toute telle personne, société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Payer avec les deniers souscrits ou en actions libérées de la compagnie ou les deux ensemble toutes les dépenses pour l'obtention des lettres patentes, les services rendus, aussi bien que les autres dépenses encourues pour l'organisation de la compagnie;

Acheter, acquérir, vendre, et disposer de toutes sortes de marques de commerce, dessins industriels, patentes, brevets et droits de brevets, licences et privilèges, contrats en rapport avec toutes sortes d'inventions qui pourraient être utiles ou avantageux à la compagnie et les fabriquer, exploiter, ou autrement en disposer et les payer soit en deniers comptant, soit en actions acquittées de la compagnie ou les deux ensemble;

Conclure avec toutes autorités municipales, locales ou autres des ententes qui peuvent être avantageuses pour la compagnie et obtenir de ces dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira avantageux d'obtenir, et de mettre ces ententes à exécution et en opérations;

"Country Gas Company, Limited—Compagnie du Gaz à la campagne, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1934, incorporating: Jean Renaud, clerk, Henri Gauthier, agent, and Lasalle Renaud, commercial traveller, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, retailers, traders, importers, exporters and manufacturers' agents for the sale and distribution of home appliances of every kind and to own, lease, operate, acquire, sell and exchange any business shops, workshops and industries in connection with the purposes pursued by the said company, and to pay therefor either in cash or paid-up shares of the company, or with both together;

To acquire, exchange, own, operate, sell, lease or otherwise dispose of any movable or immovable property;

To purchase, lease or otherwise acquire, and to pay in cash or with paid up shares of the company or with both for any rights, privileges, franchises, advantages, and permits of all kinds, to operate, sell, alienate, exchange or otherwise deal with same;

To carry on all kinds of business and to undertake any transactions deemed necessary or useful for the purposes for which the company is incorporated;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing profits or expenses, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, firm, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the present company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;—And to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, firm, association or company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such firm, association or company and to sell, hold, re-sell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To pay with the subscribed capital or with paid up shares of the company or both, any expenses incurred in obtaining the Letters Patent, for services rendered, as well as any expenses incurred in the organization of the company;

To purchase, acquire, sell and dispose of any kind of trademarks, industrial designs, patents, brevets and patent rights, licenses and privileges, contracts in connection with any kind of inventions which may seem useful or advantageous to the company, and to manufacture, exploit or otherwise dispose of same and to pay therefor either in cash or paid-up shares of the company or with both together;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem advantageous for the company and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, and comply with any such arrangements;

Acquérir l'achalandage, les propriétés, droits et actif et assumer le passif de toute personne, société ou compagnie endettées envers la compagnie ou faisant le même genre de commerce, et les payer soit en deniers comptant, soit en actions acquittées de la compagnie ou les deux ensemble;

Rémunérer soit en argent comptant, ou en actions acquittées de la compagnie ou les deux ensemble, toute personne, société ou compagnie pour services rendus en vendant ou aidant à vendre les actions du trésor de la compagnie, sous le nom de "Country Gas Company, Limited—Compagnie du Gaz à la campagne, limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et cent cinquante actions privilégiées de cent dollars chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de six mille cinq cents dollars;

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties par les directeurs de la compagnie au prix de cinq dollars l'action ou pour une considération équivalente;

Les porteurs d'actions privilégiées auront droit à un dividende cumulatif de sept pour cent par an avant qu'aucun dividende ne soit payé aux porteurs d'actions ordinaires;

Dans le cas de liquidation des biens de la compagnie, les porteurs d'actions privilégiées devront être remboursés du montant de leurs actions privilégiées avant qu'aucun denier ne soit payé aux porteurs d'actions ordinaires;

Seuls les porteurs d'actions ordinaires auront droit de voter, et ne pourront voter que sur les actions ordinaires détenues par eux, chaque action ordinaire leur donnant droit à un vote.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de juin, 1934.

ALEX. DESMEULES,
3981-o Sous-secrétaire de la Prôvince.

To acquire the good-will, property, rights and assets and take over the liabilities of any person, partnership or company indebted to the company or carrying on the same kind of business, and to pay therefor in cash or paid-up shares of the company or with both together;

To remunerate either in cash or paid-up shares of the company or with both together, any person partnership or company for services rendered in placing or aiding in the placing of the company's treasury stock, under the name of "Country Gas Company, Limited—Compagnie de Gaz à la campagne, Limitée".

The capital stock of the company is divided into one thousand common shares without par or nominal value and one hundred and fifty preferred shares of one hundred dollars each, and the amount with which the company shall begin its operations is six thousand five hundred dollars;

The shares other than the preferred shares shall be issued and allotted by the directors of the company at the price of five dollars per share or for an equivalent consideration.

The holders of preferred shares are entitled to a cumulative dividend of seven per cent per annum before any dividend be paid to the holders of common shares.

In the case of the liquidation of the assets of the company, the holders of preferred shares must be reimbursed the amount of their preferred shares before any money be paid to the holders of common shares.

The holders of common shares alone have the right to vote, and can vote only on the common shares held by them, each common share entitling them to one vote.

The head office of the company will be at Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary this twelfth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
3982 Assistant Provincial Secretary.

"De Luxe Silks & Lingerie, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1934, constituant en corporation: Morris B. Signer, avocat, Delle Gertrude Signer, sténographe, fille majeure, et Mike Wise, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer une ligne complète de lingerie ordinairement vendue dans une boutique de lingerie vendant au public;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir tous terrains, machinerie, travaux ou biens qui peuvent être utiles aux fins de la compagnie;

Eriger et construire des édifices, travaux et machineries qui peuvent être jugés nécessaires ou incidents en rapport avec les fins de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir tous autres biens, droits ou intérêts qui peuvent être utiles à aucune des fins susdites;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorités relativement à toutes inventions qui peuvent être utiles à la compagnie;

"De Luxe Silks & Lingerie, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1934, incorporating: Morris B. Signer, Advocate, Miss Gertrude Signer, Stenographer, Spinster of lawful age, and Mike Wise, Manufacturer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a complete line of lingerie, usually sold in a lingerieshoppe selling to the public trade;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers, or representatives for other persons, firms or corporations;

To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works or property that may be useful for the purposes of the Company;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the Company;

To purchase or otherwise acquire any other properties, rights or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges, or authorities for or in respect of any inventions which may be useful to the Company;

Hypothéquer, nantir, vendre, louer ou disposer d'aucun des terrains, travaux, marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés ou autres biens de la compagnie;

Détenir et posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie ou compagnies exerçant un commerce d'une nature semblable et les vendre ou autrement les négocier;

Acquérir de toute personne, firme ou corporation aucun commerce d'une nature semblable ou incident aux objets susdits et émettre des actions entièrement libérées en paiement ou partie de paiement du prix d'achat d'icelles;

Acquérir et posséder des actions dans toute compagnie exerçant aucun commerce similaire ou incident aux objets susdits, et émettre des actions entièrement acquittées en paiement ou partie de paiement du prix d'achat d'icelles;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, mobilières ou immobilières, contre toutes dettes, responsabilités ou obligations de la compagnie encourues ou à être encourues en rapport avec les fins et objets de la compagnie, sous le nom de "De Luxe Silks & Lingerie, Ltd", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, comté d'Hochelaga, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,

3983 Sous-secrétaire de la Province.

"Dominion Umbrellas, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1934, constituant en corporation: Alexander Buntin Kingan, marchand, Delle Annie Robertson, teneur de livres, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Delle Ruth-Alexandra Hayden, secrétaire, fille majeure, de la cité de Verdun, dans les buts suivants:

Acquérir et assumer comme industrie en exploitation le fonds de commerce appartenant autrefois à la "Dominion Umbrella Factory, Limited";

Exercer les opérations de manufacturiers et réparateurs et négociants de parapluies, cannes, et tous autres articles de nature semblable;

Exercer le commerce de marchands et manufacturiers de tous vêtements;

Exercer aucun commerce et acquérir tous biens, mobiliers ou immobiliers, qui sont de nature à augmenter les intérêts de la compagnie;

S'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant aucun commerce similaire ou allié;

S'associer ou conclure tous arrangements pour le partage des profits, la coopération ou l'union avec toute autre personne, société ou compagnie;

Emettre des actions entièrement ou partiellement acquittées, titres, obligations ou débentures de la compagnie à toute personne, firme ou corporation pour tous biens ou droits acquis par la compagnie, et rémunérer soit en argent ou en actions, obligations ou débentures tel que susdit, toutes personnes, firme ou corporation, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie soit relativement à son incorporation, promotion ou organisation ou à la conduite de ses opérations;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du com-

To mortgage, pledge, sell, let or dispose of any of the lands, works, trade marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the Company;

To hold and own shares and securities in any other Company or Companies carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with the same;

To acquire from any person, firm or corporation any business of a like nature or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To acquire and own shares in any company carrying on any business similar to or incidental to the foregoing, and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities, or obligations to the Company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the Company, under the name of "De Luxe Silks & Lingerie, Ltd", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the County of Hochelaga, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,

3984–o Assistant Provincial Secretary.

"Dominion Umbrellas, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1934, incorporating: Alexander Buntin Kingan, merchant, Miss Annie Robertson, bookkeeper, spinster of the full age of majority, both of the City of Montreal, and Miss Ruth Alexandra Hayden, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Verdun, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the stock in-trade formerly belonging to Dominion Umbrella Factory, Limited;

To carry on the business of manufacturers and repairers of and dealers in umbrellas, canes, and all other articles of a similar nature;

To carry the business of merchants and manufacturers of all articles of wearing apparel;

To carry on any business and to acquire any property, real or personal, which is likely to advance the interests of the company;

To unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business;

To enter into any partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or union, with any other person, partnership or company;

To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the Company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the Company, and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the Company either in respect to its incorporation, promotion or organization or the conduct of its business;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and under-

merce et entreprise de la compagnie et accepter par voie de considération pour telle disposition toutes actions, titres ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Exercer tout autre commerce ou entreprise que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie ou susceptibles d'augmenter directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

Aucuns des pouvoirs susdits peuvent s'étendre mais ne seront pas limités par induction ou déduction de tout autre pouvoir, sous le nom de "Dominion Umbrellas, Limited", avec un capital total de quinze mille dollars ($15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,

3985 Sous-secrétaire de la Province.

taking of the Company, and to accept by way of consideration for such disposition any shares, stock or securities of any other company or corporation;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with any portion of the Company's business or calculated directly or indirectly to advance the Company's interest;

Any of the above powers may be extended but shall not be limited by reference to or implication from any other power, under the name of "Dominion Umbrellas, Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,

3986–o Assistant Provincial Secretary.

"Gordon Realties, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mai 1934, constituant en corporation: Harold Lande, avocat, Eli Berger, étudiant, et Margaret Johnston, fille majeure, usant de ses droits, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles et biens immobiliers et exercer généralement le commerce d'une compagnie d'immeubles;

Faire un commerce d'immeubles et d'agents financiers et agir comme agents pour l'achat, la vente, la location, la gestion et l'administration de propriétés immobilières et charger une commission pour ses services;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, exporter, importer, détenir, posséder, hypothéquer, vendre, céder et transférer, placer, négocier, trafiquer et faire le commerce d'effets, articles et marchandises et biens de toute classe et description;

Exercer le négoce et le commerce d'entrepreneurs et constructeurs en général et tout autre commerce s'y rapportant;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles, vendre, hypothéquer, louer, transporter, échanger, aliéner ou autrement négocier les immeubles ou toute portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer de ces propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement, cultiver aucun de ces immeubles et vendre ou disposer de leurs produits;

Acheter, vendre, faire le commerce et échanger toute et aucune sorte de matériaux requis pour la construction d'édifices de toutes sortes et description;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration d'immeubles, la vente de propriétés, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et l'encaissement de deniers, rentes, intérêts et dividendes, hypothèques, obligations, débentures ou autres valeurs et l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, locations, subdivisions et autres choses semblables;

Construire, bâtir, réparer, modifier et aménager des édifices et autres constructions et faire le commerce de matériaux de construction;

Acheter et acquérir la clientèle, biens, droits, privilèges et franchises, ou tout intérêt en iceux

"Gordon Realties, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1934, incorporating: Harold Lande, Advocate, Eli Berger, Student, and Margaret Johnston, *fille majeure usant de ses droits*, Stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and immoveable property and to carry on generally the business of a real estate company;

To carry on business as real estate and financial agents, and act as agents for the purpose of buying, selling, leasing, managing, administering immoveable property and charge commission for its service;

To manufacture, purchase, or otherwise acquire, export, import, hold, own, mortgage, sell, assign and transfer, invest, trade, deal in and deal with goods, wares and merchandise, and property of every class and description;

To carry on the trade and business of contractors and builders in general and any other business incidental thereto;

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate; to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise; to farm any such real estate, and to sell or dispose of the products thereof;

To buy, sell, deal in and exchange each and every kind of material required in the construction of buildings of every kind and description;

To act as agents or attorneys for the management of estate, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities and the undertakings of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like;

To construct, build, repair, alter and equip buildings and other structures and to deal in any building requisites;

To purchase and acquire the good-will, property, rights, privileges and franchises, or any

ou aucune partie d'iceux; et assumer la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif de toute personne, firme, association ou corporation exploitant un commerce d'une nature prévue dans les présentes, et les payer en argent, actions ou obligations de cette corporation ou autrement;

Emettre des bons, débentures ou obligations de la corporation, et au gré de la corporation les garantir au moyen d'hypothèque, nantissement, acte de fiducie ou autrement;

Acheter, acquérir, détenir et disposer, hypothéquer, nantir, ou autrement faire valoir les actions, obligations, débentures et autres titres de créance et autres valeurs de toute autre corporation, domestique ou étrangère, et émettre en échange ses titres, bons ou autres obligations, et durant la possession d'iceux, posséder et exercer en ce qui les concerne, tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaires ou détenteurs individuels de telles actions, y compris le droit de voter sur iceux;

Se fusionner, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, ou les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature quelconque, réelle ou personnelle, pour dettes, responsabilités ou obligations envers la compagnie, encourues ou qui seront encourues en rapport avec les objets et fins de cette compagnie;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

interest therein or any part thereof, and to take over the whole or any part of the assets and liabilities of any person, firm, association or corporation engaged in business of a kind herein provided for and to pay for the same in cash, stocks or bonds of this corporation or otherwise;

To issue bonds, debentures, or obligations of the corporation, and at the option of the corporation to secure the same by mortgage, pledge, déed of trust, or otherwise;

To purchase, acquire, hold and dispose of, mortgage, pledge or otherwise turn to account, the stocks, bonds, debentures and other evidences of intebtedness and other securities of any other corporation, domestic or foreign, and issue in exchange therefor its stock, bonds, or other obligations, and while the holder thereof, possess and exercise in respect thereof, all the rights, powers and privileges of individual owners or holders of such stock, including the right to vote thereon;

To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To take, acquire and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in connection with objects and purposes of this company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any other Province of Canada or in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature ou espèces ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes, bonis, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie, ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Etablir des agences et succursales;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans telles valeurs, et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Emprunter aucune et toutes sommes qui seront requises en rapport avec une ou plusieurs des opérations exercées par la compagnie;

Hypothéquer, grever, gager, nantir, ou autrement donner en garantie aucun ou tous les biens de la compagnie de quelque nature, espèce et description que ce soit;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune partie des dépenses de la compagnie, ou dépenses incidentes à sa promotion ou à son organisation;

Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs affectés par tels contrat ou transaction;

Chacune des clauses susdites sera interprétée comme fins, objets et pouvoirs, et les objets exprimés dans chaque clause ne seront, excepté tel qu'autrement expressément prévu, en aucune manière limités par induction ou par déduction des termes de toute autre clause, mais seront regardés

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

To establish agencies and branches;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such securities, and in such manner as may from time to time be determined;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To borrow any and all sums that may be required in connection with one or more operations carried on by the company;

To hypothecate, charge, mortgage, pledge or otherwise give as security any or all of the assets of the company of whatsoever nature, kind and description;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To pay out of the funds of the company all or any part of the expenses of, or incidental to the promotion or organization thereof;

In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors acting upon or in reference to such contract or transaction;

The foregoing clauses are each to be construed as purposes, objects and powers, and the matters expressed in each clause shall, except as otherwise expressly provided, be in no wise limited by reference to or inference from the terms of any other clause, but are to be regarded as indepen-

comme fins, objets et pouvoirs indépendants et l'énumération des fins, objets et pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée pour limiter ou restreindre en aucune manière la signification des termes généraux ou les pouvoirs généraux de la Corporation actuellement ou dans la suite conférés par les lois de la Province de Québec, et l'expression d'une chose n'est pas censée en exclure une autre non exprimée, quoiqu'elle soit de même nature, sous le nom de "Gordon Realties, Inc.".

Le capital-actions de la compagnie, divisé en deux cent quatre-vingt-huit actions de soixante-cinq ($65.00) chacune, est fixé au montant de dix-huit mille sept cent vingt dollars, monnaie courante du Canada.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, en notre dite Province.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
3987 Sous-secrétaire de la Province.

"Gracefield Lumber Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1934, constituant en corporation: Allan-Angus Magee, conseil en loi du roi, Henri Grier Lafleur, avocat, Donald Newton Buyers, étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de bois et le négoce de bois dans toutes ses spécialités, et tout autre commerce s'y rapportant, y compris l'achat, la vente et le commerce de toutes sortes de bois sciés, équarris et coupés, et bois de charpente, billes, dormants, pilotis, poteaux de télégraphe et de téléphone, poteaux de clôture, bois et tous autres produits de la forêt; exercer dans toutes ses spécialités le commerce de fabricant ou négociant de billots, bois de charpente, bois de construction, pulpe, bois de pulpe, papier et autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe et tous autres produits et matériels dans lesquels le bois entre ou forme une partie, sable, gravier, ciment et matériaux de construction, les choses de toutes sortes requises pour les entrepreneurs; et exercer le commerce de manufacturiers et propriétaires de moulins en général, et établir des boutiques ou magasins, et acheter, vendre et faire le commerce de marchandise en général;

Acquérir, par achat, location, louage, échange ou autrement disposer de la propriété ou de tout autre droit, nantir et hypothéquer et détenir des terrains, limites ou permis à bois, lots riverains, privilèges et pouvoirs hydrauliques et droits et intérêts en iceux, et les construire, développer, cultiver, exploiter, établir et autrement les améliorer et les utiliser;

Construire, acquérir, être propriétaire de, gérer, noliser, mettre en opération, arrenter et louer toutes sortes de vaiseaux à vapeur et à voiles, bateaux, remorqueurs et barges et autres vaisseaux, quais, bassins, élévateurs, entrepôts, hangars à fret et autres bâtisses nécessaires pour les fins de la compagnie, et haler, transporter des marchandises, du fret et des passagers, par contrat de louage, et généralement exercer le commerce d'une compagnie d'élévateur, de navigation et de transport par terre, par eau et par air;

Construire pour les fins du commerce de la compagnie des voies d'évitement de chemin de fer sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie;

dent purposes, objects and powers and the enumeration of specific purposes, objects and powers are not to be construed to limit or restrict in any manner the meaning of general terms or the general powers of the corporation now or hereafter conferred by the laws of the Province of Quebec, nor is the expression of one thing to be deemed to exclude another, although it be of like nature, not expressed, under the name of "Gordon Realties, Inc.".

The capital stock of the company, divided into two hundred and eighty eight shares of sixty five dollars ($65.00) each, is to be fixed at the sum of eighteen thousand seven hundred and twenty dollars, current money of Canada.

The head office of the company will be in the City of Montreal, in the District of Montreal, in our said Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
3988–o Assistant Provincial Secretary.

"Gracefield Lumber Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June 1934, incorporating: Allan Angus Magee, King's Counsel, Henri Grier Lafleur, advocate, Donald Newton Byers, student-at-law, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lumbering and the lumber trade in all its branches, and all other business incidental thereto, including buying, selling and dealing in all kinds of sawed, squared and hewed lumber and timber, saw logs, ties, piling, telegraph and telephone poles, fence posts, wood and all other products of the forest, to carry on in all its branches the business of manufacturers or dealers in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper and other products or by-products of wood and pulp and all other articles and materials into which wood enters or forms a part, sand, gravel, cement and building materials and contractors' supplies of all kinds; to carry on the business of general manufacturers and millers, and to establish shops or stores, and to purchase, sell and deal in general merchandise;

To acquire, purchase, lease, hire, exchange or otherwise dispose of the ownership or of any other right in, pledge and hypothecate, and hold lands, timber limits or licenses, water lots, water privileges and powers and rights and interests therein, and to build upon, develop, cultivate, farm, settle and otherwise improve and utilize the same;

To construct, acquire, own, manage, charter, operate, hire and lease all kinds of steam and sailing vessels, boats, tugs and barges and other vessels, wharves, docks, elevators, warehouses, freight sheds and other buildings necessary for the purpose of the Company, and to tow, carry goods, freight and passengers for hire and generally to carry on the business of an elevator, navigation and transportation company by land, water and air;

To construct for the purposes of the Company's business, railway sidings on lands owned or controlled by the Company;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, droits brevetés, marques de commerce, formules, licenses, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated,directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

Conclure des conventions avec tous gouvernements, autorités suprêmes, municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de tels gouvernement ou autorité tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

To enter into arrangements with any governments or authorities, supreme, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

Vendre, louer, améliorer, administrer, développer, échanger, mettre en valeur ou autrement disposer d'aucun ou de tous les biens et actif de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera convenable, comprenant des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie;

To sell, lease, improve, manage, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of any or all of the properties and assets of the Company for such consideration as the Company may consider fit, including shares, debentures or securities of any other company;

Acquérir, acheter ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des biens, actif et passif de toute personne ou corporation exerçant tout commerce que la présente cmpagnie exerce, ou a le droit d'exercer, et les payer totalement ou partiellement avec des actions libérées de la présente compagnie;

To acquire, purchase or take over the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the present Company carries on, or is entitled to carry on, and to pay for the same wholly or partly with paid up shares of the present Company;

Conclure tous arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exploiter ou à exercer, ou se fusionner avec toute telle compagnie;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on any business or transaction which this Company is authorized to engage in or carry on, or to amalgamate with any such company;

Prendre ou autrement acquérir des actions, obligations, débentures et autres valeurs de toute compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux énumérés dans les présentes, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocer;

To take or otherwise acquire shares, bonds, debentures and other securities of any company having objects altogether or in part similar to those herein enumerated, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

Prélever et aider à prélever de l'argent et aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation ou par toute autre personne ou toutes autres personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any other person or persons with whom the Company may have business relations;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière déterminée de temps à autre;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, par voie de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou valeurs de toutes autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont celle-ci aura le pouvoir de disposer;

To distribute amongst the shareholders of the company, in kind, by way of dividends legally declared out of the net profits of Company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in any other companies belonging to the company which this company may have power to dispose of;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Tirer, faire, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la cmpagnie ou de la conduite de ses opérations;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ces pays étrangers, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans tout procès ou poursuite;

Adopter tel moyen qui semblera convenable pour faire connaître les produits de la compagnie et, en particulier, par des annonces dans la presse, au moyen de circulaires, par l'achat ou l'exposition d'œuvres d'art et d'intérêt, par la publication de livres, de journaux périodiques, par l'octroi de prix, de récompenses ou par des donations;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits, entreprises ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, ou par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Gracefield Lumber Company, Limited" avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
3989 Sous-secrétaire de la Province.

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To draw, make, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign countries, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property, rights, undertakings, or products;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, or by or through trustees, agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Gracefield Lumber Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
3990–o Assistant Provincial Secretary.

"Harvey-Potvin Traction, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mai 1934, constituant en corporation: Elzéar Potvin, électricien, Georges Harvey, mécanicien, Joseph-Ludger Filion, M. P.P., agent d'assurances, Joseph Collard, Eugène Boivin, commerçants, et Charles-Edouard Hébert, hôtelier, tous de la ville de Saint-Joseph d'Alma, dans le comté du Lac-Saint-Jean, province de Québec, dans les buts suivants:

"Harvey-Potvin Traction, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty first day of May, 1934, incorporating: Elzéar Potvin, electrician, Georges Harvey, machinist, Joseph Ludger Filion, M.P.P., insurance agent, Joseph Collard, Eugène Boivin, traders, and Charles Edouard Hébert, hotel-keeper, all of the town of Saint Joseph d'Alma, in the county of Lake Saint John, for the following purposes:

Fabriquer, exploiter, vendre, trafiquer, faire le commerce en gros et en détail des véhicules moteurs, camions et tracteurs de toutes descriptions, en tout ou en partie, d'appareils pouvant s'adapter à ces machines, et de tous les accessoires pouvant s'y rapporter de près ou de loin;

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder et exploiter des brevets d'inventions ou d'améliorations de brevets déjà existants, et payer pour telles acquisitions ou possession en argent ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous et aucuns de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement, et hypothéquer ses immeubles;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis, loués ou autrement possédés par la compagnie ou ailleurs, des magasins, manufactures et autres bâtisses;

Posséder, acheter ou autrement acquérir des matériaux, outils, outillages, appareils, instruments, machines et tous autres dispositifs nécessaires ou utiles à la fabrication des voitures automobiles, d'aucunes parties d'icelles, de leurs accessoires, et d'aucuns produits se rattachant directement ou indirectement à l'industrie automobile;

Emettre et vendre des obligations, débentures et coupons;

Rémunérer aucunes personnes, sociétés ou corporations pour services rendus ou à être rendus à la compagnie soit en rapport avec la souscription d'aucunes des actions de la compagnie,soit dans ou à l'occasion de sa formation, de son organisation, soit dans la gestion de ses affaires;

Emettre des actions libérées et acquittées, des obligations, débentures ou autres titres de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucuns biens ou droits qu'elle pourra acquérir, de services rendus, de travail fait pour la compagnie, ou en paiement d'aucunes dettes ou redevances dûes par la compagnie;

Faire connaître les produits fabriqués ou vendus par la compagnie, adopter dans ce but les moyens qui sembleront propices, et spécialement annoncer par la voie des journaux, de circulaires ou autrement;

Faire et exécuter généralement tous autres actes et objets qui seront jugés utiles ou avantageux pour l'exploitation des entreprises susdites, sous le nom de "Harvey-Potvin Traction, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars ($99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Joseph d'Alma, comté du Lac Saint-Jean, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
3991-o Sous-secrétaire de la Province.

To manufacture, operate, sell, trade, deal wholesale and retail in motor-vehicles, trucks and tractors of every description, in whole or in part, and apparatus which may be adapted to the said machines and all accessories closely and remotely connected therewith;

To purchase, lease or otherwise acquire, own and exploit patents of invention or improvements of patents already existing and to pay for such acquisition or holding in cash or with paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease all or any of its moveables and immoveables or otherwise dispose thereof and to hypothecate its immoveables;

To construct, maintain and operate on any lands acquired, leased or otherwise possessed by the company or elsewhere stores, factories and other buildings;

To own, purchase or otherwise acquire materials, tools, equipment, apparatus, implements, machinery and other devices necessary or useful for the manufacture of automobiles, or of any parts and accessories thereof and any products connected directly or indirectly with the automobile industry;

To issue and sell bonds, debentures and coupons;

To remunerate any persons, partnerships or corporations for services rendered or to be rendered to the company, either by the placing of any of the shares of the company or in or about its formation, organization or in the conduct of its business;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in full or part payment for any property or rights which the company may acquire, services rendered, work done for the company or for the payment of any debts or liabilities owing by the company;

To adopt such means of making known the products manufactured or sold by the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, circulars or otherwise;

Generally to do and execute all other acts and things which may be deemed useful or advantageous for the carrying on of the aforesaid undertakings, under the name of "Harvey-Potvin Traction, Limitée", with a total capital-stock of ninety nine thousand dollars ($99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Joseph d'Alma, county of Lake Saint John, in the district of Roberval.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
3992 Assistant Provincial Secretary.

"Johnson Fruit Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1934, constituant en corporation: Jos.-Albert Julien, de la cité d'Outremont, James Johnson, de la cité de Verdun, tous deux marchands, Louis-Philippe Boisvert, André Boisvert, tous deux comptables, Oscar Jodoin, mar-

"Johnson Fruit Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty fifth day of May, 1934, incorporating: Jos. Albert Julien, of the city of Outremont, James Johnson, of the city of Verdun, both merchants, Louis Philippe Boisvert, André Boisvert, both accountants, Oscar Jodoin, merchant, all three of the city of Montreal and all

chand, tous trois de la cité de Montréal et tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Agir comme courtiers, agents ou représentants de personnes, sociétés, ou corporations, agents à commission, importateurs ou exportateurs, commissaires priseurs ou encanteurs, marchands en général pour l'achat et la vente en gros ou en détail, par encan public ou vente privée, de toutes sortes de fruits et légumes, d'épiceries, de poissons, d'huîtres, de conserves ou de tout autre produit naturel ou alimentaire;

Manufacturer, préparer, mettre en conserve toutes sortes de denrées, produits ou marchandises qui peuvent servir à l'alimentation;

Fabriquer et faire le commerce de toutes espèces de boîtes ou récipients en bois, carton, métal, ou autre matière, pouvant servir à la conservation ou à l'emballage de toutes espèces de denrées ou marchandises;

Construire, acheter, vendre, ou autrement acquérir et aliéner, échanger, louer, posséder, établir, utiliser, et opérer de toute façon des établissements, magasins, bureaux, fabriques, entrepôts frigorifiques, ou autres, des machines, outillages utiles à la réalisation des objets susdits;

Acheter, vendre, échanger, ou autrement acquérir et aliéner, louer, posséder, utiliser de toute façon tous biens mobiliers ou immobiliers, actifs, fonds de commerce, achalandage, brevets d'invention, marques de commerce, droits ou privilèges utiles aux fins industrielles et commerciales de la compagnie;

Poursuivre toute autre affaire, soit en fabriquant ou autrement, que la compagnie jugera convenable d'être avantageusement exercée par rapport à l'industrie ou au commerce, et aux fins de la compagnie, ou qui paraîtra de nature à favoriser les objets de la compagnie;

Employer en tout ou en partie les fonds de la compagnie pour l'achat d'actions, bons, obligations d'autres compagnies, de biens mobiliers ou immobiliers, actifs, achalandages, brevets d'invention, marques de commerce, droits, privilèges et autres valeurs détenues par toute compagnie ou personne, ou de payer pour ces diverses acquisitions en totalité ou en partie en actions acquittées, débentures, bons, obligations ou autres valeurs de la présente compagnie;

Vendre ou autrement disposer des actions, bons, obligations, biens mobiliers ou immobiliers, ou autres valeurs de la compagnie, et recevoir en paiement des actions, bons, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle ou pour toute acquisition de la compagnie sans aucune exception et de quelque nature que ce soit, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

Aider de toute manière, promouvoir toute compagnie ou corporation dont les parts du capital-actions, bons, obligations sont détenus par la compagnie, sous le nom de "Johnson Fruit Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au numéro 436 Place Jacques-Cartier, dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
3993–o Sous-secrétaire de la Province.

of the district of Montreal, for the following purposes:

To act as brokers, agents or representatives of individuals, firms or corporations, commission agents, importers or exporters, appraisers or auctioneers, general merchants, for the purchase and sale by public auction or private sale, of all kinds of drygoods, or all kinds of fruit and vegetables, groceries, fish, oysters, canned goods or any other natural or alimentary product;

To manufacture, prepare, can all kinds of foodstuffs, products or merchandise which may be used for human consumption;

To manufacture and deal in all kinds of boxes or receptacles, made of wood, carton, metal or other material which may be used in canning or packing foodstuffs, or any other kind of merchandise;

To build, purchase, sell or otherwise acquire and alienate, exchange, lease, own, establish, use and operate in any manner establishments, stores, offices, factories, cold storage or other warehouses, machines, equipment, useful for the attainment of the aforesaid objects;

To purchase, sell, exchange or otherwise acquire and alienate, lease, own, use in any manner any movable or immovable properties, assets, stock in trade, goodwill, patents of invention, trade marks, rights or privileges useful for the industrial and commercial purposes of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or other, which the company may deem advantageous to carry on in connection with its industry or business, and for the purposes of the company, or of a nature to benefit the objects of the company;

To use all or part of the funds of the company for the purchase of shares, bonds, debentures of other companies, for movable or immovable properties, assets, goodwill, patents of invention, trade marks, rights, privileges and other securities held by any company or individual, or to pay for such various acquisitions in whole or in part with paid up shares, debentures, bonds, obligations or other securities of the present company;

To sell or otherwise dispose of the shares, bonds, debentures, movable or immovable properties, or other securities of the company, and to receive payment therefor with shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

To pay for any services rendered to the company or required by it or for any acquisitions, of the company without any exception or of any nature whatsoever, with paid up shares of the company or cash, or partly in paid up shares and partly in cash;

To assist in any manner promote any company or corporation whose shares of capital stock, bonds, debentures are held by the company, under the name of "Johnson Fruit Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at number 436 Place Jacques Cartier, in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
3994 Assistant Provincial Secretary.

"Jos. Brodrique & Fils, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mai 1934, constituant en corporation: Joseph Brodrique, négociant, Paul Brodrique, René Brodrique, tous deux voyageurs de commerce, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et faire le commerce comme importateurs, exportateurs, courtiers et commerçants, marchands en gros et en détail de marchandises sèches sous toutes ses formes;

Etablir des succursales pour la vente des produits et marchandises de la compagnie;

Etre agent pour toutes personnes ou compagnies exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toutes personnes ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou supposée, de quelque manière, devoir augmenter la valeur des propriétés ou des valeurs de la compagnie;

Placer et affecter les deniers disponibles de la compagnie sur telles valeurs et en la manière qui seront déterminées de temps à autre par les actionnaires;

Acquérir les actions, les obligations, et autres valeurs de compagnies s'occupant d'un commerce semblable à celui de la compagnie et les payer en deniers comptants ou en actions acquittées de la compagnie;

Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de ses dettes, acquisitions et pour services rendus;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que cette compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de chacun et de tous les biens meubles et immeubles de la compagnie pour telle considération que la compagnie fixera;

Acquérir par achat, location ou autrement, toutes les propriétés mobilières et immobilières, foncières et personnelles que la compagnie croira nécessaires pour les fins de son entreprise, avec pouvoir de les gager et hypothéquer;

Emprunter de l'argent, tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets promissoires, des lettres de change, des connaissements, des mandats et autres instruments négociables et transférables, faire et émettre des bons, débentures et preuves de dettes de toutes sortes, sans limite quant au montant et les garantir, si c'est nécessaire, par mortgage, nantissement ou autrement;

Faire toutes telles autres choses qui se rapportent ou se rattachent à la réalisation des objets ci-dessus; et exercer tous les pouvoirs corollaires à ceux qui font l'objet principal de cette demande, sous le nom de "Jos. Brodrique & Fils, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

"Jos. Brodrique & Fils, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of May, 1934, incorporating: Joseph Brodrique, merchant, Paul Brodrique, Rene Brodrique, both travelling salesmen, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and trade as importers, exporters, brokers, traders and wholesale and retail dealers in dry goods under all forms;

To establish branches for the sale of products and merchandise of the company;

To act as agent for any persons or companies carrying a business similar to that of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or calculated to enhance the value of the property or rights of the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such securities and in such manner as from time to time may be determined by the shareholders;

To acquire shares, bonds and other securities of any companies carrying on a business similar to that of the company and to pay therefor with cash or paid up shares of the company;

To issue paid up shares of the company for the payment of its debts, acquisitions or for services rendered;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of all, or any of the moveable or immoveable property of the company for such consideration as the company shall fix;

To acquire by purchase, lease or otherwise, any movable and immovable, real and personal property which the company may deem necessary for the purposes of its undertaking, with power to pledge and hypothecate the same;

To borrow money, draw, underwrite, accept and endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments, to make and issue bonds, debentures and evidences of indebtedness of every kind, without any limitation as to the amount, and to guarantee the same, if necessary, by mortgage, pledge or otherwise;

To do such other things as may be conducive or incidental to the attainment of the above purposes; and to exercise all powers ancillary to those forming the main object of this incorporation, under the name of "Jos. Brodrique & Fils, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,

3995-o Sous-secrétaire de la Province.

"Kleinert Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mai 1934, constituant en corporation: Antonio Garneau, Honoré-Napoléon Garceau, Samuel-Vincent Ozero et Marcel Pigeon, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de négociants, importateurs, exportateurs et marchands de chapeaux, feutres, casquettes, articles de modiste, garnitures de modes, marchandises sèches, bimbeloteries, soutaches, toiles, soies, articles de fantaisie, bijouteries, coutellerie, articles de mode, fourrures, vêtement et tous autres articles, commodités et marchandises et choses nécessaires aux fins de la compagnie dont elle jugera avantageux de faire le commerce, avec le droit de les manufacturer pour en faire la vente ou les vendre comme agents pour des manufacturiers;

Exercer aucune ou toutes les opérations suivantes, savoir: acheter, acquérir, louer, vendre, disposer, manufacturer soit en gros ou en détail, produire, importer, exporter, échanger ou autrement négocier ou faire le commerce d'effets, articles, matériaux, commodités et marchandises et articles et objets de commerce de toute nature et description que ce soit, soit manufacturés ou autrement, soit en gros ou en détail, soit comme mandants, ou agents;

Promouvoir, organiser, développer, administer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

Etablir des agences et succursales;

Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui que la compagnie est autorisée à exercer;

Acheter ou autrement acquérir et assumer tous ou aucun des biens, commerce, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et responsabilités de toute compagnie, société, association, ou personnes exerçant aucune partie du commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie;

Placer aucun des deniers de la compagnie dans tels placements ou valeurs qui pourront être de temps à autre trouvés convenables;

Vendre, transférer ou disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce ou entreprise de cette compagnie à toute autre personne ou compagnie, et accepter par voie de considération pour telle vente, transfert ou aliénation, toutes actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie;

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,

3996 Assistant Provincial Secretary.

"Kleinert Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the nineteenth day of May, 1934, incorporating: Antonio Garneau, Honoré Napoléon Garceau, Samuel Vincent Ozero and Marcel Pigeon, all advocates, of the City and District of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as traders, importers, exporters of and dealers in hats, felts, caps, millinery trimmings, dry goods, smallwares, braids, linens, silks, fancy goods, jewelry, cutlery, millinery, furs, clothing and any other article, commodity, and merchandise and things necessary for the purpose of the company that it may deem advisable to trade in with the right to manufacture them for sale or to sell as agents for manufacturers for same;

To carry on any or all of the business following, namely: to buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part, produce, import, export, exchange or otherwise deal with or in goods, wares, materials, commodities and merchandise, and articles and objets of commerce of every kind and description whatsoever, whether manufactured or otherwise, both wholesale and retail, whether as principals or agents;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking, having objects similar in whole or in part to those of the company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

To establish agencies and branches;

To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company;

To invest any of the moneys of the company in or upon such investments or securities as may from time to time be deemed expedient;

To sell, transfer or dispose of the whole or any part of the business or undertaking of this company to any other person or company, and to accept by way of consideration for such sales, transfer or disposal, any shares, debentures or securities of any other company;

Employer une ou plusieurs personnes, société ou corporation, pour solliciter, donner des démonstrations et prendre des commandes, livrer à toute personne aucun des effets, articles et marchandises manufacturés ou vendus par la compagnie, sous le nom de "Kleinert Company, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
3997 Sous-secrétaire de la Province.

"Lacroix & Leger, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mai 1934, constituant en corporation: Arthur William Patrick Buchanan, avocat et Conseil du Roi, Erskine Buchanan, avocat, Mary Edythe Parker, teneur de livres, Atala Archambault, sténographe, et Anna-Lize Hachey, sténographe, toutes filles majeures, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Conduire et exercer le commerce comme manufacturiers, importateurs, et négociants de quincaillerie en général, métaux, peintures, mordants, huiles, vernis, menus objets, accessoires pour peintres, bois de construction, accessoires pour plombiers, bois, charbon, foin, grain, et marchandises en général et agir comme marchands-généraux;

Acquérir et assumer comme industrie en exploitation l'actif, entreprise, clientèle, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de la compagnie "Lacroix & Leger, Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies du Canada, et les payer en tout ou en partie par l'émission d'actions entièrement acquittées de la compagnie et assumer et se charger des dettes et obligations de la compagnie;

Acquérir, louer, posséder et aliéner les biens mobiliers et immobiliers ou aucun intérêt en iceux, appareils mécaniques, brevets d'invention ou le droit d'utiliser les dits appareils ou brevets d'invention pour les fins de la présente compagnie;

Manufacturer, acheter et vendre toutes sortes d'effets, marchandises, outils et outillage requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Acquérir les biens, entreprise, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou commerce qui peut être exercé par elle en vertu de la présente Loi, et les payer, en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, par la remise des actions entièrement ou partiellement acquittées et obligations entièrement ou partiellement acquittées, et assumer les dettes et obligations des biens ainsi acquis;

Par acte de fiducie authentique, hypothéquer, grever ou nantir en faveur de tout fidéi-commis ou fiduciaire pour garantir le paiement des obligations, débentures et actions-débentures, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs que la compagnie possède ou peut posséder dans la province, et de plus pour les mêmes fins les céder et les transférer;

Distribuer son actif entre les actionnaires de la compagnie, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec;

To employ any person or persons, partnership or corporation, to solicit, demonstrate and take orders from and deliver to any person any of the goods, wares and merchandise manufactured or sold by the company, under the name of "Kleinert Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided in one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
3998–o Assistant Provincial Secretary.

"Lacroix & Leger, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1934, incorporating: Arthur William Patrick Buchanan, Advocate and King's Counsel, Erskine Buchanan, Advocate, Mary Edythe Parker, Bookkeeper, Atala Archambault, Stenographer, and Anna-Lize Hachey, Stenographer, all spinsters, of the City of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on business as manufacturers, importers, and dealers in general hardware, metals, paints, pigments, oils varnishes, smallwares, painters' supplies, lumber, plumbers' supplies, wood, coal, hay, grain and general merchandise and as general merchants;

To acquire and take over as a going concern the assets, undertaking, goodwill, properties, privileges, franchises, contracts or rights of "Lacroix & Léger, Limited" incorporated under the Companies' Act, Canada, and to pay for the same in whole or in part by the issue of fully paid up shares of the company and to assume and take over the debts and obligations of the company;

To acquire, lease, own and alienate the moveable and immoveable properties or any interest therein, mechanical apparatus, patents of invention or the right to use the said apparatus or patents of invention for the purposes of the present company;

To manufacture, buy and sell all kinds of wares, merchandise, tools and equipment required by the company or by its employees and workmen;

To acquire the assets, undertaking, properties, privileges, franchises, contracts or rights or any person or company carrying on an industry or business which may be carried on by it under the present Act, and to pay for same, in whole or in part, if such person or company consents thereto, by the remittance of fully or partly paid up shares and fully or partly paid up bonds, and to take over the debts and obligations of the assets so acquired;

By authentic trust deed to hypothecate, mortgage or pledge in favour of any trustee or fiduciary, to secure the payment of bonds, debentures and debenture stock, the moveable or immoveable properties, present or future, which the company possesses or may possess in the Province, and moreover for the same purposes to assign and transfer same;

To distribute among the shareholders of the company, by means of lawfully declared dividends out of the net profits of the company or in the manner provided in article 81 of the Quebec Companies' Act, its assets;

Emettre des actions ou obligations entièrement ou partiellement acquittées de toutes personnes, firmes ou corporation, pour tous biens ou pour tous droits acquis par la compagnie et rémunérer en argent, actions ou obligations toutes personnes, firmes ou corporation pour services rendus à la compagnie;

Faire tous actes et opérations incidents à ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins pour lesquelles elle est constituée en corporation;

Exercer aucun commerce ou aucune industrie qui n'est pas prohibé par la loi;

La compagnie est autorisée, en ce qui concerne les actions entièrement acquittées, à émettre des certificats d'actions au porteur;

Prêter de l'argent à des personnes ou compagnies ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir, avec ou sans garantie, la réalisation des contrats ainsi que la réalisation de toutes obligations ou entreprises de toute autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéresée, y compris le paiement des dividendes, intérêts sur obligations débentures, actions-débentures ou autres valeurs, hypothèques ou responsabilité de toute telle compagnie ou personnes; et accepter comme garantie pour tels prêts et garanties toute valeur qui peut être offerte par telle compagnie ou personnes, y compris les actions, obligations, débentures, actions-débentures, mortgages, nantissements, liens ou autres garanties de toutes telles autres compagnies, ou sur la propriété de telles personnes ou compagnies;

Prendre part à l'administration, à la surveillance, ou au contrôle des affiares ou opérations d'aucune compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, et pour cela nommer des directeurs, comptables, d'autres experts ou agents pour gérer, exploiter et administrer, comme gérant, la propriété, les franchises, entreprises et affaires de toute telle compagnie;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou de plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la dite compagnie ou pour toutes fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes ou intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats d'aucune des dites compagnies;

Fixer par règlement le quorum du bureau de direction à un nombre inférieur à la majorité du bureau;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet, accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et utiliser tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions,

To issue fully or partly paid up shares or bonds any persons, firms or corporation, for any properties or for any rights acquired by the company and to remunerate in cash, in shares or bonds any persons, firms or corporation for services rendered to the company;

To perform any acts and operations incidental to those hereinabove enumerated or conducive to the attainment of the purposes for which it is incorporated;

To carry on any business or any industry not prohibited by law;

The company is authorized, in respect to the fully paid up shares, to issue share warrants;

To lend money to persons or companies having dealings with the company, and guarantee, with or without security, the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertaking of any other company or person in which the company is interested, including the payment of dividends, interest on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any such company or persons, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies, or of or upon the property of such persons or companies;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company (having objects altogether or in part similar to those of this company) and for that purpose to appoint any directors, accountants or experts or agents to manage, operate, and carry on as manager the property, franchises, undertakings and business of any such company;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To fix by by-law a quorum of the Board of Directors at a number less than a majority of the board;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public general or useful object;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and utilize any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to

obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires sous le nom de "Lacroix & Léger, Limited", avec un capital-total de quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents dollars ($99,500.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-quinze (995) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
3999 Sous-secrétaire de la Province.

appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necesssry costs, charges and expenses thereof, under the name of, "Lacroix & Léger, Limited", with a total capital stock of ninety-nine thousand five hundred dollars ($99,-500.00), divided into nine hundred and ninety-five (995) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4000–o Assistant Provincial Secretary.

"Langevin & Forest, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1934, constituant en corporation: Armand-H. Langevin, marchand, Joseph-Napoléon Forest, comptable, Maurice Beaudry, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, fabriquer, ouvrer, assembler, importer, exporter, acheter et vendre tout ce qui peut être objet de commerce;

2. Exercer l'industrie et faire le commerce:

(*a*) du bois, sous toutes ses espèces et dans tous ses usages, en produits et sous-produits;

(*b*) de toutes les choses dans la fabrication desquelles entre le bois;

(*c*) de toutes les choses qui peuvent être l'objet d'un commerce, négoce ou industrie;

3. Acquérir, totalement ou partiellement, par achat, échange, contrôle ou autrement, tout actif mobilier ou immobilier, tout droit quelconque, possédés ou détenus, dans tout commerce, négoce ou industrie, par toute personne, société, association ou compagnie, et à ces fins:

(*a*) Assumer, aux lieu et place d'aucune de ces dernières, totalement ou partiellement, tout passif ou toute responsabilité quelconque;

(*b*) Faire avec aucune d'elles tout arrangement et convention que la présente compagnie jugera utile et avantageux, quant aux prix, conditions d'achat, d'échange ou de contrôle;

(*c*) Payer ces acquisitions, en totalité ou en partie, avec des actions ordinaires, privilégiées, ou hypothécaires, libérées, de la présente compagnie, ou avec des actions ou valeurs détenues ou possédées par elle, ou avec de l'argent ou autrement;

4. Acquérir et contrôler, par achat, bail, échange et licence, ou tout autre titre, des concessions forestières, terrains boisés, bois debouts ou coupés, coupes de bois, des droits de coupe, droits d'estacade, droits de passage, forces hydrauliques, droits de servitudes, brevets, permis, marques de commerce, droits de patentes, clientèle, biens-fonds, immeubles, valeurs et biens, ou partie divise ou indivise d'iceux, en faire le commerce, les vendre, échanger, louer, donner en garantie, ou autrement en disposer;

5. Pour toutes fins corporatives industrielles et commerciales, acquérir, construire sur des terrains que possède ou contrôle la compagnie, améliorer et développer, exploiter et vendre ou autrement en disposer, des embranchements et voies d'évitement et leurs accessoires, canaux, écluses, glissoires, jetées, quais, aqueducs, routes, chemins, ponts et autres travaux, barges, remorqueurs et autres bateaux, améliorer lacs et rivières, seule ou avec d'autres;

"Langevin & Forest, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1934, incorporating: Armand-H. Langevin, merchant, Joseph-Napoléon Forest, accountant, Maurice Beaudry, advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, fabricate, work, assemble, import, export, purchase and sell anything which may be the object of trade;

2. To carry on business and to deal in:

a. lumber of every kind under all forms and the products and by-products thereof;

b. all things in the manufacture of which wood enters;

c. anything which may be the object of business, trade or industry;

3. To acquire, in whole or in part, by purchase, exchange, control or otherwise, any movable or immovable assets, any rights whatever owned or held, in any business, trade or industry, by any person, firm, association or company and, for such purposes:

a. To assume, in the place and stead of any of the same, in whole or in part, any liabilities or any responsibility whatsoever;

b. To enter, with any of the same, into any agreement or arrangement which the present company may deem useful and advantageous as to price, conditions of purchase, of exchange or of control;

c. To pay for such acquisitions, in whole or in part, with paid up common, preferred or debenture stock of the present company or with shares or securities held or owned by it, or with cash or otherwise;

4. To acquire and control by purchase, lease, exchange and license or any other title, forest concessions, timber lands, standing or cut timber, timber cuts, stumpage dues, boom rights, rights of way, water-powers, rights of servitude, patents, permits, trade-marks, patent rights, good-will, real estate, immoveables, securities and property or divided or undivided parts thereof, to deal with, sell, exchange, lease, give as security or otherwise dispose of the same;

5. For all corporative, industrial and commercial purposes, to acquire, build on lands belonging to or controlled by the company, improve and develop, exploit and sell or otherwise dispose of branches and accessories thereof, canals, dams, chutes, piers, wharves, aqueducts, by-roads, roads, bridges and other works, barges, tow-boats and other boats, to improve lakes and rivers, alone or with others;

6. Acquérir, par achat ou autrement, construire, entreprendre, exploiter, maintenir des aquedues ou autres travaux d'utilité publique, acquérir des privilèges, permis, franchises, contrats, exemptions de taxes et autres droits, les vendre ou autrement en disposer;

7. Faire affaire comme compagnie de biens fonds et terrains et comme agence foncière, agir comme courtiers en immeubles et estimateurs et comme agents d'assurances, avec pouvoir d'acquérir, acheter en vertu d'aucun titre, détenir, posséder, surveiller, entretenir, contrôler, gérer, exploiter, développer, hypothéquer, donner en garantie, louer, vendre, transférer, échanger, améliorer, cultiver, faire arpenter, subdiviser, céder gratuitement des rues ou ruelles, ou autrement trafiquer et disposer des biens fonds et propriétés, bâtisses et immeubles, valeurs, intérêts, ou droits en iceux, ainsi que toutes autres espèces de propriétés et effets, et à ces fins, affecter et employer le capital de la compagnie;

8. Construire, bâtir à entreprise, ou autrement, sur des terrains appartenant à la compagnie, ou dans lesquels elle peut être, en aucune façon, intéressée, toutes usines, édifices, résidences, pouvant servir à aucunes fins quelconques, et faire le commerce de toutes choses pouvant servir à la construction;

9. Souscrire, acheter ou d'aucune manière acquérir et détenir des actions, du capital, des débentures, bons, obligations, billets et autres valeurs émises ou garanties par aucun gouvernement ou autre corporation, ou par aucune compagnie constituée ou faisant affaires dans la Puissance du Canada, ou ailleurs, aussi les vendre ou autrement en disposer;

10. Eriger, exploiter, faire fonctionner des hôtelleries, restaurants, maisons de rapport, maisons de location, résidences, maisons de pension, lieux d'amusements, et faire tous actes pour obtenir ces fins;

11. Solliciter, acheter, louer, exploiter, ou autrement acquérir, ou en disposer, des caveats, patentes, droits, brevets, améliorations et procédés enregistrés, licences, concessions, marques, noms, dessins de commerce et choses semblables, ou aucun intérêt en iceux, ou autres renseignements relatifs à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucune des fins corporatives;

12. Acheter et vendre des actions et des obligations, souscrire à des émissions d'actions et d'obligations, acheter et vendre des émissions d'actions ou d'obligations, encaisser les coupons d'intérêts, d'obligations et d'effets de commerce;

13. Aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation ou compagnie, prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement aucune personne ou aucune corporation dans le capital-actions de laquelle la présente compagnie a des parts ou avec laquelle elle peut se trouver en relations d'affaires; s'engager pour les dites compagnies ou personnes ou conjointement avec elles, et garantir leurs dettes et obligations;

14. Faire affaires comme agents d'aucune compagnie ou personne;

15. Etablir, en tous endroits que la compagnie jugera à propos, des succursales, agences pour tout genre de commerce ou d'industrie exercé par la compagnie;

16. Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, et ce, en aucun temps, et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire les dits

6. To acquire by purchase or otherwise, build, undertake, exploit, maintain aqueducts or other public utility works, to acquire privileges, permits, franchises, contracts, tax-exemptions and other rights and to sell or otherwise dispose of the same;

7. To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency, to act as real estate brokers and valuators and insurance agents, with power to acquire, buy under any title, hold, possess, superintend, maintain, control, manage, operate, develop, hypothecate, pledge, lease, sell, transfer, exchange, improve, cultivate, survey, subdivide, convey gratuitously streets or lanes or otherwise deal in and dispose of real estate and property, buildings and immovables, securities, interests or rights therein, as well as any other kind of property and effects, and for such purposes, to apply and use the capital of the company;

8. To construct, build by the job or otherwise, on lands belonging to the company or in which it may in any manner be interested, any shops, buildings, residences, capable of being used for any purposes whatever, and to deal in all things capable of being used for building purposes;

9. To subscribe for, buy, or in any manner acquire and hold shares, stock, debentures, bonds, obligations, notes and other securities issued or guaranteed by any government or other corporation, or by any incorporated company carrying on business in the Dominion of Canada or elsewhere, also to sell or otherwise dispose of such securities;

10. To erect, operate, conduct hostelries, restaurants, tenement houses, apartment houses, residences, boarding houses, places of amusements and to do all acts for the attainment of such purposes;

11. To apply for, buy, lease, operate or otherwise acquire or dispose of caveats, patents, rights *brevets*, improvements and registered processes, licenses, concessions, trade-marks and trade-names, industrial designs and the like or any interests therein, or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company;

12. To buy and sell shares and bonds, subscribe to issues of shares and bonds, buy and sell issues of shares or bonds, cash interest coupons, bonds and commercial instruments;

13. To assist in promoting, organizing, developing or managing any corporation or company, raise and assist in raising money, to aid by way of boni, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any person or any corporation in the capital-stock of which the present company holds shares or with which it may have business dealings; to become security for such companies or persons or jointly with them and to guarantee their debts and obligations;

14. To carry on business as agents of any company or person;

15. To establish, in any place which the company may think convenient, branches, agencies, for any kind of business or industry carried on by the company;

16. To borrow any sums which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertakings or the exercise of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to constract

emprunts aux termes et conditions, et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie jugera raisonnables, ou tout privilège sur ses biens mobiliers ou immobiliers;

17. Emettre en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera utile et nécessaire, des actions, obligations, et en disposer pour les montants et aux termes que la compagnie croira convenables;

18. Hypothéquer, garantir ou mettre en gage, par acte authentique, pour garantir le paiement des obligations, débentures, actions-obligations, qu'elle est autorisée à émettre par la loi ou sa charte, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède et possèdera dans la Province, d'une manière générale, d'une manière générale exercer, sous les conditions y mentionnées, tous les pouvoirs accordés par la loi;

19. Distribuer en nature, parmi ses actionnaires, mais conformément à la section 81 de la loi des Compagnies de Québec, toutes actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnies, que la présente compagnie peut posséder;

20. Emettre ou distribuer des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, obligations-actions ou autres valeurs de la compagnie, et payer avec icelles pour tous services, toutes dettes et obligations de la compagnie, ou assumées par elle, et les donner en garantie;

21. Faire tous contrats de louage de service, de cautionnements autres que les cautionnements qui doivent être donnés par des compagnies de garantie, de mandat, d'agence, de transaction et généralement tous contrats et conventions quelconques, dont est capable une corporation sans aucune exception;

22. Faire aucune convention ou conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la concession réciproque ou à la coopération avec aucune personne, compagnie ou association, constituée ou à être constituée, exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaires se rattachant à la réalisation des objets de la présente corporation, ou se fusionner avec elle;

23. Faire affaires comme compagnie de transport, avec tous les privilèges que ce commerce ou industrie comporte;

24. Faire le commerce de toutes les choses permises par la loi comme objets de constitution en corporation;

25. Sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses ou affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Langevin & Forest, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4001–o Sous-secrétaire de la Province.

the said loans on such terms and conditions and by giving such securities and hypothecs as the company may think reasonable, or any privilege on its movable and immovable property;

17. To issue at any time and as often as it may think fit, useful and necessary, stocks, bonds, and to dispose of the same for such sums and on such terms as the company may think convenient;

18. To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed, to secure the payment of the bonds, debentures, debenture-stock it is authorized to issue by law or its charter, the movable or immovable property, present or future, which the company now owns and may own in the Province, and generally to exercise, under the conditions herein mentioned, all the powers granted by law;

19. To distribute in kind, among the shareholders, in the manner provided for by article 81 of the Quebec Companies' Act, any shares or other securities of other corporations, public bodies or companies, which the present company may own;

20. To issue or allot fully paid up and non-assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company and to pay therewith for any services, any debts and liabilities of the company or taken over by it, and to pledge the same;

21. To enter into any contracts of hire of service, of surety, other than sureties which must be given by surety companies, of mandate, agency, transaction and generally any contracts and agreements within the attributes of a corporation, without any exception;

22. To enter into any agreement or arrangements for sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or co-operation with any person, company or association, incorporated or to be incorporated, carrying on or about to carry on any business which the present company is authorized to carry on, or any business or transaction incidental to the attainment of the objects of the present company or to amalgamate therewith;

23. To carry on the business of a transportation company, with all the privileges which such business or industry involves;

24. To carry on business in all things allowed by law, as corporate purposes of the company;

25. Without limiting the generality of the aforesaid powers to do all things and any business which may be deemed necessary or useful for the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Langevin & Forest, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4002 Assistant Provincial Secretary.

"L'Artisan Immobilier, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Quebec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du

"L'Artisan Immobilier, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of

douzième jour de juun 1934, constituant en corporation: Joseph Dupuy, négociant, Georges Dupuy et Adrien Dupuy, commis, Marthe Dupuy et Madeleine Dupuy, célibataires majeures, ces deux dernières sans profession et tous cinq domiciliés en la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles ainsi que toutes les opérations qui s'y rattachent; acquérir et posséder des immeubles, les revendre, agir comme courtier en immeubles, agent de location, agent d'assurance, administrateur d'immeubles; consentir des hypothèques, en acquérir et en assumer; donner des actions acquittées dans le capital de la compagnie en paiement du prix d'acquisition d'immeubles ou d'hypothèques, sous le nom de "L'Artisan Immobilier, Incorporée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4003–o Sous-secrétaire de la Province.

June, 1934, incorporating: Joseph Dupuy, merchant, Georges Dupuy and Adrien Dupuy, clerks, Marthe Dupuy and Madeleine Dupuy, spinsters of age, the two latter without professions, and all five domiciled in the City of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate business and all the operations incidental thereto; to acquire and own and resell immovable property, to act as real estate broker, rental agent, insurance agent, real estate administrator; to give, acquire and take over hypothecs; to issue paid up shares of the capital stock of the company as payment for the purchose price or hypothecs, under the name of "L'Artisan Immobilier, Incorporée", with a total capital tock of ten thousand dollars ($10,000.-00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4004 Assistant Provincial Secretary.

"L'Association Générale des Diplomés de l'Université de Montréal, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1934, constituant en corporation, sans capital-actions: Roger Brossard, avocat, Jules Labarre, professeur, tous deux de la cité de Montréal, et Charles-Emile Bruchési, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Grouper les membres des différentes associations d'anciens élèves des Facultés de l'Université de Montréal et des Ecoles affiliées ou annexées, qui existent déjà ou qui pourront se former dans l'avenir, sans toutefois porter atteinte à l'autonomie de ces différentes associations;

Unir et coordonner les efforts de ces membres dans un but de solidarité et de rayonnement universitaires, sous le nom de "L'Association Générale des Diplomés de l'Université de Montréal, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers ou les revenus en provenant que peut acquérir et posséder la corporation est de cinquante mille dollars ($50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4005-o Sous-secrétaire de la Province.

"L'Association Générale des Diplomés de l'Université de Montréal, Incorporée".

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1934, incorporating, as a corporation without share capital: Roger Brossard, advocate, Jules Labarre, professor, both of the City of Montreal, and Charles Emile Bruchési, advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To group the members of the different associations of former pupils of the Faculties of the University of Montreal, and of the affiliated or annexed Schools, either already existing, or which may in future be formed, without any prejudice however to the autonomy of these different associations;

To unite and coordinate the efforts of its members for purposes of good fellowship and University extension, under the name of "L'Association Générale des Diplômés de l'Université de Montréal, Incorporée".

The amount to which the value of, or the revenue from, the immovable property which the corporation may acquire or hold, is to be limited, is fifty thousand dollars ($50,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4006 Assistant Provincial Secretary.

"Le Jeune Barreau de Québec, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juin 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Noel Dorion, Jacques Casgrain, Horace Philippon, Gaston Esnouf, et Louis-Philippe Pigeon, tous avocats et tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

"Le Jeune Barreau de Québec, Inc.".

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1934, incorporating as a corporation without share-capital: Noel Dorion, Jacques Casgrain, Horace Philippon, Gaston Esnouf, and Louis-Philippe Pigeon, all advocates and all of the City of Quebec, for the following purposes:

Unir en association les jeunes avocats du Barreau de Québec pour améliorer, de toutes façons compatibles avec la Loi et les Règlements du Barreau, les conditions d'exercice de leur profession;

Encourager chez ses membres et dans le Barreau en général l'étude et le perfectionnement des connaissances juridiques, par des conférences, des causeries, des congrès et réunions de toutes sortes;

S'associer à des Corporations, Sociétés ou Associations tendant à des fins analogues ou connexes;

La Corporation sera régie par douze directeurs dont les pouvoirs, le mode d'élection et les attributions seront déterminés par ses règlements;

Les requérants seront directeurs provisoires et formeront quorum jusqu'à la première élection de directeurs, sous le nom de "Le Jeune Barreau de Québec, Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la Corporation peut posséder est de deux mille dollars ($2,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4007-o Sous-secrétaire de la Province.

To group into an Association the young advocates of the Quebec Bar, for the improvement of the practice conditions of their profession, in any manner not incompatible with the Bar Act and the regulations of the Bar;

To encourage in its members and in the Bar in general, the study and improvement of juridical knowledge by means of lectures, conferences, congresses and meetings of every kind;

To amalgamate with corporations, societies or associations pursuing similar or allied purposes;

The Corporation will be governed by twelve Directors, whose powers, mode of election and attributions shall be determined by its by-laws;

The petitioners shall be the Provisory Directors and shall form the quorum pending the first election of directors, under the name of "Le Jeune Barreau de Québec, Inc.".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the Corporation may hold, is to be limited, is two thousand dollars ($2,000.00).

The head office of the Company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4008 Assistant Provincial Secretary.

"Northern Trail Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juin 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Beauregard, Conseil en Loi du Roi, Gérald Hawkeswood Phillimore, avocat, et Joseph-Octave Brunelle, comptable, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Promouvoir des entretiens sociaux et la bonne amitié entre ses membres;

Procurer des divertissements sociaux et autres amusements et récréations;

Fournir à ses membres tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations usuels d'un club;

Acquérir, louer, maintenir et administrer les établissements convenables pour les fins d'un club et pour l'accommodation des membres et leurs amis, et acquérir ou louer l'ameublement et tous les accessoires nécessaires ou convenables pour iceux;

Procurer le logement, la nourriture et les rafraîchissements aux membres et à leurs amis;

Obtenir et détenir pour le club, un permis pour la vente de la bière, vin et autres boissons alcooliques, dont la vente est présentement ou pourra être dans l'avenir permise par les lois de cette Province, sous le nom de "Northern Trail Club, Inc.".

La valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir est limitée à ($5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4009 Sous-secrétaire de la Province.

"Northern Trail Club, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1934, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Beauregard, one of His Majesty's Counsel, Gerald Hawkeswood Phillimore, Barrister, and Joseph Octave Brunelle, Accountant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To promote social intercourse and good fellowship amongst its members;

To hold social entertainments and other amusements and recreations;

To afford to its members all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a Club;

To acquire, lease, maintain and manage premises suitable for the purposes of a Club and for the accommodation of members and their friends, and to acquire or lease furniture and all accessories necessary or convenient therefor;

To provide lodging, food and refreshments to its members and friends;

To obtain and hold for the Club a license for the sale of beer, wine and other alcoholic beverages, the sale of which is now or may be in future permitted by the laws of this Province, under the name of "Northern Trail Club, Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is $5,000.00.

The head office of the company will be at the town of Sainte Agathe des Monts, District of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4010-o Assistant Provincial Secretary.

"Richelieu Oil Company, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mai 1934, constituant en corporation: Justinien Coulombe, marchand de bois, Monument, Giffard, Co. Québec, Joseph-Aza Guillot, mesureur-inspecteur, Saint-Louis de Courville, Co. Québec, J.-Albert Coulombe, marchand de bois, L.-Adolphe Coulombe, voyageur, ces deux derniers de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à emmagasiner, acheter, raffiner, manufacturer, pomper, transporter sur terre ou sur l'eau, acheter et vendre ou autrement faire le commerce d'huiles brutes, raffinées, distillées, gazoline, graisse, pétrole, benzine et autres produits ou sous-produits de l'huile de toutes sortes et descriptions; pour l'éclairage, le chauffage, force motrice ou toutes autres fins quelconques;

Construire, manufacturer, acquérir et maintenir des travaux pour contenir, recevoir, traiter, raffiner, préparer pour le marché et transporter tous tels produits, articles et marchandises et toutes autres constructions et travaux, instruments, machineries, automobiles, camions, bateaux, camions-réservoirs, bateaux-citernes, appareils et accessoires convenables, nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre et exploiter des stations de service, garages publics et privés, d'y faire la vente de rafraîchissements ou commerce de restaurateurs sous toutes ses formes, faire l'emmagasinage d'automobiles, camions, tracteurs ou véhicules-moteurs pour la réparation, la révision et la modification ou service de toute nature de tels véhicules;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent, sont appropriées ou incidentes à la réalisation des objets précités, comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité et soit seule, soit conjointement avec d'autres;

Acquérir, acheter, louer ou autrement acquérir et assumer tous ou aucun des commerces, entreprises, propriétés, franchises, clientèle, contrats, droits, pouvoirs et privilèges détenus, possédés ou exercés par aucune personne, firme et corporation exerçant ou formés pour exercer tout commerce similaire ou tout ou en partie à celui que cette compagnie est autorisée à exercer et tout commerce dont l'exercice, dans l'opinion de la compagnie, pourra promouvoir l'accomplissement de ses entreprises ou aucune d'icelles ou possédant des propriétés convenables aux fins de la compagnie de la manière qu'elle le jugera convenable et en particulier des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de cette compagnie;

Louer, sous-louer, vendre ou autrement disposer de toute propriété ou aucune partie du commerce, entreprises et biens de toutes sortes appartenant à la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en particulier des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie et assumer des responsabilités de toute telle personne, firme et corporation;

Tirer, faire, accepter, exécuter et émettre et endosser des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables et transférables et accepter en paiement de toute dette due à la compagnie, des titres, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie ou autrement acquérir des actions ou obli-

"Richelieu Oil Company, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty eighth day of May, 1934, incorporating: Justininen Coulombe, wood merchant, Monument, Giffard, Co. Quebec, Joseph Aza Guillot, culler and inspector, Saint Louis de Courville, Co. Quebec, J. Albert Coulombe, wood merchant, L. Adolphe Coulombe, traveller, these two latter of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of storing, buying, refining, manufacturing, piping, transporting by land or water, buying and selling or otherwise dealing in crude, refined, distilled oils, gasolene, grease, petroleum, benzine and other oil products and by-products of every kind and description for light, heat, motive power or any other purpose whatsoever;

To construct, manufacture, acquire and maintain works for holding, receiving, treating, refining and preparing for market and transporting any such products, goods and merchandise and all other buildings and works, fittings, machinery, automobiles, trucks, boats, motor tank wagons, tankers, apparatus and appliances convenient or necessary or useful for the purpose of the company;

To acquire, purchase, lease, rent, sell and operate service stations, public and private garages, to sell therein refreshments or carry on the restaurant business in all its lines, to store automobiles, trucks, tractors or vehicle motors for repair, overhauling and remodelling or service of any kind connected with such vehicles;

To do any other acts incidental, appropriate or conducive to the attainment of the aforesaid objects, as principals, agents, contractors or in any other quality and either alone or in conjunction with others;

To acquire, purchase, lease or otherwise acquire and take over all or any business, undertakings, properties, franchises, custom, contracts, rights, powers and privileges held, owned or exercised by any person, firm and corporation carrying on or formed to carry on any business similar in whole or in part to that which the present company is authorized to carry on, or any business deemed expedient by the company to promote the accomplishment of its undertakings or any one thereof or owning property suitable for the purposes of the company in the manner deemed fit and in particular shares, bonds, debentures or other securities of the present company;

To lease, sub-let, sell or otherwise dispose of any property or any part of the business, undertaking and assets of all kinds belonging to the company for such consideration that the company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company and to take over the responsibilities of any such person, firm and corporation;

To draw, make, accept, execute and issue and endorse promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable and transferable instruments and to accept in payment of any debt due to the company, stocks, shares, bonds or obligations or other securities of any companies and otherwise acquire the shares or bonds of

gations de toutes telles compagnies et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement faire affaire avec icelles;

Hypothéquer, engager, donner en gage ou accorder un lien sur tous terrains, édifices, machineries, outillage, biens meubles ou immeubles appartenant à la compagnie pour emprunter de l'argent et émettre des obligations, débentures, billets promissoires, lettres de change et autres reconnaissances de dettes pour garantir tous tels emprunts ou prêts;

Faire toutes autres choses qui pourront aider à atteindre les buts de la compagnie tels que mentionnés ou autorisés dans les lettres patentes, sous le nom de "Richelieu Oil Company, Ltd.", avec un capital total de $49,900.00, divisé en 2990 parts communes d'une valeur nominale de $10.00 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100.00 chacune avec droit de vote donnant droit à un dividende privilégié, fixe de 6% par année, non cumulatif, payable lorsque déclaré et voté par le bureau de direction pour les actions enregistrées aux livres de la compagnie;

Le dit dividende pour être payé à même les profits nets de la compagnie avant qu'aucun dividende ne soit payé sur les actions ordinaires.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
4011-o Sous-secrétaire de la Province.

any such companies and to sell, hold, re-sell with or without security or otherwise deal with the same;

To hypothecate, mortgage, pledge or give a lien on any lands, buildings, machinery, equipment, movable or immoveable property belonging to the company to borrow money and to issue bonds, debentures, promissory notes, bills of exchange and other evidences of indebtedness to secure such amounts borrowed or loaned;

To do all such other things as are conducive to the attainment of the objects of the company as mentioned or authorized in these Letters Patent, under the name of "Richelieu Oil Company, Ltd", with a total capital stock of $49,900.00, divided into 2990 common shares of a nominal value of $10.00 each and 200 preferred shares of a par value of $100.00 each with voting right, being entitled to a fixed preferential non-cumulative dividend of 6% per annum, payable when declared and voted by the Board of Directors for the shares registered in the books of the company;

The said dividend to be paid out of the net profits of the company before any dividend be paid on the common shares.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4012 Assistant Provincial Secretary.

"Société St-Jean-Baptiste de Notre-Dame-de-la-Recouvrance, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juin 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Robitaille, cordonnier, J.-Art. Gagné, épicier, Antonio Ducharme, mécanicien, tous de Québec-Ouest, dans les buts suivants:

D'unir fraternellement toutes personnes saines de corps et d'esprit, catholiques, parlant la langue française, ayant l'âge requis par les règlements et ne tombant pas sous le coup d'aucun empêchement pourvu par les statuts de la société;

De travailler à la conservation et à l'usage de la langue française et à propager le respect de la foi et des institutions catholiques;

D'améliorer la position sociale et intellectuelle de ses membres, sous le nom de "Société St-Jean-Baptiste, de Notre-Dame de la Recouvrance, Inc.".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinq mille dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec-Ouest, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4013-o Sous-secrétaire de la Province.

"Société St-Jean-Baptiste de Notre-Dame-de-la-Recouvrance, Inc.".

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June 1934, incorporating as a corporation without share capital: Joseph Robitaille, shoemaker, J. Art. Gagné, grocer, Antonio Ducharme, mechanic, all of Quebec-West, for the following purposes:

To group into a fraternal society all Catholic French-speaking persons, sane of body and mind, of the proper age required by the by-laws, and not coming under any of the objections provided by the statutes of the Society;

To encourage the preservation and use of the French language and to propagate respect for the Catholic faith and Catholic institutions;

To improve the social and intellectual standing of its members, under the name of "La Société St-Jean-Baptiste, de Notre-Dame de la Recouvrance, Inc.".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immovable property which the company may hold, is to be limited, is five thousand dollars.

The head office of the company will be at Quebec-West, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4014 Assistant Provincial Secretary.

"St-George Realty Company, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1934, constituant en corporation: Francis-Gecrge Bush, Herbert-William Jackson, comptable, et Joseph Thomas Harring-

"St-George Realty Company, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1934, incorporating: Francis Georges Bush, Manager, Herbert William Jackson, Accountant, and Joseph Thomas Harrington, Stenographer,

ton, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

(1) 1. Exercer l'industrie d'une compagnie immobilière et de développement général, dans toutes ses spécialités, et, en rapport avec telles opérations, acheter pour détention, placement ou revente, acquérir par option, location, gage, transport et contrat, prendre, recevoir, utiliser, échanger, vendre à l'enchère et affermer au moyen de concessions ou de tout autre titre légal, ou de toute autre manière quelconque, et trafiquer, détenir, soit d'une manière permanente ou en attendant de décider la manière d'en disposer, et posséder, employer, gérer, contrôler, administrer, mettre en œuvre, exploiter, mettre en valeur, protéger, conserver, supporter, travailler, surveiller, vendre, affermer, louer, donner sous permis, transporter, arrenter, octroyer, céder, troquer et en disposer de toute façon ou manière quelconque et hypothéquer, mettre en gage, charger ou grever ou affecter en aucun temps et de temps à autre, aux termes et pour les prix et sommes et pour la considération que la compagnie croira à propos; développer, améliorer, consolider, raccorder, subdiviser, disposer et généralement faire le commerce et le trafic, de toute façon et manière quelconque, des propriétés, de toutes sortes et de toute description, soit personnelles, mobilières, immobilières, réelles ou mixtes, et en quelque lieu qu'elles soient situées, droits et privilèges de toutes sortes et descriptions et exercer le négoce d'agents, experts, évaluateurs en immeubles, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs et le négoce d'une agence générale d'immeubles, y compris l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, et autres transactions immobilières semblables;

(*a*) 2. Acheter, prendre en échange ou autrement acquérir et détenir, vendre, échanger ou autrement disposer d'hypothèques, nantissement, privilèges, droits, charges et toutes autres espèces de garanties au nom de la compagnie ou au nom d'autres, négocier et obtenir pour d'autres prêts, soit sans garantie ou sur la garantie d'hypothèque, nantissement, gage ou autre charge;

(*a*) 3. Acheter, placer sur le marché, prendre en échange, souscrire ou demander ou autrement acquérir et enregistrer, détenir ou autrement posséder, vendre, échanger, transporter, céder, convertir, en garantir la vente ou le placement ou grever ou autrement disposer, mettre en valeur et généralement faire le commerce et négocier les obligations, débentures, actions-débentures, titres, actions, obligations, droits de royauté, certificats et autres valeurs ou tous autres intérêts et réclamations, et toutes autres preuves de dettes de toute compagnie, corporation, syndicat ou association, soit canadienne ou étrangère et soit publique ou privée, et les obligations, débentures ou autres titres de tout gouvernement, municipalité ou corporation municipale ou scolaire et exercer les franchises, permis, octrois, concessions et autres pouvoirs, droits et privilèges acquis de toute telle compagnie, corporation ou association;

(*b*) Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges, gages et charges et toutes autres espèces de garantie pour garantir le paiement de tout argent dû à la compagnie ou toutes avances faites par la compagnie;

(*c*) Faire des prêts et donner crédit, et prendre ou acquérir autrement et assumer, ou garantir de toute manière la satisfaction de toute obligation ou le paiement du capital ou des intérêts ou dividendes sur les titres, actions, obligations, dé-

all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) 1. To carry on the business of a land, real estate and general development company in all its branches and in connection therewith, to purchase for holding or for reinvestment or resale, acquire by option, lease, pledge, conveyance and contract, take, receive, make use of, exchange, auction and rent by concession or other legal title and otherwise howsoever and to traffic in, hold, whether permanently or pending decision as to disposition or otherwise, and to own, employ, manage, control, administer, operate, exploit, turn to account, protect, preserve, support, work, superintend, sell, rent, hire, license, convey, lease, grant, cede, barter and to dispose of in any way or manner whatsoever and to hypothecate, mortgage, pledge, charge or encumber at any time and from time to time on such terms, at such prices, in such sums and for such consideration as the company may deem proper, to develop, improve, consolidate, connect, sub-divide, lay out and generally deal in and with in any way or manner whatsoever, property of all kinds, whether the same be personal, moveable, immoveable, real or mixed and wheresoever situate, rights and privileges of all kinds and descriptions, and to carry on business as real estate agents, experts, valuators, realty brokers, contractors and builders, and do a general real estate and other agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges and the like in respect of real estate;

(*a*) 2. To purchase, take in exchange or otherwise acquire and to hold, sell, exchange or otherwise dispose of hypothecs, mortgages, privileges, liens, charges and any other kind of security and, in the company's name or in the name of others, to negotiate and obtain for other loans, either without security therefor or upon the security of hypothecs, mortgages, pledges or other charges;

(*a*) 3. To purchase, underwrite, take in exchange, subscribe or apply for or otherwise acquire and to register, hold or otherwise own, sell, exchange, transfer, assign, convert, guarantee the sale or placing of, charge or otherwise dispose of or turn to account and generally deal in and deal with the bonds, debentures, debenture stock, stocks, shares, obligations, royalty rights, scrip and other securities of and other interests in and claims against and other evidences of indebtedness of any company, corporation, syndicate or association, whether Canadian or foreign and whether public or private, and the bonds, debentures or other securities of any government, municipality or municipal or school corporation, and to exercise any franchises, licenses, grants, concessions and other powers, rights and privileges acquired from any such company, corporation, syndicate or association;

(*b*) To take and hold mortgages, hypothecs, privileges, liens, charges and any other kind of security to secure payment of any money due to the company or any advances made by the company;

(*c*) To lend money or extend credit to, and to take or otherwise acquire and to assume or guarantee in any way or manner the fulfilment of any obligation of or the payment of the principal of or interest or dividends on the stock, shares,

bentures ou autres valeurs et aider de toute manière toute personne, firme, compagnie, cité, ville, village et municipalité avec lesquels la compagnie a, ou pourrait avoir des relations d'affaires ou dans les affaires, les propriétés ou la prospérité desquels la compagnie a, dans l'opinion du conseil d'administration, ou pourrait désirer d'acquérir un intérêt;

(*d*) Vendre, louer, assumer, transférer, échanger ou autrement disposer de l'entreprise, propriété et biens de la compagnie ou aucune partie d'icelle comme une industrie en exploitation ou dans le cours ordinaire des opérations ou autrement, et si jugé convenable aux termes que la personne ou la compagnie qui les acquerront pourront les exploiter, les utiliser et les exercer dans les limites de leur juridiction au même degré et de la même manière que s'ils étaient exploités, utilisés ou exercés par la compagnie, et dans aucun cas pour telle considération que les directeurs pourront déterminer, et en particulier pour tous titres, actions, débentures ou autres valeurs;

(*e*) Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou ses obligations, débentures ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel pour toute entreprise, propriété, droits ou privilèges ou titres, actions, obligations, débentures ou autres valeurs que cette compagnie a l'autorisation d'acquérir et rémunérer, soit en deniers comptants ou, en autant que permis par la loi, en actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou avec ses obligations, débentures ou autres valeurs, toute personne, compagnie ou syndicat, pour dépenses contractées et services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou relativement à la formation et à l'organisation de la compagnie ou en rapport avec la conduite de ses opérations;

(*f*) Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître autrement la compagnie dans toute juridiction, province, territoire, état ou pays canadiens ou étrangers, et y désigner et nommer des personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie, avec pouvoir de représenter la compagnie dans toutes affaires et accepter pour et au nom de la compagnie assignation de toutes procédures dans tout procès ou action;

(*g*) Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis, ou les faire valoir autrement;

(*h*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, ou dépenses, la fusion des intérêts, ou dépenses, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la pérsente compagnie;

bonds, debentures or other securities of, and to aid in any other manner, any person, firm, company, city, town, village or municipality with which the company has or may have business relations or in the affairs, property or prosperity of which the company has, in the opinion of the Directors, or may wish to acquire an interest;

(*d*) To sell, lease, make over, transfer, exchange or otherwise dispose of the undertaking, property and assets of the company or any part thereof as a going concern or in the ordinary course of business or otherwise, and, if deemed advisable, on such terms that the person or company acquiring the same may carry on, use and exercise the same within the limits of their jurisdiction to the same extent and in the same manner as if carried on, used or exercised by the company, and in any case for such consideration as the Directors may determine, and in particular for any stock, shares, debentures or other securities;

(*e*) To issue and allot fully or partly paid up shares of the company's capital stock or its bonds, debentures or other securities in payment or part payment for any undertaking, property, rights or privileges or stock, shares, bonds, debentures or other securities acquired by the company and to remunerate, either in cash or in fully or partly paid up shares of the company's capital stock or in its bonds, debentures or other securities, any person, company or syndicate for expenses incurred and services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital stock or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or in connection with the conduct of its business;

(*f*) To procure the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any Canadian or foreign jurisdiction, province, territory, state or country and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of the company with power to represent the company in any and all matters and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*g*) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*h*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*i*) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée dans le but d'assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(*j*) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*k*) Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités; faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement et soit seul, soit conjointement avec d'autres;

(*l*) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pourvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction, sous le nom de "St-Georges Realty Company, Inc.".

Le capital-actions de la compagnie consiste en cent (100) actions sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera son commerce est de cinq cents dollars ($500.00). Lesdites cent (100) actions sans valeur au pair peuvent être émises pour telle considération qui sera fixée de temps en temps par le bureau des directeurs de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

4015

(*i*) To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

(*j*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(*k*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(*l*) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its Directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other Directors acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "St. George Realty Company, Inc.".

The capital stock of the company to consist of one hundred (100) shares without nominal or par value, and the amount with which the company will carry on its business is Five hundred dollars ($500.00). The said one hundred (100) shares without nominal or par value may be issued for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the Company.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

4016–o

"Strand Jewellery and Leather Goods, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1934, constituant en corporation: Frank-L. Taplitsky, vendeur, Philip Taplitsky, marchand, et Sydney-Louis Kursner, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de bijouterie et bijoutiers, marchands de diamants, réparateurs de bijoux, réparateurs de montres et d'horloges, et toutes lignes alliées ou connexes;

Réparer et examiner, évaluer et autrement faire le commerce de toutes sortes de bijouterie, et tous autres articles de nature semblable en rapport avec le commerce de bijouterie;

Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce de bijouterie et tous autres articles d'une nature semblable qui peuvent être convenablement exercés et qui peuvent bénéficier et être profitables au commerce de bijouterie;

Exercer les opérations de manufacturiers, finisseurs, dessinateurs, importateurs, exportateurs et marchands d'articles en cuir, caoutchouc et de fantaisie, de toutes espèces et description, y compris sacoches pour dames, sacs à mains pour dames, valises, accessoires de voyage, ornements, bric-à-brac, papeterie;

Acheter ou autrement acquérir ou obtenir toute protection ou permis provisioires ou autres relativement à toutes inventions ou supposées inventions, brevets, marques de commerce, noms de commerce, dessins, droits d'auteur, contrats, conventions d'agence, idées, procédés secrets, et les payer totalement ou partiellement en argent ou en actions acquittées ou autrement;

Exercer tout autre commerce soit manufacturier ou autrement que la compagnie croira pouvoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens, droits et produits de la compagnie;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'effets, articles et marchandises;

Acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, exploiter, maintenir et gérer toutes constructions, structures et érection nécessaires pour son commerce et toutes autres propriétés, mobilières et immobilières, et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables à l'exercice d'aucune des fins de la compagnie, et les louer, vendre ou autrement en disposer;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, propriétés, franchises, clientèle, droits et privilèges que détiennent ou dont jouissent toutes personnes ou firmes ou toute corporation exerçant tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des propriétés propres aux fins de cette compagnie, et les payer avec des actions entièrement ou partiellement acquittées de la compagnie, ou avec les bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et se charger du passif de toute telle personne, firme ou corporation, et exercer les droits, pouvoirs et franchises de toute corporation dont le capital-actions est possédé par cette compagnie, soit au nom de la dite compagnie ou en son propre nom;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

"Strand Jewellery and Leather Goods, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Comapnies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1934, incorporating: Frank-L. Taplitsky, salesman, Philip Taplitsky, merchant, and Sydney Louis Kursner, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jewellery dealers and jewellers, diamond merchants, jewel repairers, watch and clock repairers, and all lines associated therewith;

To repair and examine, evaluate and otherwise deal with all kinds of jewellery and any other articles of a similar nature, carried on in connection with the jewellery business;

To buy or otherwise acquire and to sell or otherwise deal with all kinds of jewellery and any other articles of a similar nature which may conveniently be carried on and which are beneficial and profitable to the jewellery business;

To carry on the business of manufacturers, finishers, designers, importers, exporters and dealers in leather, rubber and fancy goods of all kinds and designation, including ladies' purses, ladies' hand bags, valises, travelling apparel, ornaments, bric-à-brac stationery;

To purchase or otherwise acquire or obtain provisional or other protection and licenses, in respect of any inventions or alleged inventions, patents, trade-marks, names, designs, copyrights, contracts, agency agreements, ideas, secret processes, and to pay for same either wholly or in part, in cash or by paid up stock or otherwise;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights, and products;

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of goods, wares and merchandise;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate, maintain and manage all buildings, structures and erections necessary for its business and all other property, moveable and immoveable, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, sell, or otherwise dispose of same;

To purchase, lease, or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, rights and privileges held or enjoyed by any persons or firm or by any corporation carrying on any business which the company authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay therefor in fully paid up or partly paid up shares of the company, or in bonds, debentures, or other securities of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of such person, firm or corporation, and to exercice the rights, powers and franchises of any corporation whose capital stock is owned by this company, either in the name of such company or in the own name;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

S'unir et se fusionner avec toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement, les propriétés, franchises, entreprises et commerce de toute telle corporation et en assumer les obligations et les payer en entier ou en partie en argent, actions, obligations ou autres garanties de la compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, firme ou corporation ou personne;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, gager, céder, transporter, ou nantir toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, pour garantir tous bons, débentures, ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre, ou tout argent emprunté pour les fins de la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la coopération, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et prêter des fonds, garantir les contrats ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "Strand Jewellery and Leather Goods, Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.-00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4017 Sous-secrétaire de la Province.

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings and business of any such corporation, and to assume the obligations thereof and to pay for same, wholly or partly in cash, shares, bonds, or other securities of the company;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, firm, corporation or person;

To borrow money on the credit of the company, and to issue bonds, debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, co-operation, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or company, for services rendered, or to be rendered to the company;

To pay all or any expenses of, incidental to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company, and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To draw, make, endorse, accept, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, and any other negotiable and transferable instrument, under the name of "Strand Jewellery and Leather Goods, Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,-000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4018–o Assistant Provincial Secretary.

"Terrace Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de juin 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Louis de Gonzague

"Terrace Club, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1934, to incorporate as a corporation without share capital: Louis de Conzague Prévost,

Prévost, avocat et Conseil du Roi, Jérôme Paradis, avocat, Berthe Comète, fille majeure, sténographe, tous de Montreal, dans les buts suivants:

Promouvoir des entretiens sociaux et la bonne amitié entre ses membres;

Procurer des divertissements sociaux et autres amusements et récréations;

Fournir à ses membres tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations usuels d'un club;

Acquérir, louer, maintenir et administrer les établissements convenables pour les fins d'un club et pour l'accommodation des membres et leurs amis, et acquérir ou louer l'ameublement et tous les accessoires nécessaires ou convenables pour iceux;

Procurer le logement, la nourriture et les rafraîchissements aux membres et à leurs amis;

Obtenir et détenir pour le club, un permis pour la vente de la bière, vin et autres boissons alcooliques, dont la vente est présentement ou pourra être dans l'avenir permise par les lois de cette Province, sous le nom de "Terrace Club, Inc.".

La valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est limitée à cinquante mille dollars ($50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4019 Sous-secrétaire de la Province.

advocate and King's Counsel, Jérôme Paradis, advocate, Berthe Comète, spinster, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To promote social intercourse and fellowship among its members;

To hold social entertainments and other amusements and recreations;

To afford to its members all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodations of a club;

To acquire, lease, maintain and manage premises suitable for the purposes of a club and for the accommodation of the members and their friends, and to acquire or lease furniture and all accessories necessary or convenient therefor;

To provide lodging, food and refreshments to its members and friends;

To obtain and hold for the club a license for the sale of beer, wine and other alcoholic beverages, the sale of which is now or may be in future permitted by the laws of this Province, under the name of "Terrace Club, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is fifty thousand dollars ($50,000.00).

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4020–o Assistant Provincial Secretary.

"The Beaumûr Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1934, constituant en corporation: Joseph Shapiro, Henri Crépeau, et Théodore Herzl Shapiro, tous avocats, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer les opérations de décorateurs, peintres et dessinateurs et agir comme importateurs, exportateurs, fournisseurs, acheteurs, et manufacturiers et négociants de travaux décoratifs de toutes sortes dans et sur aucun et toutes sortes d'édifices, construire, décorer, peinturer, couvrir ou finir aucun et toutes sortes de murs intérieurs ou extérieurs, dessiner et exécuter de la décoration et peinturage de toutes sortes, faire toutes transactions se rapportant à l'exécution de tels travaux dans des édifices privés ou publics de toutes sortes et manufacturer, acheter, vendre, arrenter, louer, importer, exporter et généralement négocier et faire le commerce de tous matériaux et accessoires incidents ou utiles à la construction d'aucune sorte d'édifice ou à leur complet ameublement et aménagement;

Exercer aucune ou toutes lignes de commerce comme manufacturiers, producteurs, marchands en gros et en détail, importateurs et exportateurs généralement, sans limite quant à la classe de produits et marchandises, manufacturer, produire, adapter, préparer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de tous matériaux, articles ou choses requis en rapport avec ou incident à tel commerce, et en particulier, mais sans limiter la généralité des objets susdits, manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer et généralement négocier et faire le commerce d'aucun et tous matériaux susceptibles d'être utilisés dans la construction, décoration, revêtement, peinturage ou le fini d'aucun et toutes sortes de murs intérieurs ou extérieurs;

"The Beaumûr Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1934, incorporating: Joseph Shapiro, Henri Crepeau, and Theodore Herzl Shapiro, all Advocates, of the City of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as decorators, painters and designers and as importers, exporters, suppliers, purchasers, and manufacturers of and dealers in decorative work of all kinds in and upon any and all kinds of buildings, to construct, decorate, paint, coat or finish any and all kinds of inside or outside walls, to design and execute decorative and painting of all kinds, to carry on all transactions, incident to the execution of such work in private or public buildings of all kinds and to manufacture, buy, sell, hire, lease, import, export, and generally deal in and with all materials and accessories incident to or useful in the construction of any kind of building or in the complete furnishing and equipping thereof;

To carry on any or all lines of business as manufacturers, producers, wholesale and retail merchants, importers and exporters generally, without limitation as to class of products and merchandise, to manufacture, produce, adapt, prepare, buy, sell, and otherwise deal in any materials, articles or things required in connection with or incidental to such business, and in particular, but without limiting the generality of the foregoing to manufacture, buy, sell, export, import and generally deal in and with any and all materials capable of use in the construction, decoration, coating, painting or finishing of any and all kinds of inside or outside walls;

Acheter, acquérir, vendre, disposer, hypothéquer et céder tous immeubles et biens que la compagnie pourrait croire nécessaires et convenables pour les fins de son commerce;

Acquérir, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et droits de toute personne, personnes, firme et corporation, exerçant aucun commerce que cette présente compagnie exerce ou peut exercer et les payer totalement ou partiellement avec des actions acquittées de la présente compagnie;

S'unir et conclure des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exploitant ou exerçant ou sur le point d'exploiter ou d'exercer tout commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou qui est susceptible d'augmenter en aucune manière la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement ou paiement partiel de tout commerce, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, bail, permis, contrat, immeubles, titres, obligations et débentures ou autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés par les présentes;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre corporation, compagnie, individu ou association avec lesquels la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle corporation, compagnie, individu ou association ou par une ou plusieurs autres personnes;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée, et particulièrement dans l'achat d'actions dans toute autre compagnie, sous le nom de "The Beaumûr Corporation", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4021 Sous-secrétaire de la Province.

To purchase, acquire, sell, dispose of, mortgage and alienate any real estate and property which the company might think necessary and convenient for the purpose of its business;

To acquire, take over the whole or any part of the business property and right of any person, persons, firm and corporation, carrying on any business which this present company carried on or may carry on, and to pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real-estate, stock bonds and debentures or other property or rights, which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, promise, loan, endorsement, guarantee of bonds, debentures or securities or otherwise any corporation, company, individual or association with which the company may have business relations, and guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association or by any such person or persons;

To invest and deal with monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined, and particularly in the purchase of stock in any other company, under the name of "The Beaumûr Corporation", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4022-o Assistant Provincial Secretary.

"The C. & D. Construction Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mai 1934, constituant en corporation: Daly Dalys, Peter Carlinsky, entrepreneurs, Moses Hyman Myerson, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Bâtir, construire aucune et toutes sortes d'édifices qui peuvent être permis par la loi, et vendre, transférer et disposer des dites structures dans le cours ordinaire du commerce; exercer le commerce qui consiste à acheter, vendre et échanger aucune et toutes sortes d'édifices y construits;

"The C. & D. Construction Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, conformity in with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the twenty first day of May, 1934, incorporating: Daly Dalys, Peter Carlinsky, contractors, Moses Hyman, Myerson, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To build, construct, any and all kinds of buildings that may be permitted by law, and to sell, transfer and dispose of the said structures in the ordinary course of business; to carry on the business of buying, selling and exchanging any and all kinds of buildings constructed thereon;

Exercer les opérations d'agents financiers et de placement, acheter et vendre et faire le commerce soit comme mandants ou agents, titres, bons, valeurs ou autres obligations, agir comme agents généraux, marchands à commission pour et au nom de toute classe de négociants en immeubles, et agir en même qualité pour la transaction d'aucun commerce qui peut être exercé par la compagnie; la vente de biens, le placement et la perception de deniers, rentes, intérêts et autres valeurs;

Acquérir par achat, bail ou autrement et détenir, posséder, développer, négocier, vendre ou acquérir, disposer de toutes sortes d'immeubles, terrains, édifices, structures, ou tous intérêts et droits en iceux, et donner à bail les propriétés de la compagnie;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

Emettre des actions acquittées, obligations ou débentures pour le paiement, soit en tout ou en partie, de tous biens, mobiliers ou immobiliers, droits, réclamations, privilèges ou avantages que la compagnie peut légalement acquérir;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

Faire toutes choses nécessaires à l'exécution du commerce de la compagnie et susceptibles de bénéficier à la compagnie, directement ou indirectement, conclure tous contrats qu'un individu peut légalement conclure, excepté ceux qui sont expressément défendus aux compagnies constituées en corporation en vertu des présentes lettres patentes, sous le nom de "The C. & D. Construction Company", avec un capital-total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

4023

To carry on the business of financing and investing agents, to buy and sell and deal in either as principals or agents, stocks, bonds, securities or other obligations, to act as general agents, commission merchants, for and on behalf of every class of real estate dealers, and to act similarly for the transaction of any business which may be carried on by the company; the sale of property, the investment and collection of monies, rents, interests and other securities;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to hold, own, develop, deal in, sell, or acquire, dispose of all kinds of real estate, lands, buildings or structures, or any interests and rights thereon and to grant lease of the company's property;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To issue paid up shares, bonds, or debentures for the payment, either in whole or in part, of any property real or personal, rights, claims, privileges or advantages which the company may lawfully acquire;

To borrow monies upon the credit of the company;

To do all things necessary for the carrying of the business of the company, and calculated to benefit the company, directly or indirectly, to enter into all contracts which an individual may legally enter into, except those expressly forbidden to companies incorporated, under the present Letters Patent, under the name of "The C. & D. Construction Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

4024-o

"Windsor Associates, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mai 1934, constituant en corporation: J.-Aimé Côté, Chirurgien-Dentiste, Cyril J. Decle, Joseph V. O'Brien, tous deux bourgeois, tous de la cité de Montréal, et J. Lewis Taylor, marchand, de la cité de Saint-Lambert, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir, soit absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente de, et céder, transférer ou autrement disposer ou trafiquer de bons, débentures, stocks, actions et autres valeurs ou preuves de dettes de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire, ou de toute compagnie ou corporation de banque, d'utilité publique, minière, manufacturière, commerciale ou industrielle;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété réelle ou personnelle que la compagnie croira nécessaire ou désirable, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, disposer, rendre pro-

"Windsor Associates, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty ninth day of May, 1934, incorporating: J. Aimé Côté, Surgeon Dentist, Cyril J. Decle, Joseph V. O'Brien, both Gentlemen, all of the City of Montreal, and J. Lewis Taylor, Merchant, of the City of Saint Lambert, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and hold, either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, or evidences of indebtedness of any government or municipal or school corporation or any banking, public utility, mining, manufacturing, commercial or industrial company or corporation;

To purchase, take on lease or in exchange, hire and otherwise acquire any real and personal property which the company may think necessary or desirable and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and

fitable et autrement trafiquer de toute ou toute partie de la propriété de la compagnie;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation, compagnie ou entreprise commerciale;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, industrie et entreprise commerciale;

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de manufacturiers, producteurs, marchands en gros et en détail, importateurs et exportateurs généralement, sans limite quant à la classe de marchandises et produits, et manufacturer, produire, préparer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de matériaux, articles et choses requis en rapport avec les objets susdits;

Exercer toutes industries que la compagnie croira susceptibles d'être convenablement exercées en rapport avec l'industrie de la compagnie, ou propres directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie ou à les rendre plus profitables;

De temps en temps demander et acheter, ou acquérir par cession, transfert ou autrement et exercer, exploiter et jouir de tous permis, pouvoirs ou autorité, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, suprême, municipal, ou local, ou toute corporation ou autre corps public pourrait décréter, donner ou accorder, et approprier des parts de la compagnie, stocks, obligations et valeurs, pour payer et défrayer le coût et les frais et dépenses nécessaires encourus;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être employée pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, accorder des permis au sujet de ou rendre profitables les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Emettre et répartir du capital totalement payé de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement total ou partiel pour toute affaire, franchise, brevets, entreprise, propriété, tous droits, pouvoirs, privilège, tout bail, licence, contrat, immeuble, stocks et bons, débentures ou autre propriété ou droits qu'elle peut légitimement acquérir en vertu des pouvoirs ici conférés;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, et garantir l'exécution des contrats, le paiement des obligations ou aider et secourir autrement tout individu, firme ou corporation dans laquelle la compagnie pourrait être intéressée financièrement ou avec laquelle la compagnie serait en affaires et agir comme employé, agent ou gérant d'aucune telle firme ou corporation;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une indus-

otherwise deal with all or any part of the company's property;

To promote, organize, manage or develop any corporation, company or enterprise;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

To carry on in all its branches the business of manufacturers, producers, wholesale and retail merchants, importers and exporters generally, without limitation as to the class of merchandise and products, and to manufacture, produce, prepare, purchase, sell and otherwise deal in any materials, articles and things required in connection with the foregoing or relating thereto;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the rights and information so acquired;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, patent, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, and to guarantee the performance of contracts or payment of liabilities or otherwise aid and assist any person, firm or corporation in whom or in which the company may be financially interested or with which it may have business relations, and to act as employee, agent or manager of any such corporation or firm;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company

trie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou supposée, de quelque manière, devoir augmenter la valeur des propriétés ou des valeurs de la compagnie;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, louer, ou autrement disposer de la totalité ou aucune partie de la propriété ou de l'entreprise de la compagnie, pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures, bons ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Et il est ordonné et déclaré par les présentes, que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ou nuls directeurs ayant tel intérêt contraire qu'ils auront déclaré ne seront responsables envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par eux ou en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ses directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous biens ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions;

Distribuer en espèces ou autrement aucune partie de l'actif de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou de toute portion des propriétés de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour se charger de la totalité ou de toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie, soit comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays ou état étranger, et y désigner des personnes en conformité des lois de telle province, état ou pays étranger, pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Placer et approprier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans les valeurs et de la manière qui seront déterminées de temps à autre;

S'unir ou se joindre à toute autre corporation dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

is authorized to engage in or carry, or which is calculated in any way to enhance the value of the company's properties or securities;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interests shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any case, the fact or such interest shall be disclosed to the directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction; no director or directors having such disclosed adverse interest shall be liable to the company or to any stockholder or creditor thereof, or to any other person for any loss incurred by it or under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company, either as dividends legally declared out of the surplus of the company, or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any other Province of Canada or in any foreign country or state, and to designate persons therein, according to the laws of such Province, country or state, to represent the company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required upon such security and in such manner as may from time to time be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

Consentir des prêts d'argent aux termes estimés convenables, aux clients et autres en relation d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

Rémunérer, au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie, ou toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Payer à même le capital de la compagnie toutes ou aucune des dépenses qui se rapportent et se rattachent à l'incorporation et à l'organisation de la compagnie;

Faire toutes et chacune des choses qui sont nécessaires, utiles, convenables ou appropriées à l'accomplissement de l'un quelconque ou plusieurs des objets énumérés dans les présentes ou qui paraîtront ou qui seront en aucun temps nécessaires pour la protection ou le bénéfice de la compagnie, soit comme détentrice de toute propriété ou autrement ou comme y étant intéressée;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les ressources, biens et produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques, et en accordant des prix, récompenses et dons;

Faire toutes ou aucune des affaires présentement autorisées, soit seuls ou conjointement avec d'autres ou comme facteurs ou agents;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Windsor Associates, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de deux cents (200) actions privilégiées de cinquante dollars ($50.00) chacune et deux mille (2,000) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, telles actions devant être émises à pas moins de cinq dollars ($5.00) chacune.

Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de douze mille dollars ($12,000.00).

Les actions de la compagnie autres que les actions privilégiées seront émises à tel prix que les directeurs pourront décider de temps à autre;

Les dites actions privilégiées et les dites actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair auront et seront sujettes aux droits, privilèges, priorités, restrictions, limitations et dispositions suivantes, à savoir:

a. Les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir, à même les bénéfices de la compagnie disponibles pour les dividendes, lorsque et suivant que déclarés par le bureau de direction de la compagnie, des dividendes en argent, au taux de sept pour cent (7%) par année, et pas davantage, sur le montant capital de temps à autre versé sur icelles, ces dividendes étant payables semi-annuellement par chèque ou mandat de la compagnie, les premiers jours de janvier et juillet et courront et seront cumulatifs à compter du 1er mai 1934, en ce qui concerne toutes les actions émises avant cette date, et à compter de la date à être fixée par les directeurs en ce qui concerne les autres actions, et nul dividende ne sera déclaré, payé ou mis de côté sur les autres actions de la compagnie à moins que tous les dividendes courus sur les actions privilégiées alors émises et en cours n'aient été payés ou déclarés ou mis de côté;

To lend money on such terms as may seem expedient to customers and others having dealings with the company, and guarantee the performance of contracts by any such persons;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To pay out of the capital of the company all or any of the expenses in connection with and incidental to the incorporation and promotion of the company;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any one or more of the objects herein enumerated or which shall or may at any time be necessary for the protection or benefit of the company, either as holders of or as interested in any property or otherwise;

To adopt such means of making known the resources, holdings and products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents;

The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Windsor Associates, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be two hundred (200) shares of preferred stock of fifty dollars ($50.00 each and two thousand (2,000) shares of common stock having no nominal or par value, such shares to be issued at not less than five dollars ($5.00) a share.

The amount of capital with which the company will commence business will be twelve thousand dollars ($12,000.00).

The stock of the company other than the preferred stock, shall be issued at such prices as the directors may from time to time decide;

The said preferred shares and the said common shares without nominal or par value shall have and be subject to the following rights, privileges, priorities, restrictions, limitations and provisions, namely:

a. The holders of the Preferred Shares shall be entitled to receive out of the profits of the company available for dividends, when and as declared by the Board of Directors of the company, cash dividends at the rate of seven per cent (7%) per annum and no more on the capital amounts from time to time paid up thereon, such dividends to be payable semi-annually by cheque or warrant of the company, on the first days of January and July and to accrue and be cumulative from May 1st, 1934, as regards all shares issued before that date, and from the date to be fixed by the directors as regards all other shares, and no dividend shall be declared, paid or set apart upon the other shares of the company unless all accrued dividends on the preferred shares then issued and outstanding shall have been paid or declared and set apart;

b. Les porteurs des actions privilégiées auront droit, dans toute liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie ou autre distribution des biens de la compagnie entre les actionnaires (autre que par voie de dividende ou bonus pris à même le surplus des profits) au remboursement du montant du capital payé sur telles actions privilégiées avec ensemble tous les dividendes accrûs et impayés sur icelles (lequel montant, pour telles fins, sera traité comme si tels dividendes couraient jusqu'à la date de telle distribution, qu'ils aient été gagnés ou non) et pas davatage;

c. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre, d'après une résolution du bureau de direction, acheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées en cours sur le marché ou par soumission ou autrement, à un prix n'excédant pas cent dix pour cent (110%) du montant capital versé sur icelles, avec tous les dividendes courus et un montant calculé comme si les dividendes sur icelles couraient pour la période à compter du dernier paiement jusqu'à la date d'achat. A compter de la date de rachat de toutes telles actions privilégiées en vertu des dispositions des présentes, les actions privilégiées ainsi achetées seront censées être rachetées et non réémises;

d. Sur avis tel que ci-après, la compagnie pourra, à toute date de dividende semi-annuel, racheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées alors en cours, sur le paiement de cent dix pour cent (110%) du montant capital versé sur icelles, avec en plus tous les dividendes impayés et un montant pour couvrir le paiement du dividende privilégié couru sur telles actions pour la période à compter de la date du paiement du dernier dividende jusqu'à la date du rachat;

e. Au cas où une partie seulement des actions privilégiées en cours serait rachetée de la manière ci-dessus énoncée, le bureau de direction choisira au sort, de la manière qu'il pourra déterminer, les actions privilégiées à être rachetées, ou il pourra prendre les actions qui seront rachetées de chaque actionnaire privilégié au pro rata d'après le nombre d'actions détenues par tel actionnaire, tel qu'indiqué dans les livres de la compagnie à la date où l'avis de rachat est donné; les fractions d'actions seront aussi rachetées. Excepté dans le cas des actions achetées tel que prévu plus haut, la compagnie devra donner un avis d'au moins trente (30) jours, par écrit, de son intention de racheter la totalité ou aucune des actions privilégiées en cours à leurs détenteurs, tels qu'inscrits dans les livres de la compagnie à la date de tel avis. Cet avis sera donné en le mettant à la poste par lettre recommandée et affrachie à l'adresse de chaque actionnaire intéressé, à la dernière adresse de tel actionnaire telle qu'elle apparaît dans les livres de la compagnie; cet avis devra indiquer la date à laquelle cet achat aura lieu et, à compter de la date ainsi spécifiée, la compagnie devra payer ou faire payer aux détenteurs enregistrés de telles actions le prix du rachat, sur présentation et livraison, au bureau-chef de la compagnie ou en tout autre endroit désigné dans l'avis, des certificats des actions appelées pour être rachetées; les certificats des dites actions seront alors annulés et le rachat des actions qu'ils représentent sera alors complété;

f. A compter de la date spécifiée dans tel avis, les porteurs d'actions privilégiées appelées pour rachat n'auront pas le droit d'exercer aucun des droits d'actionnaires en ce qui les concerne, à moins que le paiement du prix de rachat n'ait pas été fait par la compagnie sur présentation et livraison des certificats. Advenant le cas où les por-

b. The holders of the preferred shares shall be entitled, on the liquidation, dissolution or winding up of the company or other distribution of the assets of the company among the shareholders (other than by way of dividend or bonus out of surplus profits), to repayment of the capital amount paid up on such preferred shares together with accrued and unpaid dividends thereon (which for such purposes shall be treated as if such dividends were accruing to the date of such distribution, whether or not the same shall have been earned) and no more;

c. The company may at any time and from time to time, pursuant to resolution of the Board of Directors, purchase the whole or any part of the preferred shares outstanding in the open market, or by tender or otherwise, at a price not exceeding one hundred and ten per cent (110%) of the capital amount paid up thereof, together with all unpaid dividends thereon and an amount calculated as if the dividends thereon and accrued for the period from the then last payment to the date of purchase. From and after the date of purchase of any such Preferred Shares under the provisions hereof, the Preferred Shares so purchased shall be deemed to be redeemed and not to be re-issued;

d. Upon giving notice as hereinafter provided, the company may, on any semi-annual dividend date, redeem the whole of any part of the Preferred Shares then outstanding, upon payment of one hundred and ten (110) per cent of the capital amount paid up thereon, together with all unpaid dividends and an amount calculated as if the preferred dividends on such shares were accruing for the period from the last dividend payment date to the date of such redemption;

e. In the event of a part only of the outstanding Preferred Shares being redeemed as aforesaid, the Board of Directors mal select by lot, in such manner as they may determine, the Preferred Shares to be redeemed, or they may take the shares to be redeemed from each preferred shareholder *pro rata* according to the number of shares held by such shareholder, as shown by the books of the company on the date of giving of notice of redemption; fractional shares shall also be redeemed. Except in the case of shares purchased as above provided, the company shall give at least thirty (30) days' notice in writing of its intention to redeem all or any of the outstanding Preferred Shares to the holders of the shares to be redeemed, as registered in the company's books at the date of giving such notice. Such notice shall be given by posting the same in a post paid registered letter addressed to each shareholder at the last address of such shareholder, as it appears on the books of the company; it shall set out the date on which redemption is to take place and on and after the date so specified for redemption, the company shall pay or cause to be paid to the registered holders of such shares the redemption price on presentation and surrender at the head office of the company or at any other place designated in such notice, of the certificates of such shares called for redemption; the certificates for such shares shall be thereupon cancelled and the redemption of the shares thereby represented shall thereupon be completed;

f. From and after the date specified in such notice, the holders of Preferred Shares called for redemption shall not be entitled to exercise any of the rights of shareholders in respect thereof, unless payment of the redemption price shall not be made by the company upon presentation and surrender of the certificates. Should the holders

teurs de toutes actions privilégiées ainsi appelées pour rachat feraient défaut de présenter les certificats les représentant dans les quinze (15) jours après la date spécifiée pour rachat, la compagnie aura le droit de déposer le prix de rachat de telles actions à toute banque à charte ou compagnie de fiducie au Canada au crédit d'un ou plusieurs comptes spéciaux en fiducie pour les porteurs respectifs des dites actions, à être payés à eux sur livraison à telle banque ou compagnie de fiducie des certificats les représentent, et sur tel dépôt, telles actions, en autant que la responsabilité de la compagnie est concernée, seront censées être rachetées. Après que la compagnie aura fait un dépôt tel que susdit relativement aux actions privilégiées, les droits des porteurs de telles actions contre la compagnie seront limités à recevoir les montants ainsi déposés et tels porteurs n'auront pas droit à une participation additionnelle dans les profits ou biens de la compagnie ou à exercer tous droits comme porteurs de telles actions ainsi rachetées, et toutes actions privilégiées achetées et rachetées par la compagnie ne seront pas réémises;

g. Les porteurs des actions privilégiées n'auront pas droit de voter comme tels à toute assemblée des actionnaires de la compagnie ni aux avis de convocation de telles assemblées, pourvu toutefois que, si la compagnie fait défaut de payer quatre (4) dividendes semi-annuels consécutifs sur les actions privilégiées, que ces dividendes aient été déclarés ou non, et qu'il y ait ou non des bénéfices disponibles pour les payer, alors à compter de la date d'échéance du quatrième dividende semi-annuel qui n'est pas payé et aussi longtemps qu'il restera des dividendes semi-annuels impayés, chaque porteur d'actions privilégiées aura droit de voter à toutes les assemblées des actionnaires de la compagnie et de recevoir avis d'aucune et de toutes telles assemblées;

h. Les actions privilégiées ne seront pas sujettes à annulation ou réduction pour cause de perte ou dépréciation de l'actif de la compagnie;

i. Nul porteur d'actions du capital-actions de la compagnie, de quelque classe qu'elles soient, n'aura des droits de souscription pour aucune action ou pour aucune émission de valeurs de la compagnie à moins que ces droits soient accordés à tels actionnaires par le bureau de direction, à sa discrétion et pour le montant ainsi accordé;

j. Les dispositions ci-dessus énoncées concernant les actions privilégiées ne seront pas abrogées ou modifiées à moins d'une autorisation par un règlement de la compagnie, confirmé par un vote des détenteurs d'au moins les deux-tiers (2/3) du montant au pair de ces actions privilégiées alors en cours, à une assemblée générale spéciale convoquée dans le but de prendre en considération telle abrogation ou modification, et de plus confirmé par des lettres patentes supplémentaires.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
4025 Sous-secrétaire de la Province.

of any Preferred Shares so called for redemption fail to present the Certificates representing the same within fifteen (15) days after the date specified for redemption, the company shall have the right to deposit the redemption price of such shares with any chartered bank or trust company in Canada to the credit of a special account or accounts in trust for the respective holders of such shares, to be paid to them upon surrender to such bank or trust company of certificates representing the same, and upon such deposit such shares shall, as far as liability of the company is concerned, be deemed to be redeemed. After the company has made a deposit as aforesaid with respect to any Preferred Shares, the rights of the holders of such shares against the company shall be limited to receiving the amount so deposited and such holders shall not be entitled to any further participation in the profits or assets of the company or to exercise any rights as holders of such shares so redeemed, and any Preferred Shares purchased and redeemed by the company shall not be re-issued;

g. The holders of preferred shares shall not be entitled to vote in respect thereof at any meeting of shareholders of the company, nor to receive notice of any such meeting, provided however that if the company shall have failed to pay four consecutive semi-annual dividends on the preferred shares, whether such dividends shall have been declared or not and whether or not profits shall have been available for payment thereof, then from and after the due date of the fourth semi-annual dividend which is not paid, and so long as any semi-annual dividends remain in arrears, each holder of preferred shares shall be entitled to vote at any and all meetings of shareholders of the company and to receive notice of any and all such meetings;

h. The preferred shares shall not be liable to cancellation or reduction by reason of loss or depreciation of the company's assets;

i. No holders of shares of the capital stock of the company of whatsoever class shall have any rights of subscription to any shares or to any issue of securities of the company unless such rights be extended to such shareholders by the Board of Directors in its discretion and to the extent so extended;

j. The foregoing provisions respecting shares shall not be repealed or modified unless authorized by By-law of the company, confirmed by a vote of the holders of at least two-thirds (2/3) in par amount of such preferred shares then outstanding, at a special general meeting called for the purpose of considering such repeal or modification and further confirmed by supplementary Letters Patent.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4026-o Assistant Provincial Secretary.

"Bergeronnes Lumber Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mai 1934, constituant en corporation: Maurice Shulman, Ezra Leithman, tous

"Bergeronnes Lumber Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1934, incorporating: Maurice Shulman, Ezra Leithman, both advocates, Irene R. Brown,

deux avocats, Irène-R. Brown, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois de charpente et de construction de toute description quelconque, propriétaires de moulins à scie, moulins à bardeau et moulins de pulpe, bûcherons, hommes de chantier et marchands de bois dans aucune et toutes leurs spécialités et toutes autres opérations s'y rapportant;

Acheter, louer ou arrenter, vendre, échanger ou autrement faire le commerce de limites à bois, terrains, pouvoirs hydrauliques, énergie électrique, estacades, barrages, vaisseaux et bateaux de toute description quelconque, concessions, droits et privilèges, franchises et tous biens mobiliers ou immobiliers, et intérêt en iceux, et toutes autres choses qui peuvent être nécessaires ou utiles à l'exercice du commerce de la compagnie;

Acheter, vendre, préparer pour le marché, manipuler, importer, exporter, manufacturer et faire le commerce de bois de construction et bois et pulpe de toute description, et tous autres produits de la forêt et tous articles et matériaux dans la fabrication d'iceux le bois de charpente, de construction ou bois en général sont utilisés;

Etablir des boutiques et magasins et acheter, vendre et faire le commerce de marchandises en général;

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce de manufacturiers, agents de manufacturiers, cultivateurs, producteurs, importateurs et négociants de toutes sortes d'effets, articles, marchandises et provisions et toutes autres opérations s'y rapportant pour les fins de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir ou disposer d'actions, débentures ou obligations ou autres valeurs ou garanties dans toute autre compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, ou exerçant aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie, et les payer totalement ou partiellement en argent, ou en actions acquittées et non-sujettes à appel, obligations ou débentures ou autres valeurs ou garanties, ou biens, immobiliers et mobiliers, ou actif de la compagnie, et voter toutes telles actions par l'intermédiaire de tel agent ou tels agents que les directeurs pourront nommer;

Se joindre, s'unir et se fusionner avec toute personne, société, compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Emettre, repartir et livrer des actions ordinaires ou privilégiées entièrement acquittées et non-sujettes à appel, obligations, débentures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens, mobiliers ou immobiliers, intérêt en iceux, droits, choses ou autre considération qui peut être acquise;

Placer les deniers de la compagnie dans aucune forme de placement qui peut être considérée désirable et varier tels placements de temps à autre;

Agir comme agents, représentants, facteurs, courtiers ou agents à commission pour d'autres parties, personnes, sociétés ou corporations exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la compagnie, sous le nom de "Bergeronnes Lumber Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq mille dollars ($5,000.00).

secretary, *fille majeure*, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of timber and lumber merchants of whatever description, saw-mills, shingle mill and pulpmill owners, loggers, lumbermen and lumber merchants in any and all their branches and all other business incidental thereto;

To buy, lease, or hire, sell, exchange or otherwise deal with timber limits, lands, waterpowers, electric powers, booms, dams, vessels and crafts of whatsoever description, concessions, rights and privileges, franchises and any property, movable or immovable, and interest therein, and any other things that may be necessary or useful for the carrying on of the business of the company;

To buy, sell, prepare for market, manipulate, import, export, manufacture and deal in lumber and wood and pulp of every description, and all other products of the forest and all articles and materials in the manufacture whereof timber, lumber or wood are used;

To establish shops and stores and to purchase, sell and deal in general merchandise;

To carry on the business in all its branches of manufacturers, manufacturers' agents, growers, producers, importers and dealers in all kinds of goods, wares, merchandise and provisions and all other businesses incidental thereto, for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold or dispose of shares, debentures, or bonds, or other securities or guarantees in any other company carrying on a business altogether or in part, similar to that of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to pay for the same wholly or partly in cash, or in paid-up and non-assessable shares, bonds or debentures or other securities or guarantees, or property, immovable and movable, or assets of the company, and to vote all such shares through such agent or agents as the directors may appoint;

To join, consolidate and amalgamate with any person, society, company or corporation, having objects altogether or in part similar to those of this company;

To issue, allot and deliver fully paid-up and non-assessable common or preferred shares, bonds, debentures or other securities of this company in payment, or in part payment, of any property, movable or immovable, interest therein, rights, things or other consideration that it can acquire;

To invest any moneys of the company in any form of investment which may be considered desirable and from time to time to vary any such investment;

To act as agents, representatives, factors, brokers or commission agents for other parties, persons, partnerships or corporations carrying on a business similar in whole or in part to that of the company, under the name of "Bergeronnes Lumber Company, Limited".

The capital stock of the company is divided into one thousand shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be five thousand dollars ($5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
4027 Sous-secrétaire de la Province.

"Canadian Auto Top Co., Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1934, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Arthur Kishner, comptable licencié public, Lyon-P. Strean, dentiste, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exploiter le commerce, en détail ou en gros, ou les deux ensemble, sous toute forme que ce soit, dans toute ligne qui peut faire généralement et être l'objet d'un commerce; exercer ou exploiter toute industrie, commerce, manufacture, établissement financier ou commercial, corporation, occupation, art, négoce ou moyens de profits ou d'existence quelconques, que la compagnie jugera nécessaire ou croira convenable d'exercer ou d'exploiter;

Etablir et exploiter des chaînes de magasins dans le but de vendre et de faire le commerce général d'effets, articles et marchandises de toutes sortes. Exploiter le négoce d'importateurs et exportateurs. Faire le commerce d'immeubles, la construction, le développement, la location, réparation, l'administration ou le contrôle de toutes constructions ou édifices d'aucune sorte quelconque;

Faire société ou conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir et détenir des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier, ou des actions ou valeurs de toute compagnie exploitant ou exerçant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou toute affaire ou transaction susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Exploiter toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exploitée en rapport avec toute partie des intérêts de la compagnie;

Promouvoir toute compagnie, ou compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou toute partie des propriétés et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleraient favoriser la compagnie, directement ou indirectement;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute personne, firme, association ou corporation exploitant tout commerce similaire ou allié, et acquérir la clientèle, le commerce, les droits, propriétés et biens, et assumer ou se charger de la totalité ou de toute partie des responsabilités de toute personne, firme, association ou corporation exploitant tout commerce similaire ou allié et le payer en argent, actions ou obligations de la compagnie ou autrement;

Souscrire, garantir, acheter, acquérir, détenir, posséder, vendre, céder, transférer, ou autrement faire le commerce et disposer de toutes actions, bons, débentures, billets, ou autres valeurs, obligations, contrats, titres de créance de toute

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4028-o Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Auto Top Co., Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1934, incorporating: Charles Wolfson, Advocate, Arthur Kishner, Certified Public Accountant, Lyon P. Strean, Dentist, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To carry on any business retail or wholesale, or both together, under any form whatever, in anything which may generally form and be the object of any business; to exercise or exploit any industry, business, manufacture, financial or commercial establishment, corporation, occupation, art, trade or means of profit or existence whatever, which the company may deem fit and think advisable to exercise or exploit;

To conduct the business of establishing and operating chain stores for the purpose and sales of and the general dealing in goods, wares and merchandise of all kinds. To carry on the trade of importers and exporters. To carry on the business of real estate, buildings, development, leasing, repairing, management or control of any buildings and edifice of any kind whatsoever;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company and to take and otherwise acquire and hold shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same, or shares, or securities of any company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted as so to directly or indirectly benefit the company;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any portion of the company's interest;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To amalgamate, unite or join with any person, firm, association or corporation carrying on any similar or allied business and to acquire the goodwill, business rights, property and assets, and to assume or undertake the whole or any part of the liabilities of any person, firm, association or corporation carrying on any similar business or allied business, and to pay for the same in cash, stock or bonds for the company or otherwise;

To subcribe for, underwrite, purchase, acquire, hold, own, sell, assign, transfer, or otherwise deal in and dispose of any shares, bonds, debentures, notes or other securities, obligations, contracts and evidences of indebtedness of any company or

compagnie ou corporation, et prendre, détenir et se prévaloir de toute garantie collatérale de toute nature pour l'exécution des obligations contenues dans les présentes, et émettre en échange d'icelles ses propres actions, bons, et autres obligations et aider et subventionner de toute manière, au moyen de prêts, avances, garanties ou autrement, toute personne, firme, corporation ou association avec lesquelles la compagnie est intéressée comme créditrice, actionnaire, ou autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, lettres de crédit, mandats et autres effets et garanties négociables ou mercantiles;

Demander, obtenir, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toute licence, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis et de telle manière qui sera, de temps à autre, déterminée;

Faire l'exploitation d'un garage, vendre de la gazoline, de l'huile et des accessoires pour automobiles, acheter, vendre et réparer des automobiles, soit neufs et usagés ainsi que des pièces d'automobile;

Faire, manufacturer, réparer, acheter et vendre des carrosseries d'automobile, vitres et accessoires pour automobiles;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Canadian Auto Top Co., Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4029 Sous-secrétaire de la Province.

corporation, and to take, hold and avail itself of any security or collateral of any nature for the performance of obligations contained therein, and to issue in exchange therefor, its own stock, bonds, and other obligation to aid and assist in any manner by loans, advances, guarantees or otherwise any person, firm, corporation or association in which this company is interested as creditor, shareholder or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit, warrants, and other negotiable or mercantile instruments and guarantees;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any Government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required and in such manner as may from time to time be determined;

To operate a garage, to sell gasolene, oil and automobile accessories, to buy, sell and repair automobiles both new and used as well as automobile parts;

To make, manufacture, repair, buy and sell automobile bodies, automobile glass and accessories;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Canadian Auto Top Co., Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4030-o Assistant Provincial Secretary.

"Century Social and Recreation Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juin 1934, constituant en corporation, sans capital-actions: Louis Arick, bourgeois, Charles Esenstat, voyageur de commerce, Martin Jurbin, restaurateur, Sam Schwartz, rentier, tous de Montréal, dans les buts suivants:

S'organiser et agir comme un club constitué en corporation pour fins d'assemblées, conférences et activités sociales; agir comme un club avec une liste des membres qui sont autorisés à agir comme corps en justice et devant la loi, recevoir, donner, soit par testament, à titre gratuit ou particulier, des biens mobiliers et immobiliers pour toutes les fins de la loi. Faire et passer par résolution et vote majoritaire tous règlements que la majorité des membres jugera à propos, ces règlements ne

"Century Social and Recreation Club, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1934, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Arick, Gentleman, Charles Esenstat, Commercial Traveller, Martin Jurbin, Restaurant-keeper, Sam Schwartz, Retired gentleman, all of Montreal, for the following purposes:

To organize and to conduct themselves as an incorporated club, for the purpose of meetings, lectures, reunions and socials; to carry on as a club with a list of the members who are to be permitted to act as single body in justice and law to receive, donate, either by will, gratuitous or by particular title moveables and immoveables for all purposes of the law. To make and pass by resolution and majority vote any by-laws which the majority of the members shall see fit, these

devant pas être incompatibles à l'ordre public et à la moralité; élire un bureau de direction parmi les membres pour fins d'administration, le tout devant être connu sous le nom de "Century Social and Recreation Club Inc".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir, est de $5,000.00.

Le bureau principal sera à 90, rue Sainte-Catherine-Ouest, en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4031 Sous-secrétaire de la Province.

by law not contrary to public orders and good morals; to elect a board of directors from the members for purposes of administration, the whole to be known under the name of "Century Social and Recreation Club, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited is $5,000.00.

The head office of the company will be at 90, Sainte Catherine St. West, in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June 1934.

ALEX. DESMEULES,
4032–o Assistant Provincial Secretary.

"Food Colours, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mai 1934, constituant en corporation: Frank-L. Benedict, marchand, James Wilson, auditeur, John Jessop, chimiste, tous résidant en la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, manufacturer, acheter, distribuer, vendre, et faire le commerce général de colorants de toutes descriptions pour les aliments et en particulier colorants de toutes sortes pour caramel pour l'usage du commerce de confiserie, brasseries, fabricants d'eau minérale, fabricants de tabac et tous autres négoces faisant usage, en tout ou en partie, de toute sorte quelconque de colorant de sucre brulé; aussi tous autres produits alimentaires ou chimiques;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, distribuer, vendre et faire le commerce général de colorant pour fromage et beurre, extraits et essences contenant des colorants pour aliments et généralement faire le commerce de tels accessoires;

Repartir et émettre comme entièrement acquittées des actions de la compagnie, en paiement ou partie de paiement de biens et droits acquis, ou, avec l'approbation des directeurs,pour services rendus à la compagnie;

Placer le surplus des fonds (avec le consentement des directeurs) dans des immeubles et biens immobiliers et les posséder, détenir, vendre et autrement en disposer de temps à autre;

Acheter, négocier ou acquérir (avec le consentement des directeurs) un intérêt dans les actions de tout autre commerce d'une nature alliée qui peut être avantageux ou nécessaire à l'expansion du commerce de cette compagnie;

Les opérations de la compagnie seront exercées dans la province de Québec conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec et les produits seront manufacturés et vendus conformément aux dispositions de la Loi des aliments et des drogues du Canada et les diverses lois sanitaires provinciales et municipales, sous le nom de "Food Colours, Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.-00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
4033 Sous-secrétaire de la Province.

"Food Colours, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty sixth day of May, 1934, incorporating: Frank-L. Benedict, merchant, James Wilson, auditor, John Jessop, Chemist, all residing in the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, manufacture, buy, distribute, sell and deal generally in food colourings of all descriptions and in particular Caramel Colouring of all descriptions for the use of confectionery trade, breweries, mineral water manufacturers, tobacco manufacturers and all other trades using in whole or part Burnt Sugar Colouring of any description whatsoever. Also any other products of a food or chemical nature;

To import, export, manufacture, buy, distribute, sell and deal generally in Cheese and Butter Colouring, Extracts and Essences containing Food Colourings and to generally trade in such supplies;

To allot and issue as fully paid up, shares of the company, in payment or part payment for property and rights acquired, or, with the approval of the Directors, for services rendered to the company;

To invest surplus funds (with the consent of the Directors) in real estate and immovable property and to own, hold, sell and otherwise dispose of same from time to time;

To buy, trade, or acquire interest in (with the consent of the Directors) the shares of any other business of an allied nature which may be for the benefit of, or necessary to the expansion of, this company;

The operations of the company to be carried on in the Province of Quebec within the provisions of the Quebec Companies' Act and the products to be manufactured and sold in accordance with the provisions of the Food and Drug Act of Canada and the various Provincial and Municipal health laws, under the name of "Food Colours, Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4034–o Assistant Provincial Secretary.

"Garage Central, Inc.—Central Garage, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juin 1934, constituant en corporation: Joseph-Albert Lefebvre, comptable, André Parrot et Gustave Parrot, contre maîtres, Joseph-Alphonse Parrot et Germain Parrot, gérants, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer et faire trafic et le commerce, soit en gros ou en détail, d'huiles, graisses, gazoline, pétrole, dérivés du pétrole et toutes sortes de produits pétrolifères et sous-produits d'iceux, et acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, maintenir, administrer et opérer des garages, stations de gazoline, d'huile et de pétrole, magasin et dépôts, entrepôts et autres endroits pour la mise en sûreté, le nettoyage, la réparation et le soin généralement des automobiles, auto-cars de toute sorte, description et classe, et de toutes sortes d'accessoires s'y rapportant; et louer et prendre à louage des auto-cars, camions et automobiles de toutes sortes, véhiculer et transporter des passagers et du fret aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, échanger et généralement négocier toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces, et toutes espèces de machineries, outillages, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et accessoires nécessaires ou utiles à la construction d'autos-cars, articles en caoutchouc et toutes sortes d'articles dont le caoutchouc est une partie composante, de même que les divers articles qui entrent dans la fabrication de tels articles et marchandises;

Prendre des agences pour toute compagnie, société ou personne exploitant une entreprise en tout ou en partie semblable à celle de la présente compagnie;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie; et tout particulièrement acquérir ou se charger de la totalité des biens et engagements de certaine corporation connue sous le nom de "Garage Central, Limitée" et payer pour telles acquisitions en deniers ou en actions libérées de la compagnie ou les deux ensemble;

Exercer toute espèce de commerces et faire toute sorte de transactions jugés nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles la compagnie est formée;

Payer avec les deniers souscrits ou en actions libérées de la compagnie ou les deux ensemble toutes les dépenses encourues pour l'obtention des lettres patentes, les autres dépenses encourues pour l'organisation de la dite compagnie ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques, ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exploiter ou d'exercer, ou toute industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autori-

"Garage Central, Inc.—Central Garage, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1934, incorporating: Joseph-Albert Lefebvre, accountant, André Parrot and Gustave Parrot, foremen, Joseph Alphonse Parrot and Germain Parrot, managers, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, import, and carry on business and deal, wholesale or retail in oils, grease, gazoline, petroleum, petroleum derivatives, and any kind of petroleum products and by-products, and to purchase, lease or otherwise acquire, keep, own, maintain, manage and operate garages, gasolene, oil and petroleum stations, stores, depots, warehouses and other premises for the safe-keeping, cleaning, repairing and general care of automobiles, autocars of every kind, description and class and of all kinds of accessories connected therewith; to lease and take on lease autocars, trucks and automobiles of every kind, to convey and carry passengers and freight on such terms and conditions as the company may deem expedient;

To manufacture, buy, sell, import, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburettors, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and accessories necessary or useful for the construction of autocars; rubber articles and all kinds of articles wherein rubber is a component part; and also the various materials which may enter into the manufacturing of said articles and merchandise;

To take agencies for any company, partnership or person carrying on business in whole or in part similar to that of the present company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any individual or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and in particular to acquire or take over all the assets and liabilities of a certain corporation known under the name of "Garage Central, Limitée" and to pay for such acquisition in cash or paid up shares or both;

To carry on any other kind of business and to carry on any kind of transactions deemed necessary or useful for the purposes for which the company is incorporated;

To pay with subscribed capital or in paid up shares of the company or with both any expenses incurred for obtaining the letters patent as well as for any other expenses incurred in the organization of the said company, or, with the approval of the shareholders, for services rendered or to be rendered to the company;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing profits or expenses, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, firm, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the present company is authorized to carry on or engage in, or any business or transation capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit

sation d'exercer et qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou autrement aider cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement, sous le nom de "Garage Central, Inc.—Central Garage, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

4035-o

the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, firm, association or company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such firm, association or company and to sell, hold, re-sell with or without guarantee or otherwise deal with the same, under the name of "Garage Central, Inc.—Central Garage, Inc.", with a total capital-stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of a par value of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

4036

"Le Cinéma de Granby, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1934, constituant en corporation: Azarie Lavigne, barbier, Henriette Leduc, sténographe, Simone Robert, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, tous de la cité de Granby, district de Bedford, dans les buts suivants:

Opérer des vues animées, vues parlantes, théâtre, maison d'amusement dans la Province;

Emettre des actions, obligations ou débentures entièrement libérées ou autres valeurs pour le paiement en tout ou en partie des services rendus à la compagnie par voie de promotion ou autrement;

Acheter ou autrement acquérir et détenir toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits, bails, concessions, contrats qui peuvent être avantageux ou nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, payer tels biens en argent, en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Se fusionner ou se joindre avec toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne seront pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Acquérir tout commerce semblable à aucun des objets de cette compagnie et tous terrains, propriétés, privilèges, droits, contrats, limites et responsabilités lui appartenant et vendre ou autrement disposer de toute affaire, propriété ou entreprise de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise et des biens de la compagnie ou de toutes parties d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, y compris des actions, obligations, débentures, parts ou valeurs de toute compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, négocier et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissement, récépissés d'entrepôt, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Distribuer par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie et de la manière prescrite par la Loi des compagnies de la province de Québec, en espèces ou en deniers, les biens ou l'actif de la compagnie en tout ou en partie entre ses actionnaires;

"Le Cinéma de Granby, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1934, incorporating: Azarie Lavigne, barber, Henriette Leduc, stenographer, Simone Robert, both spinsters in the full exercise of their rights, all of the city of Granby, district of Bedford, for the following purposes:

To operate moving pictures, talking pictures, theatres, play houses in the Province;

To issue fully paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment in whole or in part of services rendered to the company by way of promotion or otherwise;

To purchase or otherwise acquire and hold any moveable or immoveable property, rights, leases, concessions and contracts which may be advantageous or necessary to the objects for which the said company is incorporated, to pay for such property in cash or with paid-up shares of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To acquire any business having objects similar to those of the said company and any lands, property, privileges, rights, contracts, limits and liabilities belonging to the company and to sell or otherwise dispose of any business, property or undertaking of the company;

To sell, lease or dispose of the undertaking and property of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and, in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company;

To draw, make accept, endorse, execute, negotiate and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To distribute by way of dividends legally declared out of the net profits of the company and in the manner prescribed by the Companies' Act of the Province of Quebec, in specie or in cash, the property or assets of the company in whole or in part amongst its shareholders;

Payer tous ou chacun des frais, charges ou dépenses préliminaires ou incidentes encourus relativement à la création, l'organisation, la formation, l'établissement, l'enregistrement et l'incorporation de la compagnie, en espèces ou en actions entièrement libérées de la compagnie;

Faire tous actes et exercer tous pouvoirs et tout commerce se rapportant à la réalisation complète des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée et nécessaire, pour lui permettre d'exercer son industrie d'une manière profitable;

Faire toutes les choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Généralement faire toute choses qui se rattache à la réalisation de tous et de chacun des objets ci-dessus mentionnés et de nature à en favoriser la réalisation, sous le nom de "Le Cinéma de Granby, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Granby, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4037–o Sous-secrétaire de la Province.

"Libby Lake Power Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de juin 1934, constituant en corporation: Thomas-Reginald Davidson, manufacturier, Alfred-Edward Moffit, secrétaire-trésorier, tous deux des cité et district de Montréal, Ernest Perrault, journalier, du canton Bolton, Joseph Gingras, avocat, de la ville de Waterloo, tous deux du district de Bedford, dans les buts suivants:

Construire une ligne de pouvoir électrique en vue de raccorder la Libby Lake Properties, dans le comté de Brome, avec toutes autres lignes de pouvoir électrique exploitées par d'autres compagnies dans le voisinage dudit lac;

Construire, acheter ou louer toutes installations, édifices ou constructions quelconques pour fin et exploiter lesdites installations à cet effet;

Acheter tous appareils, machineries et instruments électriques pour lesdites fins;

Vendre et acheter des meubles et immeubles; prêter sur des valeurs mobilières et immobilières au taux qui pourra être convenu;

Emettre et recevoir des lettres de change, traites, billets, chèques et autres effets de commerce;

Acquérir, posséder et exploiter, sous aucun titre et en aucune manière quelconque, en général aucune chose qui peut constituer un approvisionnement ou être une source de matériel brut, pouvoir ou combustible utile ou nécessaire aux travaux de construction;

Acquérir, posséder et exploiter des entrepôts publics ou privés et donner en conséquence des reçus d'entrepôts et tous documents de cette nature;

Acquérir par achat, bail ou autrement, des terrains, des immeubles, des meubles, enfin toutes choses mobilières ou immobilières et en disposer à son gré;

Se livrer à la construction de bâtisse, immeubles et meubles, et disposer à son gré, hypothéquer, vendre, louer tous biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, conformément à la loi des compagnies de Québec et ses amendements;

To pay all or any costs, charges or expenses preliminary or incidental to, or incurred in connection with the promotion, organization, formation, establishment, registration and incorporation of the company, in specie or in paid up shares of the company;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated and necessary to enable the company to profitably carry on its undertaking;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

Generally to do everything conducive to the attainment of all and any of the hereinabove mentioned purposes and calculated to facilitate the attainment of its purposes, under the name of "Le Cinéma de Granby, Limitée", with a total capital-stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Granby, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4038 Assistant Provincial Secretary.

"Libby Lake Power Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1934, incorporating: Thomas Reginald Davidson, manufacturer, Alfred Edward Moffit, secretary treasurer, both of the City and District of Montreal, Ernest Perrault, labourer, of the Township of Bolton, Joseph Gingras, lawyer, of the Town of Waterloo, both of the District of Bedford, for the following purposes:

To build an electric Power line with aim of connecting Libby Lake Properties in the County of Brome with any other electric Power lines operated by other Companies in the vicinity of the said Lake;

To build, buy or rent any plant building or construction whatever for the purpose and operate said plants to that effect;

To buy any electrical appliances, machinery and implements for said purpose;

To sell and purchase movables and immovables; to loan on movable or immovable securities at the rates which may be agreed upon;

To issue and receive bills of exchange, drafts, notes, cheques and other commercial instruments;

To acquire, own and exploit, under any title and in any manner whatever, generally anything which may constitute supply or be a source of raw material, power or fuel useful or necessary for construction work;

To acquire, own and operate public or private warehouses and to give in consequence warehouse receipts and any documents of this nature;

To acquire by purchase, lease or otherwise, lands, immoveables, moveables and any moveable or immoveable property and dispose thereof as may be deemed fit;

To engage in the construction of buildings, immoveables and moveables and dispose thereof at will, hypothecate, sell, lease any moveable or immoveable property of the company, in conformity with the Quebec Companies' Act and amendments thereto;

Acquérir, par achat sur vente privée, judiciaire, publique, ou toute autre, par échange, donation, dation en paiement ou de quelque autre manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter, et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits, permis, pouvoirs, franchises, concessions ou privilèges et tous biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, sans aucune exception quelconque et de quelque autorité ou source qu'ils proviennent;

Vendre, donner à bail, lier, donner et livrer en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter, disposer, de quelque nature ou à quelque titre que ce soit, des droits et des biens mentionnés dans la clause précédente;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif, des obligations ou autres valeurs, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de companies, ou dans la gestion des affaires de compagnies;

Se livrer au négoce et faire le commerce d'importation et d'exportation de tous les produits qui font l'objet de l'industrie et de tous les produits qui font l'objet du commerce;

Se livrer à l'industrie de et faire le commerce de meubles et d'immeubles en général;

Acheter des crédits de toute personne, corporation, faillite et liquidation et les percevoir ou les revendre;

Agir comme représentant ou agent de toute personne ou compagnie;

Acquérir, acheter ou autrement détenir, et vendre et disposer de tout intérêt, part, débentures, obligations ou chose dans des compagnies dont l'objet est, en tout ou en partie, semblable aux objets de la compagnie ou appartenant à toute personne engagée dans le commerce ou l'industrie, et ce en payant soit en argent, soit en parts acquittées de la présente compagnie;

Acquérir toutes valeurs et créances mobilières et immobilières et en disposer à son gré;

Conclure tous arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, risque conjoint, concession réciproque, ou autrement, avec toutes personnes ou compagnies exerçant un commerce semblable ou similaire à celui de la compagnie;

Prêter pour elle ou pour quiconque lui en confierait la charge sur toutes garanties immobilières ou mobilières, aux conditions qu'elle jugera convenables;

Acquérir les propriétés ou valeurs quelconques qui pourraient avoir été engagées en faveur de la compagnie comme garantie de tels prêts et en disposer à son gré;

Payer les acquisitions ou avantages, ou services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour tout endossement en faveur de la compagnie, ou aucune autre chose que la compagnie jugera appropriée, soit en argent, soit en actions entièrement ou partiellement libérées, en obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou partie d'un mode et partie de l'autre, au gré de la compagnie;

Acquérir par argent ou par actions libérées de la compagnie, soit à titre de propriétaire, soit à titre d'agents, tous titres, actions, débentures, obligations ou autres valeurs émis par toute autre personne, compagnie ou corporation, et en disposer par vente, transport ou autrement, à songré;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy, under any title whatever and in any manner whatever, any rights, permits, powers, franchises, concessions or privileges and property, both corporeal and incorporeal, moveable or immoveable, and without any exception whatever and from whatever authority or source that are derived;

To sell, give on lease, or as lien, give and deposit as security, in exchange and payment and generaly alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, bonds or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

To engage in the trade and the import and export business of any products which form the object of trade and of any product which may be the object of business;

To engage in the business and trade of moveables and immoveables in general;

To purchase the credits of any person, corporation, bankruptcy and liquidation and to collect or re-sell same;

To act as representatives or agents for any person or company;

To acquire, purchase or otherwise hold and sell and dispose of any interest, shares, debentures, bonds or other, in companies whose objects are in whole or in part similar to the objects of the company or belonging to any person engaged in any business or industry; and such, by payment either in cash or paid up shares of the present company;

To acquire any securities and movable and immovables claims to dispose thereof at will;

To enter into any arrangements for the sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any persons or companies carrying on the same or a similar business as the company;

To make loans, for itself or for whoever may empower it, in any movable or immovable security, on such conditions as may be deemed expedient;

To acquire any property or security whatever which may have been pledged in favour of the company as security for such loans and to dispose thereof at will;

To pay for the acquisitions or advantages, or services rendered to the company or required by it, or for any endorsement in favour of the company, or any other thing that the company may deem appropriate, either in cash or in fully or partly paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company, or partly in one mode and partly in another, at the option of the company;

To acquire by cash or paid up shares of the company, either under the title of proprietors or as agents, any stock, shares, debentures, bonds or other securities issued by any person, company or corporation, and to dispose thereof by sale, transfer or otherwise, at its option;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable property

les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres faisant affaire avec la compagnie et garantir la réalisation des contrats par toutes telles personnes et accepter en paiement pour toutes dettes dues à la compagnie, les actions, titres, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Se joindre et se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir, par achat, location ou autrement, les biens, franchises, entreprises et industries de toute telle compagnie, et en assumer les obligations et payer pour telles acquisitions, totalement ou partiellement, en argent ou en actions, obligations, ou autres valeurs de la compagnie;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Prélever ou aider à prélever de l'argent pour toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation et par aucune telle personne ou personnes;

Acquérir l'achalandage, les biens, les droits et l'actif, et assumer le passif de toute personne, firme ou compagnie endettées envers la compagnie en transigeant toutes affaires semblables à celles transigées par la compagnie, et les payer en argent ou en actions, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Exercer, sous toutes ses formes, en gros et en détail, à base de commission ou autrement, comme importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands, le commerce et l'industrie de marchands et manufacturiers en général;

Vendre et acheter des propriétés mobilières et immobilières, prêter sur les garanties mobilières et immobilières aux taux qui seront convenus;

Faire toutes les choses nécessaires, utiles, convenables ou appropriées pour l'accomplissement ou la réalisation de l'un quelconque ou de plusieurs des objets de la compagnie, ou qui, en aucun temps, paraîtront ou sembleront nécessaires pour la protection ou le profit de la compagnie ou de ses biens, sous le nom de "Libby Lake Power Company, Limited".

La partie du capital-actions à être émise comme actions ordinaires est neuf mille neuf cents dollars ($9,900.00), divisé en quatre-vingt-dix-neuf (99) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est d'environ $5,000.00 (cinq mille dollars).

Le bureau principal de la compagnie sera en le canton Bolton-Est, district de Bedford.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4039 Sous-secrétaire de la Province.

and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons and to accept in payment for any debts due to the company, shares, stock, bonds, debentures or any other securities of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertakings and business of any such company and to assume the liabilities thereof and to pay for such acquisitions wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To acquire the good-will, property, rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company, or transacting any business similar to that conducted by the company, and to pay for the same in cash or in shares, debentures, bonds or securities of the company or otherwise;

To exercise under all its forms, wholesale and retail, on commission or otherwise, as importers, exporters, manufacturers, merchants, the business and industry of merchants and manufacturers in general;

To sell and purchase moveables and immoveables, to loan on movable and immovable securities at the rates which may be agreed upon;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the company, or which shall or may at any time appear necessary for the protection or benefit of the company or its properties, under the name of "Libby Lake Power Company, Limited".

The part of the capital stock is to be issued as common shares is nine thousand, nine hundred dollars ($9,900.00), divided into ninety nine (99) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be around five thousand dollars ($5,000.00).

The head office of the company will be in the Township East Bolton, District of Bedford.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4040-o Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Egg Dealers Protective Association, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

"Montreal Egg Dealers Protective Association, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de juin 1934, constituant en corporation sans capital-actions: Isaac Amber, Benjamin Diamond, Joseph Shtull, Benny Mintz, Israel Ditkofsky, marchands de volailles et d'œufs, et Meyer Fox, courtier en assurances, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

1. Organiser et maintenir une organisation protective de commerce et de crédit dans le but d'unir et coordonner les fonctions et les activités des organisations de commerce et/ou de crédit dans le commerce de marchands en gros et en détail d'œufs, beurre, volailles vivantes et préparées, et unir en une organisation cohésive tous négociants des dits produits dans la province de Québec, et à cette fin, organiser et aider à organiser, promouvoir et aider à promouvoir;

(*a*) Etablir des pratiques et règlements commerciaux uniformes et éliminer les pratiques malhonnêtes et abus dans le commerce;

(*b*) Régler des disputes et différends entre les membres, et entre les membres et autres personnes, à l'exception des problèmes concernant le travail;

(*c*) S'associer et coopérer avec d'autres bureaux, corporations et organisations ayant des objets similaires, en tout ou en partie, à ceux de cette association, et devenir membre de tout tel bureau, corporation et/ou organisation;

(*d*) Conclure tous arrangements avec toutes autorités, fédérales, provinciales, municipales ou autres, qui sembleront pouvoir favoriser les objets de cette association ou aucun d'eux; et obtenir de toutes telles autorités tous droits, privilèges ou concessions qui sembleront utiles ou susceptibles de bénéficier directement ou indirectement à la corporation ou à ses membres, et utiliser, exercer tels arrangements, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*e*) Organiser ou procurer la convocation et la tenue d'assemblées de ceux qui sont engagés dans la dite industrie, dans la province de Québec, aux fins de discuter et traiter des affaires et des intérêts de l'industrie;

2. Promouvoir, exploiter et faire entreprendre et réaliser tout travail de charité, de bienfaisance, de philanthropie ou de sociologie, et établir, aider, maintenir ou s'associer à toute autre corporation ou institution à ces fins, et contribuer et garantir de l'argent pour cette fin;

3. Acquérir par achat, bail, échange ou autre titre légal, et gager, hyypothéquer, vendre ou autrement disposer de biens meubles et biens immobiliers en général, pour les montants requis pour les fins de son commerce et les objets corporatifs;

4. Si autorisés par règlement, ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers en nombre des membres présents à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, lorsqu'ils le jugeront convenable:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de l'association;

b. Emettre des débentures ou autres garanties de l'association et les nantir ou vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

c. Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, del'association, pour garantir toutes telles débentures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de pareilles garanties pour tel but; et constituer l'hypothèque, le gage, ou le nantissement ci-des-

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1934, to incorporate as a corporation without share capital: Isaac Amber, Benjamin Diamond, Joseph Shtull, Benny Mintz, Israel Ditkofsky, Poultry and Egg Dealers, and Meyer Foy, Insurance Broker, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To organize and maintain a protective trade and credit organization, for the purpose of unifying and co-ordinating the functions and activities of trade and/or credit organizations in the business of wholesale and retail dealers in eggs, butter, live and dressed poultry, and to unite into a cohesive organization any dealers of the said products in the Province of Quebec, and to that end, to organize and assist in organizing, promote and assist in promoting;

(*a*) To establish uniform trade practises and regulations, and eliminate trade evils and abuses;

(*b*) To adjust disputes and differences between members and between members and others, exclusive of labour problems;

(*c*) To associate and co-operate with other bureaus, corporations and organizations having objects similar, in whole or in part, to those of this association, and to become a member of any such bureau, corporation, and/or organization;

(*d*) To enter into any arrangements with Federal, Provincial, Municipal or other authorities, which may seem conducive to the furtherance of the objects of this association or any of them; and to obtain from any such authority any rights, privileges or concessions which may seem useful and calculated, directly or indirectly, to benefit the corporation or its members, and to use, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*e*) To arrange or procure the calling and holding of meetings of those engaged in the said business in the Province of Quebec, for the purpose of discussing and dealing with the affairs and interests of the business;

2. To promote, engage in, and cause to be undertaken and fulfilled any charitable, benevolent, philanthropic or sociological work, and to establish, assist, maintain, or be associated with any other corporation or institution in that behalf, and to contribute and guarantee money for that purpose;

3. To acquire, by purchase, lease, exchange or other legal title, and to mortgage, hypothecate, sell or otherwise dispose of, real estate and immoveable property generally, to the extent required for the purpose of its business and corporate objects;

4. If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in number of the members present at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, when they deem it expedient:

(*a*) Borrow money upon the credit of the association;

(*b*) Issue debentures or other securities of the association, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*c*) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the association, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage, or pledge above-

sus mentionné, par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, (Chap. 227, S. R. Q., 1925), ou en toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir la propriété immobilière de la compagnie ou autrement grever la propriété immobilière ou donner semblables garanties pour garantir le paiement d'emprunts faits autrement que par l'émission de débentures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de l'association; les limitations et restrictions contenues dans cette section ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, ou billets à ordre, faits tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de l'association;

5. Dans le cas où un associé d'une firme serait membre de l'association, le Bureau de direction aura le droit, à sa discrétion, d'admettre son associé ou ses associés (s'il y en a) comme membres de l'association sans paiement de toutes redevances ou cotisations; pourvu, cependant, que dans aucune circonstance, pas plus d'un associé de toute firme n'ait le droit d'être élu au bureau de direction pour toute année, et que seulement un associé de toute firme aura le droit de voter sur toute question ou résolution ou règlement à toute assemblée des directeurs ou des membres de l'association;

6. Utiliser et destiner les fonds de l'association à l'amélioration des conditions de crédit existantes et pour la réalisation des autres objets de l'association, sous le nom de "Montreal Egg Dealers Protective Association Incorporated".

L'association n'aura pas de capital-actions.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que l'association peut détenir est de $20,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

4041

"Mountain Agencies, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mai 1934, constituant en corporation: Jonathan Robinson, Hamilton Larratt Smith et Henry Weir Davis, avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir, maintenir et conduire un commerce de négociants, commissionnaires et d'une agence générale et exercer les opérations d'agents de manufacturiers et agents à commission;

Acheter, vendre et autrement faire le commerce d'effets, articles et marchandises de toutes sortes et description quelconques et faire le commerce d'exportation et d'importation en général;

Procurer, posséder, louer et exploiter des moulins et établissements manufacturiers pour la production de commodités et produits propres au marché, de toute nature et description, et non prohibés par la loi ou sujets à un permis spécial ou autre restriction, et en rapport avec tels articles ainsi limités, procurer, utiliser et disposer de tel licence, permis, franchise ou autre autorisation pour ce faire, et au moyen de tout contrat vablable et légal, et pour toute espèce de considération;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger ou arrenter, importer ou exporter

mentioned, by trust deed, in accordance with Sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act. (Ch. 227, R. S. Q. 1925) or in any other manner;

(*d*) Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company or pledge or otherwise affect the immoveable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contact or obligation of the association; the limitations and restrictions contained in this section shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the association;

5. In the event of a partner of any firm being a member of the association, the Board of Directors shall have the right, in its discretion, to admit his partner or partners (if any) to membership in the association, without payment of any dues or assessments; provided, however, that under no circumstances shall more than one partner of any one firm have the right to be elected to the Board of Directors for any one year, and that only one partner of any firm shall have the right to vote on any one matter or resolution or by-law at any meeting of directors or of the members of the association;

6. To use and apply the funds of the association for the improvement of existing credit conditions and for the fulfilment of the other objects in the association, under the name of "Montreal Egg Dealers Protective Association, Incorporated".

The association shall have no share capital.

The amount to which the value of the immoveable property which the association may hold is to be limited is $20,000.00.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

4042–o

"Mountain Agencies, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1934, incorporating: Jonathan Robinson, Hamilton Larratt Smith and Henry Weir Davis, Advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a jobbing commission and general agency business and to carry on the business of manufacturers' agents and commission agents;

To buy, sell and otherwise deal in goods, wares and merchandise of all kinds and description whatsoever and to carry on a general exporting and importing business;

To procure, own, lease and operate mills and manufacturing establishments for the production of merchantable commodities and products of every kind and description, not prohibited by law or subject to special license or other restriction, and in respect of any such articles so restricted to procure, use and dispose of such license, permit, franchise or other authority for so doing, and by means of any good and lawful contract, and for any kind and consideration;

To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange or hire, import or export and deal in all

et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins d'aucune des dites opérations ou ordinairement fournis ou négociés par des personnes exploitant aucun commerce qui semble succeptible d'être profitablement négocié en rapport avec iceux;

Exercer tout autre commerce que la compagnie croira pouvoir être convenablement exercé en rapport avec les opérations de la compagnie ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous permis, concessions et choses semblables qui sembleront susceptibles d'être utilisées pour aucune des fins de la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou autrement faire valoir les droits ou concessions ainsi acquis;

Conclure tous arrangements avec toutes autorités, municipales, locales ou autrement, qui sembleront avantageux aux objets de la compagnie, ou à aucun d'eux, et obenir de toute telle autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, louer ou autrement disposer des biens et entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et en particulier pour les actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, sous le nom de "Mountain Agencies, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions ordlnaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
4045 Sous-secrétaire de la Province.

"National Butchers' Supply, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juin 1934, constituant en corporation: Wilfrid-Albéric Trudeau, marchand, Eugène Gravel, voyageur, et Rosa Lavoie, fille majeure, sténographe, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Trafiquer, fabriquer, développer, réparer, acquérir par achat ou autrement, louer, échanger, emmagasiner, exploiter, vendre, ou autrement disposer de toutes sortes de machines,spécialités mécaniques et autres asccessoires, électriques ou non électriques, quelles qu'elles soient; de toutes sortes d'instruments, ou accessoires ou fournitures de bouchers; toutes les parties et accessoires de ces machines et autres; tous instruments, outils, articles produits ou procédés nécessaires et utiles pour les fins de la compagnie;

Exercer l'industrie de marchands généraux et de manufacturiers, importateurs et exportateurs, et acheter, vendre, disposer de toutes sortes de marchandises, effets et articles;

Poursuivre toute autre affaire, soit en fabriquant ou autrement, que la compagnie jugera convenable d'être avantageusement exercée par

kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of said businesses or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business which may seem capable of being profitably dealt with in connection therewith;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase or otherwise acquire any licenses, concessions and the like which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, and to use, exercise, develop or otherwise turn to account the rights or concessions so acquired;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company, under the name of "Mountain Agencies, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4046-o Assistant Provincial Secretary.

"National Butchers' Supply, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1934, incorporating: Wilfrid Albéric Trudeau, merchant, Eugène Gravel, traveller and Rosa Lavoie, spinster, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in, manufacture, develop, repair, acquire by purchase or otherwise, lease, exchange, store, exploit, sell or otherwise dispose of all kinds of machines, mechanical specialties and other electrical or non-electrical accessories whatever; all kinds of instruments, whatsoever or butchers' supplies, all the parts and accessories of the said machines and others; all instruments, tools, articles, products and processes necessary or useful for the purposes of the company;

To carry on business as general merchants and manufacturers importers and exporters and to purchase, sell, dispose of goods, wares and merchandise;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which the company may deem suitable to be carried on in connection with

rapport à l'industrie ou au commerce, et aux fins de la compagnie, ou qui paraîtra de nature à favoriser les objets de la compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir, exploiter et disposer à quelque titre et de quelque manière que ce soit, de toutes patentes, brevets d'inventions, concessions, licences, baux ou l'équivalent, conférant tous droits exclusifs ou non exclusifs ou limités d'utiliser toutes inventions qui pourraient être employées par la compagnie dans l'exercice de ses fins; de faire usage de toute information ou secret concernant toute invention qui serait jugée utile aux besoins de la compagnie, ou dont l'acquisition serait calculée directement ou indirectement être au bénéfice de la compagnie, et de les payer en parts ou autres valeurs de la compagnie, et de faire usage, exercer, développer, ou accorder des licences en conséquence ou autrement se servir de la propriété des droits, intérêts ou informations ainsi acquises; acquérir de quelque manière que ce soit, posséder, détenir, exploiter et utiliser toutes espèces de franchises et privilèges;

Agir comme agents, agents à commission, ou représentants de maisons canadiennes ou foraines et pour d'autres personnes, firmes et corporations qui produisent ou vendent des machines, appareils accessoires, outils, objets manufacturés ou toutes autres marchandises propres aux fins de la compagnie;

Acheter, louer, ou autrement acquérir à quelque titre que ce soit la propriété mobilière ou immobilière, la clientèle, la franchise, les droits, privilèges, brevets d'inventions, marques de commerce, contrats, actif et passif ou autres valeurs de toutes personnes ou compagnies exerçant une industrie ou un commerce semblable ou de même nature, à l'industrie ou le commerce que la présente compagnie est autorisée de faire ou d'exercer et payer pour ces diverses acquisitions selon les termes, prix et conditions qui pourront être convenus, à même les fonds de la compagnie ou en totalité ou en partie en actions acquittées, débentures, actions-obligations, ou autres valeurs de la présente compagnie, et les vendre, louer, ou autrement en disposer dans le cours ordinaire des affaires;

S'unir à toute autre compagnie exerçant un commerce ou industrie semblable en tout ou en partie à celui ou celle de la compagnie, ou faire avec toute autre ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés tous arrangements concernant l'exploitation en son propre nom ou au nom des personnes, compagnies ci-haut mentionnées, l'acquisition ou le contrôle de leur industrie, manufacture ou commerce respectifs, et contrôler soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement, toute autre ou toutes autres compagnies, associations ou sociétés;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou toute autre, échange, donation, dation ou paiement, ou de quelque manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie; posséder, détenir, retenir, exploiter et s'occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, et sans aucune exception quelconque;

Vendre, donner à bail, en nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter, ou disposer de quelque manière ou à quelque titre que ce soit des biens et droits mentionnés dans la clause précédente; vendre, louer, ou autrement disposer de la propriété des droits, actions, obli-

its industry and trade, and for the purposes of the company or calculated to benefit the objects of the company;

To apply for, purchase of otherwise acquire, exploit and dispose of, under any title and in any manner whatever, any patents, patents of invention, concessions, licenses, leases or the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights to use any inventions which may be used by the company for the purposes of its business; to use any information or secret respecting any invention deemed useful for the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to pay for the same with shares or other securities of the company and to use, carry on, develop or grant permits in respect of or otherwise turn to account the property, rights, interests or informations so acquired; to acquire in any manner whatever, possess, hold, operate and utilize all kinds of franchises and privileges;

To act as agents, commission agents or representatives for any Canadian or foreign firms and for other persons, firms or corporations producing or selling machinery, apparatus, accessories, tools, manufactured goods or other merchandise useful for the purposes of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire under any title whatever the moveable or immoveable property, goodwill, franchise, rights, privileges, patents of invention, trade-marks, contracts, assets and liabilities or other securities of any persons or companies carrying on any industry or business similar or germane to the industry and business which the present company is authorized to carry on or engage in and to pay for the said acquisitions upon the terms, price and conditions which may be deemed convenient, out of the funds of the company or in whole or in part with paid-up shares, debentures, debenture-stock or other securities of the present company and to sell, lease or otherwise dispose thereof in the ordinary course of business;

To amalgamate with any other company carrying on a business or industry similar in whole or in part to that of the company or to enter into any arrangements or with any other company companies, persons, associations or partnerships respecting the operation in its own name or in the name of persons, and companies hereinabove mentioned, the acquisition or control of their industry, manufacture or respective business and to control either by the acquisition of shares, interests or otherwise, any other company or companies, associations or partnerships;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, pledge, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy, under any title and in any manner whatever, any rights, and property, both corporeal or uncorporeal, moveable or immovable, without any exception whatever;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph; to sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, shares, bonds, franchises and undertakings

gations, franchises et entreprises de la compagnie en tout ou en partie, pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, obligations, bons ou autres valeurs de toute autre compagnie, ayant les mêmes fins, en tout ou en partie de cette compagnie;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle ou pour toutes acquisitions de la compagnie sans aucune exception et de quelque nature que ce soit, en parts ou autres valeurs de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir les actions, bons, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation et les payer en actions, bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie; vendre ou autrement disposer des actions, bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et recevoir en paiement les actions, bons, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Aider de toute manière, promouvoir toute compagnie ou corporation dont les parts du capital-actions, bons ou autres obligations sont détenus par la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, négocier, exécuter, et émettre des billets à ordre chèques, lettres de change, lettres de crédits, connaissements ou autres effets de commerce négociables et transférables;

Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs de la compagnie;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises;

D'émettre des parts acquittées, bons, débentures ou autres sécurités, soit pour le paiement en tout ou en partie de toute propriété réelle ou personnelle, droits, réclamations, privilèges, dettes, obligations, concessions ou autres avantages que la compagnie pourra acquérir, soit dans le but de se procurer des fonds pour l'exercice de son commerce; exercer encore ces derniers pouvoirs aussi souvent qu'elle jugera qu'il y va de son intérêt;

Placer et engager les fonds de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, sur toutes valeurs et de toutes manières qui pourront être déterminées de temps à autres;

Tout pouvoir accordé dans un des paragraphes ci-haut, ne sera pas limité ou restreint par renvoi ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "National Butchers' Supply, Limited", avec un capital total de vingt-cinq mille dollars ($25,000.00), divisé en deux cents cinquante (250) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au No 4367 Avenue Papineau, Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,

4047-o Sous-secrétaire de la Province.

of the company, in whole or in part, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having similar objects in whole or in part similar to those of the said company;

To pay for any services rendered to the company or required by it or for any acquisition of the company without any exception and of any nature whatever, with shares or other securities of the company;

To purchase or otherwise acquire the shares, bonds, obligations and other securities of any other company or corporation and to pay for same with shares, bonds, obligations or other securities of the company; to sell or otherwise dispose of shares, bonds, obligations or other securities of the company and to receive in payment for same the shares, bonds, obligations or other securities of any other company;

To aid in any manner, to promote any company or corporation whose shares of capital stock, bonds or other obligations are held by the company;

To draw, make, accept, endorse, discount, negotiate, execute and issue promissory notes, cheques, bills of exchange, letters of credit, bills of lading or other negotiable and transferable commercial instruments;

Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company;

To borrow such sums which the company may deem useful or necessary to borrow for the purposes of its undertakings;

To issue paid-up shares, bonds, debentures or other securities for the payment in whole or in part of any real or personal property, rights claims, privileges, debts, obligations, concessions or other advantages which the company may acquire either for the purpose of securing funds for the carrying on of its business; to also carry on the last powers as often as it may be in its interest to do so;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such securities and in such manner as may be determined from time to time;

The powers set forth in each paragraph shall in no way be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, the name of under "National Butchers' Supply, Limited", with a total capital-stock of twenty five thousand dollars ($25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at No. 4367 Papineau Avenue, Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,

4048 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Testing Laboratories, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1934, constituant en corporation: Léon Garneau, Montréal, Liguori Hebert, Longueuil, tous deux avocats et Conseils du Roi, et Zoé Garon, fille majeure, sténographe, Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer les opérations d'ingénieur chimiste,

"Montreal Testing Laboratories, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1934, incorporating: Leon Garneau, Montreal, Liguori Hébert, Longueuil, both advocates and King's Counsels, and Zoé Garon, Spinster, stenographer, Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of chemical, mining,

minier, mécanicien, électricien et hygiéniste, et faire des épreuves, recherches, essais et analyses de toutes sortes, ainsi que les opérations d'inspection et de pavage;

Faire des rapports et donner des conseils sur les procédés, opérations et brevets, et procurer des experts en des matières comportant l'examen et la connaissance de la chimie, les mines, la mécanique, l'électricité, le génie sanitaire, l'inspection et le pavage;

Acheter et vendre et faire le commerce de produits chimiques, minerais, minéraux, appareils, outils, machinerie, instruments et autres effets, articles et marchandises qui peuvent être trouvés utiles au cours des opérations de la compagnie;

Acquérir, louer, utiliser et exploiter des travaux de chimie, travaux d'échantillon pour le commerce, travaux hydrauliques, broyage, fournaises, moulins, usines, entrepôts, quais, et autres travaux et commodités utiles à la préparation ou à l'exploitation de toutes choses dans lesquelles la compagnie est autorisée à négocier, ou pour les fins de ses expérimentations, recherches, rapports et opérations;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, posséder, exploiter, introduire et vendre, céder ou autrement disposer d'aucune et toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport ou obtenus par des lettres patentes ou autrement du Canada ou de tout autre pays; et utiliser, exercer, développer, octroyer des permis concernant ou autrement faire valoir aucune ou toutes telles marques de commerce, brevets, permis, concessions, procédés et leurs semblables, et toute telle propriété, droits et informations ainsi acquis;

Acquérir, conclure et passer des contrats de toute description, et transférer, céder ou autrement disposer de tout contrat ou entreprise de la compagnie, en tout ou en partie; et conclure, exécuter, réaliser et sous-louer des contrats pour faire des travaux et fournir les matériaux s'y rapportant;

Construire, ériger, exploiter, maintenir et gérer toutes sortes d'édifices, structures et autres travaux et commodités que la compagnie croira directement ou indirectement avantageux aux objets de la compagnie, et contribuer ou autrement aider ou prendre part à la construction, entretien, développement, fonctionnement, contrôle et gestion d'ceux;

Exercer les opérations de négociants et manufacturiers généraux pour toutes sortes d'effets, biens, marchandises et accessoires qui peuvent être requis ou négociés avantageusement par la compagnie en rapport avec ses opérations;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou paiement partiel de tous biens, réels, personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes, et de tous droits brevetés, demandes de brevets, permis ou concessions achetés ou acquis par la compagnie, et accepter en paiement de toute dette due à la compagnie, les titres, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie;

Prendre, acquérir, détenir, posséder, gérer, travailler, développer, vendre, transporter, louer, échanger, améliorer et autrement exploiter et faire e commerce et disposer d'immeubles, édifices ou tout intérêt et droits en iceux;

Déténir, acheter ou autrment acquérir, vendre, céder, transférer, hypothéquer, nantir ou autrement disposer des actions du capital-actions,

mechanical, electrical and sanitary engineering, and to make tests, investigations, assays and analyses of all kinds, as well as inspecting and paving;

To make reports and advise upon processes, operations and patents, and to furnish experts in matters involving examinations and knowledge in matters relating to chemical, mining, mechanical, electrical and sanitary engineering, inspecting and paving;

To buy and sell and deal in chemicals, ores, minerals, apparatus, tools, machinery, instruments and other goods, wares and merchandise which may be found useful in the course of the company's operations;

To acquire, lease, use and operate chemical works, commercial sampling works, hydraulic works, crushing works, furnaces, mills, factories, warehouses, wharfs, and other works and conveniences useful for the preparation or exploitation of any things in which the company is authorized to deal, or for the pursuance of its examinations, investigations, reports and operations;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trade marks, formulae, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under patent or otherwise, of Canada or of any other country; and to use, exercise and develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any and all such trade marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property, rights, and information so acquired;

To acquire, enter into and take over contracts of every description, and to transfer, assign or otherwise to dispose of any contract or undertaking of the company in whole or in part; and to enter into, carry out, perform and sublet contracts for doing work and supplying materials in connection therewith;

To construct, erect, operate, maintain and manage all kinds of buildings, structures and other works and conveniences which the company may think directly or indirectly conducive to the objects of the company, and to contribute to or otherwise assist or take part in the construction, maintenance, development, working, control and management thereof;

To carry on the business of general traders and manufacturers of all kinds of goods, chattels, merchandise and supplies which are required or which can be dealt in with advantage by the company in connection with its operations;

To issue and allot fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment of any property, real, personal, moveable, immoveable or mixed, and of any patent rights, applications for patents, licenses or concessions purchased or acquired by the company, and to accept in payment of any debt due to the company the stock, shares, bonds, debentures or other securities of any company;

To take, acquire, hold, own, manage, work, develop, sell, convey, lease, exchange, improve and otherwise operate and deal in and dispose of real estate, buildings or any interest and rights therein;

To hold, purchase, or otherwise acquire, to sell, assign, transfer, mortgage, pledge or otherwise dispose of shares of the capital stock, bonds, de-

obligations, débentures ou titres de créance créés par toutes autres compagnies ayant des objets semblables à ceux de la compagnie; et durant la possession d'iceux, exercer tous les droits et privilèges de possession, y compris le droit de voter sur iceux;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets similaires en tout ou en partie à ceux de cette compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes dépenses incidentes à sa formation, incorporation ou organisation;

Rémunérer toute personne ou personnes pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, par l'émission d'actions payées en tout ou en partie;

Exercer tout autre commerce que la compagnie croira pouvoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens, droits ou produits de la compagnie;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, et faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Montreal Testing Laboratories, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt (20) et aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire les actions ou débentures de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
4043 Sous-secrétaire de la Province.

bentures or other evidences of indebtedness created by any other companies having objects similar to those of the company; and while the holder thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To pay out of the funds of the company all expenses of or incidental to its formation, incorporation or organization;

To remunerate any person or persons for services rendered or to be rendered to the company, by the issue of stock paid up in whole or in part;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Montreal Testing Laboratories, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20) and no invitation shall be made to the public to subscribe for any shares or debentures of the company.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4044–o Assistant Provincial Secretary.

"Prefontaine Candy Market, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mai 1934, constituant en corporation: James Maniates, John Mechas, tous deux manufacturiers et marchands, de la cité de Montréal, et Arthur-William Green, comptable, de la cité de Verdun, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de confectionneur, restaurateur, manufacturier et négociant de toutes sortes de marchandises en conserve, condiments, marinades, confitures, gelées, conserves, bonbons, chocolats, viande, légumes, fruits, pâtisseries, friandises pour la table, viandes et aliments préparés et cuits, tabac, cigares et cigarettes, eau minérale et gazeuse, jus de fruit, livres, magasines et journaux;

Acheter des meubles, garnitures, ameublement et accessoires nécessaires à l'exercice de tel commerce;

Acquérir les droits dans un bail passé le 21 février 1934 par Omer et Ubald Sansregret à Paul Chiofolo, pour un magasin portant le No 3527 de la rue Ontario Est, en la cité de Montréal, pour un terme de six ans à compter du 1er mai

"Prefontaine Candy Market, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1934, incorporating: James Maniates, John Mechas, both manufacturers and merchants of the City of Montreal, and Arthur William Green, accountant, of the City of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as confectioner, restaurateur, manufacturer and dealer in all kinds of canned goods, condiments, pickles, jams, jellies, preserves, candies, chocolates, meats, vegetables, fruits, pastries, table delicacies, prepared and cooked meats and foods, tobaccos, cigars and cigarettes, mineral and carbonated waters, fruit juices, books, magazines and newspapers;

To purchase the fixtures, fittings, furniture and accessories necessary to the carrying on of such business;

To acquire the rights to a lease passed on the 21st of February 1934 by Omer and Ubald Sansregret to Paul Chiofolo for a store bearing No. 3527 of Ontario Street East, in the City of Montreal, for the term of six years from the 1st of

1934, et assumer le paiement du loyer stipulé dans tel bail;

Servir des repas et lunches;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Préfontaine Candy Market, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la division électorale de Maisonneuve, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de mai 1934.

ALEX. DESMEULES,
4049 Sous-secrétaire de la Province.

"Rosemount Fruit & Meat Market, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de juin 1934, constituant en corporation: Benjamin-A. Schwartz, Barnet Buckman, tous deux notaires publics, et Demoiselle Lily Buckman, secrétaire, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands en gros et en détail, courtiers, encanteurs, importateurs, exportateurs, producteurs, distributeurs, agents à commission et marchands généraux de fruits et légumes;

Importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de fruits et légumes, en boîte, en conserve, marinés et séchés, grain, provisions, viandes, bœuf, porc, poisson, volaille et gibier, et des extraits, sirops, confitures, marmelades, essences, sauces, condiments, gelées, cidre et vinaigre de cidre, fruits séchés à l'air et évaporés, produits des champs, de la ferme et de la forêt;

Exercer toute autre industrie que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec ses opérations, ou directement ou indirectement susceptible d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre en valeur;

Acheter ou acquérir autrement et assumer la totalité ou toute partie de toute industrie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, avec les édifices, machines, fonds de commerce, clientèle, et l'actif en général; assumer en totalité ou en partie le passif de telle industrie et les payer totalement ou partiellement en obligations, débentures, actions de la compagnie totalement acquittées et non sujettes à appel, et les vendre, louer ou en disposer autrement, en tout ou en partie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou la fusion des intérêts, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, et faire des avances de deniers

May 1934 and to undertake the payment of the rent stipulated in such lease;

To serve meals and luncheon;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Prefontaine Candy Market, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the electoral division of Maisonneuve, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of May, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4050–o Assistant Provincial Secretary.

"Rosemount Fruit & Meat Market, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1934, incorporating: Benjamin A. Schwartz, Barnet Buckman, both Notaries Public, and Miss Lily Buckman, Secretary, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of wholesale and retail fruit and vegetable merchants, brokers, auctioneers, importers, exporters, producers, distributors, commission agents and general traders;

To import, export, produce, buy, sell, manufacture and deal in all kinds of canned, preserved, pickled and cured fruits and vegetables, grain, provisions, meats, beef, pork, fish, fowl and game, and extracts, syrups, jams, marmalades, essences, sauces, relishes, jellies, cider, and cider vinegar, aerated or evaporated fruits, products of the field, farm and forest;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, good-will and assets generally; to assume in whole or in any part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the company; and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances, to guarantee the contracts of or other-

à aucune telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou leur aider autrement et prendre et acquérir autrement des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir ou les négocier autrement;

Se joindre à toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger, ou autrement disposer, en tout ou en partie, des propriétés ou des entreprises de la compagnie pour la considération qui pourra être convenue, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute compagnie qui en fera l'achat, distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débentures ou valeurs dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie, dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer, pourvu que telle distribution soit faite conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou négocier autrement la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses susmentionnés comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Acheter, louer, prendre en échange ou acquérir autrement des terrains ou des intérêts dans tels terrains, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur tels terrains ou aucun d'iceux et vendre, louer, échanger, hypothéquer, ou aliéner autrement la totalité ou toute partie des terrains et des édifices ou constructions qui sont maintenant ou qui seront érigés sur ces terrains, et prendre toutes garanties jugées nécessaires;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Rosemount Fruit & Meat Market, Ltd", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,

4051 Sous-secrétaire de la Province.

"The International Bureau of Inventors, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1934, constituant en corporation: Edith Maréchal de Carteret, mariée le 17 mars 1931 à Albert-Henri Maréchal de Carteret, à Montréal, province de Québec, et contractuellement séparée de biens à la même date et partie aux présentes en vertu de l'autorisation de son époux, Albert-Henri Maréchal de Carteret, Docteur en loi, Arthur John Sheppard, secrétaire, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer les opérations de promoteur, organisateur et gérant de syndicats, compagnies et corporations financiers, industriels, mercantiles, fonciers et autres;

Souscrire, garantir, acheter ou autrement acquérir et détenir comme mandant ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement disposer ou

wise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property and undertaking of the company, for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same; to distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company of which the company may have power to dispose of, provided any such distribution be made in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all on any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Rosemount Fruit & Meat Market, Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,

4052-o Assistant Provincial Secretary.

"The International Bureau of Inventors, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1934, incorporating: Edith Maréchal de Carteret, married on 17 March 1931 to Albert Henri Maréchal de Carteret at Montreal, in the Province of Quebec and is separate as to property under marriage contract of same date and joins herein under authorization of her husband, Albert Henri Maréchal de Carteret, Doctor of Laws, Arthur John Sheppard, Secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a promoter, organizer and manager of financial, industrial, mercantile, real estate and other syndicates, companies and corporations;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise dispose of or deal in the

faire le commerce d'obligations, débentures, titres, actions ou autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque à charte ou de toute compagnie ou corporation industrielle, financière ou autrement, dûment constituée en corporation;

Acquérir par achat, bail, échange ou autre titre légal, et vendre ou autrement faire le commerce de biens, entreprise et commerce de toute corporation commerciale, manufacturière ou autre corporation mercantile et de toute firme, société ou individu, dans le but de promouvoir et d'organiser des compagnies pour les exercer, et gérer, exploiter et exercer aucun commerce, biens et entreprise ainsi acquis par la compagnie, et en assumer les obligations;

Accepter et remplir comme procureurs, agents ou autrement tous contrats pour la transaction d'affaire commerciales, le placement de fonds, perception de prêts, rentes, intérêt, dividendes et l'émission, création, manutention et perception de dettes, hypothèques, débentures, obligations, billets, notes, coupons et autres valeurs ou deniers;

Agir comme agents pour des inventeurs pour la protection et le développement commercial de leurs inventions;

Les actions de la compagnie ne seront pas transférables sans le consentement de tous les directeurs attesté par une résolution passée par eux, et enregistrée dans les livres de la compagnie, pourvu, cependant, que tel consentement ne soit pas irraisonnablement retardé ou refusé par tels directeurs;

Le nombre de ses actionnaires est limité à cinquante (50);

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions ou débentures de la compagnie, sous le nom de "The International Bureau of Inventors, Incorporated", avec un capital-total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4053 Sous-secrétaire de la Province.

bonds, debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank or of any duly incorporated company or corporation, industrial, financial or otherwise;

To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title, and to sell and otherwise deal in the property, undertaking and business of any commercial, manufacturing or other trading corporation and of any firm, partnership or individual, for the purpose of promoting and organizing companies to carry on the same, and to manage, operate and carry on any business, property and undertaking so acquired by the company, and to assume the liabilities thereof;

To accept and fulfil as attorneys, agents or otherwise any contract for the transaction of business, the investment of funds, the collection of loans, rents, interest, dividends and the issuing, making, handling and collecting of debts, mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or monies;

To act as agents for inventors in the protection and commercial development of their inventions.

The shares of the company shall not be transferable without the consent of the whole of the directors evidenced by a resolution passed by them, and recorded in the books of the company, provided, however, that such consent shall not be unreasonably with held or refused by such directors;

The number of its shareholders shall be limited to fifty (50);

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company shall be prohibited, under the name of "The International Bureau of Inventors, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of five dollars ($5.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4054-o Assistant Provincial Secretary.

"The W. C. Wylie Company, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1934, constituant en corporation: James-Arthur Mathewson, Kenneth-Albert Wilson, tous deux Conseils en loi du Roi, et Ethel-M. Pierce, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger, exercer l'industrie et le commerce, soit comme mandant ou agent, de toutes sortes d'articles, effets et marchandise et commodités et, en rapport avec le commerce de la compagnie, acquérir par bail, achat ou autrement exploiter, vendre et/ou autrement disposer de moulins, crèmeries, fabriques, limites à bois, droits de coupe de bois, mines, pierres et autres carrières, sablonnières;

Acquérir par achat, louer ou autrement des biens mobiliers et immobiliers pour le besoin de la compagnie;

Agir comme agents de toute compagnie, société et/ou personne possédant des pouvoirs similaires à ceux de cette compagnie ou exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie;

"The W. C. Wylie Company, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1934, incorporating: James Arthur Mathewson, Kenneth Albert Wilson, both King's Counsels, and Ethel M. Pierce, secretary, spinster, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To mnaufacture, import, export, buy, sell, exchange, deal in and deal with, either as principal or agent, all kinds of goods, wares, merchandise and commodities and, in connection with the Company's business to acquire by lease, purchase or otherwise and operate, sell and/or otherwise dispose of mills, creameries, factories, timber limits, lumbering rights, mines, stones and other quarries and sand pits;

To acquire by purchase, lease or otherwise, moveable and immoveable property for the requirements of the company;

To act as agents of any company, partnership and/or person possessed of similar powers to those of this company or carrying on business similar to that of this company;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute compagnie, société et/ou personne exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif, ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour la réalisation des fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et/ou concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, et/ou disposer cesdites conventions, droits, privilèges et/ou concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens et, à cet effet, accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or renderprofitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any company, partnership, and/or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the attainment of the company's objects or any of them, and to obtain from any such authorities any rights, privileges and or concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and/or dispose of any such arrangements, rights, privileges and/or concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institution, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire

ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et/ou fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des chemins, routes, embranchements ou voies d'évitement à être exercés sur les propriétés de la compagnie seulement et pour les seules fins de son commerce et industrie, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, exercer et exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie, comme il sera jugé à propos, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par achat et exposition de travaux d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques, et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autre-

or otherwise acquire any person property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant and/or stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, to be exercised on the property of the Company only and for the sole purposes of its business and industry, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize, or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting of prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise

ment la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Exercer le commerce comme importateurs, exportateurs, consignataires, consignateurs, entreposeurs, agents à commission, courtiers, marchands de toutes sortes d'articles, effets et marchandises, soit ordinairement négociés par la compagnie ou non;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

Le nombre des membres de la compagnie (à l'exception des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, furent durant tel emploi et ont continué après la cessation de tel emploi d'être membres de la compagnie) est limité à vingt (20).

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions de la compagnie, sous le nom de "The W. C. Wylie Company, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4055 Sous-secrétaire de la Province.

"Cap Chat Transportation Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1934, constituant en corporation: James-Gordon Russell, industriel, de l'endroit appelé Cap-Chat, dans le comté de Gaspé; Samuel Delahaye, marchand de bois, de la cité de Montréal, et Louis Landry, comptable, du village de Saint-Jérôme de Matane, comté de Matane, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'une compagnie de navigation et dans ce but construire, acquérir, affréter des vaisseaux à voile ou à vapeur, des bateaux remorqueurs, des barques de toutes sortes pour le transport des marchandises, et de faire le transport des marchandises;

De construire ou d'acquérir à quelque titre que ce soit des quais, des élévateurs, des maisons d'entrepôts et d'exercer l'industrie et le commerce d'entreposeurs, de propriétaires d'ascenseurs (élévateurs) et de quais;

D'employer les fonds de la compagnie en tout ou en partie pour l'achat des actions de toute personne ou société exploitant une industrie ou exerçant un commerce semblable;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie en actions libérées ou en deniers comptants, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

D'emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la Cie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu toutefois que tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

deal with all or any part of the property and rights of the company;

To carry on business as importers, exporters, consignees, consignors, warehousemen, commission agents, brokers and dealers in all kinds of goods, wares and merchandise, whether ordinarily dealt in by the company or not;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The number of the members of the company (exclusive or persons who are in the employment of the Company and of persons who, having been formerly in the employment of the company, were while in such employment and have continued after the termination thereof to be members of the Company) is limited to twenty (20).

The issuing of an invitation to the public to subscribe for shares in the company is prohibited, under the name of "The W. C. Wylie Company, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of five dollars ($5.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4056-o Assistant Provincial Secretary.

"Cap Chat Transportation Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1934, incorporating: James Gordon Russell, manufacturer, of the place called Cap Chat, in the county of Gaspé; Samuel Delahaye, lumber merchant, of the city of Montreal, and Louis Landry, accountant, of the village of Saint Jerome de Matane, county of Matane, for the following purposes:

To carry on the business and industry of a navigation company and for such purpose to build, acquire, charter sailing vessels or steamships tugs, craft of all kind for the transportation of merchandise, and to ship merchandise;

To build or acquire under any title whatsoever wharves, elevators, warehouses and to carry on the business and industry of warehousemen, proprietors of elevators and wharves;

To use the funds of the company in whole or in part for the purchase of shares of any person or partnership carrying on a similar business or industry;

To pay for any services rendered to the company or required by it, or for any acquisition of the company in paid up shares or in cash, or partly in cash and partly in paid up shares;

To borrow money on the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the Company and to give as security or sell same for such price and sums as may be deemed expedient, provided however that such bond, debenture or other security fe for a sum not less than one hundred dollars;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la Cie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de ces bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la Cie, sous le nom de "Cap-Chat Transportation Co., Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Cap-Chat, comté de Gaspé-Nord, dans le district de Gaspé.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour d'avril 1934.

ALEX. DESMEULES,
4087–o Sous-secrétaire de la Province.

To hypothecate or pledge the immovables of the company or give as security the moveable property of the company or give both guarantees to secure the payment of the said bonds, debentures or other securities and loans of money made for the purposes of the company, under the name of "Cap-Chat Transportation Co., Ltd.", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Cap-Chat, county of Gaspé-North, in the district of Gaspé.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4088 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Club Avalon, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et 30, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorzième jour de juin 1934, changeant le nom de la compagnie "Hôtel Avalon, Limitée" en celui de "Club Avalon, Limitée", et, de plus, augmentant ses pouvoirs, comme suit, savoir:

Fonder, maintenir et gérer un club pour la commodité des membres de la compagnie et de leurs amis, de procurer une maison de club et généralement donner aux sociétaires tous les privilèges, avantages et commodités d'un club;

Obtenir et exploiter une licence de club pour la vente de vins, bières et des autres boissons alcooliques, conformément aux dispositions de la Loi des Liqueurs de la province de Québec et de ses amendements;

Exploiter, maintenir et gérer un club pour l'organisation du jeu de badminton, squash, raquette, tennis, patinage, hockey, de quilles, de golf et de tous jeux et récréations intérieurs et extérieurs d'une manière générale et pour toutes fins sociales.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4057–o Sous-secrétaire de la Province.

"Doré, Limitée—Dore, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants et 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du douzième jour de juin 1934, à la Compagnie "Doré, Limitée—Dore, Limitée", ratifiant un règlement, comme suit, savoir:

Que la compagnie désire que son capital autorisé présentement de $18,000.00, soit réduit de $8,000.00, afin qu'à l'avenir ce capital autorisé ne soit plus que de $10,000.00, divisé en 200 actions de $50.00 chacune;

Que cette réduction du capital de la Compagnie n'entraîne aucune remise ni diminution de responsablité, ni de remboursement aux actionnaires;

Que le motif de cette réduction du capital de la Compagnie est d'effacer, par le retour pur et simple, sans recours, de 160 actions entièrement

Supplementary Letters Patent

"Club Avalon, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and 30, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1934, changing the name of the company "Hotel Avalon, Limitée" to that of "Club Avalon, Limitée", and moreover, increasing its powers as follows, to wit:

To found, maintain and manage a club for the convenience of the members of the company and their friends, to provide a club-house and generally to procure to its members all the privileges, advantages and commodities of a club;

To obtain and operate a club license for the sale of wine, beer and other alcoholic beverages in conformity with the provisions of the Quebec Liquor Act and the amendments thereto;

To operate, maintain and manage a club for the organization of the games of badminton, squash, racquets, tennis, skating, hockey, bowling, golf and all in-door or out-door amusements generally, and for all social purposes.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4058 Assistant Provincial Secretary.

"Doré, Limitée—Dore, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following and 76, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1934, to the company "Doré, Limitée—Doré, Limited", ratifying a by-law as follows, to wit:

That the company desires that its present authorized capital of $18,000.00 be reduced $8,000.00, so that in future its authorized capital shall not be more than $10,000.00, divided into 200 shares of $50.00 each;

That such reduction of capital of the company shall not involve either any extinction or diminishing of liability, nor any payment to the shareholders;

That the object of the said reduction of capital of the company is to cancel, through the plain and simple return, without recourse, 160 fully

acquittées, un montant de $8,000.00 de frais d'organisation apparaissant présentement à l'actif de la Compagnie, en paiement duquel ces 160 actions avaient été émises, quand le montant de $8,000.00 n'est plus un actif de la Compagnie et est de nature à nuire au crédit de la Cmpagnie en apparaissant dans son actif; et

Que de plus, le nombre des directeurs chargés d'administrer les affaires de la Compagnie soit réduit de cinq à trois.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4059–o Sous-secrétaire de la Province.

"The Lower Ottawa Forest Protective Association, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onzième jour de juin 1934, à la compagnie "The Lower Ottawa Forest Protective Association, Limited", amendant les lettres patentes originaires de la dite compagnie, comme suit, à savoir:

En remplaçant les povvoirs accordés dans ses lettres patentes, par les pouvoirs suivants:

(*a*) Protéger contre le feu les terrains et limites à bois situés dans la province de Québec à l'ouest du versant du St-Maurice et appartenant à ses membres et que ceux-ci pourront désigner séparément pour telle protection, et, à la discrétion des directeurs, protéger contre le feu des limites des personnes non-membres dans le territoire susdit pour lequel telle protection peut être requise, chaque membre ayant le droit d'agir comme agent pour l'Association en exécutant tels travaux de protection sur ses propres limites;

(*b*) Coopérer avec le gouvernement provincial pour la protection et l'entretien des forêts dans le dit territoire;

(*c*) Promouvoir des mesures législatives et éducationnelles pour la conservation des ressources forestières en général;

(*d*) Poursuivre les transgresseurs des lois et règlementations contre le feu;

(*e*) Grouper pour fins de protection contre le feu les corporations, sociétés ou personnes possédant ou louant des terrains ou limites à bois dans le dit territoire et admettre telles corporations, sociétés ou personnes comme membres de la corporation, et

En retranchant des lettres patentes susdites les règlements y contenus.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4061 Sous-secrétaire de la Province.

"The Tourville Lumber Mills Company—La Compagnie des Moulins à Bois Tourville".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du douzième jour de juin 1934, à la compagnie "The Tourville Lumber Mills Company—La Compagnie des Moulins à Bois Tourville", ratifiant un règlement de la compagnie réduisant son capital, comme suit, à savoir:

Que le capital autorisé et émis et entièrement acquitté de cette compagnie soit et il est par les présentes réduit de deux cent cinquante mille dollars ($250,000.00) divisé en deux mille cinq

paid up shares of the amount of $8,000.00 of the costs of organization appearing at present on the assets of the company, in payment whereof the said 160 shares were issued, since the amount of $8,000.00 no longer represents an asset of the company and is likely to injure the credit of the company by appearing in its assets; and

That moreover, the number of directors managing the affairs of the company be reduced from five to three.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4060 Assistant Provincial Secretary.

"The Lower Ottawa Forest Protective Association, Limited".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1934, to the Company "The Lower Ottawa Forest Protective Association, Limited", amending the original Letters Patent of the said Company, as follows, to wit:

By replacing the powers granted in its Letters Patent, by the following powers:

(*a*) To protect from fire such of its members' timber lands and limits situated in the Province of Quebec, West of the Saint Maurice watershed, as the members may severally designate for such protection, and, at the discretion of the Directors, to protect from fire limits of non-members in the aforesaid territory for which such protection may be sought; each member to have the right to act as agent for the Association in carrying out such protective work on its own limits;

(*b*) To co-operate with the Provincial Government in the protection and maintenance of forests in the said territory;

(*c*) To promote legislative and educational measures to conserve forest resources in general;

(*d*) To prosecute transgressors of fire laws and regulations;

(*e*) To bring together for the purposes of fire protection corporations, partnerships or persons owning or leasing timber lands or limits in the said territory and to alllow such corporations, partnerships or persons to become members of the corporation; and

Deleting from the aforesaid Letters Patent the by-laws incorporated therein.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4062–o Assistant Provincial Secretary.

"The Tourville Lumber Mills Company—La Compagnie des Moulins à Bois Tourville".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1934, to the Company "The Tourville Lumber Mills Company—La Compagnie des Moulins à Bois Tourville", ratifying a By-law of the Company reducing its capital, as follows, to wit:

That the authorized and issued and fully paid up capital of this Company be and it is hereby reduced from two hundred and fifty thousand dollars ($250,000.00) divided into two thousand

cents (2500) actions émises et non-émises d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune à dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent actions (100) émises et entièrement acquittées d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune, par la cancellation de deux mille quatre cents (2,400) actions en cours, entièrement acquittées et non-sujettes à appel, du capital-actions de cette compagnie en considération du transfert et livraison en espèce par la Compagnie à la "St. Lawrence Paper Mills Company, Limited" ou son ou ses nominataires et/ou détenant pour transfert par la compagnie à et/ou pour la dite St. Lawrence Paper Mills Company, Limited" ou son ou ses nominataires des biens suivants de la compagnie, à savoir:

Limites de la Rivière du Loup (Louisevile) et leur développement (ainsi appelées).

Limites des rivières Saint-Jean et Magpie (ainsi appelées).

Limites de la Baie Trinité et leur développement (ainsi appelées) et tous autres biens de la compagnie excepté la clientèle d'icelle, à la condition cependant que toutes les obligations y compris la réclamation susdite de la compagnie "St. Lawrence Paper Mills Company, Limited" excepté en ce qui concerne les actions restantes dans le capital-actions de la Compagnie détenues par la "St. Lawrence Paper Mills Company Limited", ou ses nominataires après que telle ivraison aura été éteinte, toutes ces limites et autres biens ensemble (moins le montant des obligations à être ainsi éteintes) représentent en valeur la proportion de la valeur de la totalité des biens de la compagnie que les dites deux mille quatre cents (2,400) actions à être ainsi livrées ont au montant global des actions autorisées et émises.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4063 Sous-secrétaire de la Province.

"Wilsil, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48, 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour de juin 1934, à la compagnie Wilsil, Limited", ratifiant un règlement de la compagnie, comme suit, à savoir:—

1. Que les seize mille (16,000) actions privilégiées d'une valeur au pair de cinq dollars ($5.00) chacune de la compagnie présentement en cours soient rachetées par la compagnie le premier jour de juillet 1934, conformément aux dispositions contenues à cet effet dans les lettres patentes constituant la compagnie en corporation, à raison de une (1) action du capital privilégié pour deux (2) actions sans valeur au pair du capital-ordinaire, et que sur livraison à la compagnie pour cancellation des certificats représentant le dit capital privilégié, des actions ordinaires sans valeur au pair soient émises aux porteurs d'icelles, à raison de deux (2) actions du capital ordinaire sans valeur au pair pour chaque (1) action du capital privilégié ainsi livré;

2. Que le capital-actions de la compagnie, lequel après le rachat et l'échange des actions privilégiées étant effectués, consistera en cinquante mille (50,000) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, soit et il est par les présentes augmenté à deux cent mille (200,000) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair;

3. Que les cent cinquante mille (150,000) actions ordinaires additionnelles sans valeur nomi-

five hundred (2,500) issued and unissued shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each, to ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) issued and fully paid up shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each, by the cancellation of two thousand four hundred (2400) outstanding fully paid and non-assesable shares of the capital stock of this Company, in consideration of the transfer and delivery in specie by the Company to "St. Lawrence Paper Mills Company Limited" or its nomine or nominees and/or holding for transfer by the Company to and/or for the said "St. Lawrence Paper Mills Company, Limited" or its nominee or nominees, of the following assets of the Company, namely:

Rivière du Loup limits (Louiseville) and development (so called)

Rivers Saint John and Magpie limits (so called)

Trinity Bay limits and development (so called) and all other assets of the Company except the goodwill thereof, upon the condition however that all the liability including the claim aforesaid of the Company "St. Lawrence Paper Mills Company, Limited" except in respect of any remaining shares in the capital stock of the Company held by "St. Lawrence Paper Mills Company, Limited" or its nominees after such surrender shall be extinguished, all of which limits and other assets taken together (less the amount of the liability so to be extinguished) represent in value the proportion of the value of the total assets of the Company which such two thousand four hundred (2400) shares so to be surrendered bear to the total number of authorized and issued shares.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4064-o Assistant Provincial Secretary.

"Wilsil, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 48, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1934, to the Company: Wilsil, Limited", ratifying a by-law of the Company, as follows, to wit:

1. That the sixteen thousand (16,000) preferred shares of the par value of five dollars ($5.00) each of the Company presently outstanding be redeemed by the Company on the first day of July, 1934, pursuant to the provisions in that behalf contained in the Letters Patent incorporating the Company, in the ratio of one (1) share of preferred stock for two (2) shares of no par value common stock, and that upon surrender to the Company for cancellation of certificates representing the said preferred stock, there shall be issued to the holders thereof, no par value common stock in the ratio of two (2) shares of No par value common stock for each one (1) shares of preferred stock so surrendered;

2. That the capital stock of the Company which, upon the aforesaid redemption and exchange of preferred shares being effected, will consist of fifty thousand (50,000) common shares of no nominal or par value, be and it is hereby increased to two hundred thousand (200,000) common shares of no nominal or par value;

3. That the additional one hundred and fifty thousand (150,000) common shares of No nominal

nale ou au pair par lesquelles le capital-actions de la compagnie est augmenté tel que susdit, soient émises et réparties pour telle considération qui sera fixée de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie;

4. Que le montant avec lequel la compagnie exercera ses opérations après l'émission des lettres patentes supplémentaires confirmant ce règlement, sera de un million de dollars ($1,000,000.00);

5. Que les règlements spéciaux Nos 23 et 24, de la compagnie, soient et ils sont par les présentes révoqués.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de juin 1934.

ALEX. DESMEULES,
4065 Sous-secrétaire de la Province.

or par value by which the capital stock of the Company is increased as aforesaid, shall be issued and allotted for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the Company;

4. That the amount with which the Company will carry on its operations after the issue of Supplementary Letters Patent confirming this By-law, shall be one million dollars ($1,000,000.00);

5. That special by-laws Nos. 23 and 24 of the Company be and they are hereby repealed.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4066–o Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure. Théotime-P.-B. Bourgeois, demandeur; vs Walter Weilbrenner, défendeur; et Dame Alma Morency, tierce-saisie; et Joseph Duguay, opposant.

Sur l'ordre de l'Honorable Juge Curran, donné le 26ième jour de juin 1934, vu l'allégation de l'insolvabilité de la dite Dame Alma Morency, épouse contractuellement séparée de biens du dit Walter Weilbrenner, défendeur, les créanciers de la dite tierce-saisie, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

Montréal, le 27 juin 1934.

T. DEPATIE,
4089—27–2–o Député Protonotaire.

Rule of Court

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. Theotime P. B. Bourgeois, plaintiff; vs Walter Weilbrenner, defendant; and Dame Alma Morency, tierce-saisie; and Joseph Duguay, opposant.

By order of the Honourable Mr. Justice Curran, given on the 26th. day of June, 1934, and seeing the allegation of the insolvency of the said Dame Alma Morency, wife contractually separate as to property of the said Walter Weilbrenner, defendant, the creditors of the said tierce-saisie, who have not yet produced their claims, are now called upon to produce them in this cause, in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal, in the city of Montreal, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

Montreal, June the 27th., 1934.

T. DEPATIE,
4090—27–2–o Deputy Prothonotary.

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No D-129776.

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 28 mai 1934, dans une cause dans laquelle Raoul Gustave Amyot, surintendant de Chemins de Fer, des cité et district de Montréal, est demandeur et Louis Philippe Lessard et George-Etienne Lessard, tous deux des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit:

Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397) des plan et livre de renvoi officiels du Quartier Sainte-Marie à Montréal, ayant front partie rue Sainte-Catherine-Est et partie rue Gareau—avec les constructions dessus érigées et portant les numéros civiques 1570, 1572, 1572*a*, 1574, 1576 et 1578 Sainte-Catherine-Est et les numéros 1571, 1573, 1577 er 1579 rue Gareau, avec toutes circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le 27 juillet 1934, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Montréal, No 31, ou dans tout autre local dudit Palais où les parties seront référées, à 10 hrs. et demie du matin sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour, et que toute opposi-

Sale by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. B-129776.

Public notice is hereby given that, in virtue of a jugdment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 28th day of May, 1934, in a cause in which Raoul Gustave Amyot railway Superintendent of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Louis Philippe Lessard and George Etienne Lessard, both of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain moveable properties, described as follows, namely:

A lot of land known and designated as being lot number three hundred and ninety seven (397) on the official plan and book of reference of Sainte Mary Ward in Montreal, bounded in front part by Saint Catherine Street East, and part by Garcau Street—with all constructions thereon erected and bearing civic numbers 1570, 1572, 1572*a*, 1574, 1576 and 1578 Sainte Catherine East, and 1571, 1573, 1577 and 1579 Gareau Street, with all circumstances and dependencies.

The above described property will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the 27th day of July, 1934, by this Court *Cour tenante*, in room No. 31, at the Court House at Montreal, or in any other room where the parties may be referred, at 10.30 of the clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited at the Prothonotary's office of the said Court,

tion afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour, au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 14 juin 1934.

Le procureur du demandeur,

3727—25-2-o CHARLES-AUGUSTE BERTRAND.

and all oppositions to annull or *afin de charge*, or *afin de distraire* to said licitation, should be fyled at said Prothonotary's office at least 12 days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all oppositions for payment in the six days following the adjudication, in default of which right of fyle same will be exhausted as according to law.

Montreal, June 14th, 1934.

CHARLES AUGUSTE BERTRAND,

3728—25-2-o Attorney for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 21 juin 1934, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 22 juin 1934.

—

Concernant la Loi des Produits Laitiers

—

1584

—

L'honorable Ministre de l'Agriculture, dans un mémoire en date du 21 juin (1934), expose:

Attendu que l'article 20, paragraphe "G", de la Loi des Produits Laitiers donne au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil le pouvoir de faire des règlements "pour déterminer tout ce qui a rapport au paiement du lait et de la crème par une fabrique";

Il est décrété ce qui suit:

RÈGLEMENT CONCERNANT LE PAIEMENT DU LAIT ET DE LA CRÈME DANS LES FABRIQUES DU DISTRICT DE MONTRÉAL

1. Le paiement du lait ou de la crème se fera directement aux producteurs-fournisseurs, selon sa teneur en matières grasses déterminées par l'épreuve au "Babcock".

2. Le paiement du lait en nature se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

(*a*) Plus une prime de trois centins par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce percentage;

(*b*) Moins un rabais de trois centins par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

La fabrique devra conclure une entente spéciale avec son fournisseur sur le prix du lait, dont le pourcentage est supérieur à 5%.

3. La fabrique pèsera, à chaque livraison, le lait ou la crème reçue de chaque fournisseur et prélèvera un échantillon de ce lait ou de cette crème bien représentatif de chaque pesée d'au moins une demi-once.

4. L'épreuve au "Babcock" doit se faire conformément à l'enseignement donné à l'Ecole de Laiterie de la Province de Québec et notamment:

(*a*) En plaçant l'échantillon de lait dans une pipette d'une capacité de 17.6 centimètres cubes et l'échantillon de crème dans une bouteille "Babcock" d'une capacité de 9 ou 18 grammes;

(*b*) En faisant la lecture du gras, à une température de 130 à 140 degrés Fahrenheit: pour le lait, du point extrême inférieur au point extrême supérieur de la colonne de gras; pour la crème, du point extrême inférieur au point correspondant au tiers inférieur du ménisque de la colonne de gras.

Orders in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated June 21, 1934, approved by the Lieutenant-Governor on June 22, 1934.

—

Respecting the Dairy Products' Act.

—

1584

—

The Honourable Minister of Agriculture, in a memorandum dated June 21, (1934), sets forth:

Whereas article 20, paragraph "G" of the Dairy Products' Act, vests in the Lieutenant-Governor in Council, the power to make regulations "for determining everything connected with the payment of milk and cream by a factory";

It is enacted as follows:

REGULATION CONCERNING THE PAYMENT OF MILK AND CREAM BY ANY FACTORY LOCATED IN THE DISTRICT OF MONTREAL

1. The payment of milk or cream shall be made directly to the producer-suppliers, according to its butterfat content as determined by the "Babcock Test".

2. The payment of milk sold for fluid purposes shall be made on a basis of 3.5% butterfat;

(*a*) A premium of three cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage.

(*b*) A deduction of three cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage.

The factory shall make a special agreement with its supplier concerning the price of milk whose butterfat content exceeds 5%.

3. The factory shall cause to be weighed, upon each delivery, the milk or the cream received from each supplier and a sample taken of this milk or this cream representative of each weighing and weighing not less than one half ounce.

4. The "Babcock Test" must be made according to the instructions given by the Dairy School of the Province of Quebec, and particularly:

(*a*) The sample of milk to be tested must be measured in a pipette of a capacity of 17.6 cubic centimeters and the sample of cream must be placed in a Babcock bottle of a capacity of 9 or 18 grammes;

(*b*) The fat reading must be made at a temperature of 130 to 140 degrees Fahrenheit: for milk, from the extreme inferior point to the extreme superior point of the fat column; for cream, from the extreme inferior point to a point corresponding to one third (1/3) of the meniscus of the fat column.

L'acide sulfurique, servant à l'épreuve, doit avoir une densité spécifique de 1.83.

5. L'échantillon de crème doit être simple, c'est-à-dire ne provenir que d'une livraison; L'échantillon de lait peut être composé, c'est-à-dire provenir de plusieurs échantillons simples, réunis dans une égale proportion, représentatifs du lait acheté ou reçu d'un même fournisseur.

L'épreuve de la crème se fera dans les vingt-quatre heures de sa réception; celle du lait dans les quinze jours de sa réception.

L'échantillon sera conservé, au moyen d'un bon préservatif, et placé, en un endroit frais et à l'abri des rayons du soleil, dans une bouteille bien scellée et portant en caractères indélébiles le numéro attribué au fournisseur. Le préservatif et la bouteille sont soumis à l'approbation de l'Inspecteur-Général.

6. La fabrique doit tenir l'échantillon à la disposition des inspecteurs ou officiers, nommés en vertu de la Loi des Produits Laitiers, en tout temps avant l'épreuve et, après l'épreuve,pendant dix jours si l'épreuve se fait tous les quinze jours, pendant cinq jours si l'épreuve se fait chaque semaine, pendant deux jours si l'épreuve se fait chaque jour.

Elle doit aussi permettre à ces inspecteurs ou officiers de se servir, chaque fois qu'ils le jugeront à propos, des moyens dont elle dispose pour faire l'épreuve du lait ou de la crème.

7. Le régistre spécialement tenu à cette fin doit contenir, pour chaque pesée, le pourcentage exact de matières grasses indiqué par l'épreuve au "Babcock". Quiconque y fait une entrée inexacte enfreint ce règlement.

8. La fabrique doit, en outre, tenir un état complet des pesées individuelles et du pourcentage de gras, en mentionnant en regard les noms du fournisseur, les date et heure de chaque pesée ou de chaque épreuve, selon le mode exigé par l'Inspecteur-Général ou ses assistants. Ce tableau demeurera ouvert aux fournisseurs alimentant la fabrique et à tout inspecteur ou officier, nommé en vertu de la Loi des Produits Laitiers.

9. La fabrique remettra à ses fournisseurs, avec le paiement du lait ou de la crème, une facture selon la forme décrite à l'appendice de ce règlement ou approuvée par l'Inspecteur-Général, et en conservera une copie à la disposition de tout inspecteur ou officier, nommé en vertu de la Loi des Produits Laitiers, pour une période d'au moins un an.

10. Le lait trouvé impropre à la consommation en nature, à cause de sa température trop élevée, de sa trop grande acidité, de sa mauvaise odeur, de sa saveur désagréable, de sa malpropreté, de l'insuffisance de son contenu en matières grasses ou pour toute autre cause valable, sera coloré au moyen d'une substance inoffensive et retourné au fournisseur.

11. Ce règlement s'applique au propriétaire et au gérant de toute fabrique, à tout distributeur de produits laitiers et à toute personne employée dans une fabrique; mais son application est limitée au territoire du district judiciaire de Montréal.

12. Tout règlement actuellement en vigueur ou ultérieurement mis en force dans la province continuera de s'appliquer ou s'appliquera au territoire visé par le présent règlement et déterminé au paragraphe (11) ci-dessus, dans toutes leurs dispositions non incompatibles avec celles du présent règlement.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

* * *

The sulphuric acid used in testing, must have a specific gravity of 1.83.

5. Cream samples must be simple, that is made up from only one delivery. The milk samples may be composite, that is made up of a number of simple samples combined in an equal proportion, representative of the milk purchased or received from a same supplier.

The cream shall be tested within twenty four (24) hours of its reception; the milk, within fifteen (15) days of its reception.

The sample shall be conserved by the use of a good preservative and placed in a cool place, away from the direct rays of the sun, in a well-sealed bottle bearing in indelible figures the number given to the supplier. The preservative and the bottle must be approved by the Inspector General.

6. The factory must retain the sample at the disposal of the inspectors or officers, appointed pursuant to the Dairy Products' Act, at all times before testing, and, after testing, during ten (10) days if the test is made every fifteen (15) days, during five (5) days if the test is made each week, during two (2) days if the test is made daily.

It must also permit the inspectors or officers to use every time that it is judged necessary the facilities it disposes of for the testing of milk or cream.

7. The register specially kept for this purpose, must contain for each weighing the exact percentage of butterfat indicated by the "Babcock Test". Whoever makes incorrect entries violates this regulation.

8. The factory must also keep a complete statement of the individual weighings and the percentage of butterfat mentioning the names of the supplier, the date and hour of each weighing or each test, according to the form required by the Inspector-General or his assistants. This record shall remain open to the suppliers delivering to the factory and to any inspector or officer appointed pursuant to the Dairy Products' Act.

9. The factory must furnish to its suppliers with the payment for milk and cream, a statement according to the form described in the appendix of this regulation or approved by the Inspector-General and shall keep a copy at the disposal of any inspector or officer appointed pursuant to the Dairy Products' Act, for a period of at least one year.

10. Milk found unfit for consumption in the fluid state due to its high temperature, its too great acidity, its bad odor, its disagreable flavor, its uncleanliness, its deficiency in butterfat content or for any other valid cause, shall be colored with an inoffensive substance and returned to the supplier.

11. This regulation applies to the owner or manager of any factory, to any distributor of dairy products and to any person employed in a factory; but its application is limited to the territory of the judicial district of Montreal.

12. Any regulation actually in force or ulteriorly enforced in the Province shall continue to apply or shall be applied in the territory aimed at by the present regulation and as determined in section (11) hereabove in all their dispositions non-incompatible with those of the present regulation.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

* * *

APPENDICE.—APPENDIX.

Formule "A".—BLANC DE FACTURE ACCOMPAGNANT LE PAIEMENT BIMENSUEL DU LAIT.
Form "A".—FORM OF STATEMENT TO ACCOMPANY PAYMENT FOR MILK MADE EVERY FIFTEEN DAYS.

Désignation légale de la fabrique.
Legal designation of the factory.

EN COMPTE AVEC
IN ACCOUNT WITH

Désignation du fournisseur.
Designation of the supplier.

ÉPREUVE TEST

Du..... au.....193....
From to

Date	Bidons Cans.	Lbs de lait Lbs of milk	Total	Remarques Remarks

	Lbs de lait @ Lbs of milk		
	Bonis pour gras excédant 3.5% Bonus for butterfat over 3.5%		
	Total		
	Deductions		
	Transport Haulage		
	Pour gras en moins de 3.5% For butterfat under 3.5%		
	Balance		

Formule "B".—BLANC DE FACTURE ACCOMPAGNANT LE PAIEMENT BIMENSUEL DE LA CRÈME.

Form "B".—FORM OF STATEMENT TO ACCOMPANY PAYMENT FOR CREAM MADE EVERY FIFTEEN DAYS.

Désignation légale de la fabrique.
Legal designation of the factory.

EN COMPTE AVEC
IN ACCOUNT WITH

Désignation du fournisseur.
Designation of the supplier.

ÉPREUVE TEST

Du ..... au ..... 193.....
From to

Date	Bidons Cans.	Lbs de crème Lbs of cream	Total	Remarques Remarks

	Lbs de crème Lbs of cream @		
	Total		
	Deductions		
	Transport Haulage		
	Balance		

Formule "C".—BLANC DE FACTURE ACCOMPAGNANT LE PAIEMENT MENSUEL DU LAIT.
Form "C".—FORM OF STATEMENT TO ACCOMPANY MONTHLY PAYMENT FOR MILK.

Désignation légale de la fabrique.
Legal designation of the factory.

EN COMPTE AVEC
IN ACCOUNT WITH

Désignation du fournisseur.
Designation of the supplier.

EPREUVE
TEST

Du ..... au ..... 193....
From to

Date	Bidons Cans.	Lbs de lait Lbs of milk	Total	Remarques Remarks

Lbs de lait—Lbs of milk @		
Bonis pour gras excédant 3.5% Bonus for butterfat over 3.5%		
Total		
Deductions		
Transport—Haulage		
Pour gras en moins de 3.5% For butterfat under 3.5%		
Balance		

Formule "D".—BLANC DE FACTURE ACCOMPAGNANT LE PAIEMENT MENSUEL DE LA CRÈME.
Form "D".—FORM OF STATEMENT TO ACCOMPANY MONTHLY PAYMENT FOR CREAM.

Désignation légale de la fabrique.
Legal designation of the factory.

EN COMPTE AVEC
IN ACCOUNT WITH

Désignation du fournisseur.
Designation of the supplier.

ÉPREUVE
TEST

Du.....au.....193.....
From to

Date	Bidons Cans.	Lbs de crème Lbs of cream	Total	Remarques Remarks

Lbs de crème Lbs of cream	@		
Total			
Deductions			
Transport Haulage			
Balance			

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 21 juin 1934, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 22 juin 1934.

1555

Concernant "La Société Amicale des Aveugles, Inc."

L'Honorable Secrétaire de la Province, dans un mémoire en date du 21 juin, (1934), expose:

Que "La Société Amicale des Aveugles, Inc.", a transmis, pour approbation, des règlements;

Qu'il y a lieu, vu le rapport du Procureur général, en date du 14 juin 1934, d'approuver les dits règlements;

En conséquence, l'honorable Secrétaire recommande:

Que les dits règlements de "La Société Amicale des Aveugles, Inc.", soient approuvés conformément aux dispositions de l'article 207-B de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'édicté par 23 Geo. V, chapitre 83.

Certifié,
A. MORISSET,
4071-o Greffier Conseil Exécutif.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council dated June 21, 1934, approved by the Lieutenant-Governor on June, 22, 1934.

1555

Concerning "La Société Amicale des Aveugles, Inc."

The Honourable Provincial Secretary, in a memorandum dated June 21, 1934, sets forth:

That "La Société Amicale des Aveugles, Inc", has submitted By-Laws for approval;

That it is expedient, seeing the report of the Attorney General, dated June 14, 1934, to approve the said By-Laws;

Therefore, the Honourable Secretary recommends:

That the said By-Laws of "La Société Amicale des Aveugles, Inc.", be approved pursuant to the provisions of Article 207-B of the Quebec Companies' Act, as enacted by 23 Geo. V, chapter 83.

Certified,
A. MORISSET,
4072 Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 21 juin 1934, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 22 juin 1934.

Concernant l'application des dispositions de l'article 29 de la loi du prêt agricole (S. R. Q., 1925, chapitre 51*a*, tel qu'édicté par la loi 18 George V, chapitre 30), tel qu'édicté par la loi 24 George V, chapitre 25, relatives à la diminution des frais d'enregistrement sur les prêts faits aux cultivateurs par la Commission du prêt agricole canadien.

1506

L'Honorable Procureur général, dans un mémoire en date du 21 juin (1934), expose:

Que, par l'article 29 de la Loi du prêt agricole de Québec (Statuts Refondus, 1925, chapitre 51*a*, tel qu'édicté par la loi 18 George V, chapitre 30), tel qu'édicté par la loi 24 George V, chapitre 25, il est décrété qu'il est loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions qu'il détermine:

1. De réduire les honoraires accordés par leur tarif aux registrateurs qui ne sont pas à traitement fixe;

2. De suspendre l'application du tarif des registrateurs lorsque ceux-ci sont à traitement fixe;

Que, pour le bénéfice des cultivateurs obligés d'emprunter de la Commission du prêt agricole canadien, il y a lieu de donner effet aux dispositions de cette loi;

En conséquence, l'Honorable Procureur général recommande que le tarif des registrateurs soit amendé comme suit:

En ajoutant le titre et l'article suivant à la suite de l'article 33, savoir:

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LA COMMISSION DU PRÊT AGRICOLE

lesquelles ne sont applicables qu'à compter de la date d'un avis, faisant connaître le nom de l'emprunteur et les numéros des immeubles offerts en garantie, donné par la Commission

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated June 21st, 1934, approved by the Lieutenant-Governor on June 22nd, 1934.

Respecting the application of the provisions of Article 29 of the Quebec Farm Loan Act (R. S. Q., 1925, Chapter 51*a*, as enacted by the Act 18 George V, Chapter 30) as enacted by the Act 24 George V, chapter 25, to reduced the cost of registering deeds on loans made to farmers by the Canadian Farm Loan Board.

1506

The Honourable the Attorney General, in a memorandum dated the 21st of June, (1934), sets forth:

That in virtue of Article 29 of the Quebec Farm Loan Act (Revised Statutes, 1925, Chapter 51*a*, as enacted by the Act 18 George V, Chapter 30) as enacted by the Act 24 George V, Chapter 25, it is enacted that the Lieutenant-Governor in Council may on such conditions as he may determine:

1. Reduce the fees allowed by their tariffs, to registrars who receive no fixed salary;

2. Suspend the application of the registrars' tariff when they receive a fixed salary;

That, for the benefit of the farmers who are obliged to borrow from the Canadian Farm Loan Board, it is expedient to put into force the provisions of the said Act;

Therefore, The Honourable the Attorney General recommends that the registrars' tariff be amended as follows:

By adding the following title and article to Article 33, to wit:

SPECIAL PROVISIONS RESPECTING THE FARM LOAN BOARD

the same being applicable only from and after the date of a notice, stating the name of the borrower, and the numbers of the immovables offered as security, given by the Canadian

du prêt agricole canadien, à un registrateur, à l'effet qu'un prêt est autorisé, jusqu'à la date de l'enregistrement du document complétant la garantie hypothécaire de la Commission du prêt agricole canadien. (Cet avis n'est pas sujet à enregistrement).

"34. Les registrateurs à traitement fixe ne doivent rien réclamer et les autres registrateurs ne doivent charger que 60% des honoraires déterminés ci-dessus, dans les cas suivants:

1) Sur les certificats de recherches demandés et sur les recherches faites ou demandées, au sujet des lots désignés dans l'avis par ou pour l'emprunteur, par le surintendant du conseil provincial du prêt agricole ou par l'officier nommé conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi du prêt agricole, tel qu'édicté par la Loi 24 George V, chapitre 25, ou par toute autre personne;

2) Sur les copies de documents demandées par les mêmes personnes au sujet des mêmes lots;

3) Sur les enregistrements faits à la demande de la Commission du prêt agricole canadien, y compris l'enregistrement de tous les documents requis pour établir la chaîne des titres des lots désignés dans l'avis."

Certifié,

WM. LEARMONTH,

4083-o Député Greffier Conseil Exécutif.

Farm Loan Commission to a registrar, to the effect that a loan is authorized, up to the date of registration of the document completing the hypothecary guarantee of the Canadian Farm Loan Board. (Theis notice is not subject to registration).

"34. Registrars who receive a fixed salary shall not claim any fee, and other registrars shall charge 60% only of the fees hereinabove established, in the following cases:

1) On search certificates made or applied for and on searches made or applied for, respecting the lots designated in the notice by or for the borrower, by the Superintendent of the Provincial Farm Loan Board or by the officer appointed pursuant to the provisions of Article 21 of the Farm Loan Act, as enacted by the Act 24 George V, Chapter 25, or by any other person;

2) On copies of documents applied for by the same persons respecting the same lots;

3) On registrations made at the request of the Canadian Farm Loan Board, including the registration of all the documents required to establish the chain of titles of the lots designated in the notice."

Certified,

WM. LEARMONTH,

4084 Deputy Clerk Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 21 juin 1934, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 22 juin 1934.

COPY of a Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated the 21st. of June, 1934, approved by the Lieutenant-Governor the 22nd. of June, 1934.

Concernant la loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement sur les actes et les frais sur les procédures.

Respecting the Act amending the Quebec Farm Loan Act to reduce the costs of registering deeds and those on the proceedings.

1510

1510

L'Honorable Procureur Général, dans un mémoire en date du 21 juin, (1934), expose:

Que l'article 28 de la Loi du prêt agricole de Québec, (Statuts Refondus de Québec 1925, chapitre 51*a*) tel qu'édicté par la Loi 24 George V, chapitre 25, décrète comme suit:

"28". Il est loisible au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil de décréter:

1. Que la commission de deux et demi pour cent visée par l'article 2 de la Loi des salaires de certains officiers de justice (chap. 155), et que le droit de un pour cent visé par l'article 13 de la Loi des palais de justice et prisons (chap. 156), ne seront pas percevables sur la vente d'immeuble faite:

a) A l'instance de la commission, en vertu de la présente loi ou sur exécution d'un jugement rendu en la manière ordinaire;

b) A l'instance d'un tiers, lorsque l'immeuble garantissait un prêt fait par la commission;

2. Qu'aucun droit ne sera payable à la Couronne sur l'enregistrement des actes constatant un prêt à un emprunteur, sur les recherches faites dans les bureaux d'enregistrement et sur les certificats émis par les régistrateurs, pour le bénéfice d'un cultivateur qui sollicite un prêt à la commission.

3. Que les publications d'avis dans la *Gazette Officielle de Québec* annonçant la vente d'un immeuble garantissant un prêt fait par la commission, seront gratuites.

The Honourable the Attorney General, in a memorandum dated the 21st. of June, 1934, sets forth:

That article 28 of the Quebec Farm Loan Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 51*a*) and as enacted by the Act 24, George V, chapter 25, enacts as follows:

"28". The Lieutenant-Governor in Council may enact:

That the commission of two and one half per cent contemplated by section 2 of the Officers of Justice Salary Act, (Chap. 155), and the duty of one per cent contemplated by section 13 of the Court House and Gaol Act, (Chap. 156), shall not be collectable on the sale of an immoveable made:

a) At the suit of the Board, under this act or upon execution of a judgment rendered in the usual way;

b) At the suit of a third party, when the immoveable secured a loan made by the Board;

2. That no duty shall be payable to the Crown on the registration of deeds setting forth a loan to a borrower, on the searches made in registration offices and on the certificates issued by the registrars, for the benefit of a farmer asking for a loan from the Board;

3. That the publications of notice in the *Quebec Official Gazette*, advertising the sale of an immoveable securing a loan made by the Board, shall be gratuitous.

Qu'il y a maintenant lieu, pour le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, d'exercer les pouvoirs que lui accorde l'article ci-dessus;

EN CONSÉQUENCE, l'Honorable Procureur Général recommande qu'il soit décrété que, à l'avenir:

1. La commission de deux et demi pour cent visée par l'article 2 de la Loi des salaires de certains officiers de justice (chap. 155), et que le droit de un pour cent visé par l'article 13 de la Loi des palais de justice et prisons (chap. 156), ne seront pas percevables sur la vente d'un immeuble faite:

a) A l'instance de la commission, en vertu de la présente loi ou sur exécution d'un jugement rendu en la manière ordinaire;

b) A l'instance d'un tiers, lorsque l'immeuble garantissait un prêt fait par la commission;

2. Aucun droit ne sera payable à la Couronne sur l'enregistrement des actes constatant un prêt à un emprunteur, sur les recherches faites dans les bureaux d'enregistrement et sur les certificats émis par les régistrateurs pour le bénéfice d'un cultivateur qui sollicite un prêt à la commission;

3. Les publications d'avis dans la *Gazette Officielle de Québec* annonçant la vente d'un immeuble garantissant un prêt fait par la commission, seront gratuites.

Certifié,

WM. LEARMONTH,
4085–o Dep. Greffier Conseil Exécutif.

That it is now expedient for the Lieutenant-Governor in Council to exercise all powers granted in the foregoing section;

THEREFORE, the Honourable the Attorney General recommends that it be enacted that henceforth:

1. The commission of two and one half per cent contemplated by section 2 of the Officers of Justice Salary Act (Chap. 155), and that the duty of one per cent contemplated by section 13 of the Court House and Gaol Act (Chap. 156) shall not be collectable on the sale of an immoveable made:

a) At the suit of the Board under this Act or upon execution of a judgment rendered in the usual way;

b) At the suit of a third party, when the immoveable secured a loan made by the Board;

2. That no duty shall be payable to the Crown on the registration of deeds setting forth a loan to a borrower, on the searches made in registration offices and on the certificates issued by the registrars for the benefit of a farmer asking for a loan from the Board;

3. That the publications of notice in the *Quebec Official Gazette* advertising the sale of an immoveable securing a loan made by the Board, shall be gratuitous.

Certified,

WM. LEARMONTH,
4086 Deputy Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des syndicats professionnels, le lieutenant-gouverneur en conseil a, le treizième jour de juin 1934, autorisé le "Conseil des Syndicats Catholiques et Nationaux des Métiers de la Construction de l'Ile de Montréal", à changer son nom en celui de "Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal".

Donné au bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de juin mil neuf cent trente-quatre.

ALEX. DESMEULES,
4073–o Sous-secrétaire de la Province.

"CARTIER NATURAL GAS COMPANY, LIMITED (Libre de responsabilité personnelle)"

Extrait du Règlement No 7

Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de trois à sept.

Adopté et passé par les directeurs ce 28ème jour de mai 1934.

Le secrétaire,
4091 J.-R. CULBERT.

"L'AIDE A LA FEMME, LIMITÉE"

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "L'Aide à la Femme, Limitée".

Les affaires de la Compagnie seront dirigées par un bureau de douze directeurs.

Montréal, le 20 juin 1934.

La secrétaire,
4099–o MARIA BOURQUE.

Miscellaneous Notices

Notice is given that in virtue of the Professiona Syndicates' Act, the Lieutenant-Governor in Council has, on the thirteenth day of June, 1934, autorized the "Conseil des Syndicats Catholiques et Nationaux des Métiers de la Construction de l'Ile de Montréal", to change its name to that of "Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal".

Given at the Office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1934.

ALEX. DESMEULES,
4074 Assistant Provincial Secretary.

"CARTIER NATURAL GAS COMPANY, LIMITED (No personal liability)".

Extract from By-Law No. 7.

The number of the Directors of the Company is hereby increased from three to seven.

Adopted and passed by the Directors this 28th day of May, 1934.

J. R. CULBERT,
4092–o Secretary.

"L'AIDE A LA FEMME, LIMITÉE"

Extract of the minutes of a meeting of the directors of "L'Aide à la Femme, Limitée".

The affairs of the company shall be managed by a Board of twelve directors.

Montreal, June 20, 1934.

MARIA BOURQUE,
4100 Secretary.

Minutes de notaire

Québec, le 11 juin, 1934.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Chénier Picard, notaire, demeurant et pratiquant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire George-Edmund Borlase, en son vivant, notaire demeurant et pratiquant à Sherbrooke, district de Saint-François.

ALEX. DESMEULES,
3549—24-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Québec, le 13 juin, 1934.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise par M. Théodule Arbour, notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes répertoire et index de feu Joseph-Damien Filiatrault, en son vivant notaire demeurant et pratiquant à Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

ALEX. DESMEULES,
3601—24-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Québec, le 13 juin 1934.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par M. Isidore Coupal, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Charles Archambault, en son vivant, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district de Montréal.

ALEX. DESMEULES,
3627—24-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Quebec, June 11th., 1934.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Chénier Picard, notary, residing and practising at Sherbrooke, in the district of Saint Francis, whereby he asks for the transfer of the minutes, repertory and index of the late notary George Edmund Borlase, in his lifetime notary, residing and practising at Sherbrooke, district of Saint Francis.

ALEX. DESMEULES,
3550—24-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, June 13, 1934.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Théodule Arbour, notary, residing and practising at Sainte Thérèse de Blainville, in the judicial district of Terrebonne, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Mr. Joseph Damien Filiatrault, notary in his lifetime practising at Sainte Thérèse de Blainville, in the judicial district of Terrebonne.

ALEX. DESMEULES,
3602—24-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, June 13th, 1934.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Isidore Coupal, notary, residing and practising at Montreal, district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Charles Archambault, in his lifetime notary, residing and practising at Montreal, district of Montreal.

ALEX. DESMEULES,
3628—24-5 Assistant Provincial Secretary.

Ministère de l'agriculture

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉCRET CONCERNANT LA LOI DES PRODUITS LAITIERS.

Service de l'Industrie Animale.
Section de l'Industrie Laitière.

AVIS.

A TOUT PROPRIÉTAIRE OU GÉRANT DE FABRIQUE ET A TOUT DISTRIBUTEUR DE PRODUITS LAITIERS.

En vertu des pouvoirs que me confère la Loi des Produits Laitiers, article 7, je décrète ce qui suit:

1.—Tout propriétaire ou gérant de fabrique et tout distributeur de produits laitiers doivent

Department of Agriculture

PROVINCE OF QUEBEC.

ORDER RESPECTING THE DAIRY PRODUCTS' ACT.

Live Stock Branch.
Dairy Industry Division.

NOTICE.

TO EVERY FACTORY OWNER OR MANAGER OR DISTRIBUTOR OF DAIRY PRODUCTS.

In virtue of the powers vested in me by the Dairy Products' Act, article 7, I have ordered as follows:

1.—Every factory owner or manager or every distributor of dairy products is required to make

faire rapport de leurs opérations, en remplissant les formules fournies à cette fin, dont le facsimilé apparaît en appendice au présent décret pour en faire partie.

2.—Dans les dix jours qui suivent la fin de chaque mois, ils doivent faire tenir à la Section de la Statistique Agricole, Ministère Provincial de l'Agriculture, Québec, un rapport selon la formule "A" de l'appendice, connue sous la désignation de S.A. 149, donnant la quantité de beurre et de fromage fabriquée et la quantité de lait et de crème vendue en nature pendant ce mois.

3.—Dans les trente jours qui suivent la fin de chaque mois, ils doivent faire tenir, à l'adresse indiquée à l'article précédent, un état complet de leurs opérations pendant ce mois, conformément aux dispositions des articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 ci-dessous et aux formules "B" "C" et "D" de l'appendice.

4.—Toute fabrique produisant du fromage doit fournir un rapport selon la formule "B", donnant la quantité de lait et de gras reçue et convertie en fromage, la quantité de fromage fabriquée, le nombre de livres de fromage produit par cent livres de gras, la valeur marchande du fromage au point de fabrication, la valeur des sous-produits vendus, le coût de la fabrication à la livre ou au pourcentage, le prix payé aux patrons par livre de gras converti en fromage et la somme payée aux patrons.

5.—Toute fabrique produisant du beurre doit fournir un rapport selon la formule "C", donnant la quantité de lait, de crème et de gras reçue et convertie en beurre, la quantité de beurre fabriquée, le nombre de livres de beurre produit par cent livres de gras, la valeur marchande du beurre au point de fabrication, la valeur des sous-produits vendus, le coût de fabrication à la livre ou au pourcentage, le prix payé aux patrons par livre de gras convertie en beurre et la somme payée aux patrons.

6.—Les fabriques produisant du beurre et du fromage, généralement connues sous le nom de "Fabriques combinées", doivent fournir séparément les rapports mentionnés aux deux articles précédents.

7.—Toute fabrique (fromageries, beurreries, postes d'écrémage, crèmeries, etc.), vendant du lait ou de la crème à l'état naturel ou pasteurisé, doit fournir un rapport selon la formule "D" donnant la quantité de lait, de crème et de gras reçue et non convertie en fromage ou en beurre, le nombre de livres de crème ou de lait vendues au Canada et aux Etats-Unis, le prix payé aux fournisseurs par livre de gras et la somme globale remise aux patrons.

8.—Toute fabrique doit, dans chacun des rapports mentionnés aux articles 3, 4, 5, 6 et 7 ci-dessus, indiquer le nombre de ses fournisseurs (patrons) et au 1er juillet, donner le nombre de vaches dont la production alimente la fabrique.

9.—Toute fabrique recevant du lait et de la crème d'autres fabriques ou postes d'écrémage doit ajouter à son rapport du mois de juillet une liste de ces fabriques, en donnant la désignation, le numéro d'enregistrement et les nom et adresse de ou des propriétaires.

10.—Les rapports ci-dessus seront confidentiels au Ministère Provincial de l'Agriculture.

Emané à Québec, P. Q., ce (21) vingt et unième jour de juin 1934.

L'Inspecteur Général,
GEO. CAYER.

a report on the operations of his establishment, by filling in the forms supplied for the purpose, of which a fac-simile is appended to the present order.

2.—In the ten days following the end of every month, they must send to the Agricultural Statistical Division, Department of Agriculture, Quebec, a report according to form A" of the appendix, as under the designation S.A. 149, giving the quantity of butter and cheese manufactured and the quantity of milk and cream sold in their natural state, during that month.

3.—In the thirty days following the end of each month, they must send to the address given in the preceding article, a complete statement of their operations during that month, in accordance with articles 4, 5, 6, 7, 8 and 9 below and the form B" C" and D" of the Appendix.

4.—Every factory manufacturing cheese is to furnish a report, according to form B, giving the quantity of milk and butter fat received and converted into cheese, the quantity of cheese manufactured, the number of pounds of cheese manufactured from a hundred pounds of butter fat, the market value of the cheese at the factory, the value of the by-products sold, the cost of making by the pound or by percentage, the price paid to the patrons by pound of butter fat converted into cheese and the sum paid to the patrons.

5.—Every factory making butter should furnish a report, according to form C, giving the quantity of milk, cream and butter fat received and converted into butter, the quantity of butter manufactured, the number of pounds of butter manufactured from a hundred pounds of butter fat, the market value of the butter at the factory, the value of by-products sold, the cost of making by the pound or by percentage, the price paid to patrons by pounds of butter fat converted into butter and the sum paid to the patrons.

6.—Factories making butter and cheese, generally known as "Combined factories", should furnish separately the reports mentioned in the two preceding articles.

7.—Every factory (cheese, butter, skimming stations, creameries, etc.), selling milk or cream natural or pasteurized, should furnish a report according to form D, giving the quantity of milk, cream and butter fat received and not converted into cheese or butter, the number of pounds of cream and milk sold in Canada and the United States, the price paid to suppliers by pound of butter fat and the lump sum given to the patrons.

8.—Every factory should, in each of the reports mentioned in articles 3, 4, 5, 6 and 7 above, indicate the number of its suppliers (patrons) and, on the first of July, give the number of cows supplying the factory.

9.—Every factory, receiving milk or cream from other factories or skimming stations, should add to its report for the month of July a list of these factories, giving the name, the registered number and the name and address of the proprietor or proprietors.

10.—The reports will be considered confidential to the Department of Agriculture.

Given at Quebec, P. Q., this 21st. day of June, 1934.

GEO. CAYER,
General Inspector.

APPENDICE

FAC-SIMILE DES FORMULES D,C,B,A

ET DE L'ENVELOPPE FOURNIES.

No. d'enregistrement (Ottawa) Registration No. _____

MINISTERE DU COMMERCE
Bureau Fédéral de la Statistique
Ottawa.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
Department of Agriculture
Quebec

Division No. _____
Ordre—Order No. _____

SERVICE DE L'INDUSTRIE ANIMALE
Live Stock Branch

SECTION: INDUSTRIE LAITIERE
Dairy Section

CREME & LAIT
CREAM & MILK

RAPPORT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS POUR LE MOIS DE _____ 193__
Summary report for the operations of the month of

COMTÉ
County _____

Répartitions du mois de ____ Dividends for the month of		Lait reçu à la Fabrique et non converti en beurre. Milk received and not made into butter. Lbs	Crème reçue à la Fabrique et non convertie en beurre. Cream received and not made into butter. Lbs	Gras total dans le lait et la crème non convertie en beurre. Total Fat from milk and cream not made into butter. Lbs	Crème vendue au Canada. Cream sold in Canada. Lbs	Crème vendue aux Etats-Unis. Cream sold to United States. Lbs	Lait vendu en nature au Canada. Fresh Milk sold in Canada. Lbs	Lait vendu en nature aux Etats-Unis. Fresh milk sold to United States. Lbs	Prix la livre de gras. Price per pound of fat. $	Sommes payées aux patrons. Amounts paid to patrons. $
DATES	DATES									
1er du 1st from	au to									

(D)

CONFIDENTIEL

MINISTÈRE DU COMMERCE — *DEPARTMENT OF TRADE AND COMMERCE*
Bureau Fédéral de la Statistique — *Dominion Bureau of Statistics*
OTTAWA

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE — *DEPARTMENT OF AGRICULTURE*
Section de la Statistique — *Statistical Division*
QUEBEC

FROMAGE
CHEESE

Colligé conformément aux dispositions de la Loi de la Statistique 8-9 Geo. V. Chap. 43 et à la Loi du Ministère de l'Agriculture. S. R. Q. 1925. Chap. 51 Art. 11, telle qu'amendée par 22 Geo. V. Chap. 35.

Taken in uniformity with the requirements of the Statistics Act 8-9 Geo. V. Chap. 43 and the Law of the Department of Agriculture R.S.Q. 1925, Chap. 51 Art. 11, as amended by 22 Geo. V. Chap. 35.

Rapport sommaire des opérations pour le mois de _____ 193__
Summary Report of the operations for the month of

Répartitions du mois de ____ Dividends for the month of		Lait reçu à la fabrique et converti en fromage. Milk received at the factory and made into cheese Lbs	Nombre de livres de GRAS dans le lait Total FAT from Milk	Livres de FROMAGE par 100 livres de GRAS. Lbs. of CHEESE per 100 Lbs of FAT	Nombre de livres de FROMAGE fabriquées Quantity of CHEESE made Lbs	Sommes brute reçue pour la vente du fromage Selling value of cheese $	Sommes reçues pour la vente des sous-produits By Products' selling value $	Prix de fabrication par LB ou % Making cost per LB or % $	Prix de la livre de GRAS Price per Lb of FAT $	Somme payée aux Patrons. Amount paid to Patrons. $
DATES	DATES									
1er du 1st from	au to	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
16me du 16th from	au to									

(C)

CONFIDENTIEL

MINISTÈRE DU COMMERCE — *DEPARTMENT OF TRADE AND COMMERCE*
Bureau Fédéral de la Statistique — *Dominion Bureau of Statistics*
OTTAWA

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE — *DEPARTMENT OF AGRICULTURE*
Section de la Statistique — *Statistical Division*
QUEBEC

BEURRE
BUTTER

Colligé conformément aux dispositions de la Loi de la Statistique 8-9 Geo. V. Chap. 43 et à la Loi du Ministère de l'Agriculture. S. R. Q. 1925. Chap. 51 Art. 11 telle qu'amendée par 22. Geo. V. Chap. 35

Taken in uniformity with the requirements of the Statistics Act 8-9 Geo. V. Chap. 43 and the Law of the Department of Agriculture R.S.Q. 1925, Chap. 51 Art. 11 as amended by 22 Geo. V. Chap. 35.

Rapport sommaire des opérations pour le mois de _____ 193__
Summary Report of the operations for the month of

Répartitions du mois de ____ Dividends for the month of		Quantité reçue à la fabrique et convertie en beurre: Quantity received at the factory and made into BUTTER			Beurre fabriqué Butter made		Livres de Beurre par 100 Lbs de Gras Lbs. of Butter per 100 lbs of FAT	Argent rapporté par la vente du beurre Selling value of BUTTER		Valeur des sous produits vendus Value of By-Products Sold	Prix de fabrication à la Lb. ou en % Making Cost per lb or %	Prix de la Lb. de Gras Price per Lb of FAT	Argent versé aux patrons pour le lait, et la crème convertie en beurre. Amount paid to Patrons for milk and cream made into butter.
DATES	DATES	LAIT Milk Lbs	CREME Cream Lbs	Gras total Total FAT Lbs	Non pasteurisé Not pasteurized Lbs	Pasteurisé Pasteurized Lbs		Non pasteurisé Not pasteurized $	Pasteurisé Pasteurized $	Value of By-Products Sold $	Making Cost per lb or % $	Price per Lb of FAT $	$ c
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
1er du 1st from	au to												
8me du 8th from	au to												
15me du 15th from	au to												
22me du 22nd from	au to												
29me du 29th from	au to												
	TOTAUX TOTALS												

(B)

PATRONS No. _____ (Le Nombre de Patrons doit être donné chaque mois. *Number of patrons should be given each month.*

VACHES, COWS, NO. _____ (Le nombre de vaches doit être donné le 1 juillet SEULEMENT. *Number of cows should be given on July first only.*

DATE _____ 193__

Ce rapport doit être adressé dans les 20 jours qui suivent la fin du mois, dans l'enveloppe fournie à cet effet à: (STATISTIQUES AGRICOLES PARLEMENT QUEBEC)
This report should be addressed within 20 days after the end of the Month in the envelope supplied to:

Signature _____
Signature du fabricant, ou du propriétaire, ou du surintendant.
Signature of maker, or proprietor, or superintendent.

Poste—Adresse Postale _____

MINISTERE DU COMMERCE, CANADA. MINISTERE DE L'AGRICULTURE, QUEBEC.

PROVINCE DE QUEBEC
SERVICE DES RAPPORTS DE L'INDUSTRIE LAITIERE
DU BUREAU FEDERAL DE LA STATISTIQUE ET DU
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
QUEBEC.

STATISTICIEN DU DOMINION — STATISTICIEN AGRICOLE

OPERATION DU MOIS DE _____ 193__

(A)

Quantité de beurre fabriqué a) _____ Lbs
Quantité de fromage fabriqué b) _____ Lbs
Quantité de lait vendu en nature c) _____ Lbs
Quantité de crème vendue en nature d) _____ Lbs

(Signature) _____
(Propriétaire, fabricant, surintendant ou employé)

IMPORTANT :—Ce rapport doit être rempli et adressé à la STATISTIQUE AGRICOLE, Parlement, Québec, le ou avant le 6 du mois suivant.

Enregistrement No. _____ Division No. _____ No d'Ordre _____

SERVICE DE SA MAJESTÉ — STATISTIQUES FÉDÉRALES

FRANCO
PÉNALITÉ POUR EMPLOI À D'AUTRES USAGES, 1908.

SECTION DE LA STATISTIQUE AGRICOLE,
DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE,
PARLEMENT, QUÉBEC.

Bureaux-chefs

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Hudson Agency, Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 20ème jour de décembre 1933, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau à Chambre No 218 de l'Edifice Coristine, 410 rue Saint-Nicholas, dana ladite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 18ème jour de juin 1934.

Le président,

4077 CHARLES-M. ORMSTON.

Avis est donné que La Compagnie Routière, Lac Saint-Jean, Chicoutimi, constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la loi des compagnies de Québec, en date du neuvième jour de mai, mil neuf cent trente-quatre, et ayant son siège social dans la ville de Roberval, a établi son bureau rue Saint-Joseph.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Roberval, ce vingtième jour de juin mil neuf cent trente-quatre.

Le Sec.-Trés.,

4079–o ROMEO BOIVIN.

Avis est par les présentes donné que la compagnie Cartier Natural Gas Company, Limited (Libre de responsabilité personnelle)", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21ème jour de mai 1934 et ayant son bureau-chef en la cité de Hull, a établi son bureau au No 167, rue Principale, en cette cité.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Hull, le 28ème jour de mai 1934.

Le secrétaire,

4093 J.-R. CULBERT.

Avis est par le présent donné, que par le règlement 31 de la Corporation Financière Verdun, Limitée, il a été décrété de transporter le bureau principal de la compagnie au No 3695 de la rue Wellington, en la cité de Verdun.

Daté ce vingt-sixième jour de juin 1934.

Le secrétaire-trésorier,

4097–o AIMÉ PARENT.

Avis est par les présentes donné que la "Compagnie Système Téléphonique Ste. Catherine, Limitée", constituée en corporation le 28 juillet 1933, a sa principale place d'affaires et son bureau principal à Sainte-Catherine, comté de Portneuf.

La secrétaire,

4127–o ALBERTINE DUCHESNEAU.

Chief Offices

Notice is hereby given that "Hudson Agency, Limited", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 20th day of December, 1933, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Room No. 218 of the Coristine Building, 410 Saint Nicholas Street, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of June, 1934.

CHARLES M. ORMSTON,

4078–o President.

Notice is given that "La Compagnie Routière, Lac Saint-Jean, Chicoutimi", incorporated by Letters Patent pursuant to the Quebec Companies' Act, dated the ninth day of May, nineteen hundred and thirty four, and having its Head Office in the town of Roberval, has established its office on Saint Joseph Street.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the Company as being its Head Office.

Given at Roberval, this twentieth day of June, nineteen hundred and thirty four.

ROMEO BOIVIN,

4080 Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that "Cartie rNatural Gas Company, Limited (No Personal Liability)", incorporated by Letters Patent dated the 21st day of May, 1934, and having its head office in the City of Hull, has established its office at 167 Main Street, in that City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being its Head Office.

Dated at Hull, the 28th day of May, 1934.

J. R. CULBERT,

4094–o Secretary.

Notice is hereby given that under by-law 31 of the Corporation Financière Verdun, Limitée, it was enacted to move the principal place of business of the company to No. 3695 Wellington Street, in the city of Verdun.

Dated this twenty sixth day of June, 1934.

AIMÉ PARENT,

4098 Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the "Compagnie Système Téléphonique Ste. Catherine, Limitée", incorporated the 28th of July, 1933, has its principal place of business and head office at Sainte Catherine, county of Portneuf.

ALBERTINE DUCHESNEAU,

4128 Secretary.

Charte:—Abandon de

"HÔPITAL GÉNÉRAL DE VERDUN"

L'"Hôpital Général de Verdun", donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la Province pour lui demander la

Charter:—Surrender of

"HÔPITAL GÉNÉRAL DE VERDUN"

The "Hôpital Général de Verdun", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of this Province for leave

permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur de fixer.

Fait à Verdun, ce 29ème jour de juin 1934.

Le secrétaire,
EUGÈNE COTÉ.

4081–o

to surrender its charter from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Verdun, this 29th. day of June, 1934.

EUGÈNE COTÉ,
Secretary.

4082–o

Département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries

Avis public est donné qu'une société de colonisation a été établie sous le nom de Société de Colonisation du Diocèse de Sherbrooke, dans le district électoral de Sherbrooke, par certificat en date du 29 juin, enregistré au bureau du Régistraire de la Province le 3 juillet 1934, dans le Libro H, folio 346.

Les officiers de la dite Société sont monsieur le chanoine O.-Z. Letendre, président, M. Abel Marion, vice-président, M. Louis-F. Coderre, secrétaire-trésorier, et messieurs les abbés Albert Tétrault, Armand Malouin, Léon Ledoux, et M. Adélard Colette, membres du conseil d'administration. Le siège des affaires de la Société est à Sherbrooke.

Québec, le 29 juin 1934.

Le sous-ministre de la Colonisation,
de la Chasse et des Pêcheries,
L.-A. RICHARD.

4139–o

Department of Colonization, Game and Fisheries

Public notice is given that a Society of Colonization has been established under the name of "Société de Colonisation du Diocèse de Sherbrooke", in the electoral district of Sherbrooke, by certificate dated the 29th of June, registered at the office of the Registrar of the Province, the 3rd. of July, 1934, in Libro H, folio 346.

The officers of the said Society are Reverend Canon O. Z. Letendre, president, Mr. Abel Marion, vice-president, Mr. Louis F. Coderre, secretary-treasurer and the reverend abbés Albert Tétrault, Armand Malouin, Léon Ledoux and Mr. Adelard Colette, members of the Board of Directors. The principal place of business of the Society is at Sherbrooke.

Quebec, June 29th., 1934.

L. A. RICHARD,
Deputy-Minister of Colonization,
Game and Fisheries.

4140

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 18 juin 1934.

MM. Joseph Fauteux, Félix Duranleau, Cyrille Crète, Wilfrid Robidas, tous quatre cultivateurs, et Sinaï Perras, marchand, tous de Saint-Malo d'Auckland: Commissaires pour tenir la Cour de commissaires de Saint-Malo d'Auckland, comté de Compton, district de Saint-François.

Québec, le 26 juin 1934.

M. René Ménard, de Senneterre, agent d'assurance: juge de paix pour le district d'Abitibi.

M. Georges Bolduc, de North Stukely, comté de Shefford, marchand: juge de paix pour le district de Bedford.

MM. Hormidas-William Légaré, employé des Postes, et Pierre-E. Marcorelles, gérant, 2373 Est Duvernay, tous deux de la cité de Montréal: juges de paix, avec juridiction sur le district de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de Québec 1925.

Québec, le 28 juin 1934.

M. J.-A. Gillespie, de la cité de Montréal, gérant du département des crédits de la Northern Electric Company, à Montréal: juge de paix, avec juridiction sur la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de Québec 1925.

L'avis ré:—Nomination de M. J.-A. Gillespie, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* le 23 juin 1934, page 2753, est nul.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, June 18th., 1934.

Messrs Joseph Fauteux, Félix Duranleau, Cyrille Crète, Wilfrid Robidas, all four farmers, and Sinai Perras, merchant, all of Saint Malo d'Auckland: to be Commissioners for the holding of the Commissioners' Court of Saint Malo d'Auckland, county of Compton, district of Saint Francis.

Quebec, June 26th., 1934.

M. René Ménard, of Senneterre, Insurance agent: to be Justice of the Peace for the district of Abitibi.

Mr. Georges Bolduc, of North Stukely, county of Shefford, merchant: to be Justice of the Peace for the district of Bedford.

Messrs Hormidas William Legaré, postal employee, and Pierre E. Marcorelles, manager, 2373 Duvernay East, both of the city of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the district of Montreal, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of Article 358, chapter 145, Revised Statutes of Quebec, 1925.

Quebec, June 28th., 1934.

Mr. J. A. Gillespie, of the city of Montreal, manager of the Credit Department of the Northern Electric Company, at Montreal: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of Article 358, chapter 145, Revised Statutes of Quebec 1925.

The notice re:—Appointment of Mr. J. A. Gillespie, published in the *Quebec Official Gazette* of the 23rd. of June, 1934, on page 2753, is null.

M. Gordon Heitshu, de la cité de Québec: examinateur en chef des mécaniciens en tuyauterie: juge de paix, avec juridiction sur la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de Québec, 1925.

Québec, le 30 juin 1934.

M. J.-Albert Bourgault, de East-Angus: régistrateur de la division d'enregistrement de Compton.

4141–o

Mr. Gordon Heitshu, of the city of Quebec; Chief Examiner of Pipe Mechanics: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of Article 358, Chapter 145, Revised Statutes of Quebec, 1925.

Quebec, June 30th., 1934.

Mr. J. Albert Bourgault, of East Angus: to be Registrar of the Registration Division of Compton.

4142

Ventes—Loi de faillite

LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Narcisse Nadeau, marchand, Rivière Bleue, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par les présente donné que MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET, 1934, à DIX heures de l'avant-midi, (heure solaire), seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Rivière Bleue, les immeubles suivants:

ITEM A.—Un terrain—avec les bâtisses dessus construites, étant le numéro soixante-quatre-six (64–6) du cinquième rang du canton Estcourt.

ITEM B.—Un terrain faisant partie du numéro soixante quatre-neuf (Pt. 64–9) du cinquième rang du canton Estcourt, borné au nord, au sud et à l'ouest à Charles Dupont et à l'est au chemin du moulin—avec les bâtisses dessus construites.

Ces deux terrains seront vendus ensemble comme formant un seul tout, au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716–717 C. P. C. et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite et équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Rivière-du-Loup, ce douze juin, 1934.

Le syndic,
GEORGES COTÉ, N. P.

20, rue de la Cour,
Rivière-du-Loup. 3557—24–2–o

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, (En faillite), No 189. Dans l'affaire de la faillite de: "Dame Ludivine L'Abbé", veuve non-remariée de sieur Joseph Martel, des cité et district de Montréal, en sa qualité de tutrice dûment élue à Marguerite, Raymond, Marcel, Jacques, Pierrette Martel, Jean, Gill Martel, enfants issus de son mariage avec ledit Joseph Martel, failli;e et "J.-O. Bonnier", Montréal, syndic.

AVIS DE VENTE.

Avis public est par la présente donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division des faillites, district de Montréal, rendu le 15ème jour de juin 1934, il sera vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Montréal, à ONZE

Sales—Bankruptcy Act

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Narcisse Nadeau, merchant, Riviere Bleue, P. Q., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY the SEVENTEENTH day of JULY, 1934, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time), will be sold by public auction, at the parochial church door of Riviere Bleue, the following properties:

ITEM A.—A piece of land—with the buildings thereon erected, being number sixty four-six (64–6) of the fifth range, Estcourt Township;

ITEM B.—A piece of land, being a part of number sixty four-nine (Pt. 64–9) of the fifth range, Estcourt Township, bounded to the North, to the South and to the West to Charles Dupont and to the East to the road of the mill—with the buildings thereon erected.

These two pieces of land will be sold together, as forming a whole, to the highest and last bidder.

The titles and certificates may be examined in any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to articles 716–717 C. C. P. and also to article 45 of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a Sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

Riviere du Loup, June the twelfth, 1934.

GEORGES COTÉ, P. N.
Trustee.

20, Rue de la Cour,
Riviere du Loup. 3558—24–2–o

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, (In Bankruptcy), No. 189. In the matter of the bankruptcy of: "Dame Ludivine L'Abbé" unmarried widow of the late Joseph Martel, of the city and district of Montreal, in her quality of tutor duly elected to Marguerite, Raymond, Marcel, Jacques, Pierrette Martel, Jean, Gill Martel, children by her marriage with the said Joseph Martel, bankrupt; and "J.-O. Bonnier", Montreal, trustee.

NOTICE OF SALE.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, Bankruptcy Division, district of Montreal, rendered the 15th. day of June, 1934, there will be sold at the Sheriff's Office, Court House, at Montreal, at ELE-

heures de l'avant-midi (heure avancée), MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour de JUILLET, 1934, l'immeuble suivant:

Un lot de terre situé sur la rue Berri, dans el quartier Ahuntsic de la cité de Montréal, portant le numéro cent dix-sept (No 117) de la subdivision du lot numéro deux cent quarante (240) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, contenant soixante pieds de largeur par cent quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les constructions y érigées portant les numéros 10715 à 10721 inclusivement de la rue Berri.

Cette vente est faite suivant l'article 45 de la Loi de faillite et a le même effet qu'une vente par le shérif.

Daté à Montréal, ce 19ème jour de juin 1934.

Le syndic,
J.-OMER BONNIER.

Bureau: 132 Ouest rue Saint-Jacques,
Montréal, P. Q. 3765—25-2-o

VEN o'clock (Daylight Saving Time) in the forenoon, on TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of JULY, 1934, the following immovable:

An emplacement situated on Berri street, in Ahuntsic Ward of the city of Montreal, bearing cadastral number one hundred and seventeen (No. 117) of subdivision of lot number two hundred and forty (240) of the official plan and book of references of the parish of Sault aux Récollets, measuring sixty feet in width by one hundred and fourteen feet in depth, English measure and more or less—with all buildings thereon erected and bearing numbers 10715 to 10721 inclusive of Berri street.

This sale will be made pursuant to the Bankruptcy Act, article 45, and has the effect of a sheriff's sale.

Dated at Montreal, this 19th. day of June, 1934.

J. OMER BONNIER,
Trustee.

Office: 132 West Saint James Street,
Montreal, P. Q. 3766—25-2-o

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Odina Rochette, laitier, 195, Rue Latourelle, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le TRENTIEME jour de JUILLET 1934, à ONZE heures a.m. (heure avancée), sera vendu par encan public, à mon bureau No 85, rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble suivant en cette affaire:

Item "A". Un terrain ou emplacement situé en la cité de Québec, pur le niveau sud de la Rue Latourelle, connu sous le numéro cent vingt-huit de la subdivision du lot numéro trois mille sept cent cinquante-cinq (3755-128) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean de la Cité de Québec, contenant le dit terrain quarante pieds de front sur soixante pieds de profondeur, le tout moins s'il s'y trouve—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire cependant du dit lot trois pieds de profondeur sur tout le front du dit lot, que la communauté de l'Hôtel-Dieu a réservés à la cité de Québec pour l'élargissement de la dite Rue Latourelle. Tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives ou passives, sans exception ni réserve aucune.

Cet item sera offert en vente au plus haut enchérisseur.

Les lettres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du Syndic, et l'on pourra visiter la propriété en s'adressant sur les lieux.

Cet immeuble sera vendu conformément aux articles sept cent seize, sept cent dix-sept et sept cent dix-neuf-*a* (716, 717 et 719-*a*) et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Daté à Québec, ce 20ème jour de juin 1934.

Le syndic,
LUCIEN CHAREST.

Bureaux: 85, Rue Saint-Pierre,
Québec, Qué. 3811—25-2-o

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Odina Rochette, milkman, 195, Latourelle Street, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the THIRTIETH day of JULY, 1934, at ELEVEN o'clock a.m. (Daylight Saving Time), the following immovable in this matter shall be sold by public auction, at my office, No. 85, Saint Peter Street, Quebec:

Item "A". A lot of land or emplacement situate in the City of Quebec, on the South level of Latourelle Street, known under number one hundred and twenty eight of the subdivision of lot number three thousand seven hundred and fifty five (3755-128) on the official cadastre for Saint Jean Ward of the City of Quebec, said lot of land measuring forty feet in front by sixty feet in depth. the whole less, if it is so—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted however from the said lot three feet in depth by the whole front of the said lot, reserved by the Hôtel-Dieu Community in favour of the city of Quebec, for the widening of said Latourelle Street. As the whole presently subsists, with the active and passive servitudes without any exception or reserve whatsoever.

The said item will be offered for sale to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at any time by applying at the office of the Trustee, and the property may be visited by applying on the premises.

The said immovable will be sold pursuant to articles seven hundred and sixteen, seven hundred and seventeen and seven hundred and nineteen-A (716,717 and 719-A) and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Dated at Quebec, this twentieth day of June, 1934.

LUCIEN CHAREST,
Trustee.

Offices: 85 Saint Peter Street,
Quebec, Que. 3812—25-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Joseph-Adélard Lemire, notaire, Trois-Rivières, Qué., cédant-autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI le SIXIEME jour d'AOUT 1934, à NEUF heures de l'avant-midi (heure solaire) seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Marie-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, les immeubles suivants, savoir:

1. Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue Saint-Henri, en la ville du Cap de la Madeleine, connu et désigné sous le numéro cent trente de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent six (406-130) du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, mesurant trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et suivant le dit cadastre, avec droit à la ruelle située en arrière et désignée sous le No 406-171-A du dit cadastre, ainsi qu'à celle y conduisant de la dite rue Saint-Henri, du côté sud-est, connue et désignée comme faisant partie, du côté nord-ouest et près de cette ligne, du lot numéro 406-127 du dit cadastre—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un immeuble situé en la dite ville du Cap-de-la-Madeleine et composé des deux parties de terrain suivantes:

(*a*) Un emplacement faisant partie du lot numéro cent quarante-neuf (p. 149) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse du Cap-de-la-Madeleine, mesurant quarante-huit pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, à mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par un chemin qui communique du chemin public au terrain de Three Rivers Land Company (rue Mercier), en profondeur par le terrain de Johnny Dargis, du côté nord-ouest par le terrain ci-après décrit et du côté sud-est par le terrain d'un nommé Desrochers;

(*b*) Une pointe de terre située du côté sud de la rue Loranger et faisant aussi partie du dit lot numéro cent quarante-neuf (p. 149) du dit cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comprise entre le terrain susdécrit et la dite rue Loranger, mesurant dix-neuf pieds de largeur à son front sur la dite rue Mercier et dix-sept pieds de largeur à la profondeur qui est de quatre-vingt-quinze pieds sur la dite rue Loranger, le tout à mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front par la rue Mercier, du côté nord par la rue Loranger, à la profondeur, du côté est, au terrain restant à la compagnie, et du côté sud par le terrain susdécrit;

Avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

3. Un emplacement situé en la dite ville du Cap-de-la-Madeleine, mesurant quatre-vingt-quinze pieds de largeur sur une profondeur d'environ cent pieds, mesure anglaise, connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro trente-six et la partie nord-ouest du lot numéro trente-cinq de la subdivision officielle du lot primitif portant le numéro cent quatorze (114-pt. 36 et p. 35) du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain; borné en front par l'avenue Saint-Bonaventure, en arrière par le terrain de la compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, du côté sud-est par la partie du dit lot No 114-35 appartenant à

THE BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of Joseph Adelard Lemire, notary, Trois Rivières, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY the SIXTH day of AUGUST, 1934, at NINE o'clock in the forenoon (Standard Time), there will be sold by public auction at the parochial church door of Sainte Marie Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, the following immovables, to wit:

1. An emplacement situate on the Southwest side of Saint Henri Street, in the town of Cap de la Madeleine, known and designated under number one hundred and thirty of the official subdivision of lot number four hundred and six (406-130) of the official cadastre of the parish of Cap de la Madeleine, county of Champlain, measuring thirty feet in width by ninety feet in depth, English measure and according to the said cadastre—with right to the lane situate in rear and designated under No. 406-171-A of said cadastre, as well as to that leading to the said Saint Henri Street, on the Southeast side, known and designated as forming part of the Northwest side and near the said line of lot number 406-127 of said cadastre—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. An immoveable situate in the said town of Cap de la Madeleine and composed of the two parts of the following lot of land:

(*a*) An emplacement forming part of lot number one hundred and forty nine (Pt. 149) of the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Cap de la Madeleine, measuring forty eight feet and six inches in width by ninety five feet in depth, English measure and more or less; bounded in front by a road which communicates from the public road to the land of the Three Rivers Land Company (Mercier Street), in depth by the land of Johnny Dargis, on the Northwest side by the land hereinafter described and on the Southeast side by the land of a party named Desrochers;

(*b*) A point of land situate on the South side of Loranger Street and also forming part of said lot number one hundred and forty nine (Pt. 149) of said official cadastre of the parish of Cap de la Madeleine, comprised between the land hereinabove described and said Loranger Street, measuring nineteen feet in width in front on said Mercier Street and seventeen feet in width at the depth which is ninety five feet on said Loranger Street, the whole English measure and more or less; bounded in front by Mercier Street, on the North side by Loranger Street, at the depth, on the East side by the land belonging to the company, and on the South side by the land hereinabove described;

With the house thereon erected, circumstances and dependencies.

3. An emplacement situate in the said town of Cap de la Madeleine, measuring ninety five feet in width by a depth of about one hundred feet, English measure, known and designated as being the Southeast part of lot number thirty six and the Northwest part of lot number thirty five of the official subdivision of original lot bearing number one hundred and fourteen (114-Pt. 36 and Pt. 35) of the official cadastre of the parish of Cap de la Madeleine, county of Champlain; bounded in front by Saint Bonaventure Avenue, in rear by the land of the Canadian Pacific Railway Company, on the Southeast side by the part of said lot No. 114-35 belonging to Napoléon Ber-

Napoléon Bertrand, et du côté nord-ouest par la partie du dit lot No 114-36 appartenant à C.-N. Perreault—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4. Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue Sainte-Madeleine (Boulevard Forget), en la dite ville du Cap-de-la-Madeleine, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent treize (113-97) du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, contenant, d'après le dit cadastre et plus ou moins, quarante-sept pieds de largeur par quatre-vingts pieds de longueur, mesure anglaise—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P., C. et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
J.-H.-RENE DE COTRET.

Bureaux: 137 Alexandre,
Trois-Rivières, le 28 juin 1934.
4095—27-2-o

trand, and on the Northwest side by the part of said lot No. 114-36 belonging to C. N. Perreault—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. An emplacement situate on the Northwest side of Sainte Madeleine Street (Boulevard Forget) in the said town of Cap de la Madeleine, known and designated under number ninety seven of the official subdivision of lot number one hundred and thirteen (113-97) of the official cadastre of the town of Cap de la Madeleine, county of Champlain, containing, according to the said cadastre and more or less, forty seven feet in width by eighty feet in length, English measure—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said sale to be made pursuant to articles 716 and 717 of the C.C.P., and also article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions of payment: Cash.

J. H. RENE DE COTRET.
Trustee.

Offices: 137 Alexandre,
Trois Rivières, June 28, 1934.
4096—27-2

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, "En faillite", No 181: Dans l'affaire de: Joseph-Noel Turcotte, débiteur; et J.-Albert Lejour, syndic.

AVIS DE VENTE.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du régistraire de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date du 28ième jour de juin 1934, sera vendu par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal, le JEUDI, le NEUVIEME jour d'AOUT 1934, à ONZE heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné:

DÉSIGNATION.

Un emplacement ayant front sur la rue Elm, à Hochelaga, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-onze-A, de la subdivision du lot originaire numéro cent cinquante-neuf (159-91-A) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros 343-345-347 et 349 de la dite rue Elm, aujourd'hui Nos 2187 à 2191-A, rue Gascon—avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Chaque enchérisseur sera requis de déposer entre les mains du syndic une somme de deux cent cinquante dollars ($250.00) en argent ou par chèque accepté à son ordre au moment de l'enchère.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Revisés du Canada, 1927, chap. 11 et suivants et aura l'effet du décret.

Pour cahier des charges et autres informations s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-ALBERT LEJOUR.

261, Sainte-Catherine Ouest,
Montréal.
Tel. Lancaster 8253-4 4129—27-2-o

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, "Sitting in Bankruptcy", No. 181: In the matter of: Joseph Noel Turcotte, debtor; and J. Albert Lejour, trustee.

NOTICE OF SALE.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated June 28th., 1934, there will be sold by public auction, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the NINTH day of AUGUST, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immovable hereinafter designated.

DESCRIPTION.

An emplacement fronting on Elm Street, at Hochelaga, in the city of Montreal, known and designated under number ninety one A, of the subdivision of the original lot number one hundred fifty nine (159-91-A) of the official plan and book of reference for the incorporated Village of Hochelaga—with the buildings thereon erected, bearing numbers 343-345-347 and 349 of the said Elm Street, presently Nos. 2187 to 2191 A, Gascon Street—wtih servitudes active or passive, apparent or otherwise, annexed to the said immovable.

A deposit of two hundred fifty dollars ($250.00) will be required from each bidder, in cash or by an accepted cheque to the order of the trustee before bidding.

The said sale will be made in virtue of article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chap. 11 and following, and will have the effects of a Sheriff's sale.

For book of charges and other information, apply to the undersigned.

J.-ALBERT LEJOUR,
Trustee.

261, Sainte Catherine West,
Montreal.
Lancaster 8253-4 4130—27-2-o

Vente pour taxes municipales

CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES.

Avis public est par le présent donné que MERCREDI, le PREMIER jour d'AOUT, 1934, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du Greffier de la cité, dans l'Hôtel de Ville, de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous mentionnés, situés dans la cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

Un emplacement situé au côté nord-est de la rue du Platon, en la cité des Trois-Rivières, et composé des parties de terrain suivantes:—

(*a*) Trois lots de terre connus et désignés sous les numéros sept cent trente-deux, sept cent trente-trois et sept trente-quatre (732, 733 et 734) du cadastre officiel d'enregistrement fait pour la cité des Trois-Rivières; sauf à distraire des dits lots de terre la partie qui en a été vendue au front par A. N. Gauthier, à la Corporation de la cité des Trois-Rivières, pour l'élargissement de la dite rue Du Platon, suivant acte devant T.-E. Normand, notaire, le 17 octobre 1908, et dûment enregistré, et mesurant en moyenne, la dite partie vendue, cent dix-sept pieds et quarante-six centièmes de pied de largeur sur une longueur moyenne de quatorze pieds et quatre-vingt-seize centièmes, formant une superficie de dix-sept cent cinquante-sept pieds et deux pouces, mesure anglaise;

(*b*) Une certaine partie de terrain située en arrière de la bâtisse des bureaux publics du Gouvernement Fédéral et connue et désignée comme faisant partie du lot numéro sept cent quarante-deux (No 742) du dit cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant cent quarante-quatre pieds de longueur, plus ou moins, par neuf pieds de largeur, plus ou moins, et située à la profondeur des lots de terre ci-dessus décrits et du lot No 731 du dit cadastre, tel que le dit terrain est plus amplement décrit dans l'acte de donation consentie au dit A. N. Gauthier en date du 2 janvier 1904 et enregistré au bureau du Régistraire Général du Canada.

Avec la maison et toutes les autres bâtisses occupées actuellement par l'Hôtel Victoria, sur le dit emplacement, et toutes les autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Les dimensions données ci-dessus ne sont pas garanties comme précises.

Par ordre,

Le greffier,

4143—27-2-o ARTHUR BÉLIVEAU.

Sale for municipal taxes

CORPORATION OF THE CITY OF TROIS RIVIERES.

Public notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FIRST day of AUGUST, 1934, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the City Clerk, in the City Hall, in the City of Trois Rivieres, the lands and hereditaments hereinbelow mentioned, situate in the City of Trois Rivieres, shall be sold as being encumbered with taxes which have remained unpaid within the six months following the notice of the fyling of the roll, as required by law, to wit:

An emplacement situate on the Northeast side of "Du Platon" Street, in the city of Trois Rivieres, and composed of the following parcels of land:

(*a*) Three lots of land known and designated under numbers seven hundred and thirty two, seven hundred and thirty three and seven hundred and thirty four (732, 733 and 734) on the official cadastre made for the city of Trois Rivieres; save to be deducted from the said lots of land the part thereof, in front, sold by A. N. Gauthier, to the Corporation of the city of Trois Rivieres, for the widening of the said "Du Platon" Street, as per deed before T. E. Normand, notary, on the 17th. of October 1908, and duly registered, and the said sold part containing an average measurement of one hundred and seventeen feet and forty six hundredths of a foot in width by an average length of fourteen feet and ninety six hundredths, containing an area of seventeen hundred and fifty seven feet and two inches, English measure;

(*b*) A certain parcel of land situate in the rear of the Federal Government Public Offices Building and known and designated as forming part of lot number seven hundred and forty two (Pt. 742) of said cadastre for the city of Trois Rivieres, measuring one hundred and forty four feet in length, more or less, by nine feet in width, more or less, and situate at the depth of those lots of land hereinabove described, and of lot No. 731 of said cadastre, as said lot of land is more fully described in the deed of donation granted to the said A. N. Gauthier, dated January 2nd., 1904, and registered at the Office of the General Registrar of Canada.

With the house and all the other buildings actually occupied by the Hotel Victoria, on the said emplacement, and all the other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The measurements hereinabove given not being guaranteed as exact measurement.

By Order,

ARTHUR BELIVEAU,

4144—27-2 Clerk.

Avis divers

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 1

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Séance du vendredi 29 juin 1934, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10.30 heures A. M.

Miscellaneous Notices

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 1

EXCERPT FROM THE PROCEEDINGS OF THE MEETINGS OF THE DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Meeting of Friday, June 29, 1934, held at the office of the Dairy Industry Commission, at Montreal, at 10.30 A. M.

Présents: M. H.-C. Bois, président, MM. R.-G. Davidson et Théo-J. Lafrenière, commissaires, M. Marc-H. Hudon, secrétaire, et M. Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Vu la convention intervenue entre les marchands de lait de la région de Montréal, telle que délimitée ci-dessous, et leurs producteurs-fournisseurs, lors de la réunion des uns et des autres ou de leurs représentants, les 27 et 28 juin 1934;

Vu que cette convention porte sur le prix du lait et qu'il a été expressément entendu qu'à l'avenir les marchands de lait paieraient à leurs fournisseurs $1.45 net F.A.B. Montréal, pour chaque 100 libres de lait dosant 3.5% de matières grasses reçu à leur fabrique, et verseraient entre les mains de la Commission un demi-sou par 100 livres dont une partie du produit serait donné à l'Association des Producteurs de Lait de Montréal, au pro-rata des quantités fournies aux marchands de lait par ses membres en règle avec leur Association, et l'autre partie serait utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Montréal;

Vu qu'il est entendu que ce prix de $1.45 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait, conformément aux stipulations du règlement concernant le paiement du lait et de la crème dans les fabriques du district de Montréal, édicté par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le 22 juin 1934 (Arrêté-en-Conseil No 1584);

Vu les pouvoirs conférés à la Commission de l'Industrie Laitière par les paragraphes 4, 5, 6 et 8 de l'article 13 de la Loi des Produits Laitiers, (Statuts refondus, 1925, chapitre 63 remplacé par 23 Georges V, chapitre 24 et amendé par 24 Georges V, chapitre 27);

Il est résolu à l'unanimité:

Que la Commission de l'Industrie Laitière approuve la convention ci-dessus et la rend obligatoire pour tout marchand de lait opérant dans la région de Montréal;

Que toute vente et toute livraison de lait ou de crème, ou de lait et de crème, faite seule ou en combinaison avec un autre article de commerce, à un prix inférieur au prix courant du lait ou de la crème, ou de la combinaison du lait ou de la crème avec tout autre article, sont interdites dans la province.

Pour les fins de la présente ordonnance:

a) Les mots "région de Montréal" comprennent les municipalités suivantes, situées dans le district judiciaire de Montréal, savoir:

La cité de Montréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville de Montréal-Ouest, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la cité de Longueuil, la cité de Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-Est, la ville de Mont-Royal, la ville de Saint-Laurent, la ville de Saint-Michel, la ville de Montréal-Nord, la ville de Saint-Pierre et la ville de Lasalle.

b) Les mots "marchand de lait" doivent être définis tel qu'ils le sont par le paragraphe 13 de l'article 2 de ladite Loi des Produits Laitiers.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente résolution dans le plus prochain numéro de la *Gazette Officielle de Québec*.

(Signé) MM. H.-C. BOIS, président.
R. G. DAVIDSON,
THEO-J. LAFRENIÈRE.
Certifié, M.-H. HUDON,
Secrétaire Commission de l'Industrie laitière.
Québec, ce 29ième jour de juin 1934. 4149–o

Present: Mr. H. C. Bois, president, Messrs. R. G. Davidson and Theo J. Lafreniere, commissioners, Mr. Marc H. Hudon, secretary, and Mr. Germain Beaulieu, legal advisor.

Considering the convention agreed to by the milk dealers of the region of Montreal, such as delimited below, and their producer-suppliers, during the meeting of both or of their representatives, on June 27 and 28, 1934;

Considering that this convention concerns the price of milk and that it has been expressly understood that, from now on, milk dealers will pay to their suppliers $1.45 net F.O.B. Montreal, for each 100 pounds of milk on a 3.5% butterfat basis received at their factory, and will remit into the hands of the Commission half a cent per 100 pounds, part of the product of which will be given to the Milk Producers' Association of Montreal, and the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry in the Montreal region;

Considering that it is understood that this price of $1.45 is susceptible of increasing or decreasing following the variations of the butterfat percentage contained in the milk, conformably to the stipulations of the regulation concerning the payment of milk and cream in the factories of the district of Montreal, edicted by the Lieutenant-Governor in Council, June 22, 1934 (Order-in-Council No. 1584);

Considering the powers given the Dairy Industry Commission by the paragraphs 4, 5, 6 and 8 of article 13, of the Dairy Products Act (Revised Statutes, 1925, chapter 63 replaced by 23 George V, chapter 24 and amended by 24 George V, chapter 27);

It is unanimously resolved:

That the Dairy Industry Commission approves of the convention above-mentioned and makes it obligatory for any milk dealer in the Montreal region;

That any sale or delivery of milk or of cream, or of milk and cream, alone or in combination with any other article of trade, at a price lower than the current price of milk or cream, or of the combination of milk or cream with any other article, is prohibited in the province.

In this Ordinance:

a) The words "Montreal region" include the following municipalities, situated in the judiciary district of Montreal, namely:

The city of Montreal, the city of Outremont, the city of Westmount, the town of Montreal-West, the city of Verdun, the city of Lachine, the city of Longueuil, the city of Saint Lambert, the town of Dorval, the town of Pointe Claire, the town of Montreal-East, the town of Mount-Royal, the town of Saint Laurent, the town of Saint Michel, the town of Montreal-North, the town of Saint Pierre and the town of Lasalle.

b) The words "milk dealer" must be defined such as they are by paragraph 13 of article 2 of the Dairy Products Act.

The present Order will come into force the day of its publication in the *Official Gazette of Quebec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present resolution in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

(Signed) Messrs. H. C. BOIS, president.
R. G. DAVIDSON,
THEO J. LAFRENIERE.
Certified, M. H. HUDON,
Secretary Dairy Industry Commission.
Quebec, this 29th day of June 1934. 4150–o

VENTES PAR LE SHÉRIF

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: No 440. LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, demanderesse; vs RAOUL PARENTEAU, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots Nos 17A, 18A du 7ème rang et le lot No 17E du 8ème rang, tous du cadastre officiel du canton de Shipton, comté de Richmond—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-de-Danville, le NEUVIEME jour d'AOUT 1934, à DIX heures de l'avant-midi, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, P. Q., le 3 juillet 1934.
[Première publication, le 7 juillet 1934]
4115—27-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: No 1101. JOSEPH MAILHIOT, fils, demandeur; vs ISAIE BÉDARD, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Le lot No 26C du 12e rang du cadastre officiel du canton de Blandford, contenant environ 45 acres en superficie—circonstances et dépendances.

2. Le lot No 26B du 11e rang du cadastre officiel sus-mentionné, contenant environ 129 acres en superficie—circonstances et dépendances.

Pour être vendus, en un seul lot, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis-de-Blandford, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET 1934, à DIX heures de l'avant-midi, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, le 11 juin 1934. 3559—24-2-o
[Première publication, le 16 juin 1934]

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: No. 440. LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, plaintiff; vs RAOUL PARENTEAU, defendant.

As belonging to the defendant:

The lots Nos. 17A, 18A of the 7th range and the lot No. 17E of the 8th range, all of the official plan and book of reference for the township of Shipton, in the county of Richmond—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne de Danville, on the NINTH day of AUGUST, 1934, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, July 3rd., 1934.
[First publication, July 7th., 1934]
4116—27-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: No. 1101. JOSEPH MAILHIOT, junior, plaintiff; vs ISAIE BEDARD, defendant.

As belonging to the defendant:

1. The lot No. 26C of the 12th. range of the official plan and book of reference for the township of Blandford, containing about 45 acres in superficies—circumstances and dependencies.

2. The lot No. 26B the 11th range of the official plan above mentioned, containing about 129 acres in superficies—circumstances and dependancies.

To be sold, in only one lot (en bloc) at the parochial church door of Saint Louis de Blandford, on the SEVENTEENTH day of JULY, 1934, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, June 11th., 1934. 3560—24-2-o
[First publication, June 16th., 1934]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: No 7217. NAPOLEON PEPIN demandeur; contre DOLOR FOSTER, défendeur.

Un certain emplacement ou lopin de terre de forme irrégulière, et mesurant quatre-vingt-deux pieds (82) anglais en front, au chemin public, en largeur, et soixante et six pieds de largeur au bout de la profondeur, et, en profondeur, étant délimitée par des bornes que les parties au contrat de vente par Gédéon Bourque à Dame Florida Roy, déclarant avoir été posées le 24 septembre 1928, et parfaitement connaitre, borné

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: No. 7217. NAPOLEON PEPIN, plaintiff; vs DOLOR FOSTER, defendant.

A certain emplacement or parcel of land of irregular figure, and measuring eighty two (82) feet English measure, in front, on the public road, in width, and sixty six feet in width at the end of the depth, and in depth, being limited by the boundaries which the parties to the deed of sale by Gédéon Bourque to Dame Florida Roy, declare to have been placed the 24th of September 1928, and to know perfectly, bounded

en front, au chemin public, au sud, au terrain de la Fabrique, et des autres côtés, au terrain de Gédéon Bourque, ou représentants, lequel dit lopin de terre fait partie du lot de terre numéro trente-deux "A" (Ptie 32A) suivant le plan et le livre de renvoi officiel pour le rang un, (1) du cadastre du canton Jersey, comté de Beauce—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET 1934 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 11 juin 1934.
[Première publication, 16 juin, 1934]
3537—24-2-o

in front by the public road, on the South by the land of the Fabrique and on the other sides by the land of Gédéon Bourque, or representatives, the said parcel of land forming part of the lot of land number thirty two-A (Pt. 32-A) according to the official plan and book of reference for the first (1) range on the cadastre for the township of Jersey, county of Beauce—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church-door of the parish of Saint Martin, on the SEVENTEENTH day of JULY, 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, June 11, 1934.
[First publication, June 16th., 1934]
3538—24-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 14027. HONORÉ DUMONT, demandeur; contre JOSEPH GRENIER, défendeur.

Le lot numéro cinquante-sept (57) du cadastre pour le troisième rang, du canton Jersey—avec bâtisses circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET 1934 à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 11 juin 1934.
[Première publication, 16 juin, 1934]
3535—24-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 14027. HONORE DUMONT, plaintiff; against JOSEPH GRENIER, defendant.

Lot number fifty seven (57) on the cadastre for the third Range of Jersey—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Martin, on the SEVENTEENTH day of JULY, 1934, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, June 11, 1934.
[First publication, June 16th., 1934]
3536—24-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir. No 14375. DAME CÉLINA POULIN, demanderesse; *es-qualité*, vs REGINA BUREAU, défendeur; et WILFRID TOULOUSE, Mis-en-cause.

Un emplacement à Shenley, faisant partie du lot numéro seize K (Ptie 16K) du cadastre officiel, pour le huitième rang du canton de Shenley sud, comté de Beauce, borné en front au chemin public, en arrière au fossé séparant le dit emplacement de celui de Jean Jobin, d'un côté à une rue publique, et de l'autre côté au terrain de Hormidas Veilleux—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Honoré-de-Shenley, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, le 11 juin 1934.
[Première publication, le 16 juin 1934]
3539—24-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 14375. DAME CELINA POULIN, plaintiff; *es-qualité;* vs REGINA BUREAU, defendant; and WILFRID TOULOUSE, *Mis-en-cause.*

An emplacement situate at Shenley, forming part of lot number sixteen-K (Pt. 16-K) on the official cadastre for the eighth range of the township of Shenley South, county of Beauce, bounded in front by the public road, in rear by the ditch separating the said emplacement from that of Jean Jobin, on one side by the public Street, and on the other side by the land of Hormidas Veilleux—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Honore de Shenley, on the NINETEENTH day of JULY next, 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, June 11th., 1934.
[First publication, June 16th., 1934]
3540—24-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Chicoutimi, à savoir: No 5373. EUDORE BOIVIN, avocat, de Chicoutimi, demandeur; vs LOUIS SAVARD, cultivateur, de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, défendeur.

1. Une terre formée du lot numéro quatre (4), du premier rang est, au cadastre officiel du canton

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Chicoutimi, to wit: No. 5373. EUDORE BOIVIN, advocate, of Chicoutimi, plaintiff; vs LOUIS SAVARD, farmer, of Sainte Anne de Chicoutimi, defendant.

1. A farm composed of lot number four (4) of the first East range, of the official cadastre of

Tremblay, contenant une superficie d'environ 82 acres—avec bâtisses dessus érigées et dépendances, sauf à distraire:

a. La partie vendue par M. Louis Savard à M. Joseph Savard, fils Wilfrid, suivant acte passé devant D. Maltais, N.P., le 17 juillet 1913, No 3701 de ses minutes, enregistré à Chicoutimi le 22 septembre 1920, sous le No 34,014;

b. La partie de l'aqueduc de la Corporation du Village de Sainte-Anne, qui peut se trouver sur la ferme susdécrite, laquelle partie d'aqueduc a été vendue à cette Corporation par M. Johnny Tremblay, Emilien, suivant acte passé devant Georges St-Pierre, N.P., le 22 juillet 1919, No 14,623, enregistré à Chicoutimi, le 11 octobre 1922, sous le No 38,342;

c. Le droit pour la Corporation du Village de Sainte-Anne de garder, laisser ou maintenir les tuyaux de cet aqueduc, avec le droit d'accès à iceux, pour les réparer ou remplacer, au cas de besoin, sur ledit lot No 4, du premier rang Est, du canton Tremblay, et ce aussi longtemps que ledit aqueduc continuera d'exister, le tout tel que concédé à cette Corporation par ledit M. Louis Savard, suivant acte passé devant Henri Girard, N. P., le 28 août 1922, No 6423 de ses minutes, enregistré à Chicoutimi le 30 août 1922, No 38,122;

d. La partie de ce lot vendue par M. Louis Savard à Les Commissaires d'Ecoles du canton Tremblay, suivant acte enregistré à Chicoutimi, le 18 juillet 1928, No 51232;

e. Aussi la partie de ce lot vendue à M. Joseph Gauthier, père, suivant acte enregistré à Chicoutimi, le 28 décembre 1929, No 54,016;

f. La partie de ce lot vendue par le Conseil de Comté pour le district de Chicoutimi, le 2 mars 1933, suivant avis enregistré à Chicoutimi, le 9 mars 1933, No 69, rectifiée par acte enregistré à Chicoutimi, le 22 juillet 1933, No 59,255, et décrite comme suit:

Un terrain de quinze (15) acres en superficie, formant partie du lot numéro quatre (4) du premier rang est, du canton Tremblay, au cadastre officiel dudit canton, sur toute la largeur du lot, moins le coin sud-est, appartenant à M. Jos. Gauthier. Ledit terrain est borné au sud par la Rivière Saguenay et M. Jos. Gauthier, à l'est, partie par Jos. Gauthier et partie par M. Johnny Tremblay, à l'ouest par David Brassard, et au nord par le résidu dudit lot, appartenant à Louis Savard, et à une distance suffisante pour former les 15 acres en superficie.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, en le village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, district de Chicoutimi, JEUDI, le NEUVIEME jour d'AOUT, mil neuf cent trente-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du Shérif. LÉONIDAS GAGNÉ.
Chicoutimi, ce 3 juillet 1934. 4117—27-2-o
[Première publication, 7 juillet 1934]

the township of Tremblay, containing an area of about 82 acres—with the buildings thereon erected and dependencies, save to be deducted:

a. That part sold by Mr. Louis Savard to Mr. Joseph Savard, son of Wilfrid, according to deed passed before D. Maltais, N.P., on the 17th of July, 1913, No. 3701 of his minutes, registered at Chicoutimi, on the 22nd of September, 1920, under No. 34,014;

b. That part of the Aqueduct of the Corporation of the Village of Sainte Anne, which is situate on the aforesaid farm, which part of the Aqueduct was sold to the said Corporation by Mr. Johnny Tremblay, Emilien, according to deed passed before Georges St-Pierre, N.P., on the 22nd of July, 1919, No 14,623, registered at Chicoutimi, on the 11th of October, 1922, under No. 38,342;

c. The right for the Corporation of the Village of Sainte Anne to keep, allow or maintain the pipes of the said Aqueduct, with right of access thereto, to repair or replace same, as needs be, on said lot No. 4 of the first East range, of the township of Tremblay, and such as long as the said Aqueduct shall continue to exist, the whole as assigned to the said Corporation by the said Mr. Louis Savard, according to deed passed before Henri Girard, N.P., on the 28th of August, 1922, No. 6,423 of his minutes, registered at Chicoutimi on the 30th of August, 1922, No. 38,122.

d. That part of the said lot sold by Mr. Louis Savard to the School Commissioners of the township of Tremblay, according to deed registered at Chicoutimi, on the 18th of July, 1928, No. 51232;

e. Also that part of the said lot sold to Mr. Joseph Gauthier, Sr., according to deed registered at Chicoutimi, on the 28th of December, 1929, No. 54016;

f. That part of the said lot sold by the County Council for the district of Chicoutimi, on the 2nd of March, 1933, according to a notice registered at Chicoutimi, on the 9th of March, 1933, No. 69, rectified by deed registered at Chicoutimi, on the 22nd of July, 1933, No. 59,255 and described as follows:

A lot of land of fifteen (15) acres in area, forming part of lot number four (4) of the first East range, of the township of Tremblay, upon the official cadastre of the said township, by the whole width of the lot, less the southeast corner, belonging to Mr. Jos. Gauthier. The said lot of land is bounded on the South by the Saguenay river, and Mr. Jos. Gauthier, on the East, partly by Jos. Gauthier and partly by Mr. Johnny Tremblay, on the West by David Brassard, on the North by the residue of said lot, belonging to L. Savard, and at a sufficient distance to form 15 acres in area.

To be sold at the church door of Sainte Anne de Chicoutimi, in the village of Sainte Anne de Chicoutimi, district of Chicoutimi, on THURSDAY the NINTH day of AUGUST nineteen hundred and thirty four, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉONIDAS GAGNÉ,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Chicoutimi, July 3rd, 1934. 4118—27-2
[First publication, July 7th, 1934]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: LA CAISSE POPULAIRE DE SAINTE-ADELAIDE (Gaspé), société coopérative régie par la loi des Syndicats de Québec, ayant son siège social No 2147.

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit: LA CAISSE POPULAIRE DE SAINTE ADELAIDE (Gaspé), a co-operative society governed by the Quebec Syndicates' Act, having its principal No. 2147.

en la municipalité de Sainte-Adélaïde de Pabos, comté et district de Gaspé, demanderesse; vs CHARLES LEBLANC, cultivateur, domicilié à Sainte-Adélaïde susdit, conté et district susdits, défendeur.

Une certaine propriété sise et située au premier rang de la municipalité de Pabos étant les lots numéros soixante et un "A" et soixante et un "B" (61A et 61B) du dit premier rang de la dite municipalité circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Adélaïde de Pabos, le NEUVIEME jour d'AOUT 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JAS. T. TUZO.
Percé, P. Q., 3 juillet 1934. 4135—27-2-o
[Première publication, 7 juillet, 1934]

place of business in the municipality of Sainte Adelaide de Pabos, county and district of Gaspé, plaintiff; vs CHARLES LEBLANC, farmer, domiciled at Sainte Adelaide aforesaid, county and district aforesaid, defendant.

A certain property lying and situate in the first range of the municipality of Pabos, being lots numbers sixty one-A and sixty one-B (61-A and 61-B) of the said first range of the said municipality, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church-door of Sainte Adelaide de Pabos, on the NINTH day of AUGUST, 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P. Q., July 3, 1934. 4136—27-2
[First publication, July 7th., 1934]

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 4825. EDDIE COTE, gérant, de l'endroit appelé Papineauville, district de Hull, demandeur; vs DAME JULIA THERRIEN, veuve de feu Willie Breault, de son vivant ferblantier, ci-devant du village de Thurso, district de Hull, et actuellement des cité et district de Montréal, défenderesse.

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Thurso, comme étant le lot numéro soixante-et-douze—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean l'Evangéliste de Thurso, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain,à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.
Hull, le 12 juin, 1934. 3563—24-2-o
[Première publication, 16 juin, 1934]

HULL

Superior Court.—District of Hull.

No. 4825. EDDIE COTE, manager, of the place called Papineauville, district of Hull, plaintiff; vs DAME JULIA THERRIEN, widow of the late Willie Breault in his lifetime tinsmith, heretofore of the Village of Thurso, District of Hull, and actually of the City and District of Montreal, defendant.

An emplacement known and designated on the official plan and book of reference for the Village of Thurso, as being lot number seventy two—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean l'Evangeliste de Thurso, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

I. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, June 12, 1934. 3564—24-2
[First publication, June 16th., 1934]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: No 3140. LA CITE DE SAINT-JEAN, corporation municipale, ayant son siège d'affaires en la dite cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, demanderesse; vs GABRIEL COTE, de Champlain, New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Un morceau de terrain situé au côté ouest de la rue Saint-Pierre, en la cité de Saint-Jean, étant la partie sud du lot numéro neuf cent sept (No 907) du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean, mesurant, cette dite partie sud, quarante-huit pieds et demi, de largeur, mesure anglaise, plus ou moins, à partir de la ligne sud du dit lot No 907 jusqu'à la moitié du passage ci-après mentionné, sur toute la profondeur du dit lot, savoir: cent quarante-quatre pieds de longueur, mesure française, bornée en front à l'est par la rue Saint-Pierre, en profondeur, à l'ouest par le lot No 908 dudit cadastre, au côté nord par la partie nord dudit lot No 907 appartenant à Charles-Emile Côté et au côté sud par le lot No 910 dudit cadastre—avec maison en bois à deux logis et une

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: No. 3140. THE CITY OF SAINT JOHNS, a municipal corporation, having its business place in the said city of Saint Johns, in the district of Iberville, plaintiff; vs GABRIEL COTE, of Champlain, New York, one of the United States of America, defendant.

Seized as belonging to the said defendant.

A piece of land situated on the West side of Saint Peter Street, in the city of Saint Johns, being the South part of lot number nine hundred and seven, (No. 907) of official cadastre of the town of Saint Johns, measuring this said South part forty eight feet and a half in width, english measure, more or less, from the South line of said lot No. 907 to the half of the way hereafter mentioned, by all the depth of said lot, to wit: one hundred and forty four feet in length, French measure, bounded in front on the East side by Saint Peter Street, in depth, on the West side by the lot No. 908 of said cadastre, on the North side by the North part of said lot No. 907 belonging to Charles Emile Côté and on the South side by the lot No. 910 of said cadastre—

remise dessus construites et avec un passage mitoyen pour l'utilité de la dite partie sud et la dite partie nord du lot No 907; ce passage ayant environ neuf pieds de largeur sur soixante-dix pieds de profondeur, et servant à communiquer de la rue Saint-Pierre sur chacune des dites parties nord et sud dudit lot No 907, est situé dans la ligne de division entre la dite partie sud et la dite partie nord, appartenant à Charles-Emile Côté.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, 1934, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, le 11 juin 1934. 3533—24-2-o
[Première publication, 16 juin, 1934]

with a two tenements wood house and a shed thereon erected and with a partition way for the utility of the said South part and the said North part of said lot No. 907; this way having almost nine feet in width by seventy feet in depth and used to communicate from the Saint Peter Street to each one of the said North and South Part of said lot No. 907, is situated in the division line between the said South part and the said North part belonging to Charles Emile Côté.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in the City of Saint Johns, in the district of Iberville, the SEVENTEENTH day of JULY next, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, June 11th., 1934. 3534—24-2-o
[First publication, June 16th., 1934]

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Joliette. No 4923. } JOS. CLOUTIER & *al*, demandeurs; vs JOSEPH MARTEL, défendeur.

Une terre située à Saint-Lin—bâtie de maison et dépendances, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lin sous le numéro trois cent trente (330).

Pour être vendue à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Lin, le QUATORZIEME jour du mois d'AOUT, 1934, à DIX heures avant-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du Shérif, GEORGE DES ROCHES.
Joliette, ce 27 juin, 1934. 4101—27-2-o
[Première publication, 7 juillet, 1934,

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montréal, No F-131224. } CONTINENTAL GUARANTEE CORPORATION OF CANADA LIMITED, demanderesse; vs GÉRARD GERMAIN & ARTHUR DUVAL, fils, défendeurs.

Immeubles appartenant au défendeur Arthur Duval, fils.

1. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan, contenant environ trente arpents de terre en superficie sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot numéro soixante-dix (Pt No 70) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan, renfermé dans les bornes suivantes: tenant devant à la rivière l'Achigan, derrière au chemin public, d'un côté à Edouard Leclerc et de l'autre côté à Isidore Dagenais—avec maison et autres bâtisses dessus érigées;

2. Un terrain ayant appartenu à Eloise Saint-André, étant le numéro soixante et onze (No 71) du même cadastre.

3. Une terre à bois située dans la paroisse de l'Epiphanie, contenant un arpent de front sur dix-sept arpents de profondeur, plus ou moins, tenant par un bout à Jean Martel ou représentants, par l'autre bout à Roch Charbonneau, d'un côté partie à Jean-Bte Beaudoin et partie à Moïse Dupras, de l'autre côté à Edgar Archambault, connue et désignée aux plan et livre de ren-

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette. No. 4923. } JOS. CLOUTIER & *al.*, plaintiffs; vs JOSEPH MARTEL, defendant.

A farm situate at Saint Lin—with house and dependencies thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Lin, under number three hundred and thirty (330).

To be sold at the church door of the parish of Saint Lin, on the FOURTEENTH day of the month of AUGUST, 1934, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

GEORGE DES ROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, this 27th of June, 1934. 4102—27-2
[First publication, July 7th, 1934]

Superior Court.

Province of Quebec, District of Montreal, No. F-131224. } CONTINENTAL GUARANTEE CORPORATION OF CANADA LIMITED, plaintiff; vs GERARD GERMAIN & ARTHUR DUVAL, Junior, defendants.

Immoveables belonging to the defendant Arthur Duval, Junior:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Roch de l'Achigan, containing about thirty arpents of land in superficies, without warranty as to precise measurement, forming part of lot number seventy (Pt. No. 70) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Roch de l'Achigan, contained within the following boundaries: bounded in front by the river l'Achigan, in rear by the public road, on one side by Edouard Leclerc and on the other side by Isidore Dagenais—with a house and other buildings thereon erected.

2. A lot of land formerly belonging to Eloise Saint Andre, being number seventy one (No. 71) of the same cadastre.

3. A wooded lot of land situate in the parish of l'Epiphanie, measuring one arpent in front by seventeen arpents in depth, more or less, bounded at one end by Jean Martel or representatives, at the other end by Roch Charbonneau, on one side partly by Jean Bte. Beaudoin and partly by Moïse Dupras, on the other side by Edgar Archambault, known and designated on the official

voi officiels du cadastre de la paroisse de l'Epiphanie, comme étant le lot numéro quatre-vingt-quatre (84).

4. Un emplacement connu et désigné comme une partie du numéro deux cent quatre-vingt-seize (P. No 296) du cadastre de l'Epiphanie, borné en front au chemin public, en profondeur et des deux côtés au résidu du dit lot No 296 appartenant à Hermas Picard ou représentants et mesurant, la partie susdite, quatre-vingt-deux pieds de largeur sur la profondeur de trente-trois pieds, ce qui donne douze pieds à l'ouest de la maison, huit pieds en arrière ou au nord et trente-cinq pieds à l'est de la maison actuelle—avec maison sus érigée.

Pour être les dits immeubles vendus comme suit: Celui en quatrième lieu désigné, pour être vendu le premier à la porte de l'Église de l'Épiphanie, et celui en troisième lieu désigné, aussi à la porte de l'Épiphanie, le NEUVIEME jour du mois d'AOUT 1934, à ONZE heures de l'avant-midi, heure solaire, et ceux en premier et deuxième lieu désignés, à la porte de l'Église de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan, district de Joliette, le même jour, à DEUX heures, p. m., heure solaire.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEORGE DES ROCHES.
Joliette, ce 29ème jour du mois de juin 1934.

[Première publication, le 7 juillet 1934]
4103—27-2-o

cadastral plan and book of reference for the parish of l'Epiphanie, as being lot number eighty four (84).

4. An emplacement known and designated as a part of number two hundred and ninety six (Pt. No. 296) on the cadastre for l'Epiphanie, bounded in front by the public road, in depth and on both sides by the residue of said lot No. 296 belonging to Hermas Picard or representatives, the aforesaid part measuring eighty two feet in width by a depth of thirty three feet, being twelve feet West of the house, eight feet in rear or on the North and thirty five feet on the East of the present house—with a house thereon erected.

The said immoveables to be sold as follows: The lot fourthly described, to be sold the first, at the church-door of l'Epiphanie, and the lot thirdly described, also at the church-door of l'Epiphanie, on the NINTH day of the month of AUGUST, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Standard Time, and those firstly and secondly described, at the church door of the parish of Saint Roch de l'Achigan, district of Joliette, the same day, at TWO o'clock, p. m., Standard Time.

GEORGE DES ROCHES,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, this 29th day of the month of June, 1934.

[First publication, July 7th., 1934]
4104—27-2

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Joliette. No 4791.

JOS. DESALLIERS, demandeur; vs EPHREM SAVIGNAC, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Geneviève de Berthier, connue et désignée au cadastre officiel de ladite paroisse de Berthier, sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept (297), mesurant un arpent et cinq perches de largeur sur trente-six arpents de profondeur—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées, mais à distraire cependant dudit lot la portion de terrain au nord du chemin public appartenant à Pierre Coutu suivant titre à cet effet, mais avec tous droits actifs créés en faveur de la balance dudit lot par acte de vente consenti par le présent vendeur à Léonce Lavallée, enregistré à Berthier sous le No 29684, le 30 juin 1902.

Pour être vendue à la porte de l'église de Berthier, le SEPTIEME jour du mois d'AOUT, 1934, à ONZE heures avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, GEORGE DES ROCHES.
Joliette, ce 3e jour d'avril, 1934. 4105—27-2-o
[Première publication, le 7 juillet 1934]

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette. No. 4791.

JOS. DESALLIERS, plaintiff; vs EPHREM SAVIGNAC, defendant.

A farm situate in the parish of Sainte Geneviève de Berthier, known and designated on the official cadastre for the said parish of Berthier under number two hundred and ninety seven (297), measuring one arpent and five perches in width by thirty six arpents in depth—with a house and other buildings thereon erected, to be deducted however from the said lot that parcel of land north of the public road, belonging to Pierre Coutu, as per title to that effect, but with all the active rights created in favour of the residue of said lot by deed of sale made by the present vendor to Léonce Lavallée, registered at Berthier, under No. 29684, on the 30th of June, 1902.

To be sold at the church door of Berthier, on the SEVENTH day of the month of AUGUST, 1934, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DES ROCHES,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, this 3rd day of April, 1934. 4106-27-2
[First publication, July 7th, 1934]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Kamouraska, Rivière-du-Loup, à savoir: No 13584.

EUGENE LEVESQUE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Georges de Cacouna, demandeur; contre CHARLES-EUGENE DESJARDINS, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Le lot de terre numéro cent vingt-deux (No 122) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Kamouraska, Rivière du Loup, to wit: No. 13584.

EUGENE LEVESQUE, farmer, of the parish of Saint Georges de Cacouna, plaintiff; against CHARLES EUGENE DESJARDINS, farmer, of the same place, defendant.

The lot of land number one hundred and twenty two (122) of the official cadastre of the

Georges de Cacouna—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf, et à distraire, la partie du dit lot située au nord du chemin public.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Georges de Cacouna, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET 1934, à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. MOREL.
Rivière-du-Loup, le 13 juin 1934.
[Première publication, 16 juin, 1934]
3635—24-2-o

parish of Saint Georges de Cacouna—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save and to be deducted, that part of said lot situate North of the public road.

To be sold at the parochial church door of Saint Georges de Cacouna, county of Temiscouata, district of Kamouraska, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of JULY, 1934, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

J. W. MOREL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière du Loup, June 13, 1934.
[First publication, June 16th., 1934]
3636—24-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 7412. } LA CITÉ DE LACHINE, demanderesse; vs ROBERT LUCAS, défendeur.

Un lot de terre No 234 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, ayant front sur le côté sud de la rue Saint-Joseph, à Lachine—avec bâtisses dessus construites et s'étendant sur le lit du fleuve Saint-Laurent, en arrière du lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 3 juillet 1934. 4111—27-2-o
[Première publication, 7 juillet 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No C-128355. } J.-G.-ERNEST DUQUETTE, demandeur; vs ALFRED ALLARD *& al*, défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, connu comme étant le lot de terre désigné sous le numéro cinq de la subdivision du lot originaire numéro huit cent quarante-six (lot 846-5) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, mesurant vingt-sept pieds de largeur par cent cinquante-quatre pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise.

Avec la maison en pierre de taille et en brique et ses allonges et dépendances, le tout utilisé comme "conciergerie" portant les numéros civiques 1660, 1662 et 1664 de la rue Saint-Hubert.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 3 juillet, 1934. 4113—27-2-o
[Première publication, 7 juillet 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 128804. } ALLIANCE NATIONALE, demanderesse; vs JOSEPH-LAURENT LAURIER, tant personnellement qu'en sa qualité de grevé de substitution, défendeur.

Un emplacement situé sur la rue des Carrières, en la Cité de Montréal, et composé de deux lots de terre respectivement décrits comme dit ci-après, savoir: (A) la partie sud-ouest d'un certain

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 7412. } THE CITY OF LACHINE, plaintiff; vs ROBERT LUCAS, defendant.

A lot of land No. 234 of the plan and book of reference of the town of Lachine, fronting on the south side of Saint Joseph Street at Lachine—with the buildings thereon erected and extending over the bed of the Saint Lawrence river in rear of the lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 3rd, 1934. 4112—27-2
[First publication, July 7th, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. C-128355. } J. G. ERNEST DUQUETTE, plaintiff; vs ALFRED ALLARD *& al*, defendants.

An emplacement fronting on Saint Hubert Street, in the city of Montreal, known as being the lot of land designated under number five of the subdivision of original lot number eight hundred and forty six (lot 846-5) of the official plan and book of reference for Saint James Ward, of the city of Montreal, measuring twenty seven feet in width by one hundred and fifty four feet in depth, the whole more or less, English measure.

With the cut stone and brick house, its extensions and dependencies thereon erected, the whole used as an apartment house, bearing civic Nos. 1660, 1662 and 1664, Saint Hubert Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 3rd, 1934. 4114—27-2
[First publication, July 7th, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 128804. } ALLIANCE NATIONALE, plaintiff; vs JOSEPH LAURENT LAURIER, both personally and in his quality of institute, defendant.

An emplacement situate on Des Carrières Street, in the City of Montreal, and composed of two lots of land respectively described as follows, to wit: (A) The Southwest part of a

lot de terre connue et désignée comme portant le numéro soixante et onze de la subdivision officielle du lot numéro 197 (197 Pt. S. O. 71) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, mesurant la dite partie de lot 24 pieds de largeur par des profondeurs de 67 pieds dans la ligne nord-ouest et environ 54 pieds et 3/10 de pied dans la ligne sud-est, plus ou moins mesure anglaise, et contenant une superficie de 1455 pieds et bornée (la dite partie de lot) comme suit: en front vers le nord-est par la partie du lot de terre connue et désignée comme portant le No 71 de la subdivision officielle du dit lot No 197 sur le dit plan, expropriée par la Cité de Montréal pour le redressement de la rue des Carrières; en arrière vers le sud-ouest, par le lot de terre connu et désigné comme portant le No 101 de la subdivision officielle du dit lot No 197 (rue de Grandpré) sur le dit plan; d'un côté vers le nord-ouest, par le lot de terre connu et désigné comme portant le No 70 de la subdivision officielle du dit lot No 197 sur le dit plan; et de l'autre côté vers le sud-est, par le lot de terre connu et désigné comme étant la resubdivision un du lot No 72 de la subdivision officielle du lot No 197 sur le dit plan et décrit comme dit ci-après: et (B) du lot de terre connu et désigné comme étant la résubdivision un du lot numéro 72 de la subdivision officielle du dit lot No 197 sur le dit plan, mesurant 18 pieds de largeur par des profondeurs de 54 pieds et 3/10 de pied dans la ligne nord-ouest et 44 pieds et 7/10 de pied dans la ligne sud-est, formant une superficie de 891 pieds plus ou moins mesure anglaise—avec les maisons et les autres bâtisses y érigées, les dites maisons connues comme portant les Nos 4660, 4662, 4664, 4666, 4668 et 4670 de la rue des Carrières et avec les servitudes actives et passives se rattachant au dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 4 juillet 1934. 4133—27-2-o

[Première publication, 7 juillet, 1934]

certain lot of land known and designated as bearing number seventy one of the official subdivision as lot number 197 (197 S. W. Pt. 71) on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint-Louis, measuring the said part of lot 24 feet in width by the depths of 67 feet in the Northwest line and about 54 feet and 3/10 of a foot in the Southeast line, more or less English measure, and containing an area of 1455 feet and bounded (the said part of lot) as follows: in front towards the Northeast, by that part of the lot of land known and designated as bearing No. 71 of the official subdivision of said lot No. 197 on the said plan, expropriated by the City of Montreal for the straightening of Des Carrières Street; in rear towards the Southwest, by the lot of land known and designated as bearing No. 101 of the official subdivision of said lot No. 197 (De Grandpré street) on the said plan; on one side towards the Northwest by the lot of land known and designated as bearing No. 70 of the official subdivision of said lot No. 197 on the said plan; and on the other side towards the Southeast, the lot of land known and designated as being resubdivision one of lot number 72 of the official subdivision of said lot No. 197 on the said plan, and described as follows: and (B) the lot of land known and designated as being resubdivision one of lot No. 72 of the official subdivision of said lot No. 197, on the said plan, measuring eighteen feet in width by the depths of 54 feet and 3/10 of a foot in the Northwest line and 44 feet and 7/10 of a foot in the Southeast line, forming an area of 891 feet more or less English measure—with the houses and other buildings thereon erected, the said houses known under Nos. 4660, 4662, 4664, 4666, 4668 and 4670 Des Carrières Street and with the active and passive servitudes attached to the said emplacement.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, July 4, 1934. 4134—27-2

[First publication, July 7th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DELLE EUGENIE
No 130791. } CHAPLEAU, demanderesse; vs GILLES MARQUIS, en sa qualité de curateur aux successions vacantes de Auguste de Pessemier, et de Adele ou Adelaïde de Blecker, en son vivant épouse du dit de PESSEMIER, défendeur.

1. Un lot de terre à Montréal, rue de Gaspé ou Flamarion, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro cent soixante-cinq de la subdivision du lot originaire neuf (9-165) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec les constructions dessus érigées et les servitudes s'y rattachant.

2. Un lot de terre à Montréal, rue de Gaspé, mesurant vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro cent soixante-quatre de la subdivision du lot originaire neuf (9-164) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, sans construction.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MISS EUGENIE CHA-
No. 130791. } PLEAU, plaintiff; vs GILLES MARQUIS, in his quality of curator to the vacant estate of August de Pessemier, and of Adele or Adelaïde de Blecker, in her lifetime wife of the said de PESSEMIER, defendant.

1. A lot of land at Montreal, de Gaspé or Flamarion street, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less, known and designated under number one hundred and sixty five of the subdivision of original lot number nine (9-165) on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected and servitudes attached thereto.

2. A lot of land at Montreal, de Gaspé Street, measuring twenty five feet in depth, English measure and more or less, known and designated under number one hundred and sixty four of the subdivision of original lot number nine (9-164) of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, without buildings.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINETEENTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Un dépôt de $300.00 quant au premier paragraphe et de $80.00 quant au deuxième paragraphe, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 12 juin 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 12 juin 1934. 3567—24-2-o
[Première publication, 16 juin, 1934]

A deposit of $300.00 as to the first paragraph and $80.00 as to the second paragraph, will be exacted from each or every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated June 12, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 12, 1934. 3568—24-2
[First publication, June 16th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No A-126731. COMMERCIAL LOAN CO., LTD., demanderesse; vs A. PROVOST, défendeur.

a. Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Boulevard des Ormes, connus et désignés comme étant les lots quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-seize de la subdivision du lot originaire numéro deux cent vingt-quatre (224-95 et 96) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, contenant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, et avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle portant les numéros 224-83 et 101 des dits plan et livre de renvoi officiels, tel que le tout se trouve avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

b. Trois lots de rerre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Chambord, connus et désignés sous les numéros deux cent soixante-et-huit, deux cent soixante-et-neuf, deux cent soixante-et-dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent vingt-cinq (225-268-269-270) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse du Sault-aux-Récollets, contenant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses dessus construites.

Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées aux dits immeubles.

Pour être vendus "en bloc" à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures et TRENTE du matin.

Un dépôt de $719.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 2 juin 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 12 juin 1934. 3569—24-2-o
[Première publication, 16 juin, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. A-126731. COMMERCIAL LOAN CO., Ltd, plaintiff; vs A. PROVOST, defendant.

a. Two lots of land situate in the city of Montreal, fronting on Boulevard des Ormes, known and designated as being lots ninety five and ninety six of the subdivision of original lot number two hundred and twenty four (224-95 and 96) of the official plan and book of reference of the parish of Sault aux Recollets, each of the said lots measuring twenty five feet in width by ninety four feet in depth, English measure, more or less—with the buildings thereon erected, and with right of way in common with others in the lane bearing numbers 224-83 and 101 of said official plan and book of reference, as the whole presently subsists with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

b. Three lots of land situate in the City of Montreal, fronting on Chambord Street, known and designated under numbers two hundred and sixty eight, two hundred and sixty nine and two hundred and seventy of the official subdivision of original lot number two hundred and twenty five (225-268-269-270) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sault aux Recollets, each of the said lots measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected.

As the whole presently subsists with all the active and passive apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

To be sold *en bloc* at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JULY next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $719.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated June 2, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 12, 1934. 3570—24-2
[First publication, June 16th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No A-126748. FRANK - DOUGLAS JARVIS *et al.*, demandeurs; vs HUET MASSUE *et al.*, défendeurs.

Une parcelle de terrain ayant les dimensions suivantes: partant du côté sud-est et allant vers le nord-ouest, elle mesure en front 47'80; de là allant vers le sud-ouest une longueur de 14'; de là allant vers le nord-ouest le long de la rue Berri, une largeur de 51 pieds; de là vers le nord-est une profondeur de 82'50; de là allant vers le sud-est une largeur de 43'50; de là vers le nord-est une profondeur de 47' allant jusqu'à la ruelle; de là vers le sud-est une largeur de 57'65 le long de la ruelle; de là vers le sud-ouest une profondeur de 114' à la rue Berri, la superficie du lot étant de 10105 pieds.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. A-126748. FRANK DOUGLAS JARVIS *et al.*, plaintiffs; vs HUET MASSUE *et al.*, defendants.

A piece of land having the following dimensions: starting from the South-East side and going towards the North-West it has a frontage of 47'80: from thence going to the South-West a length of 14': from thence going to the North-West along Berri Street, a width of 51 feet; from thence towards the North-East 82'50 in depth: from thence towards the South-East a width of 43'50: from thence towards the North-East a depth of 47' going to the lane: from thence towards the South-East a width of 57'65 along the lane: from thence towards the South-West a depth of 114' to Berri Street, the superficie of the lot being 10105 feet.

Toute cette propriété comprend les lots et parties des lots des plans officiels du quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal, qui suivent:

1. Subdivisions numéros deux cent quatorze et deux cent quinze du lot numéro douze cent trois (1203-214 et 1203-215).

Subdivisions numéros cent vingt-cinq et cent vingt-six du lot numéro douze cent deux (1202-125 et 1202-126).

2. Une petite portion de la subdivision numéro quatre-vingt-sept du lot numéro douze cent trois (1203-87) mesurant deux pieds en front sur la rue Berri, par quatorze pieds en profondeur et bornée comme suit: En front sur le côté sud-ouest par la rue Berri, en arrière par le lot No 1203-215, du côté sud-est par une autre portion du lot No 1203-87 étant la rue Berri, et du côté nord-ouest par le lot No 1202-124.

3. Une portion de la subdivision numéro cent vingt-quatre du lot numéro douze cent deux (1202-124) mesurant quarante-neuf pieds en front sur la rue Berri, sur une profondeur de quinze pieds et bornée comme suit: En front vers le sud-ouest par la rue Berri partie du lot No 1202-124; en arrière par le lot No 1202-125 et 1202-126; du côté nord-ouest par partie du lot No 1202-124 et du côté sud-est par le lot No 1203-87.

Avec les édifices sus-érigés connus sous les Nos 787, 789 et 791 (anciens numéros) de la dite rue Berri, étant actuellement les Nos 4001 et 4003, rue Berri.

Tel que le tout se trouve actuellement.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 12 juin 1934. 3571—24-2
[Première publication, le 16 juin 1934]

All this property comprises the lots and parts of lots of the official plans of the Saint James Ward of the City of Montreal, which follows:

1. Subdivisions numbers two hundred and fourteen and two hundred and fifteen of lot number twelve hundred and three (1203-214 and 1203-215).

Subdivisions numbers one hundred and twenty five and one hundred and twenty six of lot number twelve hundred and two (1202-125 and 1202-126).

2. A small portion of subdivision number eighty seven of lot number twelve hundred and three (1203-87) measuring two feet in front on Berri Street, by fourteen feet in depth and bounded as follows: In front on the South-West side by Berri Street, in rear by lot No. 1203-215, on the South-East side by another portion of lot No. 1203-87 being Berri Street, and on the North-West side by lot No. 1202-124.

3. A portion of subdivision number one hundred and twenty four of lot number twelve hundred and two (1202-124) measuring forty nine feet in front on Berri Street, by a depth of fifteen feet and bounded as follows: In front towards the South-West by Berri Street, part of lot No. 1202-124; in rear by lot No. 1202-125 and 1202-126; on the North-West side by part of lot No. 1202-124 and on the South-East side by lot No. 1203-87.

With the buildings thereon erected known as Nos. 787, 789 and 791 (old numbers) of said Berri Street, being numbers to-day 4001 and 4003 Berri Street.

As the whole presently subsists.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 12th, 1934. 3572—24-2-o
[First publication, June 16th, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No A-126741. LA COMPAGNIE MUTUELLE D'IMMEUBLES LIMITÉE, demanderesse; vs CONRAD COMTOIS, défendeur.

Un emplacement situé sur le côté sud-ouest de la rue de l'Aqueduc, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille deux cent quarante-trois (1243) aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier Sainte-Anne, en la dite cité de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 428 et 430 de la dite rue de l'Aqueduc, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 12 juin 1934. 3573—24-2-o
[Première publication, le 16 juin 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. A-126741. LA COMPAGNIE MUTUELLE D'IMMEUBLES LIMITEE, plaintiff; vs CONRAD COMTOIS, defendant.

An emplacement situate on the Southwest side of Aqueduct Street, in the city of Montreal, known and designated under number one thousand two hundred and forty three (1243) on the official plan and book of reference for Sainte Ann's Ward, in the said city of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 428 and 430 of said Aqueduct, as the whole presently subsists, with the active, passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 12th., 1934. 3574—24-2
[First publication, June 16th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir. No E-130501. CHARLES-A. MARCHAND, demandeur; vs JOSEPH-ERNEST LEMIRE, L'ABBE JOSEPH-MEDARD LEMIRE, HERCULE LEMIRE, J.-ALFRED WAGNER, en sa qualité de syndic à la faillite de l'Abbé Joseph-Médard Lemire, et J.-A. RODOLPHE LEMIRE, défendeurs.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. E-130501. CHARLES A. MARCHAND, plaintiff vs JOSEPH ERNEST LEMIRE, REVEREND JOSEPH MEDARD LEMIRE, HERCULE LEMIRE, J. ALFRED WAGNER, in his quality of trustee to the Estate of Reverend Joseph Médard Lemire, and J. A. RODOLPHE LEMIRE, defendants.

Un emplacement avant front sur la rue Chatham, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt (280) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine—avec bâtisses y érigées portant les numéros civiques 583 à 587 de ladite rue Chatham.

Pour être vendu à mon bureau en la Cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures et TRENTE du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 12 juin 1934. 3575—24-2-o

[Première publication, 16 juin, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ULRIC MATTE, demandeur; vs DAME LELIAN-FRANCES RALPHS, veuve de Walter Erick Woodhouse; et WILLIAM-WALTER WOODHOUSE, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de feu Walter-Erick Woodhouse et Dame Lelian-Frances Ralphs, Margaret-Frances et Winefred-Eileen Woodhouse, défendeurs.

No A-126070.

Un lot de terre situé dans la Ville de Montréal-Sud, connu et désigné sous le numéro cinq cent un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent cinquante-neuf (159-501) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly—avec les immeubles y érigés portant le numéro civique 36 de la rue Delorimier, contenant ledit lot trente pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 12 juin 1934 3577—24-2-o

[Première publication, le 16 juin 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, demanderesse; vs HENRI BOUDREAU, défendeur.

No D-129615.

Un lot de terre ayant front sur la rue Dandurand, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro quinze cent quatre-vingt-neuf du lot numéro officiel cent soixante-douze, (No 172-1589) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur et deux mille cent soixante pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées avec le droit de passage en commun avec les autres, dans la ruelle en arrière.

Telle que ladite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $700.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, en date du 6 juin 1934.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 12 juin 1934. 3581—24-2

[Première publication, le 16 juin 1934]

An emplacement fronting on Chatham Street, in the city of Montreal, known and designated under number two hundred and eighty (280) on the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 583 to 587 of said Chatham Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at HALF PAST ELEVEN in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, June 12, 1934. 3576—24-2

[First publication, June 16th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ULRIC MATTE, plaintiff; vs DAME LELIAN FRANCES RALPHS, widow of Walter Erick Woodhouse; and WILLIAM WALTER WOODHOUSE, in his quality of tutor to the minor children of the late Walter Erick Woodhouse and Dame Lelian Frances Ralphs, Margaret Frances and Winefred Eileen Woodhouse, defendants.

No. A-126070.

A lot of land situate in the town of Montreal-South, known and designated under number five hundred and one of the official subdivision of original lot number one hundred and fifty nine (159-501) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly—with the immoveables thereon erected bearing civic number 36 of Delorimier Street, the said lot of land measuring thirty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, English measure, more or less.

To be sold at the Registry Office for the county of Chambly, at Longueuil, on the NINETEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, June 12, 1934. 3578—24-2

[First publication, June 16th, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, plaintiff; vs HENRI BOUDREAU, defendant.

No. D-129615.

A lot of land fronting on Dandurand Street, in the city of Montreal, known and designated as subdivision number fifteen hundred and eighty-nine of official lot number one hundred and seventy-two (No. 172-1589) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte Visitation, containing twenty-four feet in width by ninety feet in depth, and two thousand one hundred and sixty feet in superficies, English measure, more or less—with the buildings thereon erected with the right of way in common with others in the lane in rear.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $700.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated June 6th., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, June 12th., 1934. 3582—24-2-o

[First publication, June 16th., 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No A-126592. NATIONAL TRUST CO., LTD. demanderesse; vs LES HERITIERS DE FEU JOSEPH THEMENS, défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Wiseman, en la cité de Montréal, connu et désigné sous les numéros sept cent soixante-dix-sept et sept cent soixante-dix-huit de la subdivision du lot originaire numéro six cent trente-quatre (634-777 et 778), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant le dit lot numéro 634-777, seize pieds en largeur par soixante-douze pieds et deux pouces en profondeur et le lot numéro 634-778, vingt pieds en largeur par soixante-douze pieds et deux pouces en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit emplacement et avec les édifices sus-érigés portant les numéros civiques 7532, 7534 et 7536 de la dite rue Wiseman.

Pour être vendu en bloc à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $700.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 5ème jour de juin 1934.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, le 12 juin 1934. 3579—24-2

[Première publication, 16 juin, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. A-126592. NATIONAL TRUST CO., LTD., plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE JOSEPH THEMENS, defendants.

An emplacement fronting on Wiseman Street, in the city of Montreal, known and designated under the numbers seven hundred and seventy-seven and seven hundred and seventy-eight of the subdivision of original lot number six hundred and thirty-four (634-777 and 778) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring said lot number 634-777, sixteen feet in width by seventy-two feet and two inches in depth, and the lot number 634-778, twenty feet in width by seventy two feet and two inches, in depth, English measure and more or less.

With right of passage in the lane situated in rear of said emplacement and with the buildings thereon erected and bearing civic numbers 7532, 7534 and 7536 of the said Wiseman Street.

To be sold "*en bloc*" at my office, in the City of Montreal on the NINETEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $700.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated June 5th., 1934.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, June 12th., 1934. 3580—24-2-o

[First publication, June 16th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No F-131729. THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, demanderesse; vs LEO PAUL SARAZIN, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la quatorzième avenue, quartier Rosemont, en la cité de Montréal, ayant une largeur de trente pieds et une profondeur de soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins, composé:

1. De la partie nord-ouest du lot numéro six cent huit de la subdivision du lot numéro cent soixante-dix-sept (177-Ptie N. O. 608) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et bornée comme suit: en front par la quatorzième Avenue, en arrière par une ruelle, du côté sud-est par le résidu du même lot numéro six cent huit, du côté nord-ouest par le lot numéro six cent neuf de la subdivision du lot numéro cent soixante-dix-sept (177-609) des dits plan et livre de renvoi;

2. De la partie sud-est du lot numéro six cent neuf de la subdivision du lot numéro cent soixante-dix-sept (177-Ptie S. E. 609) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant dix pieds de largeur par soixante quinze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et bornée comme suit: En front par la quatorzième avenue, en arrière par une ruelle, du côté sud-est par le lot numéro six cent huit de la subdivision du lot numéro cent soixante-dix-sept (177-608) des dits plan et livre de renvoi, et du côté nord-ouest par le résidu du même lot numéro six cent neuf; avec le droit de passage dans toutes les ruelles y communiquant, tous autres droits attachés audit emplacement—et avec toutes les bâtisses sus-érigées.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. F-131729. THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, plaintiff; vs LEO PAUL SARAZIN, defendant.

An emplacement fronting on Fourteenth Avenue, Rosemont Ward, in the city of Montreal, having a width of thirty feet and a depth of seventy five feet, English measure and more or less, composed:

1. Of the North-West part of lot number six hundred and eight of the subdivision of lot number one hundred and seventy seven (177-N. W. Pt. 608), on the official plan and book of reference of the incorporated village of la Côte de la Visitation, measuring twenty feet in width by seventy five feet in depth more or less, English measure, and bounded as follows: in front by Fourteenth Avenue, in rear by a lane, on the South-East side by the residue of the same lot number six hundred and eight, on the North-West side by the lot number six hundred and nine of the subdivision of the lot number one hundred and seventy seven (177-609) on the said plan and book of reference.

2. Of the South-East part of lot number six hundred and nine of the subdivision of lot number one hundred and seventy seven (177-S. E. Pt. 609) on the official plan and in the book of reference of the Incorporated Village of la Côte de la Visitation, measuring ten feet in width by seventy five feet in depth, more or less, English measure, and bounded as follows; in front by fourteenth Avenue, in rear by a lane, on the South-East side by the lot number six hundred and eight of the subdivision-of lot number one hundred and seventy seven (177-608), on the said plan and book of reference, and on the North-West side by the residue of the same lot number six hundred and nine; with the right of way in all lanes connected thereto, all other rights attached to said emplacement—and with all buildings thereon erected.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures ET TRENTE du matin.

Un dépôt de $890.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, en date du 7 juin 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 12 juin 1934. 3583—24-2
[Première publication, le 19 juin 1934]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $890.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated June 7th, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 12th, 1934. 3584—24-2-o
[First publication, June 19th, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CRAIG WILLIAM
No. F-125510. } COOK, demandeur; vs BARNETT LEVINE *et al.*, défendeurs.

Comme appartenant à Barnett Levine.

Un emplacement ayant front sur la rue Shuter, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro quinze du lot numéro mil huit cent trente-neuf (1839-15) aux plan et livre de référence du quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal, contenant vingt-quatre pieds en largeur par cent trente-sept pieds en profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins —avec bâtisses dessus érigées. Avec droit de passage en commun avec les autres dans la ruelle. Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $1,200.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 11 juin 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 12 juin 1934. 3585—24-2-o
[Première publication, 16 juin, 1934]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CRAIG WILLIAM COOK,
No. F-125510. } plaintiff; vs BARNETT LEVINE *et al.*, defendants.

As belonging to Barnett Levine.

An emplacement fronting on Shuter Street, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision number fifteen of lot number one thousand eight hundred and thirty nine (1839-15) on the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward, of the city of Montreal, measuring twenty four feet in width by one hundred and thirty seven feet in depth, English measure, and more or less—with the buildings thereon erected. With a right of way in common with others in the lane. As the whole presently subsists, with the active, passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,200.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated the 11th of June, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 12, 1934. 3586—24-2
[First publication, June 16th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ARMAND LUSSIER,
No E-130323. } demandeur; vs ARMAND LECAVALIER, défendeur; et ALBERT LAMARRE, en sa qualité de syndic à la faillite de Armand Lecavalier, Mis-en-cause.

Deux lots de terre ou emplacements ayant front sur la rue Clarke, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros quinze et seize de la rédivision officielle du lot numéro mille soixante-seize de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-1076-15 et 16) des plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 12 juin 1934. 3587—24-2-o
[Première publication, le 16 juin 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ARMAND LUSSIER,
No. E-130323. } plaintiff; vs ARMAND LECAVALIER, defendant; and ALBERT LAMARRE, in his quality of Trustee to the Bankruptcy Estate of Armand Lecavalier, *Mis-en-cause.*

Two lots of land or emplacements, fronting on Clarke Street, in the city of Montreal, known and designated under numbers fifteen and sixteen of the official redivision of lot number one thousand and seventy six of the official subdivision of lot number eleven (11-1076-15 and 16) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte Saint Louis—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 12th., 1934. 3588—24-2
[First publication, June 16th., 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALBERT SAURIOL,
No A-126118. } demandeur; vs ADELARD JOLY, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Saint-Laurent, ayant front sur la rue Saint-Mathieu, connu et désigné sous le numéro six cent soixante-seize-B de la subdivision du lot originaire numéro deux

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALBERT SAURIOL,
No. A-126118. } plaintiff; vs ADELARD JOLY, defendant.

An emplacement situate in the Town of Saint Laurent, fronting on Saint Mathieu Street, known and designated under number six hundred and seventy six-B of the subdivision of the origi-

cent quarante-deux (242-676-B) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent—avec deux maisons en brique à deux étages chacune y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 12 juin 1934. 3589—24-2-o
[Première publication, le 19 juin 1934]

nal lot number two hundred and forty two (242-676-B) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent—with the two-story brick houses thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 12, 1934. 3590—24-2
[First publication, June 19th, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DAME LEAH SKELNICK, veuve d'Alexandre Weisburgh, demanderesse; vs SYLVIA FINKELBERG, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, *et al.*, défenderesses.
No E-130585.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Urbain, en la cité de Montréal, étant la moitié nord du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante-seize de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-476) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds en largeur par cent pieds en profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, borné en front par la dite rue Saint-Urbain, en arrière par une ruelle, du côté nord par le lot 11-477, du côté sud par le résidu du lot 11-476, avec le droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot en commun avec d'autres y ayant droit, et avec une maison à trois logements portant les numéros civiques 5411, 5413 et 5415, de la dite rue Saint-Urbain, et autres édifices sus-érigés, y compris les intallations électriques dans tous les logements. Telle que la dite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune nature.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $880.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 12 juin 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 12 juin 1934. 3591—24-2
[Première publication, 16 juin, 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: DAME LEAH SKELNICK, widow of Alexandre Weisburgh, plaintiff; vs SYLVIA FINKELBERG, spinster of age and in use of her rights, of the city and district of Montreal, *et al.*, defendants.
No. E-130585.

An emplacement fronting on Saint Urbain Street, in the City of Montreal, being the Northern half of the lot of land known and designated under number four hundred and seventy six of the official subdivision of the original lot number eleven (11-476) on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte Saint Louis, containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by the said Saint Urbain Street, in rear by a lane, on the North side by the lot 11-477, on the South side by the remainder of the lot 11-476. With the right of passage in the lane in rear of said lot in common with others having right therein, and with a house of three tenements bearing civic numbers 5411, 5413 and 5415, of said Saint Urbain Street, and other buildings thereon erected, including the electric fixtures in all flats. As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $880.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated June 12, 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 12, 1934. 3592—24-2
[First publication, June 16th., 1934]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.
Cour de Magistrat.

Québec, à savoir: LA CITÉ DE LÉVIS, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Lévis; contre PHILIPPE AUBIN, de la cité de Lévis, et MARIE-ANNA AUBIN, fille majeure et usant de ses droits, aussi de la ville de Lévis, à savoir:
No 42066.

Les lots Nos 593 et 595 (cinq cent quatre-vingt-treize et cinq cent quatre-vingt-quinze) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé dans la Côte Davidson—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lévis, comté de

QUEBEC

FIERI FACIAS.
Magistrate's Court.

Quebec, to wit: THE CITY OF LEVIS, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Levis; against PHILIPPE AUBIN, of the city of Levis, and MARIE-ANNA AUBIN, spinster and in the use of her rights, also of the town of Levis, to wit:
No. 42066.

Lots Nos. 593 and 595 (five hundred and ninety three and five hundred and ninety five) of the official cadastre of Notre Dame Ward of the city of Levis, being an emplacement situate in Davidson Hill—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Levis, county of Levis, on the

Lévis, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin, heure solaire.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, le 4 juillet 1934. 4121—27-2-o

[Première publication, le 7 juillet 1934]
[Deuxième publication, le 21 juillet 1934]

TENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, July 4th., 1934. 4122—27-2

[First publication, July 7th., 1934]
[Second publication, July 21st., 1934]

FIERI FACIAS.
Cour de Magistrat.

Québec, à savoir: No 42064. LA CITÉ DE LÉVIS, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Lévis; contre DAME EMMA AUDET, veuve de Uldéric Bégin, en son vivant de la cité de Lévis, à savoir:

Parties non subdivisées des lots No 4 (quatre) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Lévis, et 404 (quatre cent quatre) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, de la cité de Lévis, étant un immeuble situé rue Saint-Laurent et Côte Davidson—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lévis, comté de Lévis, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin, heure solaire.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, le 4 juillet 1934. 4123—27-2-o

[Première publication, le 7 juillet 1934]
[Deuxième publication, le 21 juillet 1934]

FIERI FACIAS.
Magistrate's Court.

Quebec, to wit: No. 42064. THE CITY OF LEVIS, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Levis; against DAME EMMA AUDET, widow of Ulderic Begin, in his lifetime of the city of Levis, to wit:

The undivided parts of lots No. 4 (four) of the official cadastre for Saint Laurent Ward, of the city of Levis, and 404 (four hundred and four) of the official cadastre for Lauzon Ward, of the city of Levis, being an immovable situate on Saint Laurent Street, and Davidson Hill—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Levis, county of Levis, on the TENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, July 4th., 1934. 4124—27-2

[First publication, July 7th., 1934]
[Second publication, July 21st., 1934]

FIERI FACIAS.
Cour de Magistrat.

Québec, à savoir: No 42121. LA CITÉ DE LÉVIS, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Lévis; contre DAME ALEXINA MORIN, de la cité de Lévis, épouse séparée de biens de Albert Blais, de la cité de Lévis, et le dit ALBERT BLAIS, mis-en-cause pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, à savoir:

Le lot No 264 (deux cent soixante-quatre) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé à l'angle des rues Blanchette et Chabot—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lévis, comté de Lévis, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, le 4 juillet 1934. 4125—27-2-o

[Première publication, le 7 juillet 1934]
[Deuxième publication, le 21 juillet 1934]

FIERI FACIAS.
Magistrate's Court.

Quebec, to wit: No. 42121. THE CITY OF LEVIS, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Levis; against DAME ALEXINA MORIN, of the city of Levis, wife separate as to property of Albert Blais, of the city of Levis; and the said ALBERT BLAIS, *mis-en-cause*, to authorize and assist his wife for the purposes hereof, to wit:

Lot No. 264 (two hundred and sixty four) of the official cadastre of Notre Dame Ward of the city of Levis, being an emplacement situate on the corner of Blanchette and Chabot Streets—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Levis, county of Levis, on the TENTH day of AUGUST, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, July 4th., 1934. 4126—27-2

[First publication, July 7th., 1934]
[Second publication, July 21st., 1934]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 8966. No 8970. FÉLIX LEMOINE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Robert, district de Richelieu; et ROSARIO PAQUIN, marchand, domicilié à Saint-Robert, district de Richelieu, demandeurs; contre JOSEPH PARENT, fils de Bruno, cultivateur du même lieu, défendeur, à savoir:—

1. Une portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Robert, connue et désignée aux

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 8966. No. 8970. FELIX LEMOINE, farmer, of the parish of Saint Robert, district of Richelieu; and ROSARIO PAQUIN, merchant, residing at Saint Robert, district of Richelieu, plaintiffs; against JOSEPH PARENT, son of Bruno, farmer of the same place, defendant, to wit:—

1. A parcel of land lying and situate in the parish of Saint Robert, known and designated

plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Richelieu, pour la dite paroisse, par et sous le numéro six cent trente-six (No 636);

2. Une portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Robert, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Richelieu, pour la dite paroisse, par et sous le numéro cinq cent quarante-trois (No 543);

3. Un lot de terre situé en la même paroisse, dans la concession Thierçant, mesurant douze perches de largeur par trois arpents de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Robert, comme étant partie du lot de terre numéro six cent trente-sept (Ptie No 637), tenant en front le lot de terre en premier lieu désigne, en profondeur Emile Lambert, d'un côté Maurice Hébert, et d'autre côté Vve François Parent;

4. Un lot de terre situé en la même paroisse de Saint-Robert, dans la concession Thierçant, mesurant un arpent de largeur sur dix arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Robert, comme étant partie du lot de terre numéro six cent quarante et un (Ptie No 641), tenant en front la Rivière des Pins Verts, en profondeur Philippe Joyal, d'un côté le terrain en premier lieu décrit et d'autre côté Joseph Joyal.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Robert, MARDI, le SEPTIEME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent trente-quatre (1934), à UNE heure de l'après-midi. (Heure Solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 30 juin 1934. 4107—27-2-o
[Première publication, le 7 juillet 1934]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montréal, No A-126677. } ANATOLE GIGUERE, ouvrier, des cité et district de Montréal, demandeur; contre AIMÉ JOYAL et OVIDE JOYAL, de la cité et du district de Montréal, défendeurs, à savoir:

Comme appartenant à Aimé Joyal:

Les immeubles connus et désignés comme étant les lots numéros cent quatre-vingt-dix-sept (No 197) et cent quatre-vingt-dix-huit (No 198) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Aimé, concession Thiersant, comté et district de Richelieu.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Aimé, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent trente-quatre (1934), à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 12 juin 1934. 3565—24-2-o
[Première publication, le 19 juin 1934]

on the official cadastral plan and book of reference of the county of Richelieu, for the said parish, by and under number six hundred and thirty six (No. 636);

2. A parcel of land lying and situate in the parish of Saint Robert, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Richelieu, for the said parish, by and under number five hundred and forty three (No. 543);

3. A lot of land situate in the same parish, in the Thierçant concession, measuring twelve perches in width by three arpents in depth, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Robert, as being part of the lot of land number six hundred and thirty seven (Pt. No. 637) bounded in front by the lot of land firstly described, in depth by Emile Lambert, on one side by Maurice Hebert and on the other side by Widow François Parent;

4. A lot of land situate in the same parish of Saint Robert, in the Thierçant concession, measuring one arpent in width, by ten arpents in depth, more or less, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Robert, as being part of the lot of land number six hundred and forty one (Pt. No. 641), bounded in front by the Pins Verts river, in depth by Philippe Joyal, on one side by the lot of land firstly described and on the other side by Joseph Joyal.

To be sold at the parochial church door of Saint Robert, on TUESDAY, the SEVENTH day of the month of AUGUST, nineteen hundred and thirty four (1934), at ONE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

MICHEL SAINT GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, June 30th., 1934. 4108—27-2
[First publication, July 7th., 1934]

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Montreal, No. A-126677. } ANATOLE GIGUERE, workman, of the city and district of Montreal, plaintiff; against AIMÉ JOYAL and OVIDE JOYAL, of the city and district of Montreal, defendants, to wit:

As belonging to Aimé Joyal:

Those immovables known and designated as being lots numbers one hundred and ninety seven (No. 197) and one hundred and ninety eight (No. 198) on the official cadastre for the parish of Saint Aimé, Thiersant Concession, county and district of Richelieu.

To be sold at the parochial church door of Saint Aimé, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of JULY, nineteen hundred and hirty four (1934), at TWO o'clock in the afternoon (Standard time).

MICHEL SAINT-GERMAIN
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, June 12, 1934. 3566—24-2
[First publication, June 19th, 1934]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 6369. } JOSEPH GAGNON, marchand, de Chicoutimi, district de Chicoutimi, demandeur; vs ALFRED DROLET,

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 6369. } JOSEPH GAGNON, merchant, of Chicoutimi, district of Chicoutimi, plaintiff; vs ALFRED DROLET,

de Saint-Félicien, district de Roberval; et DAME ANNA JUNEAU, épouse contractuellement séparée de biens de Eugène Gaudreault, autrefois de Saint-Félicien, et maintenant des cité et district de Québec, défendeurs, et le dit EUGENE GAUDREAULT, en autant que besoin pour autoriser son épouse aux fins des présentes, mis-en-cause, à savoir:

Contre les biens immobiliers de la dite Dame Anna Juneau:

Un emplacement situé dans le village de Saint-Félicien, mesurant en superficie sept mille neuf cent vingt pieds, faisant partie du lot numéro trois-A (Ptie 3-A), du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Demeules, et connu dans le nouveau cadastre du village de Saint-Félicien, sous le numéro trois-A-neuf (No 3-A-9), borné en front, au nord-est, par la rue principale du village de Saint-Félicien, au nord-ouest, à Nérée Perron ou représentants, en profondeur, au sud-ouest et du côté sud-est à Edmond Tremblay—sans bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain (1934), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 12 juin 1934. 3605—24-2-o
[Première publication, le 16 juin 1934]

of Saint-Félicien, district of Roberval; and DAME ANNA JUNEAU, wife separate as to property by marriage contract of Eugène Gaudreault, formerly of Saint Félicien and now of the city and district of Quebec, defendants; and the said EUGENE GAUDREAULT, in so far as needs be to authorize his wife for the purposes hereof, *mis-en-cause*, to wit:

Against the immovable property of the said Dame Anna Juneau:

An emplacement situate in the Village of Saint Félicien, containing seven thousand nine hundred and twenty feet in area, forming part of lot number three-A (Pt. 3-A) in the first range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Demeules, and known on the new cadastre for Saint Félicien, under number three-A-nine (No. 3-A-9), bounded in front on the Northeast by the Main Street of the Village of Saint Félicien, on the Northwest by Nérée Perron, or representatives, on the depth, on the Southwest and on the Southeast side by Edmond Tremblay—without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Félicien, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of JULY next, (1934), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, June 12, 1934. 3606—24-2
[First publication, June 16th, 1934]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Province de Québec, No 5594. } EDMOND SHEEHY, rentier, de la paroisse de Saint-Philippe, Chute Nairn, demandeur; vs LUDOVIC BOULIANE, cultivateur, de la Malbaie, défendeur.

(*a*) Une terre de 3 arpents de largeur par 40 arpents de profondeur, bornée en front, vers l'ouest, à la rivière Malbaie, à la profondeur, vers l'est, au rang Fraserville, d'un côté, vers le nord, à Philippe Laberge et de l'autre côté, vers le sud, à Victor Boulianne, étant et composant la partie nord du lot 379 et les lots 380 et 381 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie.

(*b*) Les lots 285 et 286 du même cadastre, à déduire cependant, la partie d'iceux appartenant à Madame Veuve Philippe Dufour et à charge du droit de passage, stipulé en faveur de Philippe Dufour et ses représentants, dans l'acte enregistré sous le numéro 13721, sur les lots ci-dessus et ceux mentionnés au paragraphe (*a*) ci-haut.

(*c*) La moitié indivise du lot 248 du même cadastre.

Pour être vendus séparément comme suit: (*a*), (*b*) et (*c*) au bureau du shérif, au palais de justice, à la Malbaie, le HUITIEME jour du mois d'AOUT 1934, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, BORIS MALTAIS.
La Malbaie, 3 juillet 1934. 4137—27-2-o
[Première publication, 7 juillet, 1934]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Province of Quebec, No. 5594. } EDMOND SHEEHY, annuitant, of the parish of Saint Philippe, Nairn Falls, plaintiff; vs LUDOVIC BOULIANE, farmer, of La Malbaie, defendant.

(*a*) A farm measuring 3 arpents in width by 40 arpents in depth, bounded in front, on the West by the Malbaie River, on the depth, on the East by the Fraserville Range, on one side, on the North by Philippe Laberge, and on the other side on the South by Victor Boulianne, being and composing the North part of lot 379 and lots 380 and 381 on the official cadastre for the parish of Saint Etienne de la Malbaie.

(*b*) Lots 285 and 286 of the same cadastre, to be deducted however the part thereof belonging to Madame Widow Philippe Dufour and subject to the servitude of right of way stipulated in favour of Philippe Dufour and his representatives in the deed registered under number 13721 on the hereinabove mentioned lots and on those mentioned in the above paragraph (a).

(*c*) The undivided half of lot 248 of same cadastre.

To be sold separately, as follows: (*a*), (*b*) and (*c*) at the Sheriff's Office, in the Court House, at La Malbaie, on the EIGHTH day of the month of AUGUST, 1934, at TEN o'clock in the forenoon.

BORIS MALTAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
La Malbaie, July 3, 1934. 4138—27-2
[First publication, July 7th., 1934]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 889. } RODOLPHE BERNIER, d'Asbestos, district de Saint-François, demandeur; vs ULDERIC GAGNON, d'Asbestos, district de Saint-François, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Le lot numéro 39, de la subdivision officielle du lot primitif numéro 6, (6-39), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village d'Asbestos—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Aimé-de-Shipton (Asbestos), JEUDI, le NEUVIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DEUX heures, p. m., (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, le 5 juillet 1934. 4131—27-2-o
[Première publication, le 7 juillet 1934]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 889. } RODOLPHE BERNIER, of Asbestos, district of Saint Francis, plaintiff; vs ULDERIC GAGNON, of Asbestos, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The lot number 39, of the official subdivision of the original lot number 6 (6-39), upon the official cadastral plan and book of reference for the town of Asbestos—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Aimé de Shipton, Asbestos, THURSDAY, the NINTH day of AUGUST next, at TWO of the clock, p. m., (daylight saving time).

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, July the 5th., 1934. 4132—27-2-o
[First publication, July 7th., 1934]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 34. } YVONNE BEAUREGARD, demanderesse; contre LÉOPOLD BEAUREGARD, défendeur.

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Damase, sur le côté nord de la rivière Yamaska, de deux arpents de large sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant le lot numéro quatre-vingt-quatre (84) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

2. Une autre terre sise et située en la paroisse de Saint-Damase, sur le même rang et contiguë à celle en premier lieu ci-dessus désignée, de la contenance de deux arpents de large sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro quatre-vingt-cinq (85) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damase, VENDREDI, le DIXIEME jour d'AOUT prochain (1934), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, le 3 juillet 1934.
[Première publication, le 7 juillet 1934]
4109—27-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 2448. } LEON CHAGNON, es-qualité, demandeur; contre ANTONIO CHAGNON, défendeur.

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Dominique, sur le côté nord-est du rang Saint-Dominique, de forme irrégulière, contenant environ soixante arpents en superficie, le tout plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro trois cent trente-trois (333) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 34. } YVONNE BEAUREGARD, plaintiff; against LEOPOLD BEAUREGARD, defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Damase, on the North side of the Yamaska river, containing two arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less, being lot number eighty four (84) on the official plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected.

2. Another land situate in the parish of Saint Damase, on the same range, and contiguous to the land described in the first paragraph, containing two arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less, known and designated under lot number eighty five (85) on the official plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc*, at the parochial church door of Saint Damase, FRIDAY, on the TENTH day of AUGUST next, (1934), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, July 3rd., 1934.
[First publication, July 7th., 1934]
4110—27-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 2448. } LEON CHAGNON, *es-qualité*, plaintiff; against ANTONIO CHAGNON, defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Dominique, on the Northeast side of Saint Dominique range, of irregular form, containing about sixty arpents in superficies, the whole more or less, known and designated under lot number three hundred and thirty three (333) on the official plan and book of reference of said parish—with the buildings thereon erected.

2. Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Dominique, du côté sud-ouest du rang Saint-Dominique, contenant environ quatre perches, treize pieds et demi de largeur au chemin de front, et un arpent et demi et quatre pieds et demi environ de largeur à la profondeur, sur environ trente arpents de profondeur, sans garantie de mesure précise, étant la moitié sud-est du lot numéro trois cent quarante (p. 340) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec une grange y érigée.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Dominique, MARDI, le DIX SEPTIEME jour de JUILLET prochain, (1934), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, ce 12 juin 1934.
[Première publication, 16 juin, 1934]
3607—24-2-o

2. A piece of ground situate in the parish of Saint Dominique, on the Southwest side of Saint Dominique range, containing about four perches, thirteen feet and a half in width at the front road, and about an arpent and a half and four feet and a half in width at the depth, by about thirty arpents in depth, without guarantee of exact measure, being the half Southeast of lot number three hundred and forty (p. 340) on the official plan and book of reference of said parish—with a barn thereon erected.

To be sold at the parochial church door of nt Dominique, TUESDAY, on the SEVENTEENTH day of JULY next (1934), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, June 12th, 1934.
[First publication, June 16th., 1934]
3608—24-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 7031. } LA CORPORATION DU VILLAGE DE SAINT-HUGUES, demanderesse; contre L.-A. ROUSSEAU, es-qualité, défendeur.

Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Hugues, sur le deuxième rang et composé du lot numéro deux cent soixante (260) mesurant treize arpents et soixante perches en superficie; du lot numéro deux cent soixante-quatre (264) mesurant sept arpents en superficie, le tout plus ou moins, et partie du lot numéro deux cent soixante et un (p. 261) mesurant aussi sept arpents en super ficie, et tenant par un bout, au sud, au chemin qui divise le premier rang du deuxième rang, par l'autre bout, au nord, à une ligne droite qui sera la continuation de celle qui fixe la profondeur des lots Nos. 262 et 263; du côté est au lot No. 262; et du côté ouest aux lots Nos. 260 et 264, ainsi que partie du lot numéro deux cent soixante cinq du plan cadastre de la paroisse de Saint-Hugues—avec une cabane à sucre et l'agrès de sucrerie se trouvant sur le lot No 260.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hugues, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain (1934), à UNE heure ET DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 13 juin 1934. 3609—24-2-o
[Première publication, le 16 juin 1934]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, to wit: No. 7031. } THE CORPORATION OF THE VILLAGE OF SAINT HUGUES, plaintiff; against L. A. ROUSSEAU, *es-qualité*, defendant.

A piece of ground situate in the parish of Saint Hugues, on the second range, and composed of lot number two hundred and sixty (260) containing thirteen arpents and sixty perches in superficie; of lot number two hundred and sixty four (264) containing seven arpents in superficies, the whole more or less, and a part of lot number two hundred and sixty one (p. 261) containing also seven arpents in superficie, and bounded at one end, at the South, by the road dividing the first range from the second, at other end, at the North, by a right line to be the continuation of the line establishing the depth of lots Nos. 262 and 263; on the East side by lot No. 262; and on the West side by lots Nos. 260 and 264, also a part of lot No. 265 on official cadastre of the parish of Saint Hugues—with a hut and the sugar rigging on the said lot No. 260.

To be sold at the parochial church door of Saint Hugues, TUESDAY, on the SEVENTEENTH day of JULY next, (1934), at HALF PAST ONE o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, June 13th, 1934. 3610—24-2-o
[First publication, June 16th, 1934]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 5177. } PIERRE BÉLANGER, de la ville de Saint-Jérôme, dit district, demandeur; vs DELPHIS BELISLE, de la paroisse de Saint-Jérôme, dit district, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre située dans la côte Sainte-Marguerite, dans la paroisse de Saint-Jérôme, de la contenance de trois arpents de front sur vingt-deux arpents de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, tenant devant au chemin public, derrière aux terres de la côte Saint-Pierre, d'un côté à J.-Bte Raymond ou représentants, et de l'autre côté à Alexandre

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada. Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 5177. } PIERRE BELANGER, of the town of Saint Jerome, said district, plaintiff; vs DELPHIS BELISLE, of the parish of Saint Jerome, said district, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

A farm situate in Cote Sainte Marguerite, in the parish of Saint Jerome, measuring three arpents in front by twenty two arpents in depth, the whole more or less, without guarantee of exact measurement, bounded in front by the public road, in the rear by the lands of Cote Saint Pierre, on one side by J.-Bte Raymond or representatives, and on the other side by

Filion ou représentants, ladite terre aujourd'hui connue et désignée sous le numéro treize (No 13) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique dans la ville de Saint-Jérôme district de Terrebonne, le DIX-SEPTIEME, jour de JUILLET, mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 6 juin 1934. 3541—24-2-o
[Première publication, le 16 juin 1934]

Alexandre Filion or representatives, the said farm actually being known and designated under number thirteen (No. 13) on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Jerome, county of Terrebonne—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic parochial church door, in the town of Saint Jerome, district of Terrebonne, on the SEVENTEENTH day of JULY, nineteen hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time).

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jerome, June 6th., 1934. 3542—24-2
[First publication, June 16th., 1934]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

No 2767. ALCIDAS GUILBERT, menuisier, des cité et district des Trois-Rivières, demandeur; vs ALPHONSE PAILLE, cultivateur, de la paroisse d'Yamachiche, district des Trois-Rivières, défendeur.

Le lot numéro trois cent quarante-cinq (345) du cadastre officiel du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse d'Yamachiche—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse d'Yamachiche, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 13 juin, 1934.
[Première publication, 16 juin, 1934]
3639—24-2-o

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Trois Rivières.

No. 2767. ALCIDAS GUILBERT, joiner, of the city and district of Trois Rivières, plaintiff; vs ALPHONSE PAILLE, farmer, of the parish of Yamachiche, district of Trois Rivières, defendant.

Lot number three hundred and forty five (345) on the official cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Yamachiche—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Yamachiche, on the SEVENTEENTH day of JULY, one thousand nine hundred and thirty four, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, June 13, 1934.
[First publication, June 16th., 1934]
3640—24-2

Ministère du Travail

AVIS

Relatif à une demande d'extension de convention collective de travail par l'Association des Entrepreneurs en Construction de Sherbrooke, et le Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke, Incorporé.

Conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail, (24 Geo. V, Ch. 56);

Avis est donné par l'honorable M. C.-J. Arcand, Ministre du Travail, que conjointement, l'Association des Entrepreneurs en Construction de Sherbrooke et le Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke, Incorporé, ont présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre,

D'UNE PART:

L'Association des Entrepreneurs en Construction de Sherbrooke, ayant son bureau chef à Sherbrooke, représentant:

MM. Bonin, Gendron & Poudrier, Ltée., rue Saint-François, Sherbrooke; Ubald Blouin, 80, rue Murray, Sherbrooke; J.-O. Chartier, 9, rue Guay, Sherbrooke; J.-E. St-Pierre, Sherbrooke;

Department of Labour

NOTICE

Respecting an application for the extension of a collective labour agreement by "L'Association des Entrepreneurs en Construction de Sherbrooke", and "Le Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke Incorporé".

Pursuant to article 4 of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements, (24 Geo. V, Ch. 56);

Notice is given by the Honourable Mr. C. J. Arcand, Minister of Labour, that jointly, "L'Association des Entrepreneurs en Construction de Sherbrooke" and "Le Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke, Incorporé", have presented this day a request to the effect that the Collective Labour Agreement entered into,

ON THE ONE PART:

L'Association des Entrepreneurs en Construction de Sherbrooke, having its head office at Sherbrooke, representing:

MM. Bonin, Gendron & Poudrier, Ltee, Saint Francis Street, Sherbrooke; Ubald Blouin, 80, Murray Street, Sherbrooke; J. O. Chartier, 9, Guay Street, Sherbrooke; J. E. St. Pierre, Sher-

K. B. Jenks, 214, rue Alexandre, Sherbrooke; Alphonse Lainesse, 174, rue Short, Sherbrooke; Paul Rousseau, 1, rue King George, Sherbrooke; O. Lespérance, 63, rue Du Conseil, Sherbrooke; Stewart Construction Company Limited, Sherbrooke; U.-R. Royer, Sherbrooke; A. Gilbert, 55, rue Alexandre, Sherbrooke.

ET, D'AUTRE PART:

Le Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke, Incorporé, 29, rue Gordon, Sherbrooke,

soit rendue obligatoire pour les salariés et les employeurs des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

1. Les taux de salaires seront les suivants, pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	*Salaires Horaires*
Briqueteurs	.60
Plâtriers	.60
Maçons	.60
Charpentiers-Menuisiers, (compagnons)	.50
Apprentis, 1ère année	.30
Apprentis, 2ème année	.35
Apprentis, 3ème année	.40
Apprentis, 4ème année	.45
Peintres, (compagnons)	.45
Apprentis, 1ère année	.25
Apprentis, 2ème année	.30
Apprentis, 3ème année	.35
Apprentis, 4ème année	.40
Journaliers, (ouvriers non-qualifiés)	.30
Peintres et tapisseurs	.50

2. La durée du travail sera conforme aux dispositions de l'Arrêté-en-Conseil No 1496 du 12 juillet 1933 en exécution de la loi relative à la limitation des heures de travail (23 Geo. V, ch. 40).

3. La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend les comtés de Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Stanstead, Compton, Frontenac, Shefford et Brome.

4. Il est expressément stipulé que les contrats de construction accordés et signés avant l'adoption de l'arrêté-en-Conseil approuvant cette requête, ne sont pas assujettis aux dispositions de la présente convention.

5. La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette Officielle de Québec* de l'arrêté-en-Conseil approuvant la présente requête, et demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril 1935.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'Honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

Québec, le 7 juillet, 1934.

GÉRARD TREMBLAY,
Sous-Ministre.

4147-o

brooke; K. B. Jenks, 214 Alexander Street, Sherbrooke; Alphonse Lainesse, 174, Short Street, Sherbrooke; Paul Rousseau, 1, King George, Street, Sherbrooke; O. Lesperance, 63 Du Conseil, Street, Sherbrooke; Stewart Construction Company, Limited, Sherbrooke; U. R. Royer, Sherbrooke; A. Gilbert, 55 Alexander Street, Sherbrooke.

AND ON THE OTHER PART:

Le Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke, Incorporé, 29 Gordon Street, Sherbrooke, be made obligatory for the employees and the employers of the said trades, according to the following conditions:

1. The rate of wages will be the following for each of the said trades:

Trade	*Salary per hour*
Bricklayers	.60
Plasterers	.60
Masons	.60
Carpenters and Joiners (journeymen)	.50
Apprentices, 1st year	.30
Apprentices, 2nd year	.35
Apprentices, 3rd year	.40
Apprentices, 4th year	.45
Painters (Journeymen)	.45
Apprentices, 1st year	.25
Apprentices, 2nd year	.30
Apprentices, 3rd year	.35
Apprentices, 4th year	.40
Laborers (unclassified workmen)	.30
Painters and paper hangers	.50

2. The hours of labour shall comply with the provisions of the Order-in-Council No. 1496 of July 12th., 1933, for the putting into force of the Act respecting the limiting of working hours (23 Geo. V., Ch. 40).

3. The territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the counties of Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Stanstead, Compton, Frontenac, Shefford and Brome.

4. It is expressly stipulated that building contracts granted and signed before the adoption of the Order-in-Council approving the said request shall not be subject to the provisions of the present agreement.

5. The present agreement shall be in force from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the present request, and shall remain into force until the 30th. of April, 1935.

During the thirty days from the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour will receive any objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

Quebec, July 7th., 1934.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister.

4148

AVIS

(Relatif à une demande d'extension de convention collective de travail.)

Conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail, (24 Geo. V, Ch. 56):

Avis est donné par l'honorable M. C.-J. Arcand, Ministre du Travail, que le Conseil des Métiers de la Construction, corps politique et incorporé, ayant son siège social en la cité de Québec, a présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective intervenue entre, D'UNE PART:

NOTICE

(Respecting an application for the Extension of a Collective Labour Agreement).

Pursuant to article 4 of the Act respecting the extension of Collective Labour agreements (24 Geo. V, ch. 56):

Notice is given by the Honourable Mr. C. J. Arcand, Minister of Labour, that the Conseil des Métiers de la Construction, a body politic and corporate, having its head office in the city of Quebec, has presented, this day, a petition to the effect that the collective agreement entered into between, ON THE ONE PART:

MM. Ed. Bélanger, 24, Laliberté, Québec; Deslaurier A., Ltée, 75, Lalement, Québec; Frenette, E., 75, Saint-Laurent, Québec; Gravel, J., 106, 5ème Rue, Québec; Lambert, F.-X., 37, de la Couronne, Québec; Lamontagne, F.-X., 47, Charest, Québec; Pouliot, J.-C., 449½, St-François, Québec; Poudrier & Boulet, 267, Saint-Paul, Québec; Parent, Victor, 399, Avenue Royale, Beauport; Lambert, J.-O., 120, Garnier, Québec; D. Caron & Fils, 117, N.-D. des Anges, Québec; Philippe Mathieu, Laliberté et Des Fossés, Québec; Jinchereau, J.-B., 325, Richardson, Québec; Jobin, Frs., 88, Saint-Louis, Québec; Roberge, Enrg., 7, de l'Eglise, Québec.

tous entrepreneurs-généraux et entrepreneurs Briqueteurs-Maçons et Plâtriers,

ET, D'AUTRE PART:

Le Conseil des Métiers de la Construction, stipulant tant pour lui-même que pour chacun des Syndicats mentionnés au présent contrat et qui lui sont affiliés, soit rendue obligatoire pour les salariés et les employeurs du métier visé, suivant les conditions ci-après:

I.—(*a*) Les mots "compagnons briqueteurs", dans la présente convention signifient et comprennent tout ouvrier qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle, et le bloc de gypse.

(*b*) Le mot "maçon" comprend toute personne qui pose la pierre naturelle ou artificielle, le granit.

(*c*) Par "charpentier-menuisier" il y a lieu d'entendre tout artisan qui fait l'assemblage de pièces de bois, travaille en charpente, s'occupe de toutes les réparations des objets en bois, exécute tous les travaux en bois, sur un chantier de construction.

(*d*) Les mots "compagnons plâtriers" désignent tout travailleur qui exécute les travaux d'enduits de plâtre, de célanite, de mortier, de ciment, de stuco, de moulure ou de coulage d'ornements.

(*e*) Les mots "ferblantier-couvreur" signifient et comprennent toute personne qui fait des travaux de couverture en tuiles, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné; fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, tôle ou cuivre; tels: corniches, ornementation, ventilateurs, gouttières, etc.

(*f*) Les mots "mécanicien-de-machines fixes" désignent les mécaniciens préposés à une installation de la force motrice, au sens de la Loi des Mécaniciens de Machines Fixes de Québec (S. R. Q., 1925, c. 184 et amendements).

(*g*) Les mots "ingénieurs de machines portatives", signifient et comprennent tout mécanicien préposé au fonctionnement d'une machine mobile à force motrice.

(*h*) Par le mot "manœuvre", il y a lieu d'entendre tout homme qui exécute du travail non qualifié et d'aide.

(*i*) Nonobstant les définitions ci-haut, sera considéré comme compagnon dans chacun des métiers ci-dessus définis, tout ouvrier qui aura un certificat de compétence soit du Bureau des examinateurs créé en vertu de l'article 7, paragraphe 2 de la Loi de l'extension des Conventions Collectives de travail, soit de son Association Professionnelle, conformément à l'article 10 de la même loi.

De plus tout manœuvre ou salarié non spécialisé pourra bénéficier de la Loi de l'Extension Juridique de la présente convention collective conformément aux dispositions de l'article 10 de la même loi.

II.—La juridiction territoriale, déterminée par ce contrat, comprend les comtés de Québec,

Messrs: Ed. Belanger, 24, Laliberté Street, Quebec; Deslaurier A., Ltée, 75, Lalement, Quebec; Frenette, E., 75, Saint Laurent, Quebec; Gravel, J., 106, 5th Street, Quebec; Lambert, F. X., 37, De la Couronne, Quebec; Lamontagne, F. X., 47, Charest, Quebec; Pouliot, J. C., 449½, Saint-François, Quebec; Poudrier & Boulet, 267, Saint Paul, Quebec; Parent, Victor, 399, Avenue Royale, Beauport; Lambert, J. O., 120, Garnier, Quebec, D. Caron & Fils, 117, Notre-Dame-des-Anges, Quebec; Philippe Mathieu, Laliberté et Des Fossés, Quebec; Jinchereau, J. B., 325, Richardson, Quebec; Jobin, Frs., 88, Saint Louis, Quebec; Roberge, Enrg., 7, De l'Eglise, Quebec.

all general contractors and bricklaying masonery and plastering contractors,

AND, ON THE OTHER PART:

Le Conseil des Métiers de la Construction, stipulating both for itself and for each of the Syndicates mentioned in the present contract and to which it is affiliated, be made obligatory for the employees and employers of the said trades, according to the following conditions:

I.—(*a*) The words "journeymen-bricklayers", in the present agreement signify and comprise any workman who lays bricks, terra-cotta, artificial stone and block gypsum.

(*b*) The word "mason" signifies any person who lays natural or artificial stone or granite.

(*c*) By "carpenters and joiners" it is meant any laborer who assembles pieces of wood, does carpentry work, repairs wooden objects, executes any wood work, on construction.

(*d*) The words "journeymen-plasterers", designate any workman who does the work of plastering, celanite, mortar, cement, stucco, moulding or pouring of ornaments.

(*e*) The words "tinsmiths and roofers" signify and comprise any person who does roofing work in tile, slate, tin, copper, gravel, asphalt or tarpaper; manufactures any objects in tin, sheet-iron or copper: such as: cornices, ornamental work, ventilators, spouts, etc.

(*f*) The words "stationary engine men" signify mechanics in charge of an installation of motive power, under the Stationary Engine Men's Act (R. S. Q., 1925, C. 184 and amendments).

(*g*) The word (mechanics) signifies and comprises any mechanic in charge of a portable motor engine.

(*h*) The word "laborer" signifies any man who does unspecified classified work and is employed as a helper.

(*i*) Notwithstanding the foregoing definitions, any workman who holds a certificate of competence either from the Board of Examiners established under article 7, paragraph 2 of the extension Collective Labour Agreement Act or from his own Professional Association, pursuant to Article 10 of the same Act.

Moreover any unclassified laborer or employee shall benefit by the Act respecting the present Collective Labour Agreement pursuant to the provisions of Article 10 of the same Act.

II.—The territorial jurisdiction determined by the resent agreement shall comprise the counties

de Lévis, de Montmorency, de Portneuf, de la Beauce, de Dorchester et de Mégantic.

III.—(*a*) Dans la cité de Québec, de Lévis et dans un rayon de 10 milles de leurs limites les taux des salaires seront les suivants dans les différents métiers ci-après mentionnés:

	de l'heure
Briqueteurs	.70
Maçons	.70
Plâtriers	.70
Charpentiers-Menuisiers	.50
Manœuvres.—Ouvriers non qualifiés et aides	.35
Faiseurs de mortier	.35
Brasseurs de célanite	.35
Couleurs de blanc	.35
Porteurs d'oiseau	.35
Drileurs	.45
Latteurs en bois	.45
Poseurs de lattes métalliques	.50
Ingénieurs stationnaires et de machines portatives	.50

(*b*) Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent et à l'exception de la cité de Québec, de Lévis et d'un rayon de 10 milles de leurs limites, il est stipulé et convenu que dans toutes les municipalités de la dite juridiction, déterminée au paragraphe (2), ayant une population de moins de 5000 âmes, selon le dernier recensement du Dominion du Canada où les contrats généraux de construction dont le coût total des salaires et matériaux compris, est de moins de $5,000.00, l'échelle suivante des salaires dans les différents métiers ci-après mentionnés, prendra effet, à savoir:

	de l'heure
Briqueteurs	.55
Maçons	.55
Plâtriers	.55
Charpentiers-Menuisiers	.45
Manœuvres.—Ouvriers non qualifiés et aides	.30
Faiseurs de mortier	.30
Brasseurs de célanite	.30
Couleurs de blanc	.30
Porteurs d'oiseau	.30
Drileurs	.40
Latteurs en bois	.40
Poseurs de lattes métalliques	.45
Ingénieurs stationnaires et de machines portatives	.45

IV.—Tout travail exécuté en dehors des heures règlementaires sera payé temps et demi jusqu'à minuit et temps double après minuit.

V.—La durée de travail sera conforme aux dispositions de l'Arrêté-en-Conseil No 1496 du 12 juillet 1933 en exécution de la loi relative à la limitation des heures de travail (23 Geo. V, ch. 40).

VI.—Nonobstant les dispositions du paragraphe 3 du présent avis les parties signataires de la présente convention restent assujetties à l'obligation de se conformer aux exigences de la présente entente, quand elles exerceront leurs activités en dehors de la juridiction territoriale déterminée au paragraphe (2).

VII.—La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette Officielle de Québec* de l'arrêté-en-Conseil approuvant la présente requête, et demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril 1935. Elle se renouvellera automatiquement pour une autre année, à moins que l'une des parties ait notifié l'autre

of Quebec, Levis, Montmorency, Portneuf, Beauce, Dorchester and Megantic.

III.—(*a*) In the city of Quebec, Levis and within a radius of 10 miles of their limits the rate of wages shall be the following in the different trades hereinafter mentioned:

	Per hour
Bricklayers	.70
Masons	.70
Plasterers	.70
Carpenters and joiners	.50
Common laborers and helpers	.35
Mortar makers	.35
Celanite mixers	.35
Plasted pourers	.35
Hod carriers	.35
Drillers	.45
Lathers-wood	.45
Lathers-metal	.50
Stationary and mechanics Enginemen	.50

(*b*) Nothwithstanding the provisions of the preceding paragraph and with the exception of the City of Quebec, Levis and within a radius of 10 miles of their limits, it is stipulated and agreed that in all the municipalities of the said jurisdiction, determined in paragraph (2), having a population of less than 5000 persons, according to the last census of the Dominion of Canada where the general building contracts whereof the total cost, salaries and material included, is less than $5,000.00, the following rate of wages for the different trades hereinafter mentioned, shall be put in force, to wit:

	Per hour
Bricklayers	.55
Masons	.55
Plasterers	.55
Carpenters and joiners	.45
Common laborers and helpers	.30
Mortar makers	.30
Celanite mixers	.30
Plaster pourers	.30
Hod Carriers	.30
Drillers	.40
Lathers-wood	.40
Lathers-metal	.45
Stationary and mecanics Enginemen	.45

IV.—Any work done outside the regular hours will be paid time and a half until midnight, and double time after midnight.

V.—The hours of labour shall be in conformity with the provisions of the Order in Council No. 1496 of July 12, 1933, for the putting into force of the Act respecting the limiting of working hours (23 Geo. V, ch. 40).

VI.—Notwithstanding the provisions of paragraph 3 of the present notice the parties signing the present agreement shall be under obligation to comply with the exigencies of the present agreement, wehn they carry on their activities outside the territorial jurisdiction determined in paragraph (2).

VII.—The present agreement shall be in force from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the present request, and shall remain in force until the 30th of April, 1935 It shall renew itself automatically for another year, unless one of the parties hereto have notified the other party of

partie de son intention de la faire modifier ou de l'abroger, au moins 30 jours avant son expiration.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'Honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

Québec, le 7 juillet 1934.

GERARD TREMBLAY,
4145-o Sous-Ministre.

his intention of amending or repealing the same, at least 30 days before its expiration.

During the thirty days after the publication of the said notice, the Honourable the Minister of Labour will receive objections which any interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

Quebec, July 7, 1934.

GERARD TREMBLAY,
4146 Deputy Minister.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 27

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 2919

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la Loi des produits laitiers.. 2991
Concernant la Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement sur les actes et les frais sur les procédures..... 2998
Concernant l'application des dispositions de l'article 29 de la Loi du prêt agricole..... 2997
Concernant "La Société Amicale des Aveugles, Inc..... 2997

AVIS DIVERS:—

Cartier Natural Gas Co., Ltd..... 2999
Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec..... 3009
L'Aide à la Femme, Limitée..... 2999
Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal..... 2999

BUREAUX-CHEFS:—

Cartier Natural Gas Co., Ltd..... 3003
Cie Système Téléphonique Ste-Catherine, Ltée..... 3003
Corporation Financière Verdun, Limitée. 3003
Hudson Agency, Limited..... 3003
La Cie Routière, Lac-St-Jean, Chicoutimi..... 3003

CHARTE:—ABANDON DE:—

Hôpital Général de Verdun..... 3003

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DE LA CHASSE ET DES PÊCHERIES:—

Société de Colonisation du Diocèse de Sherbrooke..... 3004

LETTRES PATENTES:—

Alex. Desmarais Co., Ltd..... 2920
Alma Construction, Limitée..... 2921
Automobile Supply Stores, Inc..... 2922
Babette, Inc..... 2924
Bergeronnes Lumber Co., Ltd..... 2964
Blank & Stoller, Limited..... 2925
Canadian Auto Top Co., Inc..... 2966
Cap-Chat Transportation Co., Ltd..... 2986
Central Clothiers, Inc..... 2927
Century Social and Recreation Club, Inc. 2967
Country Gas Co., Ltd.—Cie du Gaz à la campagne, Ltée..... 2930
De Luxe Silks & Lingerie, Ltd..... 2931
Dominion Umbrellas, Limited..... 2932

Index of the Quebec Official Gazette, No. 27

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 2919

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the Dairy Products' Act.... 2991
Respecting the Act amending the Quebec Farm Loan Act to reduce the costs of registering deeds and those on the proceedings..... 2998
Respecting the application of the provisions of Article 29 of the Quebec Farm Loan Act..... 2997
Respecting "La Société Amicale des Aveugles, Inc"..... 2997

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Cartier Natural Gas Co., Ltd..... 2999
Dairy Industry Commission of the Province of Quebec..... 3009
L'Aide à la Femme, Limitée..... 2999
Le Conseil des Syndicats des Metiers de la Construction de Montréal..... 2999

CHIEF-OFFICES:—

Cartier Natural Gas Co., Ltd..... 3003
Cie Système Téléphonique Ste-Catherine, Ltée..... 3003
Corporation Financière Verdun, Limitée. 3003
Hudson Agency, Limited..... 3003
La Cie Routière, Lac-St-Jean, Chicoutimi..... 3003

CHARTER:—SURRENDER OF:—

Hôpital Général de Verdun..... 3003

DEPARTMENT OF COLONIZATION, GAME AND FISHERIES:—

Société de Colonisation du Diocèse de Sherbrooke..... 3004

LETTERS PATENT:—

Alex. Desmarais Co., Ltd..... 2920
Alma Construction, Limitée..... 2921
Automobile Supply Stores, Inc..... 2922
Babette, Inc..... 2924
Bergeronnes Lumber Co., Ltd..... 2964
Blank & Stoller, Limited..... 2925
Canadian Auto Top Co., Inc..... 2966
Cap-Chat Transportation Co., Ltd..... 2986
Central Clothiers, Inc..... 2927
Century Social and Recreation Club, Inc. 2967
Country Gas Co., Ltd.—Cie du Gaz à la campagne, Ltée..... 2930
De Luxe Silks & Lingerie, Ltd..... 2931
Dominion Umbrellas, Limited..... 2932

Food Colours, Ltd. 2968
Garage Central, Inc.—Central Garage, Inc. 2969
Gordon Realties, Inc. 2933
Gracefield Lumber Co., Ltd. 2936
Harvey-Potvin Traction, Ltée 2938
Johnson Fruit Co., Ltd 2939
Jos. Brodrique & Fils, Ltée 2941
Kleinert Company, Limited 2942
Lacroix & Léger, Limited. 2943
Langevin & Forest, Limitée 2945
L'Artisan Immobilier, Inc 2947
L'Association Générale des Diplomés de l'Université de Montréal, Inc 2948
Le Cinéma de Granby, Limitée 2970
Le Jeune Barreau de Québec, Inc 2948
Libby Lake Power Co., Ltd 2971
Montreal Egg Dealers Protective Association, Inc 2973
Montreal Testing Laboratories, Ltd 2978
Mountain Agencies, Limited 2975
National Butchers' Supply, Limited 2976
Northern Trail Club, Inc 2949
Préfontaine Candy Market, Limited 2980
Richelieu Oil Co., Ltd 2950
Rosemount Fruit & Meat Market, Ltd. 2981
Société St-Jean-Baptiste de Notre-Dame de la Recouvrance, Inc 2951
St-George Realty Co., Inc 2951
Strand Jewellery and Leather Goods, Ltd. 2955
Terrace Club, Inc 2956
The Beaumûr Corporation. 2957
The C. & D. Construction Co 2958
The International Bureau of Inventors, Inc. 2982
The W. C. Wylie Co., Inc. 2983
Windsor Associates, Limited. 2959

Food Colours, Ltd. 2968
Garage Central, Inc.—Central Garage, Inc. 2969
Gordon Realties, Inc. 2933
Gracefield Lumber Co., Ltd. 2936
Harvey-Potvin Traction, Ltée 2938
Johnson Fruit Co., Ltd 2939
Jos. Brodrique & Fils, Ltée 2941
Kleinert Company, Limited 2942
Lacroix & Léger, Limited. 2943
Langevin & Forest, Limitée 2945
L'Artisan Immobilier, Inc 2947
L'Association Générale des Diplomés de l'Université de Montréal, Inc 2948
Le Cinéma de Granby, Limitée 2970
Le Jeune Barreau de Québec, Inc 2948
Libby Lake Power Co., Ltd 2971
Montreal Egg Dealers Protective Association, Inc 2973
Montreal Testing Laboratories, Ltd 2978
Mountain Agencies, Limited 2975
National Butchers' Supply, Limited 2976
Northern Trail Club, Inc 2949
Préfontaine Candy Market, Limited 2980
Richelieu Oil Co., Ltd 2950
Rosemount Fruit & Meat Market, Ltd. 2981
Société St-Jean-Baptiste de Notre-Dame de la Recouvrance, Inc 2951
St-George Realty Co., Inc 2951
Strand Jewellery and Leather Goods, Ltd. 2955
Terrace Club, Inc 2956
The Beaumûr Corporation. 2957
The C. & D. Construction Co 2958
The International Bureau of Inventors, Inc. 2982
The W. C. Wylie Co., Inc. 2983
Windsor Associates, Limited. 2959

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Club Avalon, Limitée 2987
Doré, Limitée—Doré, Limited 2987
The Lower Ottawa Forest Protective Association, Ltd. 2988
The Tourville Lumber Mills Co.—La Cie des Moulins à Bois Tourville 2988
Wilsil, Limited. 2989

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Club Avalon, Limitée 2987
Doré, Limitée—Doré, Limited 2987
The Lower Ottawa Forest Protective Association, Ltd. 2988
The Tourville Lumber Mills Co.—La Cie des Moulins à Bois Tourville 2988
Wilsil, Limited. 2989

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Décret concernant la Loi des produits Laitiers 3000

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Order respecting the Dairy Products' Act. 3000

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Relatif à une demande d'extension de convention collective de travail 3031
Relatif à une demande d'extension de convention collective de travail par l'Association des Entrepreneurs en Construction de Sherbrooke, *et al* 3030

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Respecting an application for the extension of a collective labour agreement. 3031
Respecting an application for the extension of a collective labour agreement by the Association des Entrepreneurs en Construction de Sherbrooke, *et al* . . 3030

MINUTES DE NOTAIRES:—

Arbour, Théodule 3000
Coupal, Isidore 3000
Picard, Chénier 3000

NOTARIAL MINUTES:—

Arbour, Théodule 3000
Coupal, Isidore 3000
Picard, Chénier 3000

NOMINATIONS:—

Diverses. 3004

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous. 3004

ORDRE DE COUR:—

Bourgeois vs Weilbrenner. 2990

RULE OF COURT:—

Bourgeois vs Weilbrenner. 2990

VENTE PAR LICITATION:—

Amyot vs Lessard *et al*..... 2990

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

L'Abbé, Dame Ludivine..... 3005
Lemire, Joseph-Adélard..... 3007
Nadeau, Narcisse..... 3005
Rochette, Odina..... 3006
Turcotte, Joseph-Noel..... 3008

VENTE POUR TAXES:—

Cité des Trois-Rivières..... 3009

VENTES PAR LES SHERIFS:—

ARTHABASKA:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Parenteau..... 3011
Mailhiot vs Bédard..... 3011

BEAUCE:—

Dumont vs Grenier..... 3012
Pepin vs Foster..... 3011
Poulin vs Bureau..... 3012

CHICOUTIMI:—

Boivin vs Savard..... 3012

GASPÉ:—

La Caisse Populaire de Sainte-Adélaïde vs LeBlanc..... 3013

HULL:—

Côté vs Therrien..... 3014

IBERVILLE:—

Cité de St-Jean vs Côté..... 3014

JOLIETTE:—

Cloutier *et al* vs Martel..... 3015
Continental Guarantee Corp. of Canada, Ltd. vs Germain *et al*..... 3015
Desalliers vs Savignac..... 3016

KAMOURASKA:—

Lévesque vs Desjardins..... 3016

MONTRÉAL:—

Alliance Nationale vs Laurier..... 3017
Chapleau vs Marquis..... 3018
Cité de Lachine vs Lucas..... 3017
Commercial Loan Co., Ltd vs Provost... 3019
Cook vs Levine *et al*..... 3023
Duquette vs Allard *et al*..... 3017
Jarvis *et al* vs Massue *et al*..... 3019
La Cie Mutuelle d'Immeubles Ltée vs Comtois..... 3020
Lussier vs Lecavalier..... 3023
Marchand vs Lemire *et al*..... 3020
Matte vs Ralphs *et al*..... 3021
National Trust Co., Ltd vs Héritiers J. Themens..... 3022
Sauriol vs Joly..... 3023

SALE BY LICITATION:—

Amyot vs Lessard *et al*..... 2990

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

L'Abbé, Dame Ludivine..... 3005
Lemire, Joseph-Adélard..... 3007
Nadeau, Narcisse..... 3005
Rochette, Odina..... 3006
Turcotte, Joseph-Noel..... 3008

SALE FOR TAXES:—

City of Trois Rivieres..... 3009

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

The Canadian Farm Loan Board vs Parenteau..... 3011
Mailhiot vs Bédard..... 3011

BEAUCE:—

Dumont vs Grenier..... 3012
Pepin vs Foster..... 3011
Poulin vs Bureau..... 3012

CHICOUTIMI:—

Boivin vs Savard..... 3012

GASPÉ:—

La Caisse Populaire de Sainte-Adélaïde vs LeBlanc..... 3013

HULL:—

Côté vs Therrien..... 3014

IBERVILLE:—

City of St. Johns vs Côté..... 3014

JOLIETTE:—

Cloutier *et al* vs Martel..... 3015
Continental Guarantee Corp. of Canada, Ltd. vs Germain *et al*..... 3015
Desalliers vs Savignac..... 3016

KAMOURASKA:—

Lévesque vs Desjardins..... 3016

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Laurier..... 3017
Chapleau vs Marquis..... 3018
City of Lachine vs Lucas..... 3017
Commercial-Loan Co., Ltd vs Provost... 3019
Cook vs Levine *et al*..... 3023
Duquette vs Allard *et al*..... 3017
Jarvis *et al* vs Massue *et al*..... 3019
La Cie Mutuelle d'Immeubles Ltée vs Comtois..... 3020
Lussier vs Lecavalier..... 3023
Marchand vs Lemire *et al*..... 3020
Matte vs Ralphs *et al*..... 3021
National Trust Co., Ltd vs Heirs J. Themens..... 3022
Sauriol vs Joly..... 3023

Skelnick vs Finkelberg *et al*..... 3024
The Prudential Ins. Co. of America vs Boudreau..... 3021
The Prudential Ins. Co. of America vs Sarazin..... 3022

QUÉBEC:—

Cité de Lévis vs Aubin *et al*..... 3024
Cité de Lévis vs Audet..... 3025
Cité de Lévis vs Morin *et vir*..... 3025

RICHELIEU:—

Giguère vs Joyal *et al*..... 3026
Lemoine *et al* vs Parent..... 3025

ROBERVAL:—

Gagnon vs Drolet *et al*..... 3026

SAGUENAY:—

Sheehy vs Bouliane..... 3027

SAINT-FRANÇOIS:—

Bernier vs Gagnon..... 3028

SAINT-HYACINTHE:—

Beauregard vs Beauregard..... 3028
Chagnon vs Chagnon..... 3028
Village de Saint-Hugues vs Rousseau..... 3029

TERREBONNE:—

Bélanger vs Belisle..... 3029

TROIS-RIVIÈRES:—

Guilbert vs Paille..... 3030

Skelnick vs Finkelberg *et al*..... 3024
The Prudential Ins. Co. of America vs Boudreau..... 3021
The Prudential Ins. Co. of America vs Sarazin..... 3022

QUEBEC:—

City of Levis vs Aubin *et al*..... 3024
City of Levis vs Audet..... 3025
City of Levis vs Morin *et al*..... 3025

RICHELIEU:—

Giguère vs Joyal *et al*..... 3026
Lemoine *et al* vs Parent..... 3025

ROBERVAL:—

Gagnon vs Drolet *et al*..... 3026

SAGUENAY:—

Sheehy vs Bouliane..... 3027

SAINT FRANCIS:—

Bernier vs Gagnon..... 3028

SAINT HYACINTHE:—

Beauregard vs Beauregard..... 3028
Chagnon vs Chagnon..... 3028
Village of Saint Hugues vs Rousseau..... 3029

TERREBONNE:—

Bélanger vs Belisle..... 3029

TROIS RIVIERES:—

Guilbert vs Paille..... 3030

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.